

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Dokumentationsdienst
3003 Bern
Tel. 031 322 97 44
Fax 031 322 82 97
doc@parl.admin.ch

04.065 Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz



Curia Vista - Geschäftsdatenbank

04.065 - Geschäft des Bundesrates

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz**Einreichungsdatum** 24.09.2004**Stand der Beratung** Erledigt

Botschaft vom 24. September 2004 zum Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (SERV) (BBI 2004 5795)

Dokumente

- ▶ Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)
- ▶ Zusammenfassung Botschaft / Bericht und Beratungen
- ▶ Medienmitteilungen
- ▶ Amtliches Bulletin - die Wortprotokolle
- ▶ Text des Erlasses (AS 2006 1801)

Chronologie / Wortprotokolle**Vorlage 1**

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERVG)

- | | | |
|--------------|----|---|
| ▶ 14.03.2005 | NR | Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates. |
| ▶ 02.06.2005 | SR | Abweichend. |
| ▶ 29.09.2005 | NR | Abweichend. |
| ▶ 04.10.2005 | SR | Abweichend. |
| ▶ 30.11.2005 | NR | Abweichend. |
| ▶ 07.12.2005 | SR | Abweichend. |
| ▶ 13.12.2005 | NR | Beschluss gemäss Antrag der Einigungskonferenz. |
| ▶ 13.12.2005 | SR | Beschluss gemäss Antrag der Einigungskonferenz. |
| ▶ 16.12.2005 | NR | Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. |
| ▶ 16.12.2005 | SR | Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.
Bundesblatt 2005 7467; Ablauf der Referendumsfrist: 6. April 2006
Amtliche Sammlung des Bundesrechts 2006 1801 |

ZuständigVolkswirtschaftsdepartement (EVD)
Erstbehandelnder Rat: Nationalrat**Behandelnde Kommissionen**

- ▶ Kommission für Wirtschaft und Abgaben NR (WAK-NR)
Antrag: Differenzbereinigung
- ▶ Kommission für Wirtschaft und Abgaben SR (WAK-SR)
Antrag: Eintreten

Deskriptoren:

Exportrisikoversicherung; Risikodeckung; öffentlich-rechtliche Einrichtung; ausserparlamentarische Kommission

Ergänzende Erschliessung:

15;freie Schlagwörter: Schweizerische Exportrisikoversicherung (SERV), private Käuferrisiken (PKR), Beirat

degli atti parlamentari! L'ultimo rapporto sul tema risale al 1953, sono dunque passati più di 50 anni. Immaginatevi cosa è cambiato nell'aviazione civile in più di 50 anni, per cui mi sembra più che legittimo che i nostri colleghi possano avere questo rapporto, leggerlo e discuterlo nei loro gruppi parlamentari; è una questione minima di correttezza. Tra l'altro c'è il regolamento che ci dice che dobbiamo attenerci a queste regole; ma al di là delle regole è una questione di rispetto verso i nostri colleghi.

Binder Max (V, ZH): Es ist tatsächlich so, dass wir diesen Bericht in der Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen diskutiert haben. Es ist auch so, dass wir ihn in der SVP-Fraktion behandelt haben, und wir haben seit geraumer Zeit von verschiedenen Organisationen Stellungnahmen dazu erhalten. Das ist das Einzige, das mich erstaunt: dass Organisationen allenfalls im Besitz dieses Berichtes sind, dass Sie als Ratsmitglieder diesen aber erst heute erhalten haben.

Insofern habe ich ein gewisses Verständnis für den Ordnungsantrag. Ich empfehle Ihnen nichts; tun Sie, was Sie für gut halten! (*Heiterkeit*)

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag
der grünen Fraktion 111 Stimmen
Dagegen 29 Stimmen

04.3618

Motion APK-NR. Zolltarifarisches Massnahmen. Jährliche Berichterstattung

Motion CPE-CN. Mesures tarifaires. Rapport annuel

Einreichungsdatum 29.06.04

Date de dépôt 29.06.04

Nationalrat/Conseil national 09.03.05

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Les deux rapporteurs ont signalé qu'ils renonçaient à s'exprimer. Le Conseil fédéral y renonce également. Le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

Angenommen – Adopté

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz

Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBl 2004 5795)

Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit

(Gysin Remo, Genner, Recordon)
Nichteintreten

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Gysin Remo, Genner, Recordon)
Ne pas entrer en matière

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: C'est à une très large majorité – la décision a été prise par 21 voix contre 3 –, que la commission a adopté, en date du 24 février 2005, le projet de loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation. Ce texte remplace la loi fédérale du 26 septembre 1958 sur la garantie contre les risques à l'exportation. Le projet comporte deux innovations majeures: d'une part, l'élargissement de la couverture aux risques des acheteurs privés; d'autre part, la transformation du fonds en une entreprise indépendante.

Dans un premier temps, l'extension envisagée de la garantie suisse contre les risques à l'exportation aux risques de l'acheteur privé s'est heurtée à un certain scepticisme. D'aucuns en effet avaient de la peine à comprendre pourquoi les pouvoirs publics devaient couvrir le risque que font courir à l'entrepreneur les exportations réalisées entre des entreprises privées suisses et des entreprises privées des pays émergents et des pays en développement. Il faut toutefois être conscient du fait que la Suisse est le seul pays industrialisé important à ne pas couvrir le risque de l'acheteur privé. Or, le désavantage concurrentiel qui en résulte pour l'industrie suisse d'exportation met des emplois en danger. Ces emplois se situent surtout dans deux branches économiques: l'industrie des machines et la chimie, qui sont aussi nos deux principales industries d'exportation et qui jouent un rôle central dans la vie économique et sociale de notre pays. Parmi les modifications que la commission a apportées au projet, il convient tout d'abord de signaler la différenciation des primes en fonction de la catégorie du débiteur, ce qui entraîne aussi des conséquences pour l'établissement des comptes. Autrement dit, la commission souhaite que l'assurance distingue clairement la couverture des risques des entreprises suisses selon qu'il s'agit de débiteurs privés ou de débiteurs publics. A ce propos, il faut encore signaler la décision de la commission, prise par 21 voix contre 2 et 1 abstention, d'augmenter la limite de la couverture maximale pour les entreprises suisses envers les débiteurs privés au même niveau que la couverture pour les débiteurs publics, c'est-à-dire au plus à 95 pour cent du montant assuré.

Parmi les autres décisions importantes, la commission a aussi admis des représentants des partenaires sociaux au sein du conseil d'administration de l'assurance contre les risques à l'exportation et cela à une nette majorité – dans ce cas, la décision a été prise par 18 voix contre 6. Elle a aussi admis que dans ce conseil, il devrait y avoir une représentation équitable des deux sexes. En revanche, par 15 voix contre 9 et 1 abstention, la commission propose de renoncer à la création d'un organe consultatif.

Un long débat a eu lieu en commission pour savoir si les pouvoirs publics ne devaient couvrir le risque de l'entrepreneur que si celui-ci garantissait les conditions de travail usuelles dans la branche. Concrètement, cela aurait signifié que l'entreprise, pour pouvoir contracter une assurance contre les risques à l'exportation, aurait dû être partie prenante à la convention collective de travail de force obligatoire ou non – dans les secteurs où une telle convention existe – ou alors garantir ces conditions sur le plan contractuel. Dans la pratique, cette condition aurait été facile à remplir puisqu'il existe des conventions de branche qui ont fait leurs preuves tant dans l'industrie des machines que dans la chimie, les deux secteurs qui tirent, et de loin, le plus grand profit de l'assurance contre les risques à l'exportation. La commission a finalement renoncé à inscrire une telle disposition

dans la loi. Mais sur le fond, et c'est très important, l'idée n'a pas été abandonnée.

Concernant le respect des conditions de travail usuelles dans la branche, Monsieur le conseiller fédéral Deiss a en effet pris l'engagement que ces éléments figureraient dans les conditions générales du contrat conclu par chaque entreprise. Ce qui signifie que ces éléments apparaîtront déjà imprimés dans le contrat. Monsieur le conseiller fédéral Deiss a aussi pris l'engagement qu'il le redirait en plénum, et nous sommes persuadés qu'il le fera tout à l'heure.

Le même engagement a aussi été pris s'agissant de la lutte contre la corruption, et ceci d'autant plus que ce principe est déjà appliqué actuellement, puisqu'une déclaration de non-corrupcion de la part de l'exportateur est déjà exigée et fait partie intégrante du contrat.

La Suisse applique en outre diverses conventions internationales qui font que l'assurance contre les risques à l'exportation doit respecter ces normes, lesquelles font partie de ce qui est défini à l'article 6 alinéa 2 du projet concernant le respect des principes de politique extérieure. Une telle disposition fait partie des conditions générales du contrat. Je reviendrai tout à l'heure, lors de la discussion par article, sur certains aspects du projet.

Pour l'instant, je vous invite, comme l'a fait la majorité, très forte, de la commission, à entrer en matière sur ce projet.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Das Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung, das wir heute beraten, entspricht einer Totalrevision des Bundesgesetzes über die Exportrisikogarantie aus dem Jahre 1958, das es zu ersetzen gilt. Die Exportrisikogarantie (ERG) selbst besteht aber schon seit 1934. Sie ist eine Einrichtung des Bundes, bei der schweizerische Exporteure die Zahlungen ihrer Kunden unter Bezahlung von Prämien gegen politische Risiken – Revolutionen, Unruhen, Kriege, staatliche Zwangsmassnahmen, Staatsbankrotte usw. – und Transferrisiken, bei denen es um die Devisenbewirtschaftung und Moratorien geht, versichern können.

Die ERG ist laut dem bisherigen Gesetz ein Instrument zur Schaffung und zur Erhaltung von Arbeitsplätzen und zur Exportförderung, wie es alle Industrieländer kennen. Die ERG arbeitet heute eigenwirtschaftlich und in einem Bereich, der durch die Privatversicherungen nicht abgedeckt wird. Anlass für die Revision ist die Tatsache, dass die heutige ERG, im Gegensatz zu den analogen Einrichtungen aller Standortkonkurrenten der Schweiz, das Delkrederisiko aus Geschäften mit privaten Bestellern, das private Käuferrisiko (PKR), nicht oder nur sehr eingeschränkt versichern kann.

Die schweizerischen Exporteure erleiden dadurch einen Standortnachteil, der immer schwerer wiegt, weil im Zuge der weltweiten Privatisierungen viele bisher staatliche Kunden zu privaten Kunden wurden und werden. Um diesen Standortnachteil zu eliminieren oder mindestens zu mildern, habe ich seinerzeit eine Motion (00.3568) eingereicht, die vom Nationalrat am 15. Dezember 2000 in der Form eines Postulates überwiesen wurde. Damit habe ich auch gleich meine Interessen offen gelegt, wobei meine eigene Unternehmung ERG-Finanzierungen beanspruchen kann und auch beanspruchen will. Denn es geht darum, dass wir die Arbeitsplätze in diesem Land erhalten und sichern, und dies nicht in erster Linie in der internationalen Umwelt tun.

Die in der Botschaft dargestellten Untersuchungen zur Entwicklung auf den Exportmärkten einerseits und zu den internationalen Standards der Exportrisikoversicherung andererseits haben die kritisierte Lücke im Deckungsangebot der ERG bestätigt. Die WAK hat dazu auch Vertreter der Exportwirtschaft, der Versicherungswirtschaft, der NGO und der ERG-Geschäftsstelle angehört. Deren Stellungnahmen lassen sich wie folgt zusammenfassen:

1. Auf den internationalen Märkten spielen die Finanzierungsangebote des Exporteurs eine zentrale Rolle. Diese Finanzierungsangebote stützen sich bei Exporten in schwierigere Märkte auf eine Exportkreditversicherung, wobei zu den schwierigeren Märkten auch China, Indien oder die ehemaligen Staaten der Sowjetunion zählen.

2. Die schweizerischen Exporteure kämpfen gegenüber ihren ausländischen Konkurrenten bei der Versicherung des PKR mit entscheidend kürzeren Spiessen. Sie können in manchen Fällen Geschäfte mit privaten Kunden mangels Deckungsmöglichkeit gar nicht tätigen, weil sie in ihrer Risikofähigkeit überfordert wären. Das betrifft besonders die KMU. In anderen Fällen müssen die schweizerischen Exporteure im Vergleich mit ihren Konkurrenten Kostennachteile von bis zu 80 Prozent der Finanzierungskosten und von bis zu 7 Prozent des Verkaufspreises in Kauf nehmen.

3. Unternehmungen, die auch ausländische Standorte haben – z. B. in Deutschland, Frankreich oder Italien –, verlagern ihre Geschäfte dorthin, weil sie dann ihre Exportkreditrisiken zu konkurrenzfähigen Konditionen versichern können. Damit verlagern sie Wertschöpfung und Arbeitsplätze aus der Schweiz. Bei Standortentscheidungen erscheint die Lücke im ERG-Angebot immer mehr als Belastung.

4. Ein wirklich konsistentes Garantieangebot der Versicherungswirtschaft besteht nur im kurzfristigen Bereich, d. h. für Kreditfristen bis zu 360 Tagen und für die sogenannten OECD-Kernländer. Kreditfristen über 720 Tage und für die Nicht-OECD-Kernländer sind nicht marktfähig, und im Bereich zwischen 360 und 720 Tagen ist das Angebot der Privatversicherer für Einzelgeschäfte nicht stabil. Die Versicherer weisen aber darauf hin, dass sich auch ihr Angebot verändern kann und dass bei der Auslegung des gesetzlichen Subsidiaritätsprinzips solchen Veränderungen Rechnung zu tragen ist.

5. Die NGO-Vertreterin hat in der Anhörung vor allem postuliert, dass in der Schweizerischen Exportrisikoversicherung (Serv) die entwicklungspolitischen, sozialen und ökologischen Gesichtspunkte angemessen zur Geltung kommen müssen.

Aufgrund der Botschaft und der Anhörung der betroffenen Wirtschaftskreise kam die WAK zum Schluss, dass Handlungsbedarf besteht und die Deckungslücke der ERG im Bereich des privaten Käuferrisikos geschlossen werden muss. Dabei sind aus ordnungspolitischer Perspektive aber zwei Voraussetzungen zu beachten: Die staatliche Exportrisikoversicherung wird subsidiär zum privaten Markt positioniert, und sie muss eigenwirtschaftlich sein. Beide Prinzipien werden als zentrale geschäftspolitische Grundsätze der Serv im neuen Gesetz verankert, ebenso wie die Berücksichtigung der Prinzipien der schweizerischen Aussenpolitik.

Die WAK teilt die Auffassung des Bundesrates, dass mit der Einführung der PKR-Deckung auch die Organisation der Exportrisikoversicherung neu zu gestalten ist. Sie muss die Anforderungen des künftigen Versicherungsgeschäftes und der Corporate Governance abdecken, genügend Selbstständigkeit für die operative Führung lassen und gleichzeitig dem Bund die nötigen Instrumente zur strategischen Steuerung und zur Wahrung seiner Interessen geben. Die vorgeschlagene Lösung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit scheint dafür die adäquate Rechtsform zu sein.

Insgesamt erachtet die WAK das vorgeschlagene Exportrisikoversicherungsgesetz, das ja materiell über weite Strecken bisheriges Recht übernimmt, als gute Grundlage für die Umsetzung der angesprochenen materiellen und organisatorischen Neuerungen. Die WAK beantragt Ihnen vor allem in folgenden Punkten eine Änderung gegenüber der bundesrätlichen Vorlage:

1. Getrennte Bewirtschaftung der Risiken für private und öffentliche Schuldner: Wir werden bei Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe abis, Artikel 11 Absatz 1bis, Artikel 14 Absatz 2 und Artikel 30 Absatz 1 darauf zu reden kommen.

2. Gleich hohe gesetzliche maximale Deckungssätze von 95 Prozent für private und öffentliche Schuldner. Dies wird in Artikel 17 zu behandeln sein.

3. Berücksichtigung der Sozialpartner bei der Besetzung des Verwaltungsrates und Verzicht auf den Beirat. Das werden wir in Artikel 24 Absatz 1 und Artikel 27 diskutieren.

Dem Bund erwachsen aus der Gesetzesrevision keine Zusatzbelastungen, weil die Serv, wie gesagt, ebenso an die Eigenwirtschaftlichkeit gebunden ist, wie dies herkömmlich

cherweise die ERG war. Diese erzielte in den vergangenen Jahren erhebliche Überschüsse, sodass sie seit Mitte 2004 ohne Bundesvorschuss – der marktkonform verzinst wurde – und mit sehr gut dotierten Reserven dasteht. Die Unterstützung des Bundes besteht lediglich darin, dass er eine Plattform zur Verfügung stellt, die keine Gewinne erzielen muss, an internationalen Umschuldungen teilnehmen kann und sich in ihrem Handeln, wie es dem besonderen Charakter der Exportfinanzierungsgeschäfte entspricht, auf einen langfristigen Horizont ausrichten kann.

Die Erneuerung der schweizerischen Exportrisikogarantie ist eine standortpolitische Massnahme zugunsten jenes Teils unserer Wirtschaft, der einerseits massgebend zum schweizerischen Wohlstand beiträgt, andererseits aber auf den internationalen Märkten immer mehr unter Druck gerät. Unter diesem Druck können wir uns Standortnachteile, wie sie heute im Bereich der Exportrisikoversicherung bestehen, nicht mehr leisten. Wer glaubt, die schweizerische Exportwirtschaft sei unangreifbar, dem muss ich die schmerzliche Tatsache in Erinnerung rufen, dass unsere Exporte laut Untersuchungen der OECD in den letzten zwanzig Jahren deutlich weniger gewachsen sind als jene der EU. Nebenbei bemerkt: Seit ich im Sommer 2000 die erwähnte Motion eingereicht habe, die dann in der Wintersession 2000 als Postulat überwiesen wurde, hat die Industrie 15 Prozent ihrer Arbeitsplätze in diesem Land abbauen müssen.

In der Gesamtabstimmung hat eine Minderheit die Ablehnung der ganzen Vorlage verlangt, weil ein Grossteil der Änderungsanträge keine Gnade gefunden hätten und das Ergebnis deshalb bis ins Detail unbefriedigend sei. Gemäss Artikel 74 Absatz 5 des Parlamentsgesetzes kommt dies einem Nichteintreten gleich. Aus diesem Grund steht auf der Fahne der Nichteintretensantrag der Minderheit Gysin Remo.

Die Mehrheit der Kommission – das Ergebnis lautete 21 zu 3 Stimmen – beantragt dagegen dem Rat, auf das Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung einzutreten.

Lassen Sie mich gleich noch einen Nachsatz anfügen: Stören Sie sich nicht an der Art und Weise, wie der momentane Text da oder dort formuliert ist. Es ist bereits in der WAK vereinbart worden, dass die Redaktionskommission nachträglich dafür sorgen wird, dass zum Beispiel die sprachliche Gleichbehandlung respektiert wird.

Die Kommission beantragt Ihnen also mit 21 zu 3 Stimmen Eintreten auf die Vorlage.

Gysin Remo (S, BS): Am Samstag ruft man zur Verzichtplanung auf, und am Mittwoch bietet man den Staat auf, um seine eigene Kasse zu füllen. Das soll verstehen, wer will; ich habe kein Verständnis dafür, wenn die Kreise, die bei jeder Gelegenheit nach Privatisierung, nach weniger Staat, nach mehr Sparen rufen, jetzt kommen und bei einer Sache, die sehr umstritten und nicht nötig ist, sagen, da müsse der Staat einspringen. Bei einer urprivatwirtschaftlichen Angelegenheit, nämlich einem Kauf und Verkauf, soll jetzt der Staat das Risiko tragen.

Ein paar Vorbemerkungen: Auch wenn die Minderheit gegen diese Vorlage ist, so sind wir durchaus für Exportförderung, für Standortförderung, für Zollerleichterungen, für die Reform der Osec, für Technologieförderung, Bildung und Wissenschaft. Unsere Industrie braucht Unterstützung. Wir sind auch für eine Exportrisikogarantie im staatlichen Bereich; hier geht es aber ausschliesslich um den privaten Bereich. Das ist schwieriger. Wie wollen Sie einen privaten Käufer in Amerika, Oklahoma oder China beurteilen? Das ist eine völlig andere Qualität der Beurteilung, als wenn Sie einen Staat beurteilen müssen. Das Risiko steigt, und das schlägt sich dann auch beim Staat nieder, der letztlich die Risiken auffangen muss. Ich werde darauf zurückkommen.

Es gibt keine Evaluation; es ist schlicht eine Behauptung, diese Versichererweiterung würde mehr Arbeitsplätze und Wohlstand schaffen. Deutschland ist ein Weltmeister im Export und hat die grösste Arbeitslosigkeit in Europa. Es gibt

beim Export höhere Dividenden, aber nicht mehr Arbeitsplätze; den Tatbeweis für das Gegenteil müssen jene, die diese Vorlage unterstützen, erst noch antreten.

Ich konzentriere mich jetzt auf zwei, drei Punkte. Dass hier falsche Anreize gesetzt werden, dass grössere Risiken in Kauf genommen werden, ist klar. Dass ein Anreiz geschaffen wird, um ein privates Angebot zu verhindern, wenn der Staat diese Aufgabe übernimmt, ist auch klar. Nun kommt der Trick mit der Eigenverantwortung: Die Befürworter sagen, das Versicherungsgefäss trage sich mit den Prämien selbst. Es wird so getan, wie wenn das ein Bassin wäre, das sich mit dem eigenen Wasser erneuert. Dem ist nicht so. Es gibt eine Nebenleitung; das können Sie nachlesen. Der Mechanismus ist folgender: Ein privater Importeur, z. B. in Vietnam, kann nicht bezahlen; dann ist in diesen Ländern normalerweise der Staat da, um für den Privaten zu bezahlen. Es gibt eine Art Staatsgarantie, das ist in Vietnam, China und auch in andern Ländern für wichtige Güter normal. Wenn sich Vietnam dann verschuldet und die Verschuldung so gross wird, dass eine Umschuldung stattfinden muss, kommen die Mechanismen der bilateralen und der multilateralen Entschuldungsabkommen zum Tragen, über Weltbank, IWF und andere. Das heisst, die Verschuldung wird staatlich umgeschuldet, refinanziert. Das heisst, es gibt eine Finanzierung mit öffentlichen Geldern. Das können Sie in Artikel 7 dieses Gesetzes nachlesen.

Dieser Teil über das Geld wird überhaupt nicht erwähnt und war der WAK keine Zeile wert. Es gab keine Diskussion über Artikel 7; das können Sie im Protokoll nachsehen. Das wurde schlicht übersehen, und jetzt wird behauptet, das Ganze würde ohne zusätzliche staatliche Mittel laufen. Das ist ein buchhalterischer Trick, das ist eine Falschmeldung; so läuft die Eigenfinanzierung nicht. Ich bitte Sie, Herr Bundesrat, diese Entschuldungsmechanismen gemäss Artikel 7 zu erklären, damit das offensichtlich wird.

Es gibt ein weiteres Argument, jenes der gleich langen Spiesse. Es leuchtet vorerst ein. Sie müssen aber die ganze Palette anschauen: die Exportförderung, die Standortpolitik, die Technologieförderung. Schauen Sie das bitte an; da steht die Schweiz recht gut da, mit Steuervorteilen usw. Wir haben einen guten Standort, wir können gut exportieren.

Dazu kommt noch Folgendes: Es wird nie von gleich langen Spiessen geredet, wenn es um die Pflichten der Unternehmen geht. Die EU und die USA haben viel stärkere Verpflichtungen in ihre Freihandelsabkommen aufgenommen. Die Arbeits- und Menschenrechte z. B., die in der ILO definiert sind, sind Bestandteil der EU-Abkommen und der Abkommen der USA. In der Schweiz findet das nicht statt, aber in diesem Zusammenhang wird nicht mehr von gleich langen Spiessen geredet.

Was hier auf dem Tisch ist, bitte ich Sie abzulehnen. Wir haben das nicht nötig. Wir haben Alternativen, und diese lauten so: Man verzichtet auf faule Kredite; man benützt Bankakkreditive, Bankgarantien, für Importeure allenfalls Staatsgarantien. Für gewisse Länder wie Russland braucht man einen Agenten vor Ort, sonst läuft alles schief. Es gibt Instrumente: Wir haben die Osec, die Handelsbanken. Das zusätzliche Instrument der Versicherung privater Käuferrisiken beansprucht zusätzliche Finanzen und ist nicht nötig. Ich bitte Sie deswegen, auf diese Vorlage nicht einzutreten.

Eine Schlussbemerkung: Auf der Fahne sieht es so aus, als hätte die Minderheit am Anfang in der WAK Nichteintreten beantragt. Dem ist nicht so. Wir waren am Schluss der Diskussion in der WAK der Überzeugung, dieser Vorlage nicht zustimmen zu können.

Dann haben die Juristen des Parlamentes gesagt: Das muss man so «einpacken», wie es jetzt auf der Fahne steht. Ich sage das nur, um Missverständnisse wegzuräumen. Die Minderheit hat also nicht vor der Diskussion in der WAK Nichteintreten beschlossen, sondern danach.

Ich bitte Sie, die Minderheit zu unterstützen.

Genner Ruth (G, ZH): Die traditionelle Trennung zwischen Wirtschafts- und Umweltpolitik, zwischen Handels- und Ent-

wicklungspolitik, zwischen Aussen- und Innenpolitik wird den anstehenden Herausforderungen an die schweizerische Politik nicht mehr gerecht. Diese Bereiche sind zunehmend miteinander vernetzt und dürfen nicht für sich – isoliert – betrachtet und behandelt werden.

Der von der WAK überarbeitete Gesetzentwurf zur Schweizerischen Exportrisikoversicherung bietet für diese Problematik keine befriedigende Antwort, da er, statt auf Vernetzungen einzugehen, die traditionellen Trennungen untermauert. Die Einführung der Abdeckung des privaten Käuferrisikos als wichtigste Neuerung zeigt, dass in diesem Gesetzentwurf nach wie vor die sozialen, humanitären und menschenrechtlichen Aspekte der schweizerischen Aussenpolitik den rein wirtschaftlichen Interessen untergeordnet werden. Durch diesen starken Fokus auf die Aussenhandelspolitik werden vor allem kurzfristige, finanzielle, nationale Eigeninteressen bedient, welche jedoch im Widerspruch zu den langfristigen Zielen der schweizerischen Entwicklungspolitik stehen oder gar zu Abstrichen bei der Entwicklungspolitik führen. Doch nur eine kohärente Aussenpolitik ist effektiv und effizient.

Wir Grünen stehen für eine glaubwürdige Aussenpolitik ein. Die grüne Fraktion bittet Sie daher, nicht auf diese Vorlage einzutreten, denn dieser Gesetzentwurf torpediert einmal mehr die Kohärenz der Prinzipien der Schweizer Aussenpolitik, da er die Bereiche der Entwicklungszusammenarbeit, der Menschenrechte und der Friedens- und Umweltpolitik ausklammert. Dies geht aus folgenden Punkten eindeutig hervor:

1. Die Exporte von Schweizer Unternehmen im Rahmen von umwelt-, sozial- und entwicklungspolitisch sensitiven Projekten können gravierende Folgen haben. Mammutstaudämme in Entwicklungsländern beispielsweise können zu massiven Umweltschäden, zu Verletzungen der Menschenrechte bei Umsiedlung und Enteignung der ansässigen Bevölkerung sowie zu negativen Auswirkungen auf die lokale Wirtschaft führen. Wenn die Schweiz im Namen der Wirtschaftsförderung Versicherungsleistungen für Exporte im Rahmen solcher sensibler Projekte gewährt, handelt sie im Widerspruch zu ihrer Menschenrechts-, Umwelt- und Entwicklungspolitik. Dieser Gesetzentwurf versäumt es, in diesem Bereich die nötigen Garantien zu geben. Er unterlässt es gar, diese Bereiche in den Grundsätzen seiner Geschäftspolitik explizit zu erwähnen.

2. Indem Lieferungen von Waffen, Kriegsmaterial und anderen Rüstungsgütern als versicherbares Exportgeschäft nicht ausgeschlossen werden, öffnet das Gesetz Tür und Tor für eine unverhältnismässige Verkaufsförderung dieser Güter. Dabei nimmt es keine Rücksicht auf die vom Bundesrat empfohlene Zurückhaltung beim Handel mit Rüstungsgütern in sensitive Abnehmermärkte und steht somit nicht im Einklang mit der schweizerischen Friedenspolitik.

3. Als weiterer problematischer Punkt ist die Zusammensetzung des Verwaltungsrates zu nennen, dem in der neuen Fassung eine grössere Entscheidungsmacht und Autonomie gegeben wird. Indem der Bundesrat auf die gesetzliche Festlegung einer nach Interessen ausgeglichenen Zusammensetzung des Verwaltungsrates verzichtet, unterschätzt er die Komplexität der Auswirkungen von Exportrisikogarantien. Da die Exporte problematische Folgen nach sich ziehen können, ist es nicht zulässig, dass sich der Verwaltungsrat möglicherweise allein aus Fachleuten aus der Wirtschaft zusammensetzt. Die gesetzliche Festlegung der Ernennung von mindestens einem Mitglied einer Nichtregierungsorganisation, die sich mit Umwelt, Menschenrechten, Korruption und/oder Entwicklungspolitik befasst, ist für eine nach Interessen ausgeglichene Versicherungsgewährung unverzichtbar.

4. Ein letzter wichtiger Punkt betrifft die Transparenz. Mit der Versicherung der privaten Käuferrisiken wird das Geschäft der Schweizerischen Exportrisikoversicherung im Bereich Informationsbeschaffung, Bonitätsabklärung und Schadenverminderungsmassnahmen komplexer werden als im Rahmen der bisherigen Versicherungen von Geschäften mit staatlichen Käufern. Dem damit steigenden Transparenzbe-

darf wird in der Vorlage auf keiner Ebene Rechnung getragen. Auf der Ebene des Versicherungsnehmers müssen vollständige und korrekte Angaben zum Exportgeschäft und zum Gesamtprojekt, auf welches sich dieses bezieht, eine Grundvoraussetzung für eine Versicherungsdeckung sein.

Die zweite Ebene betrifft die Kommunikation zwischen der Exportrisikoversicherung und der schweizerischen Öffentlichkeit. Auch hier ist Transparenz unabdingbar, im Entwurf jedoch nicht gegeben. Der Zugang der Öffentlichkeit zu den Informationen über Exportgeschäfte stellt die notwendige demokratische Kontrolle darüber her, dass sich wirtschaftliche und menschenrechtliche Interessen die Waage halten. Bei der Absicherung von Exportgeschäften trägt die Schweiz eine Mitverantwortung für die Folgen, welche diese möglicherweise mit sich bringen können. In der vorliegenden Fassung des Exportrisikoversicherungsgesetzes werden vor allem die wirtschaftlichen Aspekte des Exportgeschäftes berücksichtigt. Kaum Beachtung finden jene Aspekte, die mit Menschenrechten, Umwelt-, Entwicklungs- und Friedenspolitik zusammenhängen.

Wir von der grünen Fraktion bitten Sie deshalb, auf diese Vorlage nicht einzutreten, damit sich wirtschaftliche und menschenrechtliche Interessen in Zukunft zumindest besser die Waage halten können.

Spuhler Peter (V, TG): Zuerst möchte ich Ihnen meine Interessen offen legen: Meine Unternehmung Stadler Rail arbeitete bereits einige Male mit der Exportrisikogarantie (ERG) zusammen. Die Erfahrungen waren positiv, und aus diesem Grund war ich bei diesem Geschäft auch sehr kritisch, denn wir sollten mit dieser Ausweitung auf die privaten Delkredererisiken nicht den gut organisierten und finanziell eigenwirtschaftlichen ERG-Teil für die staatlichen Risiken gefährden. Die Situation heute ist folgende: Nur der staatliche Teil kann abgesichert werden, d. h. das politische Risiko, das Transferisiko und schlussendlich das Delkredererisiko. Mit der heutigen Fassung ist es aber nicht möglich, das private Käuferisiko abzuschliessen.

Ich möchte in aller Form und vor allem auch zuhänden meiner Kollegen auf der linken Seite darauf hinweisen: Die ERG, wie sie heute in Kraft ist, ist selbsttragend. Wir verdienen Geld damit; letztes Jahr betrug der Überschuss über 200 Millionen Franken. Wir haben Überschüsse seit über zehn Jahren. Nach dem Debakel mit der Absicherung des Währungsrisikos – und zwar nur auf die negative Seite –, als schlussendlich eine Bundesbevorschussung von über 2,5 Milliarden Franken nötig war, konnten diese Gelder aus den Überschüssen zurückgeführt werden. Heute ist nur noch ein Betrag von 150 Millionen Franken offen. Das ist ein ganz wichtiger Ansatz, dass wir hier nicht irgendwelche Staatsgelder brauchen, sondern dass die Wirtschaft diese Versicherungsleistungen mit den entsprechenden Ausfällen selber finanziert und auch noch entsprechende Überschüsse generiert.

Ich möchte Sie an dieser Stelle auch nochmals darauf hinweisen, wie wichtig die Exportindustrie für dieses Land ist. Wir haben ein Bruttoinlandprodukt von etwas über 400 Milliarden Franken. Davon entfallen 43 Prozent auf den Export. Wenn Sie die derzeitige Wachstumsschwäche, also das sehr geringe Wachstum anschauen, dann sehen Sie, dass aus dem Export noch der grösste Teil dieses Wachstums kommt.

Ich möchte hier nochmals auf die Ausführungen meines Vordröners, Remo Gysin, hinweisen. Er versucht jetzt für den Exportstandort Schweiz eine Situation zu generieren, in der wir klare Nachteile erhalten würden. Die Vertreter der linken Seite sind dann die Ersten, die bei Arbeitsplatzabbau und Werkschliessungen wieder mit der roten Fahne vor dem Werkort stehen und entsprechend protestieren. Seien Sie hier vorsichtig, damit wir nicht das Kind mit dem Bade ausschütten.

Was ist nun das Problem, das zu dieser Vorlage geführt hat? Es geht eigentlich um drei Bereiche. Immer mehr Staatsindustrien – in der Elektrizitätswirtschaft, aber auch im Infra-

strukturbereich – werden heute privatisiert, speziell auch in den ehemaligen Ostblockländern. Das bedeutet, dass für die Käufer die staatliche Exportrisikoversicherung nicht mehr zum Zuge kommt und wir dadurch ein Problem haben. In anderen Ländern, etwa in Deutschland, Italien oder Frankreich, mit denen wir in einem direkten Konkurrenzkampf stehen, können diese Leistungen, diese Käuferrisiken von Privaten, versichert werden. Hier haben wir einen klaren Nachteil. Ich denke, es ist an uns, diese Lücke zu schliessen und mit einer vernünftigen Vorlage dafür zu sorgen, dass wir wieder gleich lange Spiesse haben, sodass Grosskonzerne eben nicht Arbeitsplätze verlagern, weil vorgängig entsprechende Aufträge aus der Schweiz in eine Tochtergesellschaft in Deutschland oder Frankreich verlagert worden sind. Zusätzlich haben wir natürlich einen in zunehmendem Masse globalisierten Wettbewerb und dadurch einen entsprechenden Konkurrenzkampf.

Die Exportindustrie darf nicht abwandern; die Exportindustrie, die einen wichtigen Teil unseres Arbeitsplatzes Schweiz darstellt, müssen wir hier behalten. Somit ist es richtig, dass wir versuchen, eine vernünftige Vorlage in dieser Richtung zu generieren.

Noch ein Hinweis zur Binnenwirtschaft: Wir haben immer die Diskussion Exportindustrie versus Binnenwirtschaft. Ich erinnere Sie daran: Bei der Personenfreizügigkeit würde die Binnenwirtschaft am liebsten möglichst hohe Mauern um die Schweiz ziehen; sie möchte einen möglichst grossen Schutz und eine möglichst grosse Abschottung. Die Exportindustrie braucht aber diese Märkte. In diesem Fall hier hängt natürlich die Binnenwirtschaft mit vielen KMU ganz direkt an der Exportindustrie; die KMU sind Zulieferanten für die Exportindustrie. Wenn die Exportindustrie über längere Zeit entsprechende Nachteile in diesem Land erleidet, dann wird sie die Arbeitsplätze verlagern müssen. Somit trifft das auch voll die KMU. Bitte denken Sie hier auch an diesen Punkt.

Die Diskussion im Vorfeld – auch in der Kommission für Wirtschaft und Abgaben, die dieses Geschäft behandelt hat – lautete natürlich: Wie weit können wir hier öffnen; wie weit ist der Staat bereit, die privaten Käuferrisiken zu versichern? Ich war am Anfang – das gebe ich sehr gerne zu – gegenüber dem parlamentarischen Vorstoss von Herrn Schneider sehr kritisch eingestellt. Für mich ging es darum, dass wir aufpassen müssen, dass dem Staat nicht einfach unkalkulierbare Risiken zugeschoben werden, die schlussendlich zu entsprechenden Ausfällen führen.

Ich habe immer wieder das Beispiel von Bangalore gebracht. Irgendein Käufer in Indien – Bangalore, das tönt noch attraktiv; ich war zwar noch nie dort, aber es soll dort auch einige Unternehmungen geben, die in der Schweiz einkaufen – kauft in der Schweiz zehn Maschinen. Wer soll jetzt die Bonitätsprüfung für dieses Geschäft übernehmen? Kann das der Staat tun? Ist das auch eine staatliche Aufgabe? Ich glaube, heute haben wir mit der Vorlage, wie wir sie auf der Fahne finden, eine Situation generiert, in der wir auch zu diesem Punkt klar Ja sagen können.

Wir haben gleich lange Spiesse; wir haben Transparenz. Wir haben versucht, mit diesen zwei Kategorien – staatliche Risiken, das heisst Käuferrisiken von staatlichen Schuldnern, und private Risiken – eine Zweiteilung vorzunehmen, mit der entsprechenden getrennten Rechnungslegung, mit den entsprechenden unterschiedlichen Prämien und abgestuft nach entsprechenden Risikobetrachtungen.

Ich denke, mit diesem Lösungsansatz kann auch die SVP-Fraktion, die sich anfangs zu diesem Geschäft eher kritisch geäussert hat, Ja sagen. Die Fraktion hat gestern einstimmig beschlossen, auf diese Vorlage einzutreten.

Ich bitte auch Sie, speziell von der linken Seite, etwas für den Arbeitsplatz Schweiz zu tun, die Exportrisikoversicherung in diesem Ausmass anzunehmen und entsprechend Arbeitsplätze in der Schweiz zu behalten und ihrer Verlagerung vorzubeugen.

Aeschbacher Ruedi (E, ZH): Herr Spuhler, ich habe Ihnen gut zugehört. Im ersten Teil Ihres Votums haben Sie einerseits gesagt, die Versicherung sei ja eigentlich sogar gewinn-

bringend. Andererseits haben Sie von 150 Millionen Franken gesprochen, die noch offen sind. Ist jetzt unter dem Strich ein Gewinn vorhanden, oder haben wir noch offene Schulden? Das ist die erste Frage.

Die zweite Frage ist folgende: Wenn das ein gewinnträchtiges Geschäft sein könnte und Sie immer von weniger Staat sprechen, warum organisiert das die Wirtschaft nicht selbst?

Spuhler Peter (V, TG): Herr Aeschbacher, ich muss Sie leider korrigieren. Sie haben mir nicht gut zugehört. Ich habe Folgendes gesagt: Die Exportrisikogarantie, wie sie momentan funktioniert, ist selbsttragend. Wir hatten in den Siebzigerjahren entsprechende Verluste eingefahren. Es gab eine Bundesbevorschussung von 2,47 Milliarden Franken. Sie wurde in den letzten zehn Jahren durch die Gewinne, die von der Wirtschaft gemacht wurden, auf 150 Millionen Franken heruntergefahren. Bis heute hat der Bund hier nichts à fonds perdu eingeschossen, sondern nur bevorschusst. Im Jahr 2003 gab es einen Ertragsüberschuss von 223 Millionen Franken, glaube ich.

Warum organisieren wir uns in der Wirtschaft nicht selbst? Es gibt gewisse Risiken, vor allem im staatlichen Bereich, die die Privatwirtschaft, also die private Versicherungsbranche, nicht versichert. Dafür braucht es halt den Staat. Aber nochmals: Es ist eine selbsttragende Versicherung, und der Staat schießt keine Gelder ein. Ich hoffe, die Frage sei zu Ihrer vollen Befriedigung beantwortet worden.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Die Totalrevision des Exportrisikoversicherungsgesetzes bringt eine Ver selbstständigung der heutigen Exportrisikogarantie und zugleich eine Ausdehnung der versicherbaren Risiken, indem neu auch das private Käuferrisiko versichert werden soll. Bereits der jetzige Stand der heutigen Debatte und auch die offengelegten Fragen zeigen das ganze Spannungsfeld, in dem man sich ideologisch hier positionieren kann – in den Fragen Staat/privat, Schweiz/Welt. Dementsprechend hat sich auch die SP-Fraktion den Positionsbezug alles andere als leicht gemacht. Wir sind in der Fraktion grossmehrheitlich für Eintreten auf die Vorlage und haben ihr in der Kommission auch grossmehrheitlich zugestimmt.

Ausschlaggebend für unsere Positionierung war die Bedeutung der Exportwirtschaft für die Arbeitsplätze in der Schweiz. Es ist so, dass die wichtigen Konkurrenzländer der Schweiz die Versicherung privater Käuferrisiken, die von der Privatassekuranz nicht versichert werden, kennen; folglich müssten wir gleichziehen. Aber – das möchte ich auch an die Adresse von Herrn Spuhler sagen –: Es ist nur verständlich, wenn eine Minderheit mit unserem Fraktionskollegen Remo Gysin über den Nichteintretensantrag versucht, die bürgerlichen Parteien an ihren eigenen Massstäben zu messen und die Abdeckung der privatwirtschaftlichen Risiken der Privatwirtschaft aufzuerlegen. Nur ist diese Vorlage, lieber Remo Gysin, ein suboptimales Versuchsfeld. Ich glaube nicht, dass die von Herrn Gysin aufgezeichneten Alternativen tatsächlich die privaten Delkredererisiken vollständig ausschliessen beziehungsweise verringern würden, womit wir auch noch nicht die gleichen Spiesse für die Exportwirtschaft in der Schweiz hätten. Ich nehme an, dass die Kommissionsprecher dazu noch Stellung nehmen werden.

Hier und jetzt – das möchte ich auch für die eigene Fraktion hier festhalten – geht es darum, für die Schweizer Lohnabhängigen in der Exportwirtschaft und in den Zulieferbetrieben für die Zukunft ihrer Arbeitsplätze in der Schweiz die gleich langen Spiesse zu schaffen wie für ihre ausländischen Kolleginnen und Kollegen. Dazu gehört heute, ob uns das jetzt ideologisch passt oder nicht, als Standard die Absicherung der privaten Käuferrisiken, soweit sie nicht marktfähig sind. Wir stimmen deshalb grossmehrheitlich dem erweiterten Geltungsbereich zu.

Für uns unabdingbar ist dabei, dass zwischen den privaten und den staatlichen Risiken durchweg eine getrennte, transparente Rechnung geführt wird. Das heisst getrennte Rechnungsführung, getrennte Risikokalkulation, getrennte Berechnung der Wirtschaftlichkeit, getrennte Prämienkalkula-

tion und die Sicherstellung, dass keine Quersubventionierung stattfindet. An dieser Trennung ist wahrscheinlich vor allem auch Herr Spuhler interessiert. Er hat mit seinem Unternehmen natürlich kein Interesse daran, dass die Absicherung der staatlichen Risiken durch private Käufer Risiken zusätzlich belastet wird. Sie sehen also, es wird in dieser Debatte sehr vieles von Interessen bestimmt. Die Kommission hat die Trennung konsequent umgesetzt und dies auch gesetzlich verankert.

Nun zu einer ideologischen Frage: Diese Vorlage ist für uns auch der beste Beweis dafür, dass Privatisierungen viele neue Probleme und auch einen erhöhten Regulierungsbedarf nach sich ziehen. Viele der neuen, privaten Käufer Risiken für die schweizerische Exportindustrie sind die Folge einer Privatisierungspolitik in den Entwicklungs- und Schwellenländern, Remo Gysin und Frau Genner haben darauf hingewiesen. Mit dieser Vorlage – das ist völlig klar, das können wir auch nicht verstecken – wird die Lösung dieser Probleme nun wieder ein Stück weit dem Staat auferlegt.

Das Gesetz ist aber für mich auch zugleich der beste Beweis dafür, dass eine intelligente Standortpolitik auf einem Zusammenspiel von Staat und Privaten beruht. Im Lichte dieser Erkenntnis, meine Damen und Herren vor allem von der bürgerlichen Seite, müsste eigentlich Ihr ständiges Gejammer und Werten gegen den Staat und gegen die angeblich hohe Staatsquote endlich einmal aufhören. Ich hoffe tatsächlich, dass Sie sich in dieser Frage als ebenso lernfähig erweisen wie die SP. Ich warte gerne auf eine aktive Unterstützung von Ihrer Seite für eine prospektive Industriepolitik in der Schweiz.

Mit dieser Vorlage und der Schaffung der Serv wird zugleich aus der bisherigen Geschäftsstelle eines Fonds ohne eigene Rechtspersönlichkeit neu eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit und Organisation. Persönlich bin ich, wie sicher auch meine Partei, grundsätzlich der dezidierten Meinung, dass eine staatliche Organisation auf Dauer gut geführt, wirtschaftlich effizienter und vor allem billiger wäre. Bester Beweis dafür sind für mich die kantonalen Gebäudeversicherungen; die staatlichen Versicherungen arbeiten kostengünstiger als die privaten.

Sie haben sich jetzt, Herr Bundesrat Deiss, für eine Auslagerung entschieden. Das wird zwangsläufig zu höheren Kosten führen, allein schon für die Organisation. Voraussetzungen sind – dazu hätte ich heute gerne ein Bekenntnis von Ihnen – eine effiziente Führung und eine Transparenz auch in Bezug auf die Kostenentwicklung. Herr Bundesrat Deiss, Sie stehen in der Verantwortung. Wir möchten nicht, dass sich hier ein neuer parastaatlicher Speckgürtel entwickelt, der in ein paar Jahren mit Lohnabzockereien, Spesenskandalen, Kostenexplosionen usw. die Spalten der Medien füllt. Der Bundesrat muss deshalb bei dieser Organisation seine volle Verantwortung tragen. Dies ist mit ein Grund, weswegen wir der Meinung sind, dass nicht nur der Verwaltungsrat und die Revisionsstelle, sondern alle Organe – auch die Direktion – durch den Bundesrat gewählt werden müssen. Bei Missständen kann der Bundesrat die Direktion auch wieder abberufen. Diese Kontrollmöglichkeit ist für uns auch der Grund dafür, dass das Parlament Geschäftsbericht und Jahresrechnung genehmigen muss.

Die Serv wird eine Organisation mit eigener Rechtspersönlichkeit. Sie vollzieht Versicherungsaufgaben, die in anderen Staaten von der öffentlichen Hand in eigener Verantwortung wahrgenommen werden. Sie hat damit zugleich ausserpolitische Funktionen. Deswegen muss die Serv explizit auf die einzelnen ausserpolitischen Grundsätze verpflichtet werden; denn Exportrisikogarantien – das kennen wir aus der bisherigen Geschichte – beinhalten erhebliche ökologische und entwicklungspolitische Verknüpfungen. Das gilt für staatliche Projekte und noch viel mehr für die privaten, die neu abgedeckt werden sollen.

Deswegen ist es für uns klar, dass die konkreten ausserpolitischen Leitlinien im Einzelnen der Serv auferlegt werden müssen. Es ist für uns auch zentral, dass neben den Sozialpartnern auch Entwicklungsorganisationen im Verwaltungsrat vertreten sind.

Sollten Sie dem nicht zustimmen, dann wäre es das Mindeste, dass ein Monitoring durch einen Beirat, der die entwicklungspolitischen Grundsätze absichert, die Politik des Verwaltungsrates begleitet. Aus der Sicht der SP-Fraktion ist der zentrale Fokus für unsere Beurteilung dieser Vorlage die Sicherung der Arbeitsplätze, wie dies bereits 1934 bei der Schaffung der Exportrisikogarantie der Fall war.

Wir treten deshalb auf die Vorlage ein. Bitte helfen Sie mit, auch die zentralen Anliegen der Entwicklungspolitik und der Ökologie im Gesetz zu verankern. Stimmen Sie den Minderheitsanträgen zu. Sie helfen damit wesentlich mit, diese Vorlage entscheidend zu verbessern und auch entwicklungspolitisch abzusichern.

Bührer Gerold (RL, SH): Heute Morgen, anlässlich der Debatte über den Aussenwirtschaftsbericht 2004, ist viel darüber gesprochen worden, dass wir die Hausaufgaben machen müssen, damit wir an der Aussenwirtschaftsfront erfolgreich sein können. Bei der Anpassung der Exportrisikogarantie geht es eigentlich um nichts anderes als darum, dass wir eine Lücke schliessen, dass wir unsere Spiesse ähnlich bzw. gleich lang machen – um nichts anderes geht es.

Diese Revision ist überfällig. Sie ist in der vorgelegten Form ordnungspolitisch koscher, und sie ist finanzpolitisch unbedenklich. Ich glaube, man könnte es eigentlich kurz machen, die Sache ist so glasklar. Aber als ich die Voten der Minderheit hörte, währte ich mich auf einem anderen Planeten. So etwas ist weltfremd, ich kann es nicht anders sagen. Es ist schlichtweg bestritten worden, dass die Exportwirtschaft massgeblich ist für Wachstum, Arbeitsplätze und Wohlstand in diesem Land. Wie man derart die Realitäten verkennen kann – da muss ich sagen, da kann man sich nur wundern.

Um keinen Zahlensalat anzurichten, nur eine einzige Zahl, Kollege Gysin: Wir haben mit einer Exportquote von rund 45 Prozent am Bruttoinlandprodukt einen im westeuropäischen Vergleich einmalig hohen Anteil der Exportwirtschaft am Bruttoinlandprodukt. Wir haben in einer empirischen Datenreihe feststellen können, dass der «Motor» des Exports wie in keinem anderen Land auch für die Beschäftigung in der Binnenwirtschaft massgeblich ist; Kollege Spuhler hat es erwähnt. Von daher tun wir mit der Verbesserung der Exportrisikoversicherung nichts anderes, als die Konkurrenzfähigkeit dieses Landes in einem zentralen Bereich zu verbessern.

Wenn man von linker Seite immer von Wachstum und Arbeitsplätzen spricht, aber dauernd an den Schlüsselbranchen wie Pharma, Maschinenindustrie und Finanzplatz mit der Säge sägt, dann muss ich mich schon über diese Widersprüchlichkeit wundern.

Nun zu zwei weiteren Elementen:

1. Die Ordnungspolitik ist angesprochen worden. Ich glaube, diese Vorlage ist diesbezüglich unbedenklich, weil wir klar die Subsidiarität verankert haben. Und noch etwas: Weshalb wird das, Kollege Aeschbacher, nicht vollkommen durch private Versicherungsträger abgedeckt? Das wäre mir marktwirtschaftlich eigentlich am liebsten. Die Antwort ist Ihnen nicht gegeben worden, ich versuche sie zu geben: Alle Länder um uns herum haben staatliche Exportversicherungen. Man könnte aufgrund des Risikoausgleichs in privaten Versicherungen nur dann Abschlüsse für eine private Trägerschaft machen, wenn wir mehr oder weniger in ganz Westeuropa einen grossen Markt hätten. Das haben wir nicht. Versicherungstechnisch ist der Markt Schweiz für gewisse Risiken zu klein. Deswegen kommen auch wir nicht darum herum, hier einen staatlichen Träger zu haben. Ich betone aber: subsidiär.

2. Zum finanzpolitischen Aspekt: Die Zahlen sind genannt worden. Wir haben in den letzten Jahren zum Teil Überschüsse in dreistelliger Millionenhöhe erzielt. Die Schuld von gegen 2,5 Milliarden Franken ist abgetragen worden, und wir haben in dieser Vorlage in Artikel 6 klipp und klar verankert, dass die Versicherung eigenwirtschaftlich zu arbeiten hat. Das ist ganz klar: Vorübergehende Fehlbeträge müssen mit-

tefristig ausgeglichen werden. Es kann daher keine Rede von bürgerlicher Widersprüchlichkeit finanzpolitischer Art sein. Damit werden schlichtweg die Tatsachen verdreht.

Wir werden also für Eintreten stimmen, und wir werden die Anträge der Mehrheit unterstützen. Wir sind nämlich nicht bereit, verschiedene Minderheitsanträge zu erwägen.

Es hat hier Minderheitsanträge, die beispielsweise einzelne Bereiche der Exportwirtschaft ausklammern wollen. Man kann doch nicht hingehen und der Exportwirtschaft weitere Restriktionen auferlegen, ihr Blei an die Füße hängen und gleichzeitig verlangen, dass sie auf den härter gewordenen Weltmärkten erfolgreich ist. Wir müssen alles dafür tun, dass wir den grösser gewordenen Herausforderungen an die Exportwirtschaft gerecht werden können. Dazu braucht es konkurrenzfähige Unternehmen, dazu braucht es gute Rahmenbedingungen, die die Politik setzen muss, und diese können wir zum Beispiel mit dieser Revision der Exportrisikoversicherung verbessern.

Stimmen Sie deswegen für Eintreten und für die Anträge der Mehrheit.

de Buman Dominique (C, FR): La loi actuellement en vigueur date de 1958. Vu l'évolution de l'économie, on peut parler d'une vieille loi. Or, depuis cette date, l'économie mondiale et les besoins en exportations de la Suisse ont sensiblement changé. La révision de la loi que nous examinons tient compte de ces changements et comporte deux éléments principaux: d'une part, on cherche à introduire le principe de la couverture du risque de l'acheteur privé, qui n'existait pas dans la loi actuelle; d'autre part, on cherche à transformer l'actuelle garantie en une véritable assurance sous la forme d'un établissement de droit public.

La garantie contre les risques à l'exportation est un véritable instrument de la politique économique de la Confédération, visant à assurer des emplois, mais aussi la promotion des exportations de nos entreprises nationales. Cette garantie permet aux exportateurs suisses d'accepter plus facilement des commandes venant de l'étranger, puisqu'elle assure les risques qui y sont liés, notamment des risques de change. Sur le marché de l'assurance privée – qui doit se plier à la stricte loi de l'offre et de la demande –, ces risques ne peuvent décemment pas être couverts. Et étant donné qu'un franc sur deux du produit de la Suisse vient de l'exportation, il est donc capital que nous disposions des conditions-cadres optimales en matière d'exportation, d'autant que le niveau des salaires, qui est supérieur à la moyenne dans notre pays, ainsi que le prix élevé des terrains sont des inconvénients de base inhérents à la Suisse. La garantie contre les risques à l'exportation a donc pour vocation de réduire ces risques, en particulier les risques monétaires.

Faut-il rappeler ici que tous les concurrents de la Suisse, qui luttent sur le même «panel», disposent de systèmes d'assurance publique contre les risques à l'exportation, leur nature et l'étendue de la couverture étant bien sûr variables d'un pays à l'autre? La garantie telle qu'elle est conçue aujourd'hui comporte un inconvénient majeur par rapport aux systèmes concurrents. On l'a dit: le système de l'acheteur privé et de la couverture de son risque ne sont pas prévus ou alors seulement de manière limitée. Or, en raison de la tendance généralisée à la privatisation à travers le monde ou en tout cas à la sortie du secteur public de ces différents marchés, on assiste à une augmentation parallèle du nombre des transactions privées sans participation publique. La couverture du risque de l'acheteur privé devient donc de plus en plus importante pour notre économie d'exportation. C'est précisément pour combler cette lacune et supprimer le désavantage subi par nos entreprises que la nouvelle version de la loi entend désormais assurer le risque de l'acheteur privé.

Politiquement parlant, on pourrait se poser la question de l'opportunité de l'intervention de l'Etat. Mais, en l'occurrence, la nouvelle garantie contre les risques à l'exportation est conçue de façon à être financièrement autonome, puisque les primes payées par les entreprises doivent effective-

ment couvrir les frais éventuels. Dans ce domaine de la fixation des primes, la commission a d'ailleurs été plus loin que le projet du Conseil fédéral. Toutefois, il y a eu pendant plusieurs années des problèmes et des pertes importantes dans ce domaine. Une telle situation, dans une période de rigueur, d'économies, ne doit naturellement plus se reproduire. Le groupe démocrate-chrétien entend que l'autonomie financière de ce système soit respectée grâce à un système de «controlling» permanent. C'est l'unique méthode qui nous permet de justifier une assurance semi-publique. C'est grâce à ce système semi-public qu'on peut avoir une égalité de traitement dans les critères qui sont appliqués à l'ensemble des exportations.

Le nouvel objectif de la loi ne pourra être atteint qu'au moyen d'une refonte totale du fonctionnement de la garantie contre les risques à l'exportation, attendu que la collecte d'informations, les contrôles de solvabilité ou encore les mesures visant à minimiser les risques sont des éléments nouveaux, distincts de ceux qui prévalaient jusqu'à maintenant pour l'assurance couvrant des transactions avec des acheteurs publics, ou alors avec des acheteurs privés mais qui bénéficiaient d'une garantie bancaire.

La garantie contre les risques à l'exportation doit, en un mot, se professionnaliser, se privatiser aussi et, par conséquent, gagner en autonomie. Le groupe démocrate-chrétien est favorable à cette évolution, notamment en ce qui concerne la structure du conseil d'administration qui suit l'évolution moderne de ces conseils, c'est-à-dire qui se restreint et qui comprendra des experts, des spécialistes à même de connaître les problèmes qui se posent. Dans ce cadre, nous attendons qu'il y ait un travail étroit avec l'OSEC, avec le SECO, mais aussi avec la DDC.

Si l'Etat assure les exportations et les risques qui y sont liés, nous devrions par conséquent imposer des normes éthiques aux projets bénéficiant de cette assurance. Mais ces normes éthiques doivent être des filtres de référence, des balisages et non pas des entraves aux principes mêmes de l'économie. L'image de la Suisse est en effet impliquée indirectement à chaque fois qu'une transaction est assurée. Nous devrions donc en l'occurrence – et le débat a eu lieu au sein de la commission – maintenir des contacts réguliers, souples avec les organisations qui interviennent dans le domaine de l'aide au développement.

Le système qui nous est proposé intègre, en résumé, des critères publics qui garantissent l'égalité de traitement et la pérennité, ainsi que leur objectivité, mais dans un mode de gestion le plus proche possible des besoins de l'économie privée et le plus adapté qui soit à ceux-ci, avec en plus un avantage, celui de ne pas avoir d'incidence négative pour les finances de l'Etat.

Le groupe démocrate-chrétien entre donc sans ambiguïté et très clairement en matière et se ralliera, je le signale déjà, à la majorité de la commission dans le cadre de la discussion par article.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Il y a deux raisons principales pour lesquelles le Conseil fédéral vous propose une révision totale de la loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation, loi qui date de 1958, faut-il le rappeler.

La première est que la garantie contre les risques à l'exportation est la seule agence publique d'assurance de crédits à l'exportation du monde industrialisé à ne pas pouvoir assurer, ou à assurer seulement partiellement, le risque de l'acheteur privé. La place des exportateurs suisses est donc désavantagée, et ceci dans un marché où la concurrence devient de plus en plus difficile.

Il faut bien comprendre quelle est l'évolution. Actuellement, vous pouvez constater partout, et surtout dans un bon nombre de pays de destination, que le secteur public est réduit de par les privatisations. Par conséquent, le champ d'application, à savoir le nombre de clients qui peuvent être l'objet d'une telle garantie, s'amenuise dans les conditions actuelles, tandis que les partenaires privés augmentent en nombre, ce qui, par conséquent, accroît finalement encore la

discrimination dont sont victimes nos exportateurs. Il s'agit donc de mettre fin à ce fait qui défavorise les exportateurs suisses par rapport à leurs concurrents à l'étranger.

La deuxième raison est technique, mais pas sans importance puisqu'il s'agit de procéder à la mise en place de principes de gouvernement d'entreprise. L'organisation actuelle – un fonds qui n'a pas de personnalité juridique – ne répond plus aux exigences modernes du point de vue d'une gestion transparente et axée sur les résultats. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de réorganiser le système en fondant un établissement de droit public, ce qui permet de définir clairement les compétences, les attributions de la Confédération et, en tant que mandant de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation, son mandataire.

Comme on vous l'a rappelé à plusieurs reprises, les objectifs sont clairs: créer et maintenir des emplois en Suisse et promouvoir notre place économique, en permettant aux exportateurs d'affronter la concurrence internationale à armes égales.

L'assurance contre les risques à l'exportation doit d'ailleurs répondre à toute une série d'exigences. Elle doit être financièrement autonome à long terme, proposer une offre subsidiaire à celle du marché ainsi que des services capables de soutenir la concurrence internationale et travailler dans le respect des principes de notre politique étrangère. Ces principes sont inscrits dans la loi, ce qui leur donne une force obligatoire. La forme que prendra la réalisation de chacun de ces principes sera toutefois définie ailleurs.

Les conditions générales de l'assurance contre les risques à l'exportation stipulent par exemple que chaque exportateur doit signer une déclaration anticorruption. Elle fait partie intégrante du contrat, ce qui veut dire que le non-respect entraîne l'annulation de la garantie ou l'exclusion de la prestation d'assurance. De même – le rapporteur l'a déjà annoncé – d'autres exigences, selon lesquelles l'exportateur doit par exemple se plier aux conditions de travail usuelles de la branche, seront également inscrites dans les conditions générales.

Le nouvel établissement sera dirigé par un conseil d'administration composé de spécialistes et par la direction. La Confédération, en sa qualité de donneur d'ordre, ne devra pas être impliquée dans la prise de décisions et ne sera donc pas représentée au sein du conseil d'administration. Je veux que les tâches, les compétences, les responsabilités soient clairement définies et réparties entre la Confédération qui contrôle, qui donne le mandat, et l'assurance qui fait le travail.

Les comptes annuels seront publiés, tout comme le rapport de gestion. La comptabilité sera tenue de façon distincte pour les débiteurs publics et les débiteurs privés; elle permettra de garantir une transparence absolue, de fixer les primes d'assurance en fonction des risques et de constituer des réserves d'une manière qui réponde aux exigences de la révision.

Je peux rassurer Madame Leutenegger Oberholzer: nous ferons tout pour éviter que les mésaventures que nous avons connues par ailleurs puissent se reproduire. Mais c'est précisément par cette réorganisation que nous allons améliorer la transparence et la possibilité de gérer de tels risques. Je vous suis d'ailleurs reconnaissant de nous soutenir en ce qui concerne la nomination du directeur, car il est difficile pour le Conseil fédéral ou un chef de département d'assumer les responsabilités finales sans avoir prise sur les décisions.

L'exportateur, quant à lui, devra aussi assumer une part du risque. Nous y viendrons dans la discussion par article.

Pour ce qui concerne les finances, d'après le plan d'exploitation, la Confédération n'aura pas à assumer de charges financières supplémentaires du fait de l'introduction de la couverture du risque privé. L'assurance sera, grâce aux recettes excédentaires prévues, de manière globale financièrement autonome à long terme, et les pertes initiales liées à la mise en place de la couverture du risque privé seront couvertes par les excédents dégagés par les affaires conclues sous le régime en vigueur. L'assurance est tenue de s'autofi-

nancer, et, dans le cadre de mesures liées à des accords de rééchelonnement, il s'ensuit qu'elle doit être dédommée pour les coûts qui ne relèvent pas de sa mission d'assurance contre les risques à l'exportation, mais de considérations purement politiques. Les cas de ce genre ont jusqu'ici concerné des annulations de dettes en rapport avec le développement des pays débiteurs.

A ce propos peut-être, je formulerai encore une ou deux remarques.

An Herrn Aeschbacher: Sie haben die Frage betreffend die 150 Millionen Franken Fehlbetrag gestellt. Diese sind Mitte des letzten Jahres zurückbezahlt worden. Heute ist der Fonds der Exportrisikogarantie frei von jeglicher Schuld gegenüber dem Bund. Das ganze Geld wurde zurückbezahlt. Herr Gysin Remo hat die Frage nach den Entschuldungsoperationen gestellt: Hier herrscht volle Transparenz. Schauen Sie in den Jahresbericht; Sie werden jedes Land, jedes Geschäft separat finden. Die Entschuldungsoperationen sind dort wiedergegeben. Es besteht eine vollständige Transparenz. Wie funktioniert das Ganze? Wenn die Exportrisikogarantie ein Geschäft versichert hat und der Staat, der Partner in diesem Geschäft, seine Zahlung nicht vornimmt, dann muss die Exportrisikogarantie das Geld an den Exporteur bezahlen. Wenn nun eine Entschuldungsoperation stattfindet, wird der Schuldner in die Lage versetzt, alles oder einen Teil der Schuld zu bezahlen. In diesem Fall will natürlich der Fonds der Exportrisikogarantie, welcher das Geld vorgestreckt hat – wenn man so sagen kann –, das Geld wieder zurück. Das sind die Operationen, die gegenwärtig insbesondere im Rahmen des Clubs von Paris zu Rückzahlungen Anlass geben und die das Resultat gewisser Jahre dermassen verbessern; es sind natürlich nur einmalige Situationen dieser Art. Die Schweiz ist Partnerin im Club von Paris und ist auch dafür besorgt, dass die Beschlüsse in diesem Rahmen auf die Möglichkeit der Schuldner, auf die Tragfähigkeit der Schuldner Rücksicht nehmen. So wird sichergestellt, dass Umschuldungsbedingungen für Entwicklungsländer langfristig tragfähig sind.

Herr Gysin, Sie sind immer sehr daran interessiert, dass man Ihnen zuhört, wenn Sie am Rednerpult sind. Sie haben sehr wahrscheinlich Angst, man würde durch diese Entschuldungsoperationen die Entwicklungsländer zu sehr zur Kasse bitten. Wie ich Ihnen gesagt habe, wollen wir das nicht. Wir wollen, dass es tragbar ist. Vor allem ist uns wichtig, dass diese Länder durch diese Operationen wieder kreditfähig werden. Sonst sind für sie sämtliche Türen geschlossen. Es ist also im Interesse der Entwicklungsländer, dass diese Operationen durchgeführt werden können.

On peut dire que, jusque dans les années 1990, la garantie contre les risques à l'exportation était bien placée en comparaison internationale et a fait ses preuves. Les mutations qui sont intervenues, que ce soit dans les possibilités offertes dans les pays qui sont nos concurrents ou encore par le biais des mécanismes de privatisation, ont produit une certaine marginalisation de l'assurance et, par conséquent, pour nos exportateurs.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à adopter le projet du Conseil fédéral, pour permettre à notre garantie contre les risques à l'exportation, qui s'appellera «assurance contre les risques à l'exportation», de fournir pleinement l'aide dont nos exportateurs ont besoin en matière de garantie et de financement.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: J'aimerais très brièvement et simplement dire à mes excellents collègues Genner et Gysin Remo que je peux comprendre une partie de leurs réticences. Mais je sais aussi que dans tout processus politique, il y a un moment où il faut faire une pesée des intérêts et je crois, comme d'ailleurs la grande majorité de la commission, qu'ici cette pesée des intérêts nous amène à dire que ce projet est positif, notamment pour l'emploi, parce que c'est ça, la question centrale. Je crois aussi que de tels mécanismes ne sont pas un luxe lorsqu'on sait que, par exemple, dans les années 1990, l'industrie suisse des machines a perdu environ un emploi sur six.

Et puis, j'aurai une remarque un peu plus générale que j'adresse à tout le monde à peu près. Je pense que dans ce pays, il faudra un jour que nous cessions de jouer les enfants de chœur ou les vierges effarouchées, ce qui revient à peu près au même dans le cas précis, parce que la plupart des autres pays industrialisés mènent très souvent des politiques industrielles nettement plus agressives.

D'ailleurs, qu'est-ce qu'une politique industrielle? A mon sens, c'est offrir des conditions qui permettent à un maximum de secteurs de se maintenir et de se développer, de maintenir et, si possible de créer de nouveaux emplois. Je crois que c'est cela que nous faisons avec ce projet.

Je formulerai encore une toute dernière remarque. On dit souvent que la Suisse risque un jour de n'être plus qu'un pays de services. A mon avis, ce risque existe, mais je crois aussi que ce pays a besoin d'une place industrielle. J'en parle en connaissance de cause parce que je pense que, pour beaucoup de régions, il n'y a pas tellement de salut en dehors de l'industrie.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Ich erlaube mir, mich noch einmal ganz kurz an Remo Gysin zu wenden. Er hat vorhin gesagt, es gebe Alternativen zur Serv, er hat Begriffe wie Osec, Staatsgarantie und andere angeführt.

Mein lieber Kollege, das sind eben keine Alternativen. Da geht es um ganz andere Angelegenheiten, zwar auch in Richtung Aussenwirtschaft, aber nicht vergleichbar mit dem, was wir hier diskutieren. Nicht einmal die Privatassekuranz in diesem Land ist eine Alternative, das haben wir in der Kommission ausführlichstens diskutiert, denn die Privatassekuranz hat vor allem einen kürzeren Zeithorizont und ist auf Profit aus. Das ist genau das, was wir nicht bezahlen können, wenn es darum geht, das private Delkredere oder die Exporte versichern zu können.

Wo sind die Alternativen? Die Alternativen sind im Ausland. Meine Gruppe versichert Aufträge aus Italien für die Türkei, aus Deutschland für Russland, aus Frankreich Richtung Süden. Wenn wir dann zum Auftrag kommen, befinden sich die Wertschöpfung und damit die Arbeitsplätze in meinen Unternehmen im Ausland. Worüber wir hier miteinander diskutieren, ist das Gewährleisten gleich langer Spiesse, damit wir die Wertschöpfung in dieses Land zurückbekommen und damit wir in diesem Land die Arbeit sicherstellen können.

Ich bitte Sie, dies wirklich zu respektieren. Ich bitte Sie alle, auf die Vorlage einzutreten und dann mitzuhelfen, der Linie der Mehrheit zu folgen. Das ist die Meinung, die sich in der Kommission mit 21 zu 3 Stimmen geäussert hat.

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Gysin Remo ab.

Abstimmung – Vote

Für Eintreten 126 Stimmen

Dagegen 16 Stimmen

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... mit eigener Rechtspersönlichkeit. (Rest streichen)

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 3

Proposition de la commission

Al. 1

.... la personnalité juridique. (Biffer le reste)

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 4, 5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

....

a. arbeitet eigenwirtschaftlich;

abis. bewirtschaftet die Risiken für staatliche und private Schuldner getrennt;

....

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Genner, Allemann, Berberat, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Holenstein, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Abs. 1

....

d. gewährt Transparenz.

Antrag der Minderheit

(Fässler, Allemann, Berberat, Fehr Hans-Jürg, Genner, Holenstein, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Abs. 2

Sie berücksichtigt die Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik, insbesondere im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit, der Menschenrechte, der Friedens- und der Umweltpolitik.

Antrag der Minderheit

(Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Spuhler, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 3

Die Serv versichert Risiken gemäss Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe d aus mittel- und langfristigen Geschäften mit Zahlungszielen grösser als zwei Jahre. Solche aus kurzfristigen Geschäften können versichert werden, wenn keine Abdeckung bei der Privatwirtschaft möglich ist.

Art. 6

Proposition de la majorité

Al. 1

....

a. travaille de manière à s'autofinancier;

abis. gère séparément les risques des débiteurs publics et privés;

....

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Genner, Allemann, Berberat, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Holenstein, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Al. 1

....
d. garantit la transparence.

Proposition de la minorité

(Fässler, Allemann, Berberat, Fehr Hans-Jürg, Genner, Holenstein, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Al. 2

Elle ne contrevient pas aux principes de la politique étrangère de la Suisse, notamment dans le domaine de la coopération au développement, des droits de l'homme, de la politique de paix et de la politique de l'environnement.

Proposition de la minorité

(Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Spuhler, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 3

L'ASRE assure les risques visés à l'article 12 alinéa 1 lettre d à partir d'opérations à moyen et à long terme dont le terme de paiement est supérieur à deux ans. Les risques que comportent les transactions à court terme peuvent être assurés, dans la mesure où il n'est pas possible de les faire couvrir par l'économie privée.

Genner Ruth (G, ZH): Artikel 6 hat die Grundsätze der Geschäftspolitik der schweizerischen Exportrisikoversicherung zum Thema, und da kommen natürlich ganz verschiedene Aspekte zum Tragen. Meine Minderheit beantragt Ihnen, als einen neuen Punkt – Absatz 1 Buchstabe d – den Aspekt der Transparenz einzuführen.

Interessanterweise hat Herr Bundesrat Deiss in der Eintretensdebatte auf die gewährleisteteste Transparenz hingewiesen, aber trotz allem will man sie nicht festschreiben. Ich sehe hier eigentlich einen Widerspruch, wenn man einerseits sagt, Transparenz werde gewährt, und diesen Grundsatz andererseits nicht wirklich im Gesetz festhalten will. Gerade weil diese Versicherung über eine öffentlich-rechtliche Anstalt gewährt wird und keine private Versicherung ist, muss sie die Transparenz als Grundsatz ihrer Geschäftspolitik festschreiben.

Die Transparenz ist umso wichtiger, als auch private Risiken abgesichert werden können. Es geht auch darum, dass man Transparenz im Hinblick auf die Informationsbeschaffung bei der Versicherung sowie bei den Bonitätsabklärungen braucht. Es geht auch darum, dass sich die Öffentlichkeit, die letztlich für diese ganze Versicherung bürgt, über diese Exportgeschäfte im Klaren ist und dass hier Transparenz sowie eine entsprechende demokratische Kontrolle herrschen. Ich möchte Sie aus diesem Grund bitten, Buchstabe d einzufügen, sodass die Serv ausdrücklich Transparenz gewährt.

Ich möchte mich anschliessend zum Antrag der Minderheit Fässler äussern, den ich ebenfalls unterzeichnet habe. Demnach gehört es auch zu den Grundsätzen der Geschäftspolitik, dass man die Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik, insbesondere im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit, der Menschenrechte, der Friedens- und Umweltpolitik mit berücksichtigt. Warum wollen wir das ausdrücklich hier festgeschrieben haben?

Wir haben genug Erfahrung mit diesen Geschäften. Wenn Sie an das Grossprojekt des Ilisu-Staudammes zurückdenken oder an das Dreischluchtenprojekt in China – grosse Staudämme, deren Finanzierung von der Weltbank abgelehnt worden ist, die aber massivste Menschenrechtsprobleme sowie Umweltprobleme aufgeworfen haben, sodass Experten in diesen Bereichen von der Finanzierung solcher Projekte abgeraten haben –, dann müssen wir doch hier sagen, dass wir keine solchen Vorfälle mehr wollen. Wir können es uns auch schlicht nicht leisten, unsere Aussenpolitik,

die sich den Grundsätzen der Entwicklungszusammenarbeit und der Menschenrechte verpflichtet hat, einfach aus der Perspektive der Exportwirtschaft so zu ritzen.

Ich bitte Sie dringend, diesem Grundsatz zuzustimmen, gleicherweise wie nachher der Forderung – ich werde den entsprechenden Antrag noch separat begründen –, dass wir auch die Kompetenz für diese Fragen im Verwaltungsrat einbringen. Es ist für die Grünen unabdingbar, dass diese Aspekte berücksichtigt werden, damit wir zu diesem Gesetz nachher Ja sagen können.

Ich bitte Sie also, meiner Minderheit und der Minderheit Fässler zuzustimmen. Wir werden jetzt noch der Begründung von Herrn Baader für seine Minderheit zuhören; es könnte sein, dass die grüne Fraktion auch hier Hand bietet, sie zu unterstützen.

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): In Artikel 6 Absatz 2 schlagen der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission vor, dass zu den Grundsätzen der Geschäftspolitik gehören soll, dass sie die Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik berücksichtigt. Die Mehrheit meint, damit sei auch schon alles klar. Diese Meinung teile ich nicht. Meine Minderheit beantragt Ihnen deshalb, dass wir ganz klar sagen, was wir mit der Berücksichtigung der Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik meinen, und zwar mit dem Zusatz: «insbesondere im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit, der Menschenrechte, der Friedens- und der Umweltpolitik».

In der Kommission habe ich beantragt, dass man das noch etwas schärfer formuliere, dass die Serv also diese Grundsätze nicht nur berücksichtigt, sondern nicht gegen sie verstösst. Ich habe diesen Antrag zurückgezogen, aber der zweite Teil ist für die SP-Fraktion zentral. Es muss klar gesagt werden, was man mit der Berücksichtigung der Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik meint. Dies ist auch ein ganz wichtiges Anliegen der Arbeitsgemeinschaft der Hilfswerke.

Eine differenzierende Aufzählung der wichtigsten aussenpolitischen Bereiche schafft zum einen Klarheit und begünstigt zum anderen eine kohärente Bundespolitik. Die bisherige Praxis der Exportrisikogarantie hat gezeigt, dass völkerrechtliche Bestimmungen oder Bestimmungen des Umweltvölkerrechts entweder nicht als bekannt vorausgesetzt werden können oder einfach nicht adäquat beurteilt werden. Wie sonst wären die Dinge, die vorhin auch Frau Genner aufgezählt hat, je möglich gewesen, nämlich eine Unterstützung im Bereich des Dreischluchtenprojektes in China oder beim Ilisu-Staudamm in der Türkei oder Investitionen im Bereich von elektrischen Installationen in der Zeit der Suharto-Diktatur in Indonesien? Dies zeigt, dass da offenbar nicht alle von denselben Gegebenheiten unserer Aussenpolitik ausgegangen sind.

Das muss jetzt hier ganz klar korrigiert werden. Wir brauchen eine kohärente Aussenpolitik, dazu gehört eben eine Aussenwirtschaftspolitik, die von den Grundsätzen der Aussenpolitik weiss, eine Entwicklungspolitik, die von den Grundsätzen der Aussenpolitik weiss. Wir müssen den Kampf gegen Korruption, für Menschenrechte, für die Umwelt gemeinsam führen, indem wir auch dort, wo es um die Exportrisikoversicherung geht, dieselben Massstäbe anlegen. Wir brauchen eine kohärente, eine stimmige Aussenpolitik. Damit wirklich ganz klar ist, was gemeint ist, möchte ich Sie dringend bitten, diesen Zusatz aufzunehmen. Zur Arbeitsgemeinschaft der Hilfswerke gehören die Leute, die sehr genau wissen, was vor Ort abgeht, worauf man achten muss. Für sie ist das ein zentrales Anliegen, es ist auch ein zentrales Anliegen der SP.

Ich möchte Sie dringend bitten, diesen Zusatz aufzunehmen, zur Erklärung, zur Präzisierung und auch um uns zu erleichtern, dass wir am Schluss zu dieser Versicherung Ja sagen können.

Baader Caspar (V, BL): Hier geht es um das Subsidiaritätsprinzip. Neu bietet die Schweizerische Exportrisikoversicherung nach Artikel 12 auch eine Versicherung für die Abde-

ckung privater Delkredererisiken an. Dies ist grundsätzlich ordnungspolitisch falsch und lässt sich höchstens mit ähnlichen Eingriffen in die Wirtschaft durch Exportrisikogarantien anderer Länder rechtfertigen, indem man der schweizerischen Exportwirtschaft gleich lange Spiesse gewähren will. Dafür habe ich Verständnis.

In den Geschäftsgrundsätzen heisst es in Artikel 6 unter anderem, dass die Serv ihre Versicherung «in Ergänzung zur Privatwirtschaft» anbietet. Die Kernfrage, die sich aber stellt, ist, ob sie das auch in Konkurrenz zur Privatassekuranz tun können soll. Anlässlich der Hearings wurde uns von Vertretern von Privatversicherern dargelegt, dass es heute Private gibt, welche Risiken aus kurzfristigen Geschäften mit einem Zahlungsziel von weniger als zwei Jahren versichern.

Die Minderheit – ich spreche auch im Namen der SVP-Fraktion – ist klar der Meinung, es sei falsch, dass diese halbstaatliche Versicherung Serv die Privatassekuranz dort, wo diese aktiv ist, konkurrenziert. Die Serv ist zwar als selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt organisiert, aber sie operiert in einem durch dieses neue Gesetz geschützten gesetzlichen Rahmen, beispielsweise mit der Bedingung, dass das Delkredererisiko nach Artikel 12 nur versicherbar ist, wenn auch andere Risiken – die politischen Risiken, die Transferschwierigkeiten und die höhere Gewalt usw. – mitversichert werden. Als wirtschaftsliberale Partei verlangen wir deshalb Folgendes: Wenn mit der Exportrisikogarantie schon ein ordnungspolitischer Fehltritt begangen wird, soll zumindest für jene Bereiche, in welchen die Privatassekuranz tätig ist, das Subsidiaritätsprinzip gelten.

Um den Status quo zu sichern, ist allenfalls noch zu überlegen, ob nicht der Ständerat als Zweitrat dann in Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a das staatliche Delkredererisiko als politisches Risiko definieren sollte. Damit könnte ich leben, aber vom Grundsatz her muss die Subsidiarität verankert sein.

Ich bitte Sie deshalb als Sprecher der Minderheit und im Namen unserer Fraktion, diese Minderheit zu unterstützen.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Baader, dass die Abdeckung der privaten Käuferrisiken eine ordnungspolitisch problematische Geschichte ist, das haben wir bereits beim Eintreten ausgiebig erläutert. Sowohl Ihre Fraktion als auch die Mehrheit unserer Fraktion haben sich aber dafür ausgesprochen. Sie schliessen mit Ihrem Antrag die kurzfristigen Risiken wieder aus. Ich frage Sie: Wie beurteilen Sie die Situation, dass Banken und Versicherungen die kurzfristigen Risiken bei Krediten in Nicht-OECD-Ländern nicht abdecken? Was machen Sie dann mit diesen Krediten?

Baader Caspar (V, BL): Ich bin der Meinung, dass wir hier ein klares Subsidiaritätsprinzip verankert haben. Wir haben gesagt, die Serv dürfe diese Versicherung nur dort nicht wahrnehmen, wo Private das anbieten. Umgekehrt gesagt: Wenn Private das anbieten, dann kann sie es nicht machen, wenn Private das nicht anbieten, dann kann sie das versichern.

Recordon Luc (G, VD): Cet article 6 est certainement une des pierres angulaires de cette loi; à vrai dire, elle devrait traduire, à nos yeux et une fois enfin en dehors des discours de kermesse, la réalité des principes du développement durable. Car enfin, le développement durable, qu'est-ce d'autre que la tentative de mettre en accord et de pondérer raisonnablement les exigences de l'économie, de l'environnement et de certaines politiques qu'on peut qualifier de sociales dans un sens large?

Les principes qui vous sont proposés dans les propositions des minorités Genner et Fässler sont de toute évidence bienvenus, principes qu'une politique équilibrée entre les exigences non seulement de l'économie, mais aussi des domaines que j'ai cités et qui sont ceux du développement durable, exige que l'on intègre au texte légal. Il ne devrait donc pas être très long pour moi d'avoir à vous convaincre de les adopter et de les intégrer à la loi.

Pourquoi donc une assurance publique, travaillant avec l'argent public, ne devrait-elle pas mettre au premier plan les principes mêmes de transparence, de non-contravention aux principes de politique étrangère, de coopération au développement, de respect des droits de l'homme, de politique de paix et de l'environnement? Sauf à admettre que l'on mène des politiques contradictoires dans cet Etat et que, par la garantie contre les risques à l'exportation, en quelque sorte on va en sens contraire de ce qu'à grands frais, parfois, l'on fait dans d'autres politiques – des droits de l'homme, de la paix, de l'environnement, etc. C'est tout de même assez absurde!

C'est pourquoi je vous invite très fermement à adopter ces deux propositions de minorité qui, finalement, ne sont là que la traduction de la cohérence de ce que nous entendons faire, c'est-à-dire la mise en oeuvre réelle des principes du développement durable.

Sur le second aspect, qui se traduit par la proposition de la minorité Baader Caspar, je dois avouer que mon groupe est un peu hésitant. En effet, le principe de subsidiarité invoqué par Monsieur Baader est fondé. Il ne faudrait pas que, dans un domaine comme celui-ci, une autorité publique s'évertue à dépenser son énergie et notre argent à faire des choses que le secteur privé est capable de faire.

Cependant, il est vrai que cette proposition de minorité n'apporte pas beaucoup, dans un premier temps, parce que, de toute façon, le client privé de l'assurance publique contre les risques à l'exportation peut, s'il le préfère, s'adresser bien entendu à une assurance privée, même sans que l'on ait interdit à celle-là en principe de s'occuper de certaines affaires à court terme. Et, en outre, on doit craindre qu'en lui interdisant certaines activités, l'assurance en question soit victime d'une antisélection des risques et qu'elle doive finalement ne s'occuper, dans les affaires à court terme, que de celles qui sont les moins rémunératrices et les plus risquées, donc que l'argent public soit en définitive peut-être moins bien utilisé et que cela coûte plus cher à la collectivité.

Cela dit, comme je ne me fais pas d'illusions énormes sur le sort qui sera réservé à nos propositions dans cette loi et que je crains fort qu'elle soit si mauvaise que nous devions en définitive la refuser, je suis assez tenté quand même, par anticipation, d'accepter la proposition de la minorité Baader. Je le ferais pour que cette garantie contre les risques à l'exportation, dont je crains fort qu'elle travaille selon des principes qui me déplaisent beaucoup et qui sont à mon avis contraires à l'intérêt public global, ait le champ d'application le plus restreint possible.

Ainsi donc, je pense qu'au sein du groupe des Verts, il y aura des positions variées en fonction de cette anticipation ou en fonction d'un raisonnement purement systématique.

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Die SVP-Fraktion teilt mit, dass sie die Anträge der Minderheiten Genner und Fässler ablehnt und den Antrag der Minderheit Baader Caspar unterstützt.

Daguet André (S, BE): Ich möchte im Namen der SP-Fraktion nochmals zum Minderheitsantrag Fässler Stellung nehmen, denn dieser Minderheitsantrag ist wichtig: Wir sind bereit, der Vorlage zuzustimmen, aber es muss auch klar sein, dass gewisse Grundsätze klipp und klar verankert werden müssen. Wir sind bereit, sehr pragmatisch an diese Vorlage heranzugehen, aber aufgrund der Erfahrungen, die wir mit der ERG gemacht haben, halten wir es für sehr wichtig, dass hier im Bereich der Grundsätze der Geschäftspolitik die Grundsätze etwas klarer und auch verbindlicher formuliert werden.

Wir begrüssen selbstverständlich – das gehört auch dazu –, dass die Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik berücksichtigt werden. Aber angesichts der Probleme, die wir in der Vergangenheit mit einzelnen ERG-Projekten hatten, ist es wichtig – der Bundesrat hat das in seiner Botschaft selber bestätigt –, auch im Sinne der Bundesverfassung den Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik ein klares

Profil zu geben. Deshalb beantragt die Minderheit, hier auf die Entwicklungszusammenarbeit, die Menschenrechte und die Friedens- und Umweltpolitik explizit Bezug zu nehmen.

Es ist bereits gesagt worden, ich will das nicht wiederholen und verweise auf die bekannten Fälle, die dazu geführt haben, dass diese ERG-Projekte in der Vergangenheit zum Teil sehr umstritten waren. Ich erwähne einfach nochmals das Stichwort der Staudammprojekte. Wenn wir vom Prinzip der Nachhaltigkeit ausgehen – das machen wir auch aus der Sicht unserer eigenen Volkswirtschaft –, müssen diese Grundsätze wirklich auch klipp und klar als solche verankert werden. Es ist nicht von ungefähr, dass die OECD für die Exportkredite ethische, soziale und ökologische Leitlinien herausgegeben hat, die die Voraussetzungen für solche Exportkredite umreissen; und es ist nicht von ungefähr, dass die OECD auch im Sinne der Korruptionsbekämpfung klare Empfehlungen an die Mitgliedländer abgegeben hat.

In diesem Sinne verstehen wir unseren Minderheitsantrag unter dem Aspekt der entwicklungspolitischen Zusammenhänge, der Menschenrechte und der Umweltpolitik auch als Element der Korruptionsbekämpfung.

Der Bundesrat hat es deutlich gemacht. Deshalb wären wir sehr dankbar, wenn der Rat diesem Minderheitsantrag zustimmen und ihn in das Gesetz aufnehmen könnte. Ich habe es am Anfang gesagt: Wir sind bereit, aus der Sicht der Wirtschaft und auch im Interesse der Arbeitsplätze dieser Vorlage zuzustimmen. Wir möchten aber auf der anderen Seite jenen, die sehr froh sind, dass wir dieser Vorlage zustimmen, Folgendes mitgeben: Sie sollten helfen, die Nachhaltigkeit auch in diesem Gesetz zu verankern. Ordnungspolitisch ist diese Vorlage bei den bürgerlichen Parteien und Fraktionen nicht immer unbestritten gewesen. Deshalb wäre ich froh, wenn man auch eine klare Aussage von dieser Seite hätte.

Bührer Gerold (RL, SH): Ich kann mich kurz fassen: Unsere Fraktion empfiehlt Ihnen, überall mit der Mehrheit zu stimmen.

Ganz kurz zur Minderheit Genner bezüglich der Transparenz: Ich glaube, wir müssen differenzieren zwischen den Grundsätzen der Corporate Governance und der Transparenz, die wir bezüglich der Geschäftspolitik der Exportrisikoversicherung verlangen. Da sind wir unbestrittenerweise auch der Ansicht, dass wir absolute Transparenz haben müssen. Wir wollen aber keine Einengung, die unseres Erachtens die Diskretionsinteressen der Firmen tangiert.

Es geht darum, dass wir eine Institution haben, die schlagkräftig ist. Ich staune immer wieder darüber, wo überall Sie diese Institution in ihrer Wirksamkeit eigentlich eher einschränken wollen. Das geht nicht auf. Deswegen: Nein zur Minderheit Genner.

Zur Minderheit Fässler betreffend die Berücksichtigung der Grundsätze der Aussenpolitik, insbesondere der Entwicklungszusammenarbeit: Wir haben national und – es ist erwähnt worden – auch im Rahmen der OECD die entsprechenden Rahmenbedingungen. Diese gilt es zu beachten. Aber wir wollen das nicht – zusätzlich einengend – explizit in Artikel 6 verankert haben. Ich meine, primär muss es uns doch darum gehen, dass wir unsere legitimen nationalen Wirtschaftsinteressen vertreten und uns nicht immer in vorseilendem Gehorsam zusätzliche Hürden in den Weg legen, wo es nicht notwendig ist.

Zur Minderheit Baader Caspar: Hier hatten wir eine lange Diskussion. Der Antrag sieht vor, dass Risiken nur noch mit Zahlungsziel ab zwei Jahren versichert werden könnten. Das geht leider nicht. Wir mussten feststellen, dass verschiedene Länder, selbst OECD-Länder, im privaten Markt nicht abgedeckt sind, auch nicht im Bereich kurzer Fristen. Folglich müssen wir auch hier mit der Mehrheit stimmen, sonst entsteht hier eine Lücke.

Baader Caspar (V, BL): Herr Bührer, haben Sie den Text genau gelesen? Es ist nicht so, dass nur Risiken mit einem Zahlungsziel von über zwei Jahren versichert werden kön-

nen. Nach meiner Fassung heisst es, bei Zahlungszielen unter zwei Jahren könne man nur versichern, wenn die Privatwirtschaft es nicht tut. Es geht klar um die Subsidiarität. Haben Sie diese Nuance gesehen?

Bührer Gerold (RL, SH): Ich habe den Antragstext vor mir: «Die Serv versichert Risiken aus mittel- und langfristigen Geschäften mit Zahlungszielen grösser als zwei Jahre.» Das haben wir sehr eingehend diskutiert und feststellen müssen – wir haben Vertreter der privaten Versicherungswirtschaft angehört –, dass es so nicht geht.

Recordon Luc (G, VD): Monsieur Bührer, à propos de la transparence, il est bien clair qu'il y a des secrets d'affaires. Je crois qu'il est aussi bien clair que nous cherchons désormais à avoir en général une vision plus transparente au nom de la «corporate governance» – vous l'avez citée – dans l'économie privée. A plus forte raison, dans une assurance publique, n'y a-t-il pas lieu d'introduire au moins le principe de transparence qui, ensuite, est bien sûr à pondérer avec les nécessaires secrets d'affaires? Est-ce que vous voyez véritablement un problème à cela?

Bührer Gerold (RL, SH): Ich habe mich, glaube ich, klar ausgedrückt: Wir sind nicht gegen die Offenlegung in den entsprechenden Jahresberichten; das ist ganz klar. Wir sind aber der Meinung, dass wir während der Behandlung eines solchen Falles, eines Gesuches, Wert auf die Diskretion, auf die Wahrung der Geschäftsinteressen der Firmen legen müssen. Hier ist es auch wegen der Konkurrenz notwendig, das Prinzip der Vertraulichkeit zu pflegen.

Deiss Joseph, Bundesrat: Ich nehme kurz zu diesen drei Minderheitsanträgen Stellung.

Zur Minderheit Genner betreffend die Frage der Transparenz: Dem Grundsatz der Transparenz stimmen wir zu; das habe ich ja vorhin gesagt. Aber diese Transparenz wird z. B. garantiert, indem die Rechnung und der Bericht öffentlich sind. Was Frau Genner will, geht weit darüber hinaus. Da können wir nicht zustimmen. Gemäss Protokoll der Kommissionssitzung hat Frau Genner verlangt: «Dazu gehört explizit die Pflicht, sämtliche Gesuche vor der Gewährung einer Versicherung sowie alle bewilligten Gesuche zu publizieren.» Das geht natürlich viel zu weit. Gegenwärtig ist es möglich, Geschäfte publik zu machen, wenn der Exporteur einverstanden ist, insbesondere wenn sie über 10 Millionen Franken hinausgehen. Aber wenn Sie sämtliche Gesuche publik machen wollen, bevor sie überhaupt bewilligt worden sind, dann hemmen oder schädigen Sie die interessierten Exporteure. Das wollen wir nicht. Deshalb bitte ich Sie, diesen Antrag abzulehnen.

Zum Antrag der Minderheit Fässler betreffend die aussenpolitische Kohärenz: Herr Daguet, damit klar ist, was gemeint ist und dass es nicht nötig ist, das eine oder andere Element noch besonders hervorzuheben und dadurch die anderen irgendwie herabzusetzen: Es geht um die Umwelt, um die Umweltleitlinien der OECD für Exportkredite. Es geht um den Antikorruptionsplan der OECD für Exportkredite. Es geht um die ärmsten Entwicklungsländer und das Gebot der OECD, den Export von unproduktiven Gütern in solche Länder nicht mit Exportkrediten zu finanzieren. Es geht darum, die Kohärenz mit der schweizerischen Entwicklungspolitik sicherzustellen. Es geht um die Friedenspolitik, d. h. um das schweizerische Kriegsmaterialgesetz. Es geht um die Menschenrechte. Bei umweltsensitiven Grossprojekten sind Standards einzuhalten, welche auch Menschenrechtsaspekte betreffen. Dafür gibt es «OECD Guidelines for Multinational Enterprises».

Der Mechanismus, den wir eigens dafür haben, ist geeignet, diese aussenpolitischen Ziele der Schweiz zu beachten. Einmal müssen diese Leitlinien, die ich erwähnt habe, eingehalten werden. Im Verwaltungsrat soll die Kompetenz und Sensibilität gegenüber den Fragen der aussenpolitischen Kohärenz vorhanden sein. Schliesslich ist es so, dass bei

Geschäften von grosser aussenpolitischer Tragweite der Entscheid beim Bundesrat liegt. Ich glaube, die Garantien, die wir Ihnen damit geben, genügen, um Ihre Sorgen zu beheben.

Zur Minderheit Baader Caspar: Ich möchte Sie bitten, diese abzulehnen. Was hier beantragt wird, ist in Bezug auf das Bestehende ein Rückschritt. Artikel 12 Absatz 1 Litera d betrifft sämtliche Delkredererisiken, also nicht nur die privaten, sondern auch die schon bisher möglichen öffentlichen Schuldner. Wenn Sie nun dem Antrag der Minderheit Baader Caspar zustimmen, verbieten Sie Dinge, die heute möglich sind. Das wollen Sie doch nicht! Ich muss schon ein bisschen staunen, wenn ich die Liste der Unterzeichner dieser Minderheit sehe. Es sind Leute, die vorher gesagt haben, wir müssten uns jetzt einen Ruck geben, und bei Artikel 6 nehmen sie das schon wieder zurück.

Die Bedingung wäre auch strenger als die EU-Richtlinie. Wir würden also wiederum etwas machen, um bezüglich der EU einen Ausgleich vorzunehmen, indem wir das private Risiko hineinnehmen. Im zweiten Schritt gingen wir wieder zurück und hätten etwas, das weniger weit geht als in der EU, wo es möglich ist, bei Zahlungszielen unter zwei Jahren Geschäfte in Nicht-OECD-Länder zu versichern. Um ein Beispiel zu bringen: Die chemische Industrie könnte gewisse Transaktionen, die sie heute versichern kann, nicht mehr wie bisher belegen, denn es geht hier um eine globale Absicherung, die hier für gewisse Geschäfte geboten werden kann.

Herr Baader, ich sehe nicht ein, aus welchem Grund Sie diese Einschränkung hier wollen und zum Teil einen Rückschritt in Bezug auf Bestehendes machen wollen.

Baader Caspar (V, BL): Herr Bundesrat, wenn Sie mir vorhin zugehört haben, habe ich auf diese Problematik hingewiesen. Ich bin mir bewusst, dass heute das staatliche Delkredererisiko versicherbar ist und dass es bei meinem Antrag noch nicht berücksichtigt ist. Deshalb habe ich ja gesagt, dass der Ständerat als Zweitrat bei Artikel 12 eine Korrektur vornehmen kann und das staatliche Delkredererisiko letztlich als politisches Risiko bezeichnen müsste. Das ist es nämlich auch, wenn ein Staat nicht mehr zahlungsfähig ist.

Deiss Joseph, Bundesrat: Das war keine Frage. Ihre Ausführungen zeigen, dass Ihr Vorschlag darin besteht, am Gesetz zu basteln. Wir wollen ein Gesetz machen, das funktioniert.

Deshalb bitte ich Sie, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: In aller Kürze spreche ich zuerst zum Minderheitsantrag Genner: Die Kommissionsmehrheit lehnt den Minderheitsantrag ab. Nicht, weil die Mehrheit prinzipiell gegen Transparenz ist, sondern weil die Transparenzanforderungen in Abwägung der öffentlichen Interessen und der Interessen der beteiligten Geschäftspartner anhand der Entwicklungen in der Praxis zu bestimmen sind. Es gibt absolut legitime Diskretionsinteressen der beteiligten Unternehmen, die berücksichtigt werden müssen. Es ist z. B. ein wesentlicher Unterschied, ob die Transparenz vor dem definitiven Geschäftsabschluss oder danach hergestellt wird. Eine allgemeine Transparenzforderung im Gesetz führt da nicht weiter. Was die Geschäftspolitik und Geschäftspraxis der Serv insgesamt anbelangt, ist mit den Artikeln 24 Absatz 3 Buchstabe d, 30 und 33 bis 36 eine hohe Transparenz gewährleistet.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie deshalb, den Minderheitsantrag Genner abzulehnen.

Zum Minderheitsantrag Fässler: Die Kommissionsmehrheit lehnt auch hier den Antrag der Minderheit ab. Es ist unbestritten, dass die Serv – übrigens auch die heutige ERG – die Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik zu beachten hat. Das ist umfassend zu verstehen, weshalb die Hervorhebung der Entwicklungszusammenarbeit, der Menschenrechte, der Friedens- und der Umweltpolitik nicht gerechtfertigt ist. Ich darf darauf hinweisen, dass in diesen Bereichen auch internationale Vereinbarungen bestehen

und diese selbstverständlich eingehalten werden. Die OECD hat Regelungen zu den Umweltstandards, zur Korruptionsverhinderung und zur Vermeidung von Exportkrediten an die ärmsten Entwicklungsländer für unproduktive Güter. Die Kommissionsmehrheit will an Absatz 2 gemäss bundesrätlichem Entwurf festhalten, weil er für die Anwendung in der Praxis flexibler ist und gegebenenfalls auch Güterabwägungen erlaubt.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie deshalb, den Minderheitsantrag abzulehnen.

Zu Artikel 6 Absatz 3: Die Kommissionsmehrheit lehnt den Antrag der Minderheit ab. Wie ich beim Eintreten dargelegt habe und wie auch in der Botschaft, gestützt auf gründliche Marktanalysen, erläutert wird, stellt der private Versicherungsmarkt für Geschäfte mit Zahlungszielen unter zwei Jahren heute nur für Lieferungen in die sogenannten OECD-Kernländer ein konsistentes Deckungsangebot. Probleme bestehen dagegen schon für Lieferungen in die Türkei oder nach Mexiko – und erst recht bei den Entwicklungs- und Transitionsländern, die nicht Mitglieder der OECD sind. Auch für Exporte in die neuen EU-Staaten sind die privaten Deckungsmöglichkeiten noch nicht gewährleistet.

Mit dem Antrag der Minderheit würde die Deckung für private Käuferisiken so stark eingeschränkt, dass sie in wichtigen Geschäftsfeldern nicht zur Verfügung stünde. Der zweite Satz des vorgeschlagenen Absatzes 3 hilft auch nicht weiter, denn der verlangte Nachweis erfordert einen enormen bürokratischen Aufwand und kann in vielen Fällen innert nützlicher Frist gar nicht erbracht werden. Der Exporteur, sein ausländischer Kunde und die beteiligten Banken müssen bei Aufnahme der Geschäftsverhandlungen wissen, woran sie sind.

Es widerspricht den heutigen Marktverhältnissen und der künftigen Marktdynamik, wenn wir die Abgrenzung zwischen dem Tätigkeitsfeld der Serv und jenem der Privatassekuranz in einer starren Gesetzesnorm festlegen. Die Mehrheit der Kommission will die Abgrenzung vielmehr möglichst nahe an der Marktentwicklung vollziehen, wozu die Verordnung das richtige Instrument ist. Das ist auch der Weg, den die besten Kenner der Materie, die Exporteure und die Versicherer, der Kommission vorgeschlagen haben. Sie verweisen dabei auf die Regelungen in der EU, welche Deckungen der staatlichen Exportversicherungen im Bereich von weniger als zwei Jahren nur für Lieferungen in jene Länder ausschliessen, die wir oben als OECD-Kernländer bezeichnet haben. Selbst in der EU ist übrigens noch umstritten, wie die neuen Mitgliedstaaten zu behandeln sind. Auch da soll die Marktentwicklung entscheiden.

Herr Bundesrat Deiss hat in der Kommission erklärt, dass beabsichtigt sei, in der Verordnung entsprechende Bestimmungen aufzunehmen und diese noch mit gewissen Controlling-Mechanismen zu versehen. Dies genügt, um den verfolgten Zweck zu erreichen.

Kurz: Die Subsidiarität ist gegeben; es ist nicht nötig, die Ergänzungen ins Gesetz zu schreiben. Lieber Kollege Baader, wir wollen keinen Rückschritt hinter die geltenden ERG-Regelungen. Es wurde von Bundesrat Deiss soeben die Globalversicherung bei der Chemie erwähnt. Das Einzige, was letztlich zählt, ist die internationale Vergleichbarkeit. Wir sind zwingend darauf angewiesen, dass die Spiesse gleich lang und nicht ein wenig kürzer werden.

Im Namen der Kommissionsmehrheit darf ich Sie auch hier bitten, den Minderheitsantrag abzulehnen.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 88 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 58 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 90 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 57 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Minderheit 40 Stimmen
Dagegen 98 Stimmen

Art. 7**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Art. 8****Antrag der Mehrheit**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Leutenegger Oberholzer, Allemann, Berberat, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Hollenstein, Rechsteiner Paul)
.... privaten Organisationen zusammenarbeiten. (Rest streichen)

Art. 8**Proposition de la majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Leutenegger Oberholzer, Allemann, Berberat, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Hollenstein, Rechsteiner Paul)
L'ASRE peut, pour l'accomplissement de ses tâches, coopérer avec des organisations publiques ou privées. (Biffer le reste)

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Die Serv ist neu eine Organisation mit eigener Rechtspersönlichkeit. In Artikel 8 wird nun zum einen vorgesehen, dass sie zur Erfüllung ihrer Aufgaben mit anderen Organisationen zusammenarbeiten kann, und zum anderen, dass sie Gesellschaften gründen oder sich an solchen beteiligen kann.

Die Kooperation der Serv mit anderen Organisationen – seien sie nun staatlich oder privat – ist sicher unbestritten; sie wird auch nötig sein, dagegen ist nichts einzuwenden. Anders sieht es mit dem Blankoscheck aus, dass sie sich an anderen Gesellschaften beteiligen oder solche neu gründen kann. Ich habe in der Kommission gefragt, woran hier gedacht werde. Der Hinweis lautete, die SBB oder die Post könnten sich auch an Unternehmungen beteiligen oder solche gründen.

Ich muss Ihnen sagen: Ich will die Serv nicht als Konglomerat oder als Konzern kreieren. Wenn der Bedarf an solchen Beteiligungen tatsächlich einmal entstehen sollte, möchte ich hier im Parlament darüber befinden können, ob wir das wollen oder nicht.

Ich bitte Sie: Setzen Sie hier ganz klare Grenzen. Der gesetzliche Auftrag ist klar, und dazu gehört sicher nicht die weitere Ausdehnung der Serv mit Gründungen von Gesellschaften und Beteiligungen. Ich sage Ihnen eines: Wenn Sie bezüglich der Serv wirklich Transparenz wollen, müssen Sie der Minderheit zustimmen, sonst wird das Ganze sehr viel unübersichtlicher; auch die Kostenrechnung wird weniger transparent. Den gesetzlichen Auftrag der Kontrolle könnten wir schon gar nicht mehr wahrnehmen. Belassen Sie es also bei der Zusammenarbeit und streichen Sie die Möglichkeit der Ausdehnung auf andere Gesellschaften.

Spuhler Peter (V, TG): Der Antrag der Minderheit Leutenegger Oberholzer bei Artikel 8 und der Antrag Gysin Remo zu Artikel 10 gehen in die Richtung, die Handlungsfreiheit der neugeschaffenen Serv wieder einzuschränken. Nach den Problemen in der Osec habe ich ein gewisses Verständnis dafür, dass von linker Seite gewisse Vorbehalte angebracht werden. Auch nach Meinung unserer Partei müssen

diesbezüglich gewisse Vorsichtsmassnahmen getroffen werden.

Auf der anderen Seite gibt es hier neu einen Verwaltungsrat. Dieser sollte auch die Kompetenz und die Flexibilität haben, gemäss den Bedürfnissen der neugeschaffenen Serv auf Neuentwicklungen, die der Markt stellt, auch entsprechend eingehen zu können. Wir haben mit diesem Gesetz eine sehr hohe Transparenz geschaffen, mit entsprechenden Regelungen usw., und es wäre nicht opportun, wenn wir bei jedem Schritt, der unter Umständen möglich wäre, wieder das Parlament belasten müssten. Denken Sie auch daran, wie viele Geschäfte momentan in der Warteschlange sind. Wenn wir wegen jedem kleinen Schritt wieder das Parlament mit einer entsprechenden Vorlage belasten müssten, wäre das wirklich übertrieben.

Ich möchte Sie bitten, sowohl bei Artikel 8 den Antrag der Minderheit Leutenegger Oberholzer als auch bei Artikel 10 den Antrag Gysin Remo abzulehnen.

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Die FDP-Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Mehrheit unterstützt.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie dringend, die Minderheit Leutenegger Oberholzer zu unterstützen. Ich möchte auch eine Interessenbindung offen legen: Ich bin Verwaltungsrätin einer Maschinenbaufirma mit Sitz im Kanton Bern, die im Exportgeschäft tätig und eine potenzielle Versicherungsnehmerin ist.

Ich möchte mein Votum unter das folgende Motto stellen: «Kooperation ja, Versicherungsholding mit zusätzlichen Beteiligungsrisiken nein». Die SP-Fraktion kann zu einer klar definierten öffentlich-rechtlichen Anstalt Serv Ja sagen, sie will aber keine neue Holdingstruktur, keine Konzernstruktur. Wir können doch nicht auf der Basis einer öffentlich-rechtlichen Anstalt ein neues Versicherungskonglomerat in die Welt setzen. Das wäre international wohl wirklich ein Novum.

Als ich diesen Gesetzentwurf las, diesen Artikel und den Passus zur Gründung von Gesellschaften oder Beteiligung an solchen, dachte ich sofort, das sei wohl nicht ernst gemeint und es handle sich um eine Formel, wie sie aus Nullachtundfünfzehn-Statuten für die Gründung einer Aktiengesellschaft leicht übernommen – sprich: abgeschrieben – werden können. Ich habe dann die Botschaft gelesen, und ich muss Ihnen sagen, sie kommt in diesem Punkt auch recht schmalbrüstig daher. Wenn Sie auf Seite 5829 zu Artikel 8 Absatz 2 lesen: «Die Serv erhält zudem die Möglichkeit, privatrechtliche Gesellschaften zu gründen oder sich an solchen zu beteiligen», dann erwarten Sie zumindest eine Begründung, eine Erklärung, wozu denn diese vielen privatrechtlichen Gesellschaften gegründet werden sollten. Im nächsten Satz geht es gleich weiter: «Selbstverständlich ist diese Kooperation – Kooperation! – auf die Aufgaben der Serv gemäss dem vorliegenden Gesetz begrenzt.» Ich stelle also fest, dass die Botschaft eine eigenartige Vermischung von Gründung, Beteiligungen und Kooperation macht.

Es ist vom Kommissionssprecher in der Eintretensdebatte ausgeführt worden, dass die Serv – dies als ordnungspolitischer Grundsatz für ihre gesamte Tätigkeit – selbstverständlich subsidiär zum privaten Markt tätig sein sollte. Dieses Subsidiaritätsprinzip verbietet – wenn Sie es ernst nehmen – die Übungsanlage, die gesetzt wird, wenn Sie nicht der Minderheit folgen und die Kompetenz zur Gründung von privatrechtlichen Gesellschaften und Beteiligungen – Plural – streichen. Wenn Sie dann in der Botschaft weiterlesen, sehen Sie auf Seite 5830 oben, dass aus dieser Auslagerung in die öffentlich-rechtliche Anstalt, die wir jetzt planen, gleich weitere Auslagerungen entstehen sollen. Das kann ja wohl nicht Ihr Ernst sein.

Lesen Sie Artikel 9 mit dem Titel «Aufgabenübertragung an Dritte»: «Die Serv kann Aufgaben im Bereich der Durchführung der Versicherung an Dritte übertragen.» Das reicht vollkommen. Auftragsverhältnisse sind genügend, sind üblich, vorderhand besteht kein grosser Bedarf danach.

Herr Kollege Spuhler, genau dann, wenn es tatsächlich die Idee ist, jedes Jahr eine solche Gesellschaft zu gründen, wollen wir das hier in diesem Parlament beschliessen können. Dann soll der Bundesrat eine Teilrevision dieses Gesetzes bringen und uns begründen, wozu genau diese Gesellschaft oder diese Beteiligung mit neuen Risiken nötig ist. Dann können wir hier Ja oder Nein sagen. Ich bitte Sie, stimmen Sie der Minderheit zu.

Deiss Joseph, Bundesrat: Ich bitte Sie, diesen Minderheitsantrag abzulehnen. Ich kann verstehen, dass man hinter dieser Formulierung alle möglichen Konstruktionen und Machenschaften vermuten kann. Aber bitte: Es geht insbesondere darum, der Versicherung die Möglichkeit zu geben, ihre Aufgabe zu erfüllen. Es wurde von gewissen kritischen Stimmen gesagt, das private Delkredererisiko, das versichert werden solle, sei viel schwieriger abzuwägen. Deshalb ist es notwendig, dass die Serv die Möglichkeit zu geben, Gesellschaften im Ausland, in den entsprechenden Ländern, zu beauftragen, diese Abklärungen vorzunehmen, oder – wenn es keine solche Gesellschaften gibt – vielleicht mit anderen OECD-Ländern solche zu schaffen. Darum geht es und nicht um mehr. Es geht um eine Flexibilität in der Handhabung des Instrumentes und nicht etwa um die Schaffung neuer Versicherungen und solcher Dinge, die ohnehin aufgrund von Artikel 6 nicht möglich wären. Ich bitte Sie also, hier der Mehrheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 77 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 49 Stimmen

Art. 9

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Ich benütze die Gelegenheit, auf der Besuchertribüne unseren ehemaligen Kollegen Ruedi Imhof zu begrüessen.

Art. 10

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Gysin Remo

Streichen

Art. 10

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Gysin Remo

Biffer

Gysin Remo (S, BS): In den Artikeln 7 bis 9 wird eine ganze Menge beschrieben, was der Bundesrat und was die Serv tun dürfen. Artikel 10 bringt das Fass leider zum Überlaufen. Hier steht wörtlich: «Der Bundesrat kann der Serv weitere Aufgaben im Bereich der Aussenwirtschaft übertragen.» Jetzt frage ich Sie: Was sind denn das für Aufgaben? Haben Sie irgendeine Ahnung, was das für Aufgaben sind? Das ist hier nicht umschrieben, und es kann doch nicht sein, dass wir eine «carte blanche» für Aussenpolitik via Serv geben. Das ist der Kern meines Anliegens. Der Artikel ist völlig offen formuliert, und wir müssen das einschränken. Das wird aber nicht getan, und deswegen müssen wir diesen Artikel streichen. Wir müssen ihn umso mehr streichen, als das Parlament hier nirgends mehr zum Zug kommt. Es gibt keine parlamentarische Kontrolle – Verfassung und Oberaufsicht hin oder her. Sie werden in Artikel 35 sehen, dass es so gespürt ist, dass das Parlament keine Kontrollrechte mehr hat.

Es wird in der Botschaft dann doch ein bisschen umschrieben, was mit dieser Generalvollmacht alles gemeint sein könnte: «Dabei sind Bundesaufgaben der Aussenhandelsförderung angesprochen, die ihre Grundlage ausserhalb des vorliegenden Gesetzes finden.» Vielleicht haben wir also eine Kollision mit andern Gesetzen oder Vorschriften. Wir wissen nicht, wie diese Katze im Sack aussehen wird.

Dann wird noch ein Punkt konkretisiert, welchen ich alarmierend finde; das ist der Punkt, der mich eigentlich hierher getrieben hat. Es wird als Beispiel gesagt: «In Zukunft könnten dies Aufgaben sein wie die Investitionsrisikogarantie.» Stellen Sie sich einmal vor: Jetzt sollen wir delegieren – das steht in der Botschaft, ich kann nichts dafür –, jetzt sollen wir die Kompetenz geben, so etwas wie eine weltweite Investitionsrisikogarantie zu machen. Diese Kompetenz dürfen wir doch nicht einfach übertragen!

Ich bitte Sie, hier Klarheit zu schaffen und diesen verworrenen Artikel, diese «carte blanche», zu streichen. Das ändert nichts am Gesamtkonzept.

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Die SVP-Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Kommission unterstützt.

Deiss Joseph, Bundesrat: Ich bitte Sie, den Antrag Gysin Remo abzulehnen, insbesondere weil es hier nicht um mysteriöse Aktivitäten geht, sondern, wie das auf Seite 5830 der Botschaft wiedergegeben ist, um nützliche Beiträge, welche eine bestehende Organisation in anderen Bereichen im Interesse der Aussenpolitik, aber vor allem zum Beispiel im Interesse der Kreditgarantien für Entwicklungsländer übernehmen kann. Das gibt es schon heute, und das funktioniert gut. Ich sehe nicht ein, warum wir das nicht beibehalten sollten. Ohne dies würden höchstens die betroffenen Entwicklungsländer nicht mehr profitieren können. Die Verwaltung von Ausfallgarantien und Entschuldungsaktionen, die eben im Rahmen der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit durchgeführt werden, gehört dazu. Ebenso kann die Serv im Auftrag des Bundes andere Aufgaben im Bereich der Aussenwirtschaftspolitik übernehmen, und sehr oft ist es eben besser, wenn das eine bereits spezialisierte Aussenstelle machen kann, anstatt eine eigene Verwaltung dafür aufzuziehen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 104 Stimmen
Für den Antrag Gysin Remo 25 Stimmen

Art. 11

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis

Für die Versicherung von Geschäften mit staatlichen und solchen von privaten Käufern werden separate Rechnungen geführt.

Antrag Gysin Remo

Abs. 1

.... Verluste aus Forderungen gegenüber staatlichen Schuldner.

(Konsequenzen auf die folgenden Kommissionsanträge: Art. 6 Abs. 1 Bst. abis, Art. 11 Abs. 1bis, Art. 14 Abs. 2, Art. 30 Abs. 1. Ebenso auf Art. 2 Bst. f des Entwurfes des Bundesrates)

Art. 11

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis

Des comptes distincts sont établis lorsqu'il s'agit d'assurer des affaires impliquant des acheteurs publics et privés.

Proposition Gysin Remo**Al. 1**

.... pertes résultant de créances détenues vis-à-vis de débiteurs publics.

(Conséquences sur les propositions de la commission: art. 6 al. 1 let. abis, art. 11 al. 1bis, art. 14 al. 2, art. 30 al. 1, ainsi que sur l'art. 2 let. f du projet du Conseil fédéral)

Gysin Remo (S, BS): Ich erspare Ihnen eine Wiederholung der Eintretensdebatte. Aber es geht hier um den Grundsatzartikel, und ich benütze die Gelegenheit, um doch zwei, drei Antworten zu geben auf Aussagen, die man in dieser Debatte so nicht stehen lassen kann.

Ich will hier die Bestimmungen zum privaten Bereich streichen, sodass das ganze System nur auf staatliche Käuferrisiken ausgerichtet ist. Ich möchte Folgendes in Erinnerung rufen: Bis jetzt haben Herr Schneider und andere den Teufel an die Wand gemalt: Wenn wir hier nicht der Economie-suisse folgen, dann gibt es Arbeitsplatzverlagerungen! Heute läuft eine gegenteilige Diskussion. Wir haben einen attraktiven Standort. Denken Sie an Freiburg; wir haben die Problematik, dass ein Industriekonzern nach Yverdon oder ins Freiburgische kommt. Das ist die Diskussion, und es gibt keinen einzigen Beweis für eine Unternehmensverlagerung mangels Versicherung des privaten Käuferrisikos. Diese Art, den Teufel an die Wand zu malen, finde ich einfach daneben.

Ich möchte noch etwas zur Eigenwirtschaftlichkeit sagen. Es ist mir klar, warum die Versicherungen und Banken hier nicht in die Bresche springen und ein eigenes Angebot machen. Eine UBS mit 8 Milliarden Franken Gewinn konzentriert sich eben auf Shareholdervalues, auf Kapitalrenditen von 15 und 20 Prozent, und da hat diese Art von Geschäft natürlich keinen Platz mehr. Das ist genau der Punkt. Wenn wir in dieser Logik weiterfahren, muss als Nächstes der Staat den KMU Bankkredite geben. Das ist die Logik. Hier darf nicht der Anfang sein. Wir geben schon Bürgschaften, wir machen schon anderes, und in dieser Logik darf es, meine ich, nicht weitergehen. Gleich lange Spiesse sind eine Illusion. Wer wirklich gleich lange Spiesse will, muss – wenn man nur dieses Element Exportrisikoversicherung betrachtet – über die WTO gehen.

Meine Frage an Sie, Herr Bundesrat: Ist es nicht so, dass in der WTO intensive Bestrebungen laufen, Exportsubventionen jeder Art auszuschalten, damit es gleich lange Spiesse gibt? Das ist doch die aktuelle Situation, und jetzt kommt die Schweiz im letzten Moment und arbeitet dieser Politik entgegen, die sie sonst immer unterstützt.

Ich mache es kurz und stelle eine letzte Frage, Herr Bundesrat: Ich habe Ihnen zugehört, wie Sie die Eigenwirtschaftlichkeit umschrieben haben. Sie haben meine Kernfrage nicht ganz klar beantwortet. Dass es um Entschuldung geht, ist für mich okay. Dieses Instrument brauchen wir. Dass es Transparenz gibt, darüber freue ich mich auch, aber meine Frage war: Kommen in diesem zusätzlichen Kreislauf an irgendeinem Ort öffentliche Gelder dazu?

Wenn ich Ihnen richtig zugehört habe, konnten Sie das nicht ausschliessen. Das ist der Punkt, wo die Eigenwirtschaftlichkeit eben nicht mehr funktioniert, wo zusätzliche staatliche Gelder in diese Umschuldung, in diese Refinanzierung, mit hineinkommen. Deswegen wehre ich mich gegen diese falsche buchhalterische Betrachtung, dass die Eigenwirtschaftlichkeit spielen werde.

Aber ich bitte Sie, nochmals klar zu sagen – dann haben wir das bei den Akten –, dass kein Rappen zusätzlich via diese Entschuldungsmechanismen fliessen wird. Dann wäre ich glücklich, dann hätten wir wirklich Eigenwirtschaftlichkeit. Aber ich bin überzeugt, dass Sie diese Bestätigung nicht liefern können.

Spuhler Peter (V, TG): Lieber Remo Gysin, wir sind nicht bei der Eintretensdebatte. Ihr Antrag lautet: «... Verluste aus Forderungen gegenüber staatlichen Schuldnern». Darüber befinden wir, und nicht wieder über die ganze allgemeine Si-

tuation. Ich verstehe nicht, wie man bei Artikel 11 einen solchen Antrag stellen kann. Wenn man die privaten Schulden wieder herausstreicht, ist das eine absolut inkonsequente Vorgehensweise. Beachten Sie die Folgen nur schon bei den nächsten Artikeln: Dort haben wir wieder beide Kategorien drin. Wenn Sie schon so einen Antrag stellen, dann bitte in einer konsequenten Art und Weise. Dann müssen Sie das konsequent durchziehen, sodass eben die privaten Schuldner überall herausgenommen werden.

Zu den Anmerkungen, die Sie hier vorgetragen haben, kann ich nur sagen: In welcher Welt leben Sie eigentlich, Herr Gysin? Wir brauchen hier einen starken Werkplatz, wenn man die Sozialleistungen, die Sie ununterbrochen in die Höhe treiben wollen, finanzieren will.

Ich bitte Sie alle, diesen Antrag abzulehnen, und zwar aus zwei Gründen: Erstens ist er inkonsequent, und zweitens haben Sie das Votum von Herrn Gysin Remo gehört. Dazu muss ich nichts mehr sagen.

Deiss Joseph, Bundesrat: Die Fragen von Herrn Gysin kann ich beide gleichzeitig beantworten. Vorerst zu den öffentlichen Geldern: Wie gesagt, soll die Versicherung eigenwirtschaftlich sein, und somit braucht sie auch keine staatlichen Gelder. Insbesondere geht es bei Ihrem Antrag um private Delkredererisiken. Dazu muss man in Erinnerung rufen, dass hier streng zwischen privaten und öffentlich-rechtlichen Schuldnern getrennt wird. Somit gilt dies für die private Versicherung umso mehr; es ist also doppelt genäht. Damit haben wir auch die WTO-Frage beantwortet: Wenn keine Subventionen fliessen, gibt es auch nichts abzubauen.

Aber Herr Gysin, ich finde Ihren Antrag nicht redlich. Sie haben schon den Nichteintretensantrag gestellt; diese Revision ist hauptsächlich dazu bestimmt, das private Delkredererisiko einzubinden. Wenn wir Ihren Antrag annehmen würden, müssten wir ja das Heft schliessen, und die Sache wäre erledigt.

Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag Gysin Remo nicht zuzustimmen.

Aber man muss immer das Positive sehen, und in Ihrem Votum war doch viel gegen staatliche Eingriffe ins Wirtschaftsgeschehen zu hören. Das ist nicht nur negativ zu betrachten; lehnen Sie diesen Antrag aber trotzdem ab.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Les rapporteurs renoncent à s'exprimer.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 117 Stimmen

Für den Antrag Gysin Remo 15 Stimmen

Art. 12**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Art. 13****Antrag der Mehrheit**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Fehr Hans-Jürg, de Buman, Fässler, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Abs. 2

....

d. es sich um die Lieferung von Waffen, Kriegsmaterialien und anderen Rüstungsgütern handelt.

Art. 13**Proposition de la majorité**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Fehr Hans-Jürg, de Buman, Fässler, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Meier-Schatz, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Al. 2

....
d. s'il s'agit d'une livraison d'armes, de matériels de guerre ou d'autres matériels d'armement.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Hier geht es um die Exportgeschäfte, die von dieser Versicherung ausgeschlossen sind. Sie finden in Artikel 13 Absatz 2 Buchstaben a, b und c schon einige Ausschlussgründe. Mein Minderheitsantrag fügt diesen Ausschlussgründen noch einen weiteren hinzu, indem ich beantrage, dass auch der Export von Waffen, Kriegsmaterialien und anderen Rüstungsgütern nicht versicherungsfähig sein soll. Rüstungsexporte sollen nicht versicherungsfähig sein.

Zur Begründung: Kriegsmaterialexporte sind an und für sich schon etwas Problematisches. Aber ganz gewiss sollen das nicht Exporte sein, die der Staat schützt oder allenfalls sogar fördert. Nun ist mir in der Kommission entgegengehalten worden, der Antrag sei überflüssig, weil wir ein Kriegsmaterialgesetz hätten und das alles dort abschliessend geregelt sei. Dem ist leider nicht so. Natürlich haben wir dieses Kriegsmaterialgesetz. Aber es geht mir ja nicht darum, dass ich diesem Gesetz neue Verbote oder Regeln beifügen möchte. Wir erlassen mit meinem Antrag nicht zusätzliche Restriktionen, sondern der Antrag bezweckt eine Antwort auf die Frage: Sollen wir von Staates wegen Waffenexporte an private Käufer im Ausland fördern? Das ist die Frage: Sollen wir sie fördern?

Nun ist ja diese Vorlage in ihrem Kern eine Ausweitung der Versicherungstätigkeit auf private Käufferrisiken. Da stellt sich die Frage: Ja, wer wären denn die privaten Käufer von exportierten Waffen? Nicht Staaten, sondern private Käufer. Wären das zum Beispiel die Warlords in Afghanistan? Oder wären es die Milizenführer im Sudan? Oder wären es vielleicht Strohmannen von Al-Qaida? Das sind mögliche private Waffenkäufer.

Wir sind der Meinung, dass solche Waffengeschäfte, sofern das Kriegsmaterialgesetz sie überhaupt erlaubt, ganz gewiss nicht förderungswürdig sind. Wir erkennen darin einen totalen Widerspruch zu den Maximen unserer Aussenpolitik, insbesondere natürlich zum Grundsatz der Friedensförderung, der für unsere Aussenpolitik zentral ist. Man kann nicht für Friedensförderung sein und gleichzeitig von Staats wegen den Export von Waffen an irgendwelche dubiosen privaten Käufer irgendwo auf der Welt schützen und fördern. Das geht nicht.

Darum bitte ich Sie, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Spuhler Peter (V, TG): Niemand, der dieses neue Gesetz unterstützt und die ganze Problematik erkennt, die damit zusammenhängt, will hier irgendwo zusätzliche Waffen exportieren. Uns geht es darum, dass wir in diesem Gesetz nicht wieder andere Gesetze einbauen und das Ganze überladen. Ich möchte Sie daran erinnern, dass diese Problematik im Kriegsmaterialgesetz und im Güterkontrollgesetz geregelt ist. Ich habe es heute schon zwei-, dreimal gesagt: Eine unnötige Verknüpfung von Gesetzen bringt nichts. Wir brauchen eine einfache Struktur in der Gesetzgebung; denken Sie an allfällige Änderungen, an Gesetzesrevisionen. Wenn das dann alles miteinander unnötig verhängt ist und mehrmals erscheint, ist das sicher nicht das, was wir hier wollen. Ich möchte Sie auch noch daran erinnern, dass das Volk vor einiger Zeit mit 75 Prozent der Stimmen klar Nein gesagt hat zu einem generellen Ausfuhrverbot für Waffen. Die Lösung mit dem Kriegsmaterialgesetz und dem Güterkontrollgesetz, wie wir sie in der Schweiz kennen, ist die richtige.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, dieser Überladung und Komplizierung durch den Minderheitsantrag Fehr Hans-Jürg klar eine Abfuhr zu erteilen.

Genner Ruth (G, ZH): Herr Spuhler hat nicht das gesagt, was dem Gesetzestechnischen entspricht. Wir haben zwar ein Kriegsmaterialgesetz, das genau regelt, wohin allenfalls Kriegsmaterial oder Waffen exportiert werden können. Das heisst aber noch lange nicht, dass solche Exporte nachher versichert werden sollen. Das ist ja das, was wir nicht wollen. Ich möchte primär nicht einmal, dass es Waffenausfuhr gibt. Das haben wir aber nicht verhindern können. Es gibt das Kriegsmaterialgesetz, aber das heisst noch lange nicht, dass man Waffenausfuhr versichern darf. Das ist das, was wir jetzt vor allem nicht wollen. Wir wollen, dass Lieferungen von Waffen, von Kriegsmaterialien und anderen Rüstungsgütern nicht als versicherbares Exportgeschäft getätigt werden können. Wir wollen, dass die Versicherung für diese mögliche Exporttätigkeit hier einen Ausschluss macht. Von daher tangiert dieses Gesetz das andere Gesetz eben genau nicht.

Wir möchten Sie sehr herzlich einladen, dieser Einschränkung das Wort zu reden. Wenn wir das Ganze unter dem Aspekt der Entwicklungshilfe und der Menschenrechte anschauen, können wir es uns doch auch schlichtweg nicht leisten, hier Exportgüter in der Form von Waffen zu versichern. Ich möchte Sie also bitten, den Minderheitsantrag Fehr Hans-Jürg zu unterstützen.

Gysin Remo (S, BS): Im Namen der SP-Fraktion bitte auch ich Sie, den Minderheitsantrag zu unterstützen. Es ist keine Bundesaufgabe, Voraussetzungen für Waffengewalt und Kriege zu schaffen. Doppelt genäht hält besser: Ich wiederhole mit anderen Worten für Herrn Spuhler, dass es mit dem Kriegsmaterialgesetz eben nicht getan ist. Dieses Gesetz besagt, welche Güter ausgeführt werden dürfen. Es ist gesetzlich vieles erlaubt, Herr Spuhler, aber das heisst noch nicht, dass es auch gefördert werden muss; das kann ja nicht die Logik sein. Das ist zwar auch die Ansicht, die wir vom Bundesrat gehört haben. Aber es ist nicht eine generell akzeptable Logik; wenn etwas erlaubt ist, heisst das nicht, dass man es auch noch fördern muss. Das ist der Kerngehalt.

Wir haben heute in der Aussenwirtschaftdebatte gehört, wie sich der Bundesrat um Kohärenz bemüht. Der Bundesrat hat eine vorbildliche Rolle in der Bekämpfung des Kleinwaffenhandels. Es ist eine friedenspolitische Aufgabe, die er im Kreis der Uno – mit Unterstützung anderer Länder – in aller Ernsthaftigkeit federführend wahrnimmt. Jetzt bitte ich Sie, uns zu erklären, Herr Bundesrat: Einerseits setzen wir uns für die Einschränkung des Kleinwaffenhandels ein, und andererseits sollen wir mit Garantien Gross- und Kleinwaffenexport und -handel fördern. Da passt doch wirklich etwas nicht zusammen!

Wir haben eine friedenspolitische Mission in dieser Welt, wir haben uns in der Bundesverfassung dazu verpflichtet; bei jeder Gelegenheit beziehen wir uns in unseren Grundsätzen darauf. Wir setzen uns im Nahen Osten für eine Friedenspolitik ein; dorthin gehen nämlich zum Teil Schweizer Waffen, auch in den Irak – zum Teil über die USA und auf anderen Wegen –, in den Sudan usw. Das dürfen wir nicht noch fördern.

Ich bitte Sie, dem einen Riegel vorzuschieben und der Minderheit zuzustimmen.

Bührer Gerold (RL, SH): Ich empfehle Ihnen namens unserer Fraktion, mit der Mehrheit zu stimmen und den Antrag der Minderheit Fehr Hans-Jürg abzulehnen. Dieser Antrag ist schlicht nicht nötig und bringt unser Land im europäischen Quervergleich unnötigerweise in eine schlechtere Situation.

Dazu folgende Überlegungen:

1. Es ist bereits erwähnt worden: Wir haben einen klaren Volksentscheid. Mit einer Mehrheit von 75 Prozent hat das Volk zu einem generellen Kriegsmaterial-Ausfuhrverbot Nein gesagt. Diesen Entscheid gilt es zu gewichten und zu berücksichtigen.

2. Wir haben europaweit im Bereich der Kriegsmaterialausfuhr und des Güterkontrollgesetzes sehr restriktive Regelungen.

gen. Wenn hier vorne jetzt suggeriert wird, man könnte dann allenfalls Kriegsmaterialexporte an Rebellenorganisationen in Afghanistan und anderswo unterstützen, dann ist das, verglichen mit dem, was die Kriegsmaterial-Ausfuhrbestimmungen klar besagen, schlichtweg eine Irreführung.

3. Es ist auch nicht so, dass es jetzt darum ginge, primär Rüstungsmaterial an private Organisationen zu exportieren. In erster Linie werden das selbstverständlich weiterhin Staaten sein, und es werden auch in Zukunft nur Staaten sein, welche die stringenten Bedingungen – unter anderem dürfen es keine Kriegs- und Krisengebiete sein – erfüllen.

4. Wir haben auch die Praktikabilität dieses Antrages unter die Lupe zu nehmen. Die seinerzeitigen Diskussionen im Vorfeld der Volksabstimmung haben deutlich gemacht, dass wir mit einer solchen Bestimmung in Probleme bei den Dual-Use-Gütern geraten würden, und das sollte nicht sein.

5. Es ist zu Recht die Friedenspolitik erwähnt worden. Ich glaube, eine restriktive Rüstungsmaterial-Ausfuhrpolitik verträgt sich absolut mit unserer Friedenspolitik. Sie wollen uns doch nicht weismachen, dass Deutschland keine Friedenspolitik betreibt! Aber der deutsche Bundeskanzler hat gerade vor wenigen Tagen eine Reise durch die Golfregion gemacht und war sogar stolz, unter anderem auch mögliche Rüstungsaufträge für die deutsche Wirtschaft an der Front «rekrutiert» zu haben. Diese Logik ist eine Scheinlogik. Im Gegenteil gibt es sehr wohl Länder, die es schätzen, dass sie auch Rüstungsgüter von neutralen Staaten beziehen können, die sie eben nicht in eine Blockabhängigkeit hineinbringen.

Zusammenfassend gesagt: Wir beraten eigentlich ein Gesetz zur Förderung der Exporte, und wir sollten nicht laufend Anträge unterstützen, die das Gegenteil, nämlich eine Behinderung von Exporten und Arbeitsplätzen, zum Ziel haben.

Studer Heiner (E, AG): Unsere Fraktion wird dem Minderheitsantrag zustimmen. Wir finden es richtig, dass wir das ergänzen. Ich möchte gerade bei dem einsetzen, was Kollege Bühler gesagt hat. Dieses Gesetz ist ja eben ein Förderungsgesetz. Wenn wir nicht wollen, dass im Bereich des Kriegsmaterials eine Förderung geschieht, dann ist es doch logisch, dass wir das gerade hier erwähnen.

Sowohl Herr Spuhler als auch Herr Bühler haben auf die Volksabstimmung hingewiesen. Es ist klar: Ein Verbot in jenem Umfang wurde abgelehnt. Das wird ja auch respektiert, da es ein Volksentscheid ist. Aber wenn die gleichen Leute in einer Abstimmung unser Volk fragen würden: Wollt ihr, dass der Kriegsmaterialexport in diesem Sinne gefördert wird, wie hier das Risiko dazu bestehen kann? Dann würde die Antwort – dieser Überzeugung bin ich – anders lauten.

Ich hoffe, dass Sie sehen, dass es hier eben nicht nur um etwas Formales geht. Herr Spuhler sagte, es sei ja praktisch nur formal. Herr Bühler sagte dann etwas deutlicher, dass es um etwas anderes gehe. Ich finde es richtig, wenn man das, wie Herr Bühler, auf den Tisch legt und sagt, man verfolge eine andere Linie.

Ich hoffe erstens, dass Sie dem Minderheitsantrag zustimmen, obwohl ich befürchten muss, dass das nicht der Fall sein wird. Aber dann hoffe ich zweitens zumindest, dass unser Handelsminister in seiner Antwort zum Ausdruck bringt, dass er, wie immer die Abstimmung herauskommt, in diesem Punkt restriktiv handeln wird. Denn das, meine ich, würde doch auch dem Volkswillen entsprechen.

Deiss Joseph, Bundesrat: Wir haben ein Kriegsmaterialgesetz, das genau und streng definiert, was exportiert werden kann und was nicht. Ich möchte nur daran erinnern, dass man eigentlich Folgendes sagen kann: Wir gehen ja auch davon aus, dass wir Waffen importieren und man uns eben gemäss ähnlichen Grundsätzen solches Material liefert. Ich glaube nicht, dass wir in Kriegsgebiete oder an private Kunden Waffen liefern, wodurch umso mehr Kriegsgefahr und Kriminalität entstehen könnte. Aber es gibt auch Waffenexporte, die durchaus im Interesse der Ordnung, des Friedens,

sein können, denn die neuen Staaten haben ja ein Problem, nämlich dasjenige, die Sicherheit zu garantieren. Die Beispiele, die Herr Gysin gebracht hat, wären schon aufgrund des Kriegsmaterialgesetzes nicht möglich. Es ist also nicht nötig, eine zweite Hürde einzubauen, um diese Geschäfte zum Straucheln zu bringen – oder dann will man eben mehr erreichen.

Das ist ja gerade das, was durch den Antrag der Minderheit Fehr Hans-Jürg geschehen würde, denn der Antrag geht weiter als das, was im Kriegsmaterialgesetz vorgesehen ist. Herr Fehr hat gesagt, er wolle nicht neue Regulierungen einbringen. Aber wenn Sie die Rüstungsgüter auch noch einbeziehen, also alle Dual-use-Güter, die zu einem guten Teil exportiert werden können, schränken Sie das, was gemäss Kriegsmaterialgesetz möglich ist, stärker ein. Das geht auch weiter als bei den heutigen ERG-Geschäften, denn Sie wollen alle Waffenexporte nicht mehr der Versicherung unterstellen lassen. Heute ist es möglich, bei öffentlich-rechtlichen Kunden diese Versicherung zu machen. Mit Ihrem Antrag wäre das nicht mehr möglich; es wäre also ein Rückschritt.

Ich habe es in der Kommission auch gesagt: Die Praxis ist restriktiv, da auch bei der ERG gewisse Lieferungen ausgeschaltet werden, insbesondere alle Waffen mit Knalleffekt. Somit kann man mit gutem Gewissen unserer Formulierung zustimmen und den Buchstaben d eben nicht aufnehmen. Ich bitte Sie also, diesen Buchstaben d nicht aufzunehmen.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Ich mache hier zwei Bemerkungen zu zwei in der Kommission zurückgezogenen Anträgen, deren Erwähnung in der Kommissionsberichterstattung verlangt und auch zugesagt wurde. In der Kommission wurde durch unseren Kollegen Rennwald auf die Wichtigkeit der Einhaltung der branchenüblichen Arbeitsbedingungen und deren gesetzliche Festlegung hingewiesen. Der entsprechende Antrag wurde zurückgezogen, weil Bundesrat Deiss erklärte, dass der Verweis auf die branchenüblichen Arbeitsbedingungen in den allgemeinen Geschäftsbedingungen der Serv enthalten sein werde. Daran soll sich die Verwaltung anlässlich der Redaktion der Verordnung erinnern.

Ebenso wurde auf die explizite Aufnahme einer Antikorruptionsklärung verzichtet, weil sie schon heute Bestandteil der allgemeinen Geschäftsbedingungen der Exportrisikogarantie sei und weil auch gestützt auf Artikel 6 Absatz 2 Beachtung der aussenpolitischen Prinzipien verlangt werde. Die bisherige Praxis soll nicht geändert werden. Der entsprechende Antrag Berberat wurde zurückgezogen, nachdem in der Kommission klar davon ausgegangen wurde, dass die Rechtslage, nämlich die Weiterführung der bisherigen Praxis, in der Kommissionsberichterstattung zuhanden der Materialien bestätigt werde, was hiermit getan wurde.

Die Schweiz hat ein restriktives Gesetz über die Ausfuhr von Kriegsmaterial, an das sich der Exporteur gemäss Artikel 13 Absatz 2 dieser Vorlage zu halten hat. Es ist inkonsequent und nicht gerechtfertigt, die Exportrisikoversicherung für Ausfuhren zu verbieten, für welche nach der einschlägigen Spezialgesetzgebung eine Bewilligung erteilt wurde. Den Bedenken der Minderheit wird durch das Kriegsmaterialausfuhrgesetz Rechnung getragen.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie deshalb, den Minderheitsantrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 83 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 66 Stimmen

Art. 14

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

.... Dauer der Versicherung, getrennt nach staatlichen und privaten Schuldern.

Art. 14*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

.... du montant assuré, de la durée de l'assurance et de la catégorie de débiteur (public ou privé).

Angenommen – Adopté

Art. 15, 16*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 17*Antrag der Kommission**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Die Versicherungsdeckung beträgt höchstens 95 Prozent des versicherten Betrages. Der Bundesrat legt die Maximalsätze der Versicherungsdeckung nach Risiken und Schuldnern fest.

Art. 17*Proposition de la commission**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

La couverture d'assurance s'élève au plus à 95 pour cent du montant assuré. Le Conseil fédéral fixe les taux maximaux de la couverture en fonction des risques et des débiteurs.

Angenommen – Adopté

Art. 18–21*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 22*Antrag der Mehrheit**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Verwaltungsrat und die Revisionsstelle werden vom Bundesrat gewählt. Die Mitglieder für vier Jahre gewählt. Der Bundesrat achtet auf die angemessene Vertretung beider Geschlechter.

Antrag der Minderheit

(Leutenegger Oberholzer, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Abs. 2

Sie werden vom Bundesrat gewählt. Die Mitglieder

Antrag der Minderheit

(Wandfluh, Bühler, de Buman, Favre, Kaufmann, Laubacher, Leu, Rime, Schibli, Schneider, Spuhler)

Abs. 2

.... für vier Jahre gewählt.

Art. 22*Proposition de la majorité**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Le conseil d'administration et l'organe de révision sont nommés par le Conseil fédéral. Les membres pour quatre ans. Le Conseil fédéral veille à une représentation équilibrée des deux sexes.

Proposition de la minorité

(Leutenegger Oberholzer, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Al. 2

Ils sont nommés par le Conseil fédéral. Les membres

Proposition de la minorité

(Wandfluh, Bühler, de Buman, Favre, Kaufmann, Laubacher, Leu, Rime, Schibli, Schneider, Spuhler)

Al. 2

.... pour quatre ans.

Leutenegger Oberholzer (S, BL): Ich werde zu meinem Minderheitsantrag und auch zum Antrag der Minderheit Wandfluh sprechen.

Die Minderheit beantragt Ihnen, dass alle Organe der Serv durch den Bundesrat gewählt werden, und zwar der Verwaltungsrat, die Direktorin oder der Direktor und die Revisionsstelle. Die Mehrheit beantragt, dass die Direktion nicht vom Bundesrat, sondern vom Verwaltungsrat gewählt wird.

Warum sind wir der Meinung, dass auch die Direktion vom Bundesrat gewählt werden soll? Wir sind der Ansicht, dass der Bundesrat weiterhin die volle politische Verantwortung für die Serv tragen muss. Er muss auch die Möglichkeit haben einzugreifen, zum Beispiel in Form einer Abberufung, wie es in Absatz 3 vorgesehen ist. Es ist von zentraler Wichtigkeit, dass dies auch für die Geschäftsführung gilt. Sie haben die Ausgliederung beschlossen, aber es ist wichtig, dass die politische Verantwortung weiterhin beim Bundesrat bleibt.

Es wurde geltend gemacht, das würde den Grundlagen der Corporate Governance widersprechen. Wir bewegen uns aber hier nicht im Privatrecht, sondern im öffentlichen Recht. Von daher geht es nicht an, dass wir dieser Organisation privatrechtliche Corporate-Governance-Grundsätze überstülpen. Vielmehr ist es wesentlich, dass die politische Verantwortung da wahrgenommen wird, wo sie wahrgenommen werden muss, nämlich durch den Bundesrat.

Zum Zweiten beantragt Ihnen die Mehrheit, dass beim Verwaltungsrat darauf geachtet wird, dass beide Geschlechter angemessen vertreten sind. Die Minderheit Wandfluh möchte diese Bestimmung wieder herausnehmen. Warum ist diese Bestimmung nötig? Wir haben in der Bundesverfassung einen Verfassungsauftrag, der auch für uns als Legislative gilt. Sie werden einwenden, dieser gelte so oder so und wichtig sei beim Verwaltungsrat die Qualität der Personen. Herr Wandfluh, wir gehen in der SP davon aus, dass wir Frauen genauso gut in der Lage sind wie die Männer, die Qualitätskriterien zu erfüllen, aber dass endlich der Fokus auch auf die qualifizierten Frauen gerichtet werden muss.

Bundesrat Deiss hat in der Kommission gesagt, er sei aufgrund der Kommissionsregelung schon heute verpflichtet, auf eine angemessene Vertretung beider Geschlechter zu achten. Erstens geht es hier nicht um eine Kommission, sondern um einen Verwaltungsrat, und zweitens muss ich leider feststellen, dass der Bundesrat eben nicht darauf achtet. Ich habe bereits in der Debatte zur parlamentarischen Initiative Haering erwähnt: Headhunters haben mich darauf hingewiesen, dass Frauen häufig nicht gewählt werden, selbst wenn sie auf die Vorschlagsliste für ein Amt gesetzt werden. Ich möchte es uns ersparen, dass wir inskünftig bei der Serv einen Verwaltungsrat haben, der in etwa so zusammengesetzt ist. *(Zeigt ein Blatt mit einem Verwaltungsrat von lauter Män-*

nerm) Ein Gruppenbild mit Männern, Herr Bundesrat Deiss! Ich könnte Ihnen die ganze Liste unserer öffentlichen Unternehmungen aufzeigen; das war jetzt gerade der Verwaltungsrat der Ruag – sieben Mitglieder, wovon null Frauen. Dann wären wir bei den SBB: neun Mitglieder, eine Frau; bei der Swisscom sind es neun Mitglieder, zwei Frauen; bei der Post neun Mitglieder, eine Frau usw. Das zeigt, wie nötig es ist, dass wir die verfassungsmässige Verpflichtung auch beim Verwaltungsrat der Serv im Gesetz verankern.

Ich bitte Sie deshalb, nicht der Minderheit Wandfluh, sondern der Mehrheit zuzustimmen.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Kollegin Leutenegger Oberholzer hat gesagt, was ich jetzt hier sagen werde; ich weiss nicht, ob ich es noch sagen muss. Ich mache es trotzdem: Die WAK hat mit 11 zu 11 Stimmen mit Stichentscheid des Präsidenten entschieden, als Ergänzung in Artikel 22 aufzunehmen, dass der Bundesrat auf die angemessene Vertretung beider Geschlechter achten soll. Die von mir angeführte Minderheit ist der Meinung, dass es diese Ergänzung nicht braucht. Wir wollen keine Quotenmänner in den Organen der Serv, wir wollen auch keine Quotenfrauen in den Organen der Serv. Wir wollen kompetente, fähige Persönlichkeiten, die dank ihrer Qualifikation gewählt werden und nicht wegen ihres Geschlechtes. Mit dem verschärften Aktienrecht und den Grundsätzen der Corporate Governance kann es sich das Wahlgremium nicht leisten, in Folge irgendwelcher Quoten nicht die besten Leute zu wählen, egal ob das geschlechterspezifische Quoten, regionalpolitische Quoten, sprachliche Quoten, altersmässige Quoten oder ausbildungsmässige Quoten sind. Selbstverständlich ist der Bundesrat gehalten, bei gleichwertigen Kandidatinnen und Kandidaten die entsprechenden Kriterien, und zwar nicht nur des Geschlechtes, sondern auch der Region oder der Sprache usw., in Betracht zu ziehen und darauf Rücksicht zu nehmen. Dies ist eine Selbstverständlichkeit. Ich fordere Sie auf: Verzichten Sie darauf, hier ein einzelnes Kriterium aufzunehmen und dieses speziell zu erwähnen. Ich bitte Sie um Unterstützung meines Minderheitsantrages.

Genner Ruth (G, ZH): Wenn Herr Wandfluh jetzt nicht so explizit erklärt hätte, warum er die Geschlechtergleichheit wirklich nicht hier drin haben will, hätten wir einfach mit Kopfschütteln reagieren können. Aber die Gruppenbilder von Männervereinen in den Verwaltungsräten sprechen eigentlich für sich. Sie bringen nicht zum Ausdruck, dass Frauen schlechter qualifiziert oder schlechter ausgebildet wären, sondern sie bringen zum Ausdruck, dass Männer über ihre Netzwerke einfach Männer nachziehen und dass sie a priori einfach einmal finden, sie hätten etwas dazu zu sagen. Interessant ist ja, dass Herr Wandfluh sagt, die Quoten in Bezug auf die Regionen sollten spielen und die Quoten in Bezug auf die Sprachen sollten spielen, nicht aber diejenigen in Bezug auf die Frauen.

Wir finden es richtig, dass qualifizierte Frauen – und es gibt qualifizierte Frauen – auch in den Verwaltungsräten sind. Es ist deshalb wichtig, dass wir es hier sagen, denn die Regelungen, die bis jetzt vom Bundesrat und von der Verwaltung erlassen worden sind, sind nur für Kommissionen, nicht aber für Verwaltungsräte gedacht. Irgendwann müssen wir halt damit anfangen, auch hier eine gleiche Verteilung zu verlangen.

Ich möchte Sie deshalb dringend bitten, hier der Mehrheit zu folgen, sodass wir in den Verwaltungsräten einmal nicht mehr nur Solistinnen haben, sondern wirklich eine ausgewogene Vertretung.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, die Minderheit Leutenegger Oberholzer zu unterstützen. Auch die Direktorin oder der Direktor ist vom Bundesrat zu wählen. Die Fassung der Minderheit Leutenegger Oberholzer entspricht dem Konzept des Bundesrates, das in dieser Sache völlig kohärent ist. Die Botschaft führt zu diesem Artikel richtig aus, dass die Wahl der Direktion durch

den Bundesrat vergleichbaren Regelungen anderer öffentlich-rechtlicher Anstalten entspricht. Ich möchte als Beispiele die Suva – gemäss Artikel 64 Organisationsreglement Suva – wie auch das Eidgenössische Institut für Geistiges Eigentum anführen; beides sind öffentlich-rechtliche Anstalten, beides sind Anstalten, bei denen der Bundesrat das strategische Organ, die Geschäftsführung wie auch die Revisionsstelle wählt. Das ist das klassische Konzept einer öffentlich-rechtlichen Anstalt.

Wie die Sprecherin der Minderheit, Frau Leutenegger Oberholzer, bereits ausgeführt hat, befinden wir uns hier nicht im Aktienrecht, wo die Wahl der Geschäftsleitung durch den Verwaltungsrat vorzunehmen ist. Seit es die Suva und das Eidgenössische Institut für Geistiges Eigentum gibt, hat immer der Bundesrat die Direktion gewählt. Es handelt sich hier um deutlich weniger risikolastige Unternehmungen, und die Welt ist noch nicht untergegangen.

Also bitte: Bleiben wir hier beim klassischen Konzept einer öffentlich-rechtlichen Anstalt, und vermengen wir dieses nicht mit einem aktienrechtlichen Element, zumal Sie dieser neuen öffentlich-rechtlichen Anstalt mit der Einräumung der Gründungs- und Beteiligungskompetenz für weitere Unternehmen bereits in Artikel 8 einen enorm grossen Handlungsspielraum gewährt haben.

Bührer Gerold (RL, SH): Ich kann mich kurz fassen: Ich möchte mich primär zum Antrag der Minderheit Leutenegger Oberholzer bezüglich der Kompetenzen des Bundesrates und des Verwaltungsrates äussern. Es ist uns bewusst – Frau Kiener Nellen, Sie haben vollkommen Recht –: Es geht hier um eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit; das ist unzweideutig so. Nichtsdestotrotz sind wir der Auffassung, dass die Erfahrungen, die wir im Bereich von Organisation und Führung von Unternehmen gemacht haben, auch auf solche Gebilde anzuwenden sind. Ich glaube, dass die Corporate-Governance-Grundsätze auch hier, im Grundsätzlichen zumindest, Geltung haben sollten. Wir finden es richtig, dass der Bundesrat den Verwaltungsrat und dessen Präsidenten wählt, und wir finden es im Sinne der Aufsicht auch richtig, dass der Bundesrat die Revisionsstelle ernannt. Hingegen ist die Ernennung der Direktion die klassische und nach unserem Dafürhalten nicht delegierbare Aufgabe des Verwaltungsrates. Wir kennen Beispiele aus der Praxis. Wenn Sie beginnen, diese Verantwortlichkeiten zu verwischen, dann kommt es, wenn es schlecht geht, zu einem Hin-und-her-Schieben des Spielballs. Das ist einer vertrauenswürdigen Führung nicht dienlich.

Das ist der Grund, weshalb wir Ihnen empfehlen, mit der Mehrheit zu stimmen. Der Bundesrat soll, wie gesagt, den Verwaltungsrat und die Revisionsstelle bestimmen. Der Verwaltungsrat muss aber seine ureigensten und primären Aufgaben in abschliessender Verantwortung wahrnehmen können.

Zum Antrag betreffend die Vertretung der Frauen: Auch wir teilen die Auffassung, dass es leider noch immer viel zu wenige Frauen in den entsprechenden Gremien hat. Wir wollen ebenfalls mehr, wir wollen hier keinen Glaubenskrieg der Geschlechter. Die Frage ist allerdings, ob es notwendig ist, dass wir das hier legislieren, nachdem es bereits andersorts festgehalten ist. Wir sind der Meinung, dass es nicht notwendig ist; deswegen wollen wir das Gesetz nicht überladen.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: A la première phrase de l'alinéa 2, je vous invite à suivre la minorité Leutenegger Oberholzer pour ce qui est de la nomination de la directrice ou du directeur, car finalement, l'expérience a bien démontré que, lorsqu'il y a des problèmes, c'est l'autorité politique qui doit en assumer la responsabilité; il faut donc qu'elle puisse avoir prise sur les décisions importantes. Par conséquent, je pense qu'il est tout à fait normal que le Conseil fédéral puisse nommer la directrice ou le directeur. Je dirai à Monsieur Bührer que ce ne serait pas une innovation: à la SUVA déjà, ou à l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle, ou

encore dans les écoles polytechniques fédérales, c'est le Conseil fédéral qui nomme les directeurs.

Pour ce qui est de la minorité Wandfluh à la deuxième phrase et de la proposition de la majorité concernant l'équilibre entre hommes et femmes dans le conseil d'administration, il est juste de dire que les dispositions en vigueur concernant l'égalité des sexes en matière de composition des commissions sont aussi applicables ici, cela ne fait pas de doute. Donc, on peut dire qu'en fait, ce que souhaite la majorité de la commission devrait aller sans dire. Mais il faut bien dire que nous sommes encore dans une situation où cela va, je l'espère, un peu moins mal si on le dit. C'est pourquoi je pense qu'il est tout à fait acceptable qu'on en reste, pour cette partie de l'alinéa 2, à la proposition de la majorité et que l'on énonce cette règle de l'équilibre de la représentation des deux sexes au conseil d'administration.

Je vous invite donc, une fois n'est pas coutume, à voter sur toute la ligne selon les souhaits exprimés par Madame Leutenegger Oberholzer.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Entgegen dem, was Bundesrat Deiss eben empfahl, beantragen wir die Unterstützung der Mehrheit. Es geht darum, die Prinzipien von Corporate Governance umzusetzen. Ich weiss, dass wir uns nicht über Privatrecht unterhalten. Nach Meinung der Mehrheit soll der Bundesrat nur den Verwaltungsrat und die Kontrollstelle wählen. Wahlbehörde für die Direktion soll der Verwaltungsrat sein. Die Wahl der Direktion soll deshalb in der Verantwortung des Verwaltungsrates liegen, weil dieser dann auch den Kopf hinhalten müsste, wenn es zu Unstimmigkeiten käme. Mit anderen Worten, die Mehrheit will einfach eine gerade, korrekte, governancemässig eindeutige Linie.

Es darf ja nicht sein, dass der Verwaltungsrat dann sagen könnte, der Bundesrat habe eine unqualifizierte Persönlichkeit, sei das nun Frau oder Mann, als Direktor gewählt. Ich bitte Sie, sich der Mehrheit anzuschliessen.

Noch eine Bemerkung zum dritten Satz. Sie haben es gehört: Es gab einen Stichentscheid des Präsidenten zugunsten der Ergänzung bezüglich der angemessenen Vertretung der Geschlechter. Das Anliegen ist absolut berechtigt, aber es bleibt wohl eine Glaubenssache, ob man das in ein Gesetz schreiben soll oder nicht. In der Tat sind Frauen in Verwaltungsräten untervertreten, und dies über zehn Jahre nach der Einführung des Gleichstellungsgesetzes. Die Kommission wollte den Bundesrat explizit in die Pflicht nehmen, damit es keinerlei Ausreden oder Auswege gibt, keine Frauen zu berufen. Ich erlaube mir eine persönliche Bemerkung: Verwaltungsräte mit Frauen sind anregend. Verwaltungsratsmandate zu übernehmen bedeutet Verantwortung. In aller Regel geht es in allererster Linie um die Sachkompetenz. Ich habe mich etwas schwer getan mit der Formulierung meines letzten Satzes, und der lautet so: Die knappst mehrheitliche Kommission empfiehlt Ihnen, sich der Mehrheit anzuschliessen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: En tant que rapporteur, comme j'ai signé la proposition de la minorité Leutenegger Oberholzer, je ne vais pas m'étendre sur le sujet.

En revanche, je vous invite instamment à rejeter la proposition de la minorité Wandfluh et à suivre la proposition de la majorité.

C'est vrai que la majorité était courte puisque c'est le président, Monsieur Pelli, qui a fait la différence. Entre parenthèses, cela montre sans doute qu'au moins sur ce point, notre commission a un président éclairé! Et, Monsieur le conseiller fédéral, je reprends la balle au bond par rapport à votre intervention de tout à l'heure. Sacha Guitry disait: «Cela va sans dire, mais cela va encore mieux lorsque cela est dit.»

Je crois, Monsieur Wandfluh, qu'il vous faut lire le texte. Lorsqu'on parle de «représentation équilibrée des deux sexes», on ne fixe pas de quota. Il n'y a pas de chiffres, pas de pourcentages, c'est une perspective. Pour moi par exem-

ple, si, dans un cénacle de dix personnes, il y a six hommes et quatre femmes, je considère que c'est une représentation équilibrée. Et s'il y a six femmes et quatre hommes, c'est aussi une représentation équilibrée. En revanche, s'il y avait neuf hommes et une femme, ce ne serait véritablement plus équilibré.

Donc, je vous invite à suivre la majorité de la commission parce que je n'aimerais pas qu'il y ait tout à coup, en fin de séance, une fronde dans cette salle sous prétexte qu'il y aurait une majorité de machos dans ce conseil.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.065/1892)

Für den Antrag der Mehrheit 89 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

Leutenegger Oberholzer 68 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.065/1893)

Für den Antrag der Mehrheit 83 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit Wandfluh 77 Stimmen

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

Schluss der Sitzung um 18.55 Uhr

La séance est levée à 18 h 55

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): La divergence est maintenue. Le dossier va ainsi en Conférence de conciliation.

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBl 2004 5795)

Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

**Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung
Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation**

Art. 23*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 24***Antrag der Mehrheit***Abs. 1**

.... zusammen. Die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

....

aa. wählt die Direktion;

....

Abs. 4, 5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Genner, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Gysin Remo, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Abs. 1

.... zusammen, davon ein Mitglied einer Nichtregierungsorganisation, die sich mit Umwelt, Menschenrechten, Korruption oder Entwicklungspolitik befasst. Die Sozialpartner

Antrag der Minderheit

(Leutenegger Oberholzer, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Abs. 3 Bst. aa

Streichen

Art. 24*Proposition de la majorité***Al. 1**

.... membres. Les partenaires sociaux sont pris en compte de manière appropriée.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

....

aa. nomme la direction;

....

Al. 4, 5

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Genner, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Gysin Remo, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Al. 1

Le conseil d'administration est composé de sept à neuf membres, dont un représentant d'une organisation non gouvernementale travaillant dans le domaine de l'environnement, des droits de l'homme, de la lutte contre la corruption ou de la politique du développement. Les partenaires sociaux

Proposition de la minorité

(Leutenegger Oberholzer, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Al. 3 let. aa

Biffer

Genner Ruth (G, ZH): Der Verwaltungsrat der Serv bekommt mit diesem Gesetz eine grössere Entscheidungsmacht und Autonomie. Indem der Bundesrat auf die gesetzliche Festlegung einer interessenausgleichenden Zusammensetzung des Verwaltungsrates verzichtet, unterschätzt er die Komplexität der Auswirkungen von Exportrisikogarantien. Da Exporte problematische Wirkungen zeitigen können – ich erinnere Sie mit dem Stichwort Ilisu-Staudamm an entsprechende Gegebenheiten –, ist es nicht zulässig, dass sich der Verwaltungsrat möglicherweise allein aus Fachleuten der Wirtschaft zusammensetzt. Die Mehrheit der Kommission will die Sozialpartner im Verwaltungsrat vertreten sehen. Sie ersehen das aus der Fahne. Diesem Aspekt und diesem Anliegen wird auch die grüne Fraktion Rechnung tragen, wir wollen das auch. Wir wollen aber darüber hinaus, dass die Ernennung von mindestens einem Mitglied einer Nichtregierungsorganisation, die sich mit Umwelt, Menschenrechten, Korruption und/oder Entwicklungspolitik befasst, gesetzlich festgehalten wird. Das ist aus unserer Sicht für eine interessenausgleichende Versicherungsgewährung unverzichtbar.

Der Bundesrat hat vorgesehen, einen Beirat zu schaffen. Aber wenn Sie die Fahne anschauen, dann sehen Sie, dass sich die Mehrheit der WAK gegen einen solchen Beirat ausgesprochen hat. Man könnte sich durchaus vorstellen, dass diese Kompetenzen im Beirat vorhanden wären – Kompetenzen zu Umwelt- und Sozialstandards usw. Wenn wir aber diesen Beirat streichen, dann ist es unabdingbar, dass eben diese Kompetenzen bereits im Verwaltungsrat vorhanden sind.

Deshalb möchte ich Sie dringend bitten, hier meinem Minderheitsantrag zuzustimmen und einem Mitglied aus einer Nichtregierungsorganisation einen Sitz zu gewähren, damit diesen Aspekten der Umwelt, der Menschenrechte und der Entwicklungspolitik Rechnung getragen wird. Für die grüne Fraktion ist das ein zentrales Anliegen. Wir haben bereits die vorige Woche gesagt, dass wir bei der Geschäftsführung die Aussenpolitik der Schweiz berücksichtigt haben wollen. Sie haben das gestrichen. Sollten wir hier auch nicht durchkommen, müssten wir dieses Gesetz ablehnen.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le conseil s'est déjà prononcé sur la proposition de la minorité Leutenegger Oberholzer à l'alinéa 3 lettre aa, en adoptant la proposition de la majorité à l'article 22 alinéa 2 première phrase. Donc je ne donne plus la parole à Madame Leutenegger Oberholzer pour développer la proposition de la minorité.

Walter Hansjörg (V, TG): Die SVP-Fraktion ist der Auffassung, dass diese Institution einen starken, professionellen Verwaltungsrat braucht, welcher auch die Verantwortung übernimmt. Deshalb haben wir ja auch der Regelung, dass der Verwaltungsrat die Direktion wählt, zugestimmt. Damit gibt es eine klare Verantwortung gegenüber dem Bundesrat, indem der Verwaltungsrat eben auch die Verantwortung für das operative Geschäft zu übernehmen hat.

Nun fragt es sich, wie dieser Verwaltungsrat zusammengesetzt werden soll. Wir haben beim vorherigen Artikel entschieden, dass auch die Geschlechter entsprechend vertreten sein sollen. Wir sind nun auf der einen Seite der Auffassung, dass die Forderung, die Sozialpartner seien angemessen zu berücksichtigen, absolut legitim ist; der Verwaltungsrat kann 7 bis 9 Mitglieder stark sein. Auf der anderen Seite sind wir aber auch der Meinung, dass ein Hinweis auf all das Wissen, das es braucht, um das Umfeld abzuklären, welches auch von der Direktion, von der Verwaltung beurteilt werden muss, hier nicht zusätzlich in den Gesetzestext aufgenommen werden soll, sondern dass die verantwortungsbewussten Verwaltungsräte dazu schauen, dass dieses Wissen professionell dazugewonnen wird. Wir sind der Meinung, dass wir die Bestimmung auf die angemessene Berücksichtigung der Sozialpartner beschränken sollten. Wir bitten Sie also, hier der Mehrheit zuzustimmen.

Zu Absatz 3 Buchstabe aa: Diese Bestimmung ist analog zu Artikel 22, wo bereits entschieden worden ist, dass der Verwaltungsrat die Direktion wählt.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Die SP-Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit Genner, und zwar auch in dem Sinne, wie sie ihn vorhin erläutert hat. Leider wird er uns auf der Fahne noch missverständlich präsentiert. Das ist nicht ein Antrag gegen die Berücksichtigung der Sozialpartner, sondern das ist ein Ergänzungsantrag: Zusätzlich zur Berücksichtigung der Sozialpartner soll ein Mitglied des Verwaltungsrates einer Nichtregierungsorganisation angehören. Ich gehe davon aus, dass die Präsidentin dann in diesem Sinne abstimmen lassen wird.

Warum sind wir für diesen Minderheitsantrag Genner? Wir sind der Auffassung, dass die Tätigkeit der Exportrisikoversicherung im Einklang mit den Maximen der schweizerischen Aussenpolitik sein muss, und insbesondere auch im Einklang mit der praktischen Arbeit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit. Wir glauben, dass die NGO, die in den Bereichen Umwelt, Menschenrechte, Korruption, Entwicklungspolitik tätig sind, sehr viel Wissen, sehr viel Know-how über die Verhältnisse in den Ländern haben, um die es hier geht; ein Wissen, ein Know-how, das vielen anderen fehlt, weil sie dort gar nicht tätig sind. NGO sind in diesen Ländern tätig, haben einen direkten Kontakt auch zu den lokalen Verhältnissen.

Das scheint uns entscheidend zu sein, wenn wir jetzt die Versicherung auf private Käuferrisiken ausdehnen. Solange es nur staatliche Käuferrisiken waren, konnte man davon ausgehen, dass die Kreditwürdigkeit eines Käufers abzuschätzen war – eher, als wenn es private wären. Der Anspruch wird jetzt höher, und da, scheint es uns, sollte man auf das spezielle Wissen der NGO in diesem Bereich nicht verzichten.

Ich bitte Sie daher – umso mehr als ja die Mehrheit den Beirat, der eine ähnliche Funktion hätte wahrnehmen können, gestrichen hat –, jetzt wenigstens die Einsitznahme eines NGO-Mitgliedes im Verwaltungsrat zu beschliessen, gemäss dem Antrag der Minderheit Genner.

Leuthard Doris (C, AG): Die Zusammensetzung eines jeden Verwaltungsrates ist heute sehr wichtig. Es geht um die strategische Ausrichtung eines Unternehmens. Diese bestimmt der Verwaltungsrat. Es hat sich in den vergangenen Jahren gezeigt, dass eine Politisierung dieser Ämter falsch ist. Für die Serv sind das Finanzwissen, Versicherungskennntnisse und Kennntnisse des Exportgeschäftes von zentraler Bedeutung. Gerade bei der inskünftigen Ausrichtung,

indem neu auch das private Käuferrisiko abgedeckt wird, sind diese Kennntnisse noch entscheidender als bis anhin. Die CVP-Fraktion begrüsst daher den Entscheid des Bundesrates, sich auf Gesetzesebene nicht einzuengen und das Fachwissen als Anforderungsprofil für den Verwaltungsrat in den Vordergrund zu stellen.

Allerdings lässt es sich nicht wegdiskutieren, dass bei zahlreichen Projekten auch aussenpolitische und entwicklungspolitische Aspekte wichtig sind. Für die Schweiz bzw. ein Schweizer Unternehmen sind fragwürdige Projekte image-schädigend, es braucht daher auch Kennntnisse in diesem Bereich. Diese Fachexperten brauchen aber nicht direkt im Verwaltungsrat vertreten zu sein. Für die operativen Entscheide ist die Geschäftsleitung zuständig, vor allem hier müssen diese Kennntnisse einfließen. Wir gehen davon aus, dass – wie bis anhin – sowohl die Deza wie auch NGO der Geschäftsleitung wie auch dem Verwaltungsrat beratend zur Seite stehen, jedoch nicht mit einer gesetzlichen Verpflichtung, sondern weil diese beiden Räte diese Fachexperten eben spezifisch für einzelne Fragen beiziehen können. Selbstverständlich ist es auch möglich, bei der Zusammensetzung des Verwaltungsrates NGO-Mitglieder zu berücksichtigen, sofern sie das Fachwissen in anderen Fachbereichen mitbringen.

Die CVP-Fraktion folgt daher der Linie von Bundesrat und Mehrheit.

Bührer Gerold (RL, SH): Unsere Fraktion unterstützt wie schon beim Artikel über den Beirat auch hier die Mehrheit, und das aus folgenden Gründen:

1. Ich kann es kurz fassen. Wie die Vorrednerin erwähnt hat, wollen auch wir einen Verwaltungsrat, der in erster Linie über eine hohe Fachkompetenz verfügt und der nicht zu gross ist. Das spricht eben dagegen, dass wir dieses Gremium noch mit verschiedenen Vertretern von – politisch zwar legitimen – Interessen bestücken.
2. Wir haben zugestimmt, dass neu in diesem Artikel verankert wird, dass die Sozialpartner angemessen zu berücksichtigen sind. Da haben wir Ja gesagt, weil wir der Meinung sind, dass vonseiten der Sozialpartner ja auch Vertreter in diesem Gremium sein werden, die ein direktes Interesse an guten Bedingungen für die Exportwirtschaft haben und die sich aufgrund ihrer Tätigkeit auch Wissen angeeignet haben. Deswegen haben wir hier bei der Ausweitung auf die Sozialpartner Ja gesagt.
3. Es ist erwähnt worden: Die aussenpolitischen Richtlinien gilt es ohnehin einzuhalten. Das haben wir ja bereits diskutiert. Deswegen brauchen wir also nicht eine Vertretung von NGO zu verankern.
4. Auch wir verkennen nicht, dass hie und da Entscheide zu fällen sind, für die es noch ein spezifisches Wissen braucht. Es ist dem Verwaltungsrat aber natürlich unbenommen, sich entsprechende Know-how-Träger anzuhören. Das wird so oder so gewährleistet bleiben.
5. Wir behandeln hier ein Exportförderungsgesetz und nicht ein Exportbehinderungsgesetz. Wenn ich ein bisschen zurückschaue, was von gewissen Kreisen der NGO in Bezug auf Exportgeschäfte an Behinderung gemacht worden ist, dann hege ich meine Zweifel, ob es nützlich wäre, diese Seite mit einem Sitz im Verwaltungsrat noch zu belohnen.

Recordon Luc (G, VD): J'ai entendu beaucoup d'arguments que je peux partager, presque tous à vrai dire: Monsieur Walter réclame du professionnalisme; Madame Leuthard demande que l'on prenne en considération les risques d'image par des expertises; Monsieur Bührer nous dit que des auditions pourraient suffire pour prendre en considération les nécessaires arguments des organisations non gouvernementales. Il en appelle en particulier à ce que de bonnes conditions soient faites en matière d'exportation et à ce que ceux qui participent au conseil d'administration comme membres soient des personnes représentant des milieux accordant une grande importance à cet aspect. De son côté, Monsieur Fehr Hans-Jürg a beaucoup insisté sur le savoir-faire, le

know-how, qu'il faut avoir pour faire partie du conseil d'administration.

Eh bien, tous ces arguments parlent très largement en faveur de l'inclusion dans le conseil d'administration, d'une taille encore modeste – sept à neuf membres –, selon la proposition de la minorité Genner, des personnes que nous vous appelons à faire élire. En effet, qui mieux que les représentants des organisations non gouvernementales actives sur le terrain, dans les pays du Sud en particulier, peut apporter un tel savoir-faire, peut «avoir intérêt à de bonnes conditions d'exportation» pour reprendre l'expression de Monsieur Bühler?

Evidemment, il faut se mettre d'accord sur ce que sont de bonnes conditions d'exportation, mais c'est très certainement, à lire les textes fondamentaux qui nous gouvernent, le respect des conditions du développement durable – ces conditions qui, je le souligne, prennent en considération non seulement les aspects économiques, mais aussi les aspects écologiques et sociaux de nos activités étatiques.

Il est donc particulièrement bienvenu d'avoir, à défaut d'un conseil consultatif, au moins un ou deux représentants des ONG spécialisées au sein du conseil d'administration. Monsieur Bühler, certes, montre le bout de l'oreille en disant clairement qu'il les considère comme des encoubles et que ces personnes vont compliquer le travail. C'est bien possible qu'à court terme, elles compliquent le travail. Mais si Monsieur Bühler a une fois ou l'autre dans sa vie participé à un conseil d'administration – ce qui, je crois, est vrai, me suis-je laissé dire –, il doit savoir que l'important, c'est d'avoir dans les conseils des gens qui «challengent» – comme on dit aujourd'hui – les décisions du «management» – c'est-à-dire de la direction – et des autres membres du conseil d'administration, et qui viennent avec des arguments non conventionnels poser des questions dérangeantes.

C'est peut-être en posant aujourd'hui ces questions dérangeantes qu'on évitera demain non seulement d'avoir des problèmes d'image, Madame Leuthard, mais encore d'avoir peut-être de gros problèmes financiers et de responsabilité. Il est à peine besoin de citer des exemples dans lesquels la garantie contre les risques à l'exportation a pu être amenée à soutenir des projets – pensez au barrage des Trois-Gorges – qui sont des désastres écologiques et qui risquent un jour ou l'autre de nous coûter assez cher en termes non seulement d'image, mais aussi d'espèces sonnantes et trébuchantes.

Ainsi donc, si on était capable une fois, même du strict point de vue économique, de réfléchir sur le long terme dans cette assemblée, on verrait quelle valeur ajoutée il y a à suivre la proposition de la minorité Genner.

Au nom du groupe des Verts, je vous invite à le faire.

Studer Heiner (E, AG): Die EVP/EDU-Fraktion unterstützt hier den Minderheitsantrag Genner. Wenn man die Texte vergleicht, könnte man meinen, es gebe ein Ausspielen der Sozialpartner gegen die Entwicklungs- und Umweltpolitik. Unglücklicherweise enthält der Minderheitsantrag den Aspekt der Sozialpartner nicht mehr ausdrücklich, wenn man ihn auf der Fahne liest.

Deshalb ist ganz klar: Für uns heisst es, die Sozialpartner müssen im Text drin sein. Ich gehe davon aus, es sei auch die Meinung, wie es schon gesagt worden ist, dass dies noch ergänzt werden sollte. Es könnte vom Ständerat noch geändert werden, wenn die Minderheit durchkäme.

Weshalb die Ergänzung, dass sicher ein Mitglied einer NGO dabei ist? Ich gebe gleich meine Interessenbindung bekannt. Ich bin Präsident von «Brot für alle», das ein Teil der Arbeitsgemeinschaft der Hilfswerke ist; damit das auch offen gelegt ist. Wir sind der Auffassung – in diesem Punkt hat Kollege Bühler Recht –, dass Exporte gefördert werden sollen, aber nicht um jeden Preis. Sonst bräuchten wir auch nicht eine Exportrisikoversicherung, sondern könnten sagen: Wer exportiert, soll das in eigener Verantwortung tun. Wir haben uns zur Überzeugung durchgerungen, dass es auch in Zukunft eine solche Versicherung braucht, dass es

Situationen gibt, wo sie sinnvoll sein kann. Deshalb braucht es doch bei der Begutachtung auch die eine oder andere Fachperson, die gerade eine Landessituation aus einem anderen Gesichtswinkel anschauen kann. Sie wäre nicht einfach destruktiv dabei, sondern konstruktiv.

Wir sind der Meinung: Die Erfahrung zeigt, dass es gut ist, wenn ein Mitglied aus diesem Bereich dabei ist; die Sozialpartner sollten aber auch vertreten sein. Ich könnte mir vorstellen, dass Bundesrat Deiss sagt, dass auch bei der neutralen Formulierung des Bundesrates die Bereitschaft bestehe, jemand mit solchen Fachkenntnissen zu wählen. Dann wäre das eine noch sinnvollere und elegantere Lösung.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je souhaite avoir un conseil d'administration de professionnels, un conseil d'administration qui puisse prendre des décisions en conformité avec les risques encourus, en conformité avec les besoins de notre économie et d'une assurance de ce type. Je souhaite que les membres de ce conseil d'administration ne soient pas des représentants de groupes d'intérêts ni ne se trouvent dans des situations de conflit d'intérêts ou de position. C'est d'ailleurs pour cette raison que je ne souhaite pas qu'il y ait de représentants de l'administration dans ce conseil d'administration.

Je peux me rallier à la solution de la majorité qui revient à admettre des représentants des partenaires sociaux, mais je ne pense pas qu'il faille aller au-delà. On ne peut pas exclure que des représentants d'ONG ou d'autres horizons soient retenus pour ce conseil d'administration, mais il faut qu'on puisse le faire non pas par obligation, mais en vertu du besoin d'acquérir les connaissances ou les compétences particulières de la personne qui serait choisie. C'est par là non pas un argument qui voudrait que l'on méconnaisse les besoins de tous les aspects de notre politique d'exportation, mais je crois que nous avons suffisamment clairement ancré ces éléments dans le texte de cette loi pour que l'ensemble du conseil d'administration soit tenu de les respecter.

Je vous invite donc à suivre le projet du Conseil fédéral et la proposition de la majorité, et à rejeter la proposition de la minorité Genner.

Recordon Luc (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, je vous suis totalement lorsque vous dites qu'il faut éviter d'avoir des représentants des groupes d'intérêts au sein du conseil, mais il me semble qu'il y a une contradiction, alors, lorsqu'on admet la phrase qui a été ajoutée par la majorité de la commission. En effet, qu'y a-t-il de plus clairement représentatif de groupes d'intérêts que des représentants des partenaires sociaux, étant entendu que malgré tout, ils seront très proches, pour des raisons d'intérêts, de ceux qui souhaitent exporter? Donc, cela risque de déséquilibrer le poids des décisions, si on les inclut, en suivant votre théorie. D'autre part, ne pensez-vous pas qu'il y a une sorte de nécessité d'avoir des gens qui viennent avec un but idéal, plus qu'avec un but d'intérêts, dans ce conseil d'administration? Par conséquent, à tout le moins faut-il comprendre la phrase ajoutée par la majorité de la commission comme étant un exemple de gens qu'on peut inclure dans le conseil, si vraiment cela doit être admis, et non pas comme une liste limitative?

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je comprends votre question. Si vous prenez le projet du Conseil fédéral, il vise à n'inclure aucune restriction ou aucune ligne directrice. J'ai dit que je pouvais admettre que vous adoptiez la proposition de la majorité, mais je pense que c'est là la limite extrême jusqu'à laquelle je puisse aller.

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Als Sprecher der vorberatenden Kommission will ich einleitend Folgendes festhalten: Es ist richtig, wie zum Teil auch ausgeführt worden ist, dass auch die Minderheit Genner die Sozialpartner im Verwaltungsrat haben will. Eigentlich wäre die Fassung der

Minderheit richtig, wenn der Satz, der in der Mehrheitsfassung am Schluss steht, auch aufgeführt würde: «Die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen.» Die Herren Hans-Jürg Fehr und Heiner Studer haben zusammen mit der Vertreterin dieses Minderheitsantrages darauf hingewiesen. Ich bestätige das auch als Kommissionssprecher.

Für die Kommissionsmehrheit macht es Sinn, dass die Sozialpartner im Verwaltungsrat vertreten sind, nicht aber die Nichtregierungsorganisationen. Wie verschiedentlich darauf hingewiesen worden ist, ist einem Verwaltungsrat mit Fachwissen und Kompetenz der Vorzug zu geben, damit die Serv, wie wir sie uns wünschen, eigenwirtschaftlich sein kann. Somit sind wirtschaftliches Know-how betreffend Export und Produktionsbedingungen sowie versicherungstechnisches Wissen wichtig und notwendig, insbesondere weil es bei der Serv neu um einen Einbezug des privaten Käuferrisikos geht. Eine breite Aufnahme der Interessenvertretungen, wie die Minderheit sie wünscht, würde hier nur stören und den Verwaltungsrat unnötig aufblähen. Sollte dies geschehen, so würden wir uns wieder im alten System bewegen, was wir eigentlich verhindern wollten. Aus diesem Grund befürwortet die Mehrheit Ihrer Kommission die angemessene Berücksichtigung der Sozialpartner und nur diese. Damit wird der Ausgewogenheit des Verwaltungsrates Genüge getan.

Ich bitte Sie, sich der Mehrheit anzuschliessen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Comme j'ai signé la proposition de la minorité Genner, je ne vais pas m'étendre là-dessus en tant que rapporteur de la commission. Par contre, j'aimerais signaler – surtout à l'égard des collègues francophones, parce que la chose a déjà été dite à plusieurs reprises en allemand et pas encore en français – une petite erreur sur le dépliant: la prise en compte des partenaires sociaux est aussi valable dans le cas de la proposition de la minorité Genner. Ceci revient à dire que si vous votez la majorité ou la minorité, dans les deux cas, les partenaires sociaux seront pris en compte, ce qui me paraît logique, vu que Monsieur le conseiller fédéral Deiss a dit tout à l'heure que les partenaires sociaux étaient des professionnels.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 92 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 67 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): La proposition de la majorité est adoptée, vu que la proposition de la minorité Leutenegger Oberholzer a été rejetée à l'article 22 alinéa 2.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

*Übrige Bestimmungen angenommen
Les autres dispositions sont adoptées*

Art. 25, 26

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 27

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit

(Fehr Hans-Jürg, Fässler, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Abs. 1

Der Bundesrat setzt einen Beirat aus Vertreterinnen und Vertretern des Bundes, der Wirtschaft, der Sozialpartner und weiterer interessierter Kreise ein.

Abs. 2

Der Beirat steht dem Verwaltungsrat beratend zur Seite und wird bei Geschäften, die Artikel 6 Absatz 2 und Artikel 35 betreffen, zur Stellungnahme beigezogen.

Art. 27

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité

(Fehr Hans-Jürg, Fässler, Genner, Gysin Remo, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Al. 1

Le Conseil fédéral institue un organe consultatif

Al. 2

L'organe consultatif assiste le conseil d'administration, qui le consulte en cas de transaction concernant l'article 6 alinéa 2 et l'article 35.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Wir könnten jetzt im Prinzip das Tonband abspulen lassen und die gleiche Diskussion wiederholen, die wir vorhin beim Verwaltungsrat geführt haben, weil die Argumentation die gleiche ist. Durch Ihren Entscheid, die NGO nicht im Verwaltungsrat der Exportrisikoversicherung Einsitz nehmen zu lassen, bekommt mein Antrag, dies wenigstens im Beirat zu tun, natürlich erst recht Bedeutung.

Mein Antrag besteht also aus zwei Teilen: Zum einen sind wir der Auffassung, dass es hier nicht eine Kann-Formulierung geben sollte wie bei der Fassung des Bundesrates, dass der Bundesrat also so einen Beirat einsetzen «kann». Wir sind der Auffassung, er sollte es tun «müssen». Darum sind wir in unserem Antrag verbindlicher. Zum anderen steht hier eben auch, dass dieser Beirat entsprechend zusammengesetzt sein soll. Es heisst «der Sozialpartner und weiterer interessierter Kreise». Es liegt auf der Hand, dass hier mit den «weiteren interessierten Kreisen» eben die mit der Sache befassten Fachleute der NGO gemeint sind. Sie sind jetzt nicht Mitglieder des Verwaltungsrates. Wir sind der Auffassung, dass ihr Wissen und ihre Kenntnisse der Länder, in die hinein an private Käufer exportiert wird, wertvoll sind und dass ein beratendes Organ auf dieses Wissen eigentlich nicht verzichten sollte.

Sie sollten darum unserem Minderheitsantrag zustimmen, dass es so einen Beirat geben soll und in diesem Beirat eben auch Vertretungen der NGO Einsitz nehmen können.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Die SVP-Fraktion unterstützt die Mehrheit. Beiräte sind ein Fossil aus den Zeiten der Hochkonjunktur, aus den Zeiten, in denen die verantwortlichen Organe versuchten, die Verantwortung scheinbar auf verschiedene Schultern zu verteilen. Das war nur scheinbar so, denn das Abschieben der Verantwortung war nicht möglich und ist auch heute nicht möglich. Die Organe haften für ihr Tun und Lassen, selbst wenn sie Beiräte haben. Unter dem Kostendruck wurden die Beiräte in der Privatwirtschaft weitgehend wegrationalisiert und abgeschafft. Gut bezahlte «Beirätinnen und Beiräter» ohne irgendwelche Aufsichtspflichten und ohne Verantwortung konnte und wollte man sich in der Privatindustrie nicht mehr leisten.

Wenn in einem Aufsichtsgremium schon zusätzliches Know-how nötig ist, und das ist durchaus denkbar, so beschafft man es sich heute durch den Beizug von Spezialisten, seien es NGO- oder andere Spezialisten. Diese Spezialisten werden auch entsprechend bezahlt und können im Bedarfsfall

wenigstens teilweise auch zur Rechenschaft gezogen werden.

Die SVP-Fraktion spricht sich klar für die Mehrheit aus. Es wäre widersinnig, in der Exportrisikoversicherung auf Instrumente zurückzugreifen, die sich in der Privatwirtschaft nicht bewährt haben. Wir wollen Transparenz, wir wollen Kompetenz in den Gremien der Serv. Wir wollen keine Beiräte, weder mit der Kann-Formulierung noch mit der Muss-Formulierung.

Ich bitte Sie, die Mehrheit zu unterstützen.

Leuthard Doris (C, AG): Ich kann mich weitgehend den Äusserungen meines Vorredners anschliessen.

Auch wir halten dieses Konstrukt des Beirates für überflüssig. Wir haben in Artikel 22 bestimmt, welche Organe die Serv neu beinhaltet, und dieser Beirat wäre ja nicht ein Organ, sondern effektiv ein reines Konsultativgremium. Das brauchen wir nicht im Gesetz zu verankern. Das widerspricht auch dem Grundsatz, dass wir schlanke, effiziente Strukturen für die neue Serv möchten. Es impliziert auch, dass dieser Beirat eben weder für seine Ratschläge haften würde, noch sonst eine institutionalisierte Funktion hätte. Wir meinen, dass die beratende Tätigkeit, wie wir das bereits ausgeführt haben, selbstverständlich von der Serv, vom Direktorium oder von einem Beirat eingeholt werden kann.

Es ist wichtig, dass entwicklungs- und ausserpolitische Kenntnisse einfließen, aber eben nicht in einem institutionalisierten Gremium. Das ist ein Wasserkopf, der uns unnötig erscheint. Wir werden daher der Linie der Mehrheit folgen.

Bührer Gerold (RL, SH): Ich kann dem nicht viel anderes beifügen. Ich möchte nur so viel klarmachen: Auch wir sind mit der Minderheit der Meinung, dass wir Experten beiziehen müssen – aber von Fall zu Fall, das ist ganz klar. Aber deswegen braucht es keinen dauernden Kostenblock in der Form eines Beirates; ganz eindeutig nicht. Die Corporate-Governance-Erkenntnisse zeigen überdies auch in der privaten Wirtschaft, dass derartige Gremien in diesem Zusammenhang obsolet sind. Sie hätten höchstens dann eine Rechtfertigung, wenn es allenfalls um Verkaufsunterstützung eines Unternehmens ginge. Aber die Serv ist ja nicht ein Verkaufsunternehmen, das ein Netzwerk braucht, um seine Verkäufe zu unterstützen.

Mit anderen Worten, ich kann mich kurz fassen: Wir brauchen schlichtweg keinen Beirat. Was der Verwaltungsrat allenfalls brauchen kann, sind Experten, aber gezielt. Diese bezahlt er dann, wenn er sie braucht, aber er bezahlt sie nicht, wenn sie sich selbst mit Arbeit beschäftigen, um ihr Honorar zu rechtfertigen.

Genner Ruth (G, ZH): Den Folgen einer unausgeglichene Zusammensetzung des Verwaltungsrates hätte man nun mit der Einsetzung eines Beirates begegnen können, welcher vom Bundesrat in seiner Botschaft immerhin fakultativ vorgesehen war, und im Übrigen auch im Gesetz. Es war ja die Mehrheit der Kommission, welche diesen Beirat ersatzlos gestrichen hat. Ein Beirat könnte gewährleisten, dass in der zukünftigen Exportrisikoversicherung die Anliegen der verschiedenen Partner mit berücksichtigt werden. Wir müssen Sie daran erinnern, dass der Staat Garant bei dieser Versicherung ist – es ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt –, und der Beirat wäre deshalb das notwendige Organ, um als breite Legitimationsbasis für deren Verwendung – eben auch für die Verwendung einer staatlichen Bürgschaft – zu dienen. Durch seine interdisziplinäre Zusammensetzung würde der Beirat ausserdem den vielfältigen, auch nichtwirtschaftlichen Anliegen gerecht werden, welche ja von der Versicherungsdeckung betroffen sind.

Die Mehrheit lehnt offensichtlich einen Beirat als ordentliches Organ ab. Genauso waren Sie ablehnend gegenüber Kompetenzen und Expertenwissen im Verwaltungsrat. So, wie Sie jetzt auf der ganzen Linie argumentiert haben und auch abgestimmt haben, wird unserer Fraktion ganz deutlich, dass diese Versicherung privat sein sollte. Die grüne

Fraktion wird nicht einsehen, warum sie einem solchen Gesetz zustimmen soll. Wenn Sie auf der ganzen Linie rein wirtschaftlich argumentieren, dann sollen Sie aber auch diese Versicherung privatwirtschaftlich tragen. Ich finde es inkonsequent, hier beim Staat die Bürgschaft haben zu wollen, wenn Sie auf der andern Seite nicht ein My den Anliegen entgegenkommen, die letztlich auch die schweizerische Aussenpolitik definieren. Wir sehen es nicht ein, warum Sie hier rein nur mit der Exportwirtschaft argumentieren.

Hier ist somit die letzte Chance, diesen Minderheitsantrag Fehr Hans-Jürg zu unterstützen. Der Minderheitsantrag will diesen Beirat eingesetzt haben, eben mit der klaren Forderung, im Beirat Fachwissen zu haben. Das entspricht genau der schweizerischen Aussenpolitik, sei das im Menschenrechtsbereich, im Umweltbereich oder eben im Sozialen. Wir wollen diesen Aspekt hier ganz klar unterstützen.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Effectivement, j'aimerais maintenir la solution du Conseil fédéral. Tout d'abord parce que le Conseil fédéral estime qu'il faut avoir cet organe consultatif, puisqu'il veut que le conseil d'administration puisse avoir recours aux conseils d'un tel organe; ensuite, c'est pour maintenir la forme potestative ou facultative, puisque le Conseil fédéral souhaite garder la flexibilité nécessaire, notamment pour pouvoir y renoncer si d'autres formes de consultation devaient s'avérer plus efficaces et plus judicieuses.

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Bei diesem Artikel zum Beirat herrschten in der Kommission drei Meinungen vor: Diejenige des Bundesrates – wir haben sie eben gehört –, der einen Beirat wollte schaffen können; diejenige eines Teils der Kommission, der den Beirat unbedingt wollte; und die Meinung jener, die gar keinen Beirat wollten. Es ging also um diese drei Meinungen. Um es gleich vorwegzunehmen: Die Kommissionsmehrheit entschied sich für das Weglassen eines Beirates.

Der Bundesrat wollte mit der Kann-Formulierung einen Beirat wählen können, ihn aber wieder abschaffen dürfen, sollte er sich nicht bewähren. Die Minderheit will sicherstellen, dass es einen Beirat gibt, um den verschiedenen Exponenten die Möglichkeit zu geben, eine Vertretung zu haben, da ja eine breitere Zusammensetzung des Verwaltungsrates abgelehnt worden ist. Die Mehrheit ist der Ansicht, dass Beiräte nur Kosten generieren und die ganze Sache komplizieren, vor allem, wenn sie keine Aufsichtspflichten wahrzunehmen haben, was hier der Fall ist. Sollten – es wurde von Kollege Bührer erwähnt – Verwaltungsrat oder Bundesrat spezielles Know-how brauchen, so können sie dieses jederzeit situativ und problembezogen einholen, wie dies in anderen Branchen auch üblich ist. Dazu braucht es keinen Beirat. Ich bitte Sie also im Namen der Kommissionsmehrheit, sich dieser Fassung anzuschliessen.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.065/1895)

Für den Antrag des Bundesrates 98 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 58 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.065/1896)

Für den Antrag der Mehrheit 94 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates 64 Stimmen

Art. 28, 29

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 30**Antrag der Kommission****Abs. 1**

.... Finanz- und Ertragslage getrennt nach staatlichen und privaten Schuldnern dar.

Abs. 2-4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 30**Proposition de la commission****Al. 1**

.... des revenus qui fait apparaître de manière distincte les débiteurs publics et les débiteurs privés.

Al. 2-4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Art. 31-35****Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté**Art. 35a****Antrag der Minderheit**

(Kiener Nellen, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Geschäftsbericht und Jahresrechnung unterliegen der Genehmigung durch den Bundesrat und das Parlament. Der Verwaltungsrat der Serv erläutert den zuständigen Kommissionen des Parlamentes regelmässig den Geschäftsgang und die Risikolage.

Art. 35a**Proposition de la minorité**

(Kiener Nellen, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)

Le rapport de gestion et les comptes annuels sont soumis à l'approbation du Conseil fédéral et du Parlement. Le conseil d'administration de l'ASRE renseigne régulièrement les commissions compétentes du Parlement sur la marche des affaires et le potentiel de risque.

Kiener Nellen Margret (S, BE): Die Minderheit beantragt Ihnen, eine neue Bestimmung ins Gesetz aufzunehmen, wonach nicht nur der Bundesrat, sondern auch das Parlament den Geschäftsbericht und die Jahresrechnung genehmigt. Zudem soll der Verwaltungsrat der neuen öffentlich-rechtlichen Anstalt Serv den zuständigen Kommissionen des Parlamentes regelmässig den Geschäftsgang und die Risikolage erläutern. Letzteres beantragen wir in Analogie zur Nationalbank, die den zuständigen Kommissionen der Bundesversammlung regelmässig die Wirtschaftslage sowie ihre Geld- und Währungspolitik erläutert, eine Einrichtung, die sich als äusserst zweckmässig erweist.

Zu einer um das private Käuferrisiko erweiterten Exportrisikoversicherung gehören eine demokratische Kontrolle und damit auch eine öffentliche Transparenz. Das Parlament muss eine minimale Handlungskompetenz bekommen. Es geht um die Wahrung bedeutender öffentlicher Interessen. Es geht auch um Exportgeschäfte, die heikle politische Fragen aufwerfen können, zum Beispiel zur aussenpolitischen Kohärenz, zur Antikorruption, zu den Menschenrechten oder zu Umweltaspekten. Dazu kommt – und das ist ganz entscheidend –, dass der Bundesrat selbst mit einzelnen Kompetenzen ins operative Geschäft der Serv eingreifen darf. So kann etwa der Bundesrat, gestützt auf Artikel 35, bei einem Exportgeschäft von besonderer Tragweite der Serv Anweisungen zum Abschluss beziehungsweise zur Ablehnung der

Versicherung erteilen. Der Bundesrat hat also ein Weisungs- und Vetorecht. Das ist anders als bei anderen öffentlich-rechtlichen Anstalten. Zudem kann der Bundesrat, gestützt auf Artikel 7, in eigener Zuständigkeit Umschuldungsabkommen über Forderungen der Serv sowie Abkommen über die Rückversicherung abschliessen.

Daher ist es ungenügend, wie im Gesetzentwurf vorgesehen, die parlamentarische Oberaufsicht auf das blosses Recht zu reduzieren, in der GPK und in der Finanzkommission den bundesrätlichen Bericht über die Erreichung der strategischen Ziele zu diskutieren. Ein reines Diskussionsrecht zweier Aufsichtskommissionen ist ein inakzeptables Minimum im Rahmen der parlamentarischen Rechte.

Auch das finanzielle Restrisiko bleibt wie bisher beim Bund – Zweisäulenprinzip hin oder her. Wir wünschen es alle nicht, aber das Restrisiko bleibt bestehen. Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser. Erweiterte Risiken rufen nach parlamentarischen Kontroll- und Antragsrechten. Das Parlament muss mindestens den Geschäftsbericht und die Jahresrechnung genehmigen können. Es muss auch Schlussfolgerungen für die Zukunft der Serv ziehen können. Der Aussenwirtschaftsbericht genügt dafür nicht.

Chères et chers collègues, cette affaire est à suivre par le Parlement.

Je vous prie donc de suivre la minorité.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le groupe des Verts communique qu'il soutient la proposition de la minorité.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Die SVP-Fraktion lehnt den Antrag der Minderheit ab.

In Artikel 35 wird der Umgang mit Versicherungen von Exportgeschäften mit besonderer Tragweite geregelt. Es ist unverständlich, wie Kollegin Kiener Nellen dazu kommt, hier eine zu Artikel 24 dieses Gesetzes widersprüchliche Regelung betreffend Genehmigung von Jahresbericht und Jahresrechnung zu definieren. Welcher Artikel soll nun gültig sein, Artikel 24 Absatz 3 Buchstabe d oder Artikel 35a?

Die SVP-Fraktion ist nicht nur wegen der unpassenden Abstimmung auf die übrigen Artikel dieses Gesetzes gegen die Minderheit Kiener Nellen, sondern auch rein sachlich. Das Parlament soll sich nicht je länger, je mehr in Exekutivaufgaben verstricken. Das Parlament erlässt die Gesetze, und der Bundesrat ist für die Durchsetzung verantwortlich. Er genehmigt den Jahresbericht, und er genehmigt die Rechnung. Jahresbericht und Jahresrechnung sind öffentlich, also auch dem Parlament zugänglich. Es steht dem Parlament oder dessen Kommissionen, insbesondere auch der GPK, frei, im Bedarfsfall eine Berichterstattung über den Geschäftsgang oder über die Risikolage zu verlangen. Dies muss nicht hier ins Gesetz rein.

Ich bitte Sie im Namen der SVP-Fraktion, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Präsidentin (Meyer Thérèse, Präsidentin): Die FDP-Fraktion lehnt den Antrag der Minderheit ab.

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Die Exportrisikoversicherung, das haben wir beim Eintreten gehört, ist ordnungspolitisch vielleicht nicht gerade ein Sündenfall, strapaziert aber die Grenzen doch sehr. Wir versichern neu Risiken gegenüber privaten Schuldnern. Wenn wir diesen Schritt schon machen, dann muss auf der anderen Seite auch ein Schritt zur Kontrolle gemacht werden. Wer also etwas vom Staat will, der soll in Bezug auf die Kontrolle auch etwas an den Staat abgeben. Wir sind für eine demokratische Kontrolle dieser Geschäfte. Wir wollen Transparenz, und wir wollen Mitsprache bei der Genehmigung von Geschäftsbericht und Rechnung gemäss Minderheitsantrag Kiener Nellen. Wir wollen mitsprechen, und das können wir dann machen, wenn wir Genehmigungsorgan sind. Wenn wir genehmigen, dann wird auch darüber diskutiert, was da gegangen ist. Wir wollen auch darüber informiert werden, was die Zukunft dieser Versicherung sein soll.



Ich bitte Sie also im Namen der SP-Fraktion, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Wer etwas vom Staat will, wer etwas von diesem Parlament will – Sie erinnern sich daran, dass die SP-Fraktion fast geschlossen auf das Geschäft eingetreten ist –, der soll auf der anderen Seite auch akzeptieren, dass dieses Parlament eine gewisse Kontrolle ausübt.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Laissons au Parlement ce qui est au Parlement et au Conseil fédéral ce qui est au Conseil fédéral. Cela ne signifie pas que le Parlement n'aura pas les moyens d'exercer sa responsabilité et son pouvoir.

D'abord, il y a une publication annuelle du rapport de gestion et des comptes, ce qui garantit au Parlement non seulement d'être informé en tant qu'autorité de haute surveillance, mais aussi de pouvoir se saisir de ce dossier, par exemple par l'intermédiaire de la Commission de gestion.

Enfin, le département compétent établira à l'intention du Conseil fédéral un rapport sur la réalisation des objectifs stratégiques, comme c'est le cas pour d'autres entreprises publiques d'ailleurs. Le Conseil fédéral soumettra ce rapport à la Commission de gestion et à la Commission des finances des Chambres fédérales à intervalles réguliers, comme il est d'usage dans d'autres entreprises publiques.

Je vous prie donc de rejeter la proposition de la minorité.

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Die Minderheit Kienner Nellen will, dass Geschäftsbericht und Jahresrechnung ausser vom Bundesrat auch vom Parlament zu genehmigen sind. Zudem muss der Verwaltungsrat der Serv den zuständigen Kommissionen regelmässig Geschäftsgang und Risikolage erläutern. Damit soll das Parlament nicht nur eine theoretische Oberaufsicht wahrnehmen, sondern der Transparenz Nachachtung verschaffen.

Die Kommissionsmehrheit führt dagegen aus, dass in Artikel 24 der ganze Bereich der Aufsicht genügend geregelt sei. Gemäss diesem Artikel 24 erstellt der Verwaltungsrat die Jahresrechnung und den Geschäftsbericht und veröffentlicht diese nach Genehmigung durch den Bundesrat. Das reicht. So bleibt man auch bei den bestehenden und geltenden Regeln. Eine andere Regelung würde nur einem Wildwuchs im Gesetz Vorschub leisten und eine unnötige Inkohärenz bewirken.

Im Namen der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie daher, diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 58 Stimmen
Dagegen 88 Stimmen

Art. 36–43

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.065/1898)

Für Annahme des Entwurfes 131 Stimmen
Dagegen 15 Stimmen

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

02.439

Parlamentarische Initiative Ehrler Melchior. Nahrungsmittel. Kennzeichnung von besonderen Eigenschaften aufgrund der schweizerischen Gesetzgebung

Initiative parlementaire Ehrler Melchior. Denrées alimentaires. Modifier l'étiquetage afin de tenir compte des caractéristiques propres aux productions locales

Zweite Phase – Deuxième étape

Einreichungsdatum 21.06.02

Date de dépôt 21.06.02

Bericht WAK-NR 17.02.03

Rapport CER-CN 17.02.03

Nationalrat/Conseil national 11.12.03 (Erste Phase – Première étape)

Bericht WAK-NR 14.03.04 (BBI 2004 7069)

Rapport CER-CN 14.03.04 (FF 2004 6633)

Stellungnahme des Bundesrates 24.11.04 (BBI 2004 7083)

Avis du Conseil fédéral 24.11.04 (FF 2004 6645)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Zweite Phase – Deuxième étape)

Rime Jean-François (V, FR), pour la commission: Le Conseil national a donné suite à l'initiative parlementaire Ehrler par 117 voix contre 51 lors de la session d'hiver 2003 (BO 2003 N 1961). Lors de sa séance du 6 avril, la Commission de l'économie et des redevances a demandé à l'administration de faire une proposition permettant de répondre à l'initiative Ehrler. Je vous rappelle qu'il s'agit de prévoir un étiquetage tenant compte des caractéristiques propres aux productions locales. Les exigences locales élevées posées à la production alimentaire en Suisse influencent les coûts de production et il est important d'en informer les consommateurs.

Les différents offices consultés – l'Office fédéral de l'agriculture, l'Office fédéral de la santé publique, l'Office vétérinaire fédéral, le SECO, le Bureau fédéral de la consommation – ont proposé trois variantes. Les possibilités étaient les suivantes: la modification de la loi sur l'agriculture, une modification de la loi sur les denrées alimentaires ou une nouvelle réglementation de l'ordonnance sur les denrées alimentaires.

Une modification de l'ordonnance échappe au contrôle du Parlement et le risque est grand qu'on n'atteigne pas les buts souhaités. Du point de vue pratique, l'exécution reste de la compétence des chimistes cantonaux. Si on veut donner un signe fort, il s'agit donc d'agir au niveau de la loi. Une modification de la loi sur les denrées alimentaires aurait aussi permis de donner satisfaction à l'auteur de l'initiative.

La CER est cependant d'avis que la modification de la loi sur l'agriculture est davantage conforme aux buts visés par l'initiative. Dans le contexte de la libéralisation des marchés, elle souhaite promouvoir la commercialisation des produits agricoles avec des informations sur leurs caractéristiques particulières et sur les prescriptions de production.

Par 20 voix contre 0 et 2 abstentions, la commission vous propose donc d'accepter le nouvel article 16a de la loi sur l'agriculture.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: In sehr vielen Fällen stellt die schweizerische Gesetzgebung deutlich höhere Anforderungen an die Lebensmittelproduktion als jene anderer Staaten. Die von Kollege Ehrler eingereichte parlamentarische Initiative möchte deshalb die Bundesgesetzgebung in dem Sinne ändern, dass einheimische Nahrungsmittel, die etwa in Bezug auf Ökologie, Tierschutz oder Lebensmittelsicherheit von Gesetzes wegen höhere Stan-

Abstimmung – Vote
Für Annahme der Ausgabe 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

04.065

**Schweizerische
Exportrisikoversicherung.
Bundesgesetz**
**Assurance suisse
contre les risques à l'exportation.
Loi fédérale**

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBl 2004 5795)

Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Wir befassen uns hier mit einem für die schweizerische Wirtschaft wichtigen Gesetz. Die Exportrisikogarantie existiert seit 1934; sie hat den Zweck, bei Auslandsaufträgen Risiken, die aus dem mangelnden Zahlungseingang entstehen können, abzusichern. Traditionsgemäss wurden diese Versicherungen in vielen Ländern vom Staat geführt, und sie bezogen sich auf staatliche Besteller in anderen Ländern. Auch in der Schweiz ist es so, dass die geltende Exportrisikogarantieversicherung Risiken versichert, wenn ein ausländischer Staat oder ein ausländisches staatliches Unternehmen, was der Hauptfall ist, bei schweizerischen Unternehmen Waren bestellt.

Die Entwicklung in der Struktur der Unternehmen hat sich insbesondere in den letzten zehn Jahren geändert, indem in vielen Staaten Unternehmen, die bisher staatlich dominiert waren und zum staatlichen Wirtschaftssektor zählten, privatisiert worden sind und heute private Träger haben. Diese Unternehmen sind damit eigentlich aus dem Geltungsbereich der Exportrisikoversicherung herausgefallen, das heisst, die Lieferanten aus der Schweiz müssen heute unter dieser Kondition die Risiken selber tragen. Es ist immer noch so, dass die private Versicherungswirtschaft diese internationalen Risiken nicht absichert oder nur in ganz bestimmten, engen Bereichen.

Diese Lücke wurde in vielen Ländern schon geschlossen, insbesondere in Ländern, wo sich Konkurrenten unserer Wirtschaft befinden. Das sind vor allem europäische Länder, insbesondere möchte ich Deutschland erwähnen. Die Schweiz hinkt hier hintennach, und da wir für unsere Wirtschaft und unsere Unternehmen, die sehr exportorientiert sind, die gleichen Konditionen schaffen wollen, ist es zwingend notwendig, dass wir auch unsere Exportrisikoversicherung auf private Besteller im Ausland ausdehnen. Das ist der erste Hauptpunkt dieser Revision, die Ausdehnung des Geschäftsbereiches der Versicherung auf private Käufergeschäfte im Ausland.

Der zweite Hauptpunkt dieser Revision geht dahin, dass man das Unternehmen rechtlich verselbstständigen will. Ein selbstständiges öffentlich-rechtliches Unternehmen in der Form einer Anstalt soll geschaffen werden. Diese Massnahme ergibt sich daraus, dass das Management dieser Risiken immer mehr auch sehr hohe Ansprüche bezüglich Professionalität stellt und dass es richtig ist, dass diese Ver-

sicherung wie ein Versicherungsunternehmen geführt wird, obwohl es sich im öffentlichen Raum befindet, woran wir auch gar nichts ändern wollen. Aber von der ganzen Führung und Verantwortlichkeit und der Struktur her soll es doch unternehmerisch orientiert sein. Das kommt auch in Artikel 6 des Gesetzentwurfes zum Ausdruck, wo die Grundsätze der Geschäftspolitik enthalten sind und wo auch festgehalten wird, dass dieses Unternehmen eigenwirtschaftlich arbeiten soll.

Die Kommission hat diese Totalrevision begrüsst und unterstützt das Gesetz mit einem einstimmigen Eintreten. Ich möchte Ihnen empfehlen, ebenfalls auf diese Vorlage einzutreten.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Il existe deux raisons principales qui justifient la révision totale de la loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation, loi qui date de 1958.

La première raison est celle de l'assurance au niveau du risque de l'acheteur privé, qui n'est pas possible actuellement et qui constitue un désavantage dans la concurrence pour nos exportateurs, comparativement aux concurrents extérieurs. Comme le rapporteur l'a dit, suite aux nombreuses privatisations qui ont eu lieu à travers le monde, beaucoup d'affaires qui étaient assurables naguère ne peuvent plus l'être, puisque le partenaire n'est plus un partenaire étatique ou officiel, mais un partenaire privé. Par conséquent, nos exportateurs ne sont pas simplement défavorisés, mais ils le sont progressivement toujours plus du fait de ce phénomène de la privatisation.

La deuxième raison est une raison d'organisation: nous vous proposons de réorganiser l'assurance contre les risques à l'exportation en tant qu'établissement de droit public, ce qui permet de définir clairement les compétences et les attributions, que ce soit de la Confédération ou encore de l'assurance contre les risques à l'exportation.

Les objectifs et les règles: les objectifs de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE) – nom qui remplacera celui de «garantie contre les risques à l'exportation (GRE)» – sont bien sûr de maintenir, de créer des emplois en Suisse. C'est une mesure pour le «Standort Schweiz», pour la place économique de notre pays.

La nouvelle organisation devra répondre à toute une série d'exigences. D'abord, nous la voulons financièrement autonome. A long terme, nous voulons que son offre soit subsidiaire par rapport au marché. Nous voulons que les services soient capables de soutenir la concurrence internationale, et il faut que cette organisation travaille dans le respect des principes généraux de notre politique étrangère, cela bien sûr pour ne pas créer des interférences dans d'autres domaines, notamment dans ceux de nos relations politiques vers l'extérieur. Ces principes sont d'ailleurs inscrits dans la loi, ce qui leur donne une force obligatoire. La forme que prendra la réalisation de chacun de ces principes sera définie ailleurs.

Les conditions générales de l'assurance seront aussi un moyen d'aboutir à la réalisation de certains objectifs. Par exemple, ces conditions générales stipulent que chaque exportateur doit signer une déclaration anticorruption. Elle fait donc partie intégrante du contrat, et le non-respect de cette clause entraînerait tout simplement l'annulation de la garantie ou l'exclusion de la prestation d'assurance. D'autres exigences encore, selon lesquelles l'exportateur doit par exemple se plier aux conditions de travail usuelles de la branche, sont également inscrites dans ces conditions générales.

En ce qui concerne l'organisation, voici encore quelques indications: le nouvel établissement sera dirigé par un conseil d'administration, composé de spécialistes, et par un directeur. La Confédération, en sa qualité de donneur d'ordre, ne devra pas être impliquée dans la prise de décision et ne sera donc plus représentée au sein de ce conseil d'administration. J'ai souhaité que nous ayons une séparation stricte entre, d'une part, les activités d'exécution, de fonctionnement de l'assurance, qui doivent être du domaine du conseil d'ad-

ministration et de la direction, donc sans participation de la Confédération et, d'autre part, le mandat qui sera donné et la surveillance qui sera effectuée et qui est bien sûr du domaine de la Confédération – que ce soit le département, le Conseil fédéral, et même le Parlement.

En ce qui concerne la comptabilité de la nouvelle assurance, elle sera établie branche d'assurance par branche d'assurance. Nous voulons éviter des subventionnements en diagonale, et il faut notamment que la partie qui touche le risque privé puisse être contrôlée, dans le sens de l'évitement d'un subventionnement en faveur d'autres parties de l'assurance. De plus, au niveau des primes demandées, il faudra bien sûr que l'exportateur lui-même assume une certaine partie du risque.

En ce qui concerne les conséquences financières, il faut souligner que cette réorganisation et cette extension des activités n'auront pas de conséquence financière pour la Confédération; il n'y aura pas de charges supplémentaires. Comme je l'ai dit, globalement, l'assurance doit être financièrement autonome à long terme, et cela aussi dans les secteurs des différentes branches d'assurance. Les pertes initiales liées à la mise en place de la couverture du risque privé seront couvertes par les excédents dégagés par les affaires conclues sous le régime en vigueur.

L'assurance est tenue de s'autofinancer. Dans le cas des mesures liées à des accords de rééchelonnement, il s'ensuit qu'elle doit être dédommée pour les coûts qui ne relèvent pas de sa mission d'assurance contre les risques à l'exportation, mais de considérations purement politiques.

Vous savez que la garantie contre les risques à l'exportation peut souvent récupérer des fonds lorsque des rééchelonnements et des remboursements de dettes sont décidés. Lorsque des rééchelonnements sont en cours, il y a évidemment aussi des coûts bancaires à payer. Lorsqu'on prolonge ou qu'on raccourcit les délais, cela modifie les conditions du contrat et, souvent, nous participons à de tels rééchelonnements, non pas pour des raisons économiques ou d'exportation, mais simplement pour des raisons politiques, pour des raisons de politique de développement notamment.

Enfin, je dirai que ce que nous vous proposons est une mesure qui devrait rendre notre soutien à l'économie d'exportation plus efficace, qui devrait permettre de remettre les compteurs à zéro par rapport à nos concurrents les plus immédiats. Je crois que, dans le contexte actuel de l'accroissement de l'intensité de la concurrence internationale, il est nécessaire que nous puissions faire ce pas.

Je vous remercie donc de bien vouloir entrer en matière et d'adopter ce projet.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung
Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1–5

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

Abs. 1

....

abis. erhebt risikogerechte Prämien;

....

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 6

Proposition de la commission

Al. 1

....

abis. perçoit une prime proportionnée au risque;

....

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Dies ist sicher eine zentrale Bestimmung dieses Gesetzes. Sie enthält nämlich die Grundsätze der Geschäftspolitik. Wir folgen hier im Wesentlichen den Vorschlägen des Bundesrates. Das Gesetz sagt eben insbesondere ausdrücklich, dass diese Versicherung eigenwirtschaftlich zu arbeiten hat, dass sie ihre Leistungen in Ergänzung zu den Versicherungen der Privatwirtschaft zu erbringen hat, dass sie ihre Dienstleistungen international erbringt und die Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik beachtet.

In einem Punkt hat der Nationalrat eine Ergänzung eingefügt: Er möchte, dass die Risiken für staatliche und private Schuldner getrennt bewirtschaftet werden. Wir sind der Ansicht, dass dies dem unternehmerischen Prinzip, dem diese Versicherung untersteht, eigentlich widerspricht. Die Aufteilung zwischen staatlichen und privaten Schuldnern ist aus der Sicht der Kommission eher eine politische Aufteilung; eine solche Aufteilung möchten wir nicht. Hingegen möchten wir klarstellen, dass die Prämien risikogerecht sein sollen. Das heisst, die Prämien sind so festzulegen, dass sie auf die Risiken antworten, die die einzelnen Geschäftssparten haben. Es ist letztlich Sache der Versicherung, diese Geschäftssparten zu organisieren und richtig zu bezeichnen, damit risikogerechte Prämien erhoben werden können. Im Einzelfall könnte es sein, dass staatliche und private Schuldner eigene Risikogruppen bilden, aber es muss keinesfalls so sein. Es könnte viel eher auch sein, dass z. B. geografische Risikogruppen oder Risikogruppen nach Branchen gebildet werden. Im Prinzip ist es Sache der Versicherung, hier eine saubere Risikobeurteilung vorzunehmen und die Prämienpolitik dann dementsprechend festzulegen.

In dem Sinne schlagen wir Ihnen hier vor, in Absatz 1 Buchstabe abis die Formulierung «erhebt risikogerechte Prämien» einzufügen.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Le Conseil national a reformulé et complété certains articles, notamment les articles 6, 11, 14 et 30, dans le but de séparer de manière très claire et stricte les risques liés aux débiteurs publics de ceux liés aux débiteurs privés. L'objectif est de prouver qu'il n'y a pas de subventionnement croisé du nouveau risque de l'acheteur privé vers les risques assurés actuellement. Sur ce principe, il n'y a aucune divergence entre le Conseil fédéral, le Conseil national et la commission du Conseil des Etats. La question est de savoir comment y parvenir.

Ce que le Conseil national a prévu constitue une complication qui, à notre avis, n'est pas nécessaire et conduirait finalement, si on tient compte de tous les articles que j'ai mentionnés, à tenir deux comptabilités pour la même institution, ce qui n'est matériellement pas faisable. Ces demandes concrètes conduisent donc à un système qui, à notre sens, n'est pas applicable comme tel et qui serait aussi lié à une charge de travail disproportionnée. Nous serions d'ailleurs le seul pays à pratiquer de la sorte.

Ceci dit, nous souscrivons, et la commission le fait également, à ce besoin de pouvoir effectuer le contrôle séparé en fonction des nouveaux risques privés et des autres pour éviter le subventionnement croisé.

Monsieur David l'a souligné, la situation est cependant plus complexe que celle du risque de débiteur public et du risque de débiteur privé. Dans chaque cas, certains risques sont présents ou non. Il y a le risque de ducroire, c'est-à-dire du

débiteur lui-même, mais aussi un risque politique, un risque de transfert. Par conséquent, la prime que doit payer le preneur d'assurance dépend non seulement du fait qu'il est privé ou public, mais surtout du pays avec lequel il traite et du genre de débiteurs concernés. C'est cette raison-là qui fait que nous souhaitons pouvoir obtenir une solution telle que celle proposée par la commission de votre conseil. Je peux donc me rallier à la proposition de la commission à l'article 6.

Angenommen – Adopté

Art. 7–10

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission
Abs. 1, 2
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Abs. 1bis
Streichen

Art. 11

Proposition de la commission
Al. 1, 2
Adhérer à la décision du Conseil national
Al. 1bis
Biffer

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Hier geht es um die Frage, ob eine separate Rechnung geführt werden soll. Was der Nationalrat vorschlägt, sind praktisch zwei separate Versicherungsrechnungen – für den Privatsektor und den öffentlichen Sektor – aufseiten der Besteller. Wie wir – ich bereits und soeben auch der Bundesrat – ausgeführt haben, erachten wir das aufgrund des Versicherungsprinzips, das für diese Exportrisikoversicherung gilt, als nicht zweckmässig und als nicht sachgerecht. Es werden hier eigentlich politische Kriterien eingeführt. Es geht hier aber um Risiken. Diese können sehr verschiedenartig sein und hängen nicht immer damit zusammen, ob es um einen privaten oder um einen öffentlichen Besteller geht, sodass jetzt auch diese Aufteilung der Rechnungen aufseiten der Buchhaltung nicht sachgerecht wäre, viel Aufwand verursachen und die Versicherung nur belasten würde.

Wir haben aber Verständnis für die Besorgtheit über die Entwicklung dieser Risiken der privaten und öffentlichen Schuldner, die aus dem Geschäftsbericht der Exportrisikoversicherung ersichtlich ist. Deshalb haben wir eine entsprechende Bestimmung aufgenommen, in Artikel 30 Absatz 1bis. Wir werden nachher darauf kommen, schlagen Ihnen aber vor, hier diese Forderung, zwei getrennte Rechnungen zu führen, zu streichen.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je l'ai dit tout à l'heure: je me rallie à la proposition de la commission.

Angenommen – Adopté

Art. 12

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 13

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Berset, David, Sommaruga Simonetta)
Abs. 2

....

d. das zu versichernde Exportgeschäft dem Ansehen der Schweiz ernsthaften Schaden zufügen könnte.

Art. 13

Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Berset, David, Sommaruga Simonetta)
Al. 2

....

d. si l'opération d'exportation à assurer risque de nuire sérieusement à l'image de la Suisse.

Berset Alain (S, FR): L'article 13 pose les conditions pour contracter une assurance. On y indique notamment, à l'alinéa 1, quelles sont les conditions qu'il faut remplir pour contracter une assurance et, à l'alinéa 2, quelles sont les conditions qui font qu'une assurance est exclue.

Alors, je crois que c'est une chose que d'avoir une industrie qui exporte des produits qui se situent parfois dans des domaines sensibles. On peut argumenter que la liberté économique et les emplois justifient ces exportations, même si on ne sait pas toujours exactement d'ailleurs où ces exportations vont finir. Mais là où cela devient un problème, c'est lorsque de telles exportations bénéficient d'une assurance publique, donnée par une organisation dont l'ensemble du conseil d'administration est nommé par le Conseil fédéral, dont le président du conseil d'administration est également nommé par le Conseil fédéral, bref par une organisation qui est fortement dépendante du pouvoir politique et liée à lui. Evidemment, les critères principaux pour contracter une assurance sont ceux de la légalité et du risque d'assurance. Ces deux critères se trouvent explicitement mentionnés à l'article 13, mais ils ne suffisent pas. Je crois qu'il faut permettre à l'assurance suisse contre les risques à l'exportation de faire aussi valoir un critère d'opportunité, et ce, dans les cas où il peut être prévisible qu'une opération d'exportation pourrait mal tourner ou qu'elle entraîne le risque de nuire sérieusement à l'image de la Suisse.

Alors, bien sûr, la loi prévoit d'abord que l'assurance suisse contre les risques à l'exportation n'est jamais obligée de conclure une assurance et elle indique ensuite que si le risque est trop élevé ou que l'opération n'est pas légale, on n'est pas tenu de conclure une telle assurance. Le texte précise aussi, à l'article 12, quels sont les risques assurables et quels sont donc les risques à prendre en compte au moment de décider s'il s'agit d'assurer ou non une opération d'exportation. Il apparaît clairement que le risque qu'une opération d'exportation peut faire courir à la Suisse et à son image n'est pas pris en considération.

Maintenant, il faut voir aussi que la loi précise que les décisions de refus de conclure une assurance peuvent faire l'objet d'un recours (art. 37 al. 2) auprès de la commission compétente du Département fédéral de l'économie. En cas de recours sur un refus d'assurer, il faudra bien que l'assurance suisse contre les risques à l'exportation explique son refus et donne son argumentation. Dans celle-ci, il serait évidemment important que l'assurance suisse contre les risques à l'exportation puisse s'appuyer sur son mandat légal et mentionner qu'elle estime que l'opération d'exportation n'est pas illégale, qu'elle ne lui fait pas courir de risques financiers trop importants, mais que par contre elle pourrait nuire à l'image de la Suisse.

Voilà pourquoi il faut à mon sens ajouter cette lettre d à l'article 13 alinéa 2. Il s'agit clairement d'indiquer à l'assurance suisse contre les risques à l'exportation qu'elle doit aussi prendre en compte le risque que l'exportation ferait courir à l'image de la Suisse. Je crois que cet élément important doit figurer dans la loi. J'aimerais juste encore souligner qu'il ne

limite en rien la marge de manoeuvre de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation; il mentionne simplement que, dans toutes les activités de nature publique ou parapublique, la prise en compte de l'image de la Suisse et de ses institutions est une question importante.

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Die Kommissionsmehrheit ist der Meinung, dass dieser Zusatz nicht erforderlich sei. Dies einmal darum, weil in Absatz 1 Buchstabe d bereits darauf verwiesen wird, dass das zu versichernde Exportgeschäft mit den Grundsätzen der Geschäftspolitik gemäss Artikel 6 vereinbar sein müsse. In Artikel 6 wird unter anderem auch auf die Schweizer Aussenpolitik und auf die Grundsätze der Aussenpolitik verwiesen. Weiter weist die Mehrheit darauf hin, dass in Absatz 2 Buchstabe b bereits der Grundsatz aufgestellt wird, dass nicht gegen schweizerische oder ausländische Vorschriften verstossen werden dürfe. Drittens ist die Mehrheit der Ansicht, dass das ganze Geschäft unter der Aufsicht des Bundesrates stehe, sodass auch von daher die Gewähr gegeben sei, dass das inhaltliche Anliegen von Kollege Berset nicht mehr ausdrücklich erwähnt werden müsse, sondern dass es mit den erwähnten Vorschriften bereits abgedeckt sei. Ich selber habe der Minderheit zugestimmt.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je vous invite à suivre la majorité parce que, comme l'a indiqué le président de la commission, le souci exprimé par la minorité Berset est déjà largement intégré dans d'autres passages ou lettres de cet article. Mais, je dirai aussi que l'assurance «respecte les principes de la politique étrangère de la Suisse», selon l'article 6 alinéa 2 de la loi. Je crois que ces principes-là, en tout cas, supposent que l'on ne nuise pas à l'image de la Suisse. Cela m'amène à exposer un autre argument qui repose sur le fait que cette prescription est relativement floue. Que veut dire «nuire sérieusement à l'image de la Suisse»? Dans nombre de circonstances, il s'agira peut-être de faire une pesée d'intérêts puisqu'il y aura, à l'extérieur, ceux qui trouveront qu'une transaction augmente notre crédibilité, alors que d'autres la combattront. Par conséquent, je crois qu'il serait inutile ou même risqué d'introduire un élément nouveau, à côté de principes que nous avons définis ailleurs concernant notre politique étrangère en général. Par conséquent, je vous invite à laisser l'article en l'état.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 25 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 9 Stimmen

Art. 14

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 14

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

David Eugen (C, SG), für die Kommission: In Artikel 14 wiederholt sich die Frage bezüglich Unterscheidung von staatlichen und privaten Schuldner. Dazu habe ich bereits bei den vorhergehenden Artikeln meine Bemerkungen gemacht. Dieser Antrag der Kommission ist die Konsequenz daraus; wir folgen hier dem Bundesrat.

Angenommen – Adopté

Art. 15–21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 22

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

.... für vier Jahre gewählt. (Rest streichen)

Antrag Amgwerd Madeleine

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 22

Proposition de la commission

Al. 1, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

.... pour quatre ans. (Biffer le reste)

Proposition Amgwerd Madeleine

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Amgwerd Madeleine (C, JU): Ma proposition va peut-être surprendre ou en faire sourire plus d'un. J'assume ce risque. Je ne fais pas partie de celles ou de ceux qui interviennent de manière systématique pour demander que soit inscrit partout et expressis verbis le principe de l'égalité entre femmes et hommes. Mais dans le cas précis qui nous occupe à l'article 22 alinéa 2, le Conseil national a adopté une version qui précise que «le Conseil fédéral veille à une représentation équilibrée des deux sexes».

Ce projet de loi ne prête pas à de larges discussions. Il n'y a pas non plus de grandes divergences, voire de divergences fondamentales entre la version du Conseil national et celle qui sera approuvée bientôt par notre conseil. Il serait tout de même dommage que la seule divergence soit celle-ci. Il serait alors facile pour certaines et certains d'en tirer des conclusions hâtives et fausses sur la manière dont le Conseil national et le Conseil des Etats veulent, ou veulent moins, inscrire et aussi réaliser concrètement l'égalité, particulièrement dans des postes à responsabilité. Cela est d'autant plus justifié que, comme l'a dit Monsieur le conseiller fédéral Deiss, l'ASRE est indépendante de la Confédération.

Préciser cette volonté dans la loi n'est donc pas inutile. On me rétorquera que ce n'est pas nécessaire de mentionner cette volonté de travailler à une plus juste répartition des postes à responsabilité parce que c'est un des objectifs annoncés, mais non encore réalisés, du Conseil fédéral. On me dira une fois de plus que cette volonté est déjà exprimée dans d'autres textes législatifs qui s'appliquent ipso facto à cette loi. Ce sont des objections qui reviennent régulièrement, nous les connaissons et les entendons à chaque fois. Toujours est-il qu'une fois de plus ne sera une fois de trop que le jour où l'égalité sera réalisée.

Afin de ne pas créer une divergence «ridicule» presque uniquement sur ce sujet entre notre conseil et le Conseil national, je vous demande d'admettre, une fois n'est pas coutume, ce complément en adoptant ma proposition.

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Der Antrag lag auch in der Kommission vor, und es ist mit 7 zu 3 Stimmen zugunsten der Fassung des Bundesrates und gegen die Fassung des Nationalrates bzw. gegen diesen Antrag entschieden worden. Diese Stellungnahme erfolgte nicht aus der Überlegung, dass die Kommission gegen eine angemessene Vertretung beider Geschlechter in diesem Rat ist; nur war sie der Meinung, dass dieser Grundsatz heute vom Bundesrat, der hier angesprochen ist, grundsätzlich beachtet wird. Es gehört zu seiner täglichen Geschäftspolitik, dass er Diskriminierungen nach Geschlecht vermeidet. Wir müssen

das dem Bundesrat eigentlich nicht per Gesetz sagen, sondern er muss diese Nichtdiskriminierungsregel eigentlich in der täglichen Praxis, wenn er wählt, wahrnehmen.

Allerdings sind wir auch der Meinung – und das kommt dann in Artikel 24 –, dass bezüglich der Zusammensetzung des Verwaltungsrates bestimmte Vorgaben gemacht werden sollen, die sich aber eher auf die Geschäftstätigkeit dieser Versicherung beziehen und nicht auf die Frage der Verteilung der Geschlechter. In dem Sinne ist es also nicht so, dass wir den Antrag Amgwerd Madeleine aus inhaltlichen Gründen ablehnen würden, sondern es ist so, dass wir finden, das sei in der täglichen Wahlpraxis des Bundesrates zu beachten. Daher ist keine separate gesetzliche Form mehr nötig. Man könnte sich sonst übrigens auch fragen, ob man nicht in alle Gesetze, gemäss denen der Bundesrat Leute wählt, diesen Satz hineinschreiben muss, um dann nicht zum Schluss zu kommen, dass der Bundesrat dort, wo der Satz nicht steht, das nicht machen muss. Selbstverständlich muss er die Nichtdiskriminierung der Geschlechter überall beachten.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: La proposition Amgwerd Madeleine devrait aller de soi. Le Conseil fédéral est chargé d'appliquer aujourd'hui déjà ce que le Conseil national a décidé, et cela partout. Les faits nous prouvent que cela ne va pas encore de soi partout. Par conséquent, il appartient à votre conseil de décider si, pour une fois, il vaut la peine de rappeler expressément que «le Conseil fédéral veille à une représentation équilibrée des deux sexes», avec tous les risques que cela comporte par rapport aux lois où cela n'est pas mentionné.

Ceci dit, je peux vous dire que le Conseil fédéral en tient compte expressément chaque fois qu'il a à repourvoir des postes dans des commissions. Malheureusement, il n'est pas toujours possible de satisfaire à cette exigence, parce que, pour beaucoup de commissions, il y a des organisations qui ont la possibilité de faire des propositions. Souvent, celles-ci ne tiennent pas compte de cette exigence. Je souscris donc à ce principe; quant à l'opportunité de l'inscrire dans la loi, c'est maintenant au conseil d'en décider.

Präsident (Bieri Peter, zweiter Vizepräsident): Hält der Bundesrat an seiner ursprünglichen Fassung fest?

Deiss Joseph, Bundesrat: Ich habe gesagt, dass ich diesen Entscheid dem Rat überlasse. Als Bundesrat muss ich im Prinzip immer an der ursprünglichen Fassung festhalten.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag des Bundesrates 18 Stimmen

Für den Antrag Amgwerd Madeleine 12 Stimmen

Präsident (Bieri Peter, zweiter Vizepräsident): In der zweiten Abstimmung stellen wir den Antrag der Kommission dem Antrag des Bundesrates gegenüber. Meine Wahrnehmung ist die folgende: Der Antrag der Kommission lehnt sich an den Beschluss des Nationalrates an, wonach der Verwaltungsrat und die Revisionsstelle vom Bundesrat gewählt werden. Der Bundesrat hingegen meint mit «sie» den Verwaltungsrat, die Direktoren und die Revisionsstelle.

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Es geht nur um einen zusätzlichen Satz, im anderen stimmen wir überein, auch mit dem Bundesrat. Es geht nur um den zusätzlichen Satz: «Der Bundesrat achtet auf die angemessene Vertretung beider Geschlechter.» Es geht um die Frage, ob man diesen aufnimmt oder nicht. Hierin folgen wir dem Bundesrat und wollen keinen solchen Satz aufnehmen. Nur darum ging es.

Präsident (Bieri Peter, zweiter Vizepräsident): Wir stimmen ab, weil ich überzeugt bin, dass es eine Differenz gibt.

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Kommission 30 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Art. 23

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 24

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Der Verwaltungsrat setzt sich aus sieben bis neun Mitgliedern zusammen. Fachkompetenzen in den Bereichen Finanzierung, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik müssen im Verwaltungsrat angemessen berücksichtigt sein.

Abs. 2–5

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit I

(Germann, Lauri, Wicki)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II

(Berset, Marty Dick, Sommaruga Simonetta)

Abs. 1

Gemäss Mehrheit, aber:

.... berücksichtigt sein. Die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen.

Antrag Briner

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 24

Proposition de la majorité

Al. 1

.... membres. Leurs compétences doivent couvrir les domaines du financement, des assurances, des exportations et de la politique de développement.

Al. 2–5

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité I

(Germann, Lauri, Wicki)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II

(Berset, Marty Dick, Sommaruga Simonetta)

Al. 1

Selon majorité, mais:

.... de développement. Les partenaires sociaux sont pris en compte de manière appropriée.

Proposition Briner

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Bei Artikel 24 schlägt Ihnen die Kommission vor, gewisse Vorgaben für die Zusammensetzung des Verwaltungsrates zu machen. Wir möchten insbesondere darauf hinweisen, dass die Professionalität in diesem Verwaltungsrat wichtig ist und dass es sich nicht um einen politischen Verwaltungsrat handeln sollte.

Wir haben hier aber ausdrücklich vier Bereiche erwähnt, nämlich die Finanzierung, das Versicherungsgeschäft, das Exportgeschäft und – was sehr wichtig ist – die Entwicklungspolitik. Diese vier Bereiche sind im Verwaltungsrat insbesondere fachlich zu berücksichtigen.

Die Mehrheit der Kommission möchte diese Vorgabe machen. Sie hat darauf verzichtet, die weitere Vorgabe, die Sie im Antrag der Minderheit II finden, aufzunehmen – nämlich,

dass die Sozialpartner angemessen berücksichtigt werden sollen. Wir sind der Meinung, dass dieses Geschäft kein Sozialpartnergeschäft ist. Hier geht es um eine Angelegenheit, die nicht die Sozialpartner, sondern das Exportgeschäft der Schweizer Industrie betrifft. Wir sind deshalb der Meinung, dass wir auf diese Bestimmung verzichten sollten. Das schliesst keineswegs aus, dass der Bundesrat noch Sozialpartner berücksichtigen kann, von irgendeiner Seite, beispielsweise Personen, die sich mit der Entwicklungspolitik beschäftigen und in einer Sozialpartnerorganisation sind. Das kann ohne weiteres der Fall sein. Aber hier als Vorgabe aufzunehmen, dass die Sozialpartner berücksichtigt werden müssen, ist nach Meinung der Kommission nicht sachgerecht.

Deshalb schlagen wir Ihnen vor, darauf zu verzichten.

Ger mann Hannes (V, SH): Die Minderheit I verlangt, dass auf eine gesetzliche Festlegung einzelner Vertretungsrechte beziehungsweise der fachlichen Anforderungen verzichtet wird. Bezüglich der Vertretung der Interessen des Bundes im Verwaltungsrat soll dem Bundesrat eine zweckmässige Handlungsfreiheit zugestanden sein. Im Vordergrund steht zweifellos die fachliche Eignung zur Führung eines Exportversicherungsgeschäftes. In der heutigen ERG-Kommission sind die politischen Interessen gegenüber dem betrieblichen Know-how übergewichtet. So sind Interessenvertreter von Exportwirtschaft, Arbeitnehmerschaft und Vertreter diverser Bundesstellen im Prinzip übervertreten. Im Verwaltungsrat sollen Persönlichkeiten vertreten sein, die zur Führung des Exportrisikogeschäftes die nötigen Fachkompetenzen mitbringen. Dazu gehören zweifellos neben Finanzierungs- und Versicherungswissen auch profunde Kenntnisse des Exportgeschäftes sowie auch die Kompetenz, diese Geschäfte auf die Verträglichkeit mit den Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik zu beurteilen.

In diesem Sinne plädiert die Minderheit I eben dafür, wie das der Bundesrat tut, auf die Aufführung dieser Fachkompetenzen zu verzichten. Hier unterscheiden wir uns von der Mehrheit.

Ich kenne keinen Verwaltungsrat, der nicht nach den Kriterien des Geschäftes, das es zu beurteilen gilt, besetzt ist. Niemand wird auf die Idee kommen, einen Verwaltungsrat völlig artfremd zusammensetzen. So scheint uns das völlig logisch. Wir haben da auch volles Vertrauen, dass am Schluss die richtigen Leute im Verwaltungsrat der neuen Schweizerischen Exportrisikoversicherung Einsitz werden nehmen können.

Wir wollen eine Entschlackung. Es reicht, wenn es heisst: «Der Verwaltungsrat setzt sich aus sieben bis neun Mitgliedern zusammen.» Alles andere ist eine Selbstverständlichkeit.

Jetzt zur Differenz zur Minderheit II (Berset) respektive auch zum Nationalrat. Es ist nur folgende kleine Differenz: Es geht hier um die Sozialpartner, die angemessen zu berücksichtigen seien. Auch das scheint der Minderheit I ein Fremdkörper zu sein, wenn die Sozialpartner hier als einzige Interessengruppe aufgelistet werden. Schliesslich ist da die Politik an sich mindestens so interessiert. Der Bund oder die Verwaltungsstellen des Bundes, also zum Beispiel die Deza, hätten ein mindestens so grosses Interesse daran, hier aufgeführt zu sein. Wir haben vorhin auch die Diskussion über die geschlechtliche Zusammensetzung geführt und gefunden, wir sollten hier auf die Privilegierung einzelner Interessenvertretungen verzichten. So gibt es auch keinen speziellen Grund, die Arbeitnehmer ausgerechnet bei der Beurteilung von Exportgeschäften speziell zu bevorzugen. Sie waren bis jetzt vertreten und können es auch künftig sein. Aber dem Vernehmen nach ist hier von Gewerkschaftsseite eine gewisse Drohung ausgesprochen worden, dass man allenfalls gegen dieses Gesetz das Referendum ergreifen würde, wenn dieser Passus nicht drin sei. So haben sich dann Verbandsvertreter von Wirtschaftsverbänden offenbar dazu bewegen lassen, hier nachzugeben. Wir, die Vertreter der Minderheit I, sind hingegen der Überzeugung, dass das

nicht artgerecht, nicht richtig ist. Die Minderheit I sagt darum Nein zu einer einseitigen Privilegierung.

Dieser Rat wäre gut beraten, sich dieser Drohung auch nicht zu beugen und der Fassung des Bundesrates zu folgen, der dann für eine angemessene Zusammensetzung des Verwaltungsrates – unter Berücksichtigung der einzelnen Interessen – sorgen kann.

Ich danke Ihnen für die Zustimmung zur Minderheit I.

Berset Alain (S, FR): Je vous propose de maintenir la mention d'une prise en compte appropriée des partenaires sociaux. Je ne veux pas argumenter longuement sur ce point, j'aimerais simplement attirer votre attention sur le fait que l'article 27, qui prévoyait un organe consultatif, a été biffé par le Conseil national et que notre commission propose de suivre cette décision. Et l'article relatif à cet organe consultatif prévoyait expressément que les partenaires sociaux, donc les représentants patronaux et les représentants syndicaux, devaient être pris en compte de manière appropriée. Je crois qu'on comprend facilement qu'une solution est toujours plus agréable lorsqu'elle bénéficie d'un large soutien. C'est faire preuve, avec cette remarque, d'un certain réalisme politique. En plus de la suppression de cet article 27, le compromis prévoyait de rappeler à l'article 24 la nécessité d'associer au mieux les composantes économiques et sociales qui sont directement concernées par les travaux de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation.

Alors, je suis évidemment en accord avec la proposition de la majorité qui prévoit que les membres du conseil d'administration doivent être nommés en fonction de leurs compétences. C'est probablement là la condition la plus importante, en tout cas à mes yeux. Mais les compétences ne sont pas le monopole d'un groupe ou d'un autre, et préciser ici que le Conseil fédéral prend en compte de manière appropriée les partenaires sociaux, donc les milieux patronaux et les milieux syndicaux, est un complément qui me paraît nécessaire à la mention des compétences.

C'est pour cette raison que je vous demande de soutenir cette proposition de la minorité II, qui d'ailleurs a aussi eu le soutien du Conseil fédéral, du moins en commission.

Briner Peter (RL, SH): Die Anträge der Mehrheit und der Minderheit II umfassen ein wahres Potpourri an Kriterien, an Voraussetzungen für die Zusammensetzung des Verwaltungsrates, dafür, was hier zu gelten hätte. Es hat fast für jeden etwas dabei. Wenn Sie sich das in der Praxis vorstellen, sehen Sie, dass es schwierig sein dürfte, diese Voraussetzungen auf – sagen wir – sieben Verwaltungsräte aufzuteilen. Ich weiss zudem nicht, ob dieser Detaillierungsgrad für ein Gesetz sinnvoll ist. Die Variante der Minderheit I und des Bundesrates dagegen lässt alles offen und kommt etwas gar sec daher.

Nun hat der Nationalrat eine Lösung gefunden. Ich muss sagen: Für mich ist es eigentlich eine Selbstverständlichkeit, hier auch die Sozialpartner einzubinden. Die Sozialpartnerschaft ist eine gute schweizerische Einrichtung, eine gute schweizerische Institution, die wir – nicht nur hier – entsprechend pflegen sollten. Vor diesem Hintergrund möchte ich dem Nationalrat folgen. Mein Antrag wird Ihnen in dieser Sekunde noch schriftlich verteilt. Ich danke Ihnen für das Verständnis dafür, dass ich aus der Diskussion heraus kurzfristig den Antrag stelle, dem Nationalrat zu folgen. Wir hätten dann auch in diesem Punkt keine Differenz zum Nationalrat mehr. Ich kann Sie versichern, dass die Arbeitgeber mit dieser Variante einverstanden sein werden. Auch ihnen liegt viel an der Sozialpartnerschaft.

Sommaruga Simonetta (S, BE): Ich habe ein gewisses Verständnis für Kollege Briner, wenn er den Eindruck hat, dass wir in der Kommission verschiedene Elemente zusammengewürfelt hätten. Ich muss Ihnen aber sagen, dass wir durchaus Gründe haben, weshalb wir Ihnen heute diesen Antrag der Mehrheit vorlegen. Es ist auch meine Überzeugung, dass es vielleicht nicht an vorderster Stelle darum

geht, die Zusammensetzung des Verwaltungsrates zu bestimmen; dass hingegen die Fachkompetenzen aufgezählt werden, scheint mir doch relativ wichtig zu sein.

Immerhin wird in der Fassung der Mehrheit der Kommission erwähnt, dass die verschiedenen Kompetenzen – mir persönlich ist auch die entwicklungspolitische Fachkompetenz sehr wichtig – explizit vertreten sein müssen. Das lässt dem Bundesrat aber immer noch sehr grosse Freiheiten, Personen zu suchen, die geeignet sind, die auch das professionelle Wissen mitbringen. Deshalb haben wir nicht spezielle Verwaltungsstellen oder Organe genannt, sondern wir haben wirklich nur explizit die Kompetenzen in den verschiedenen Bereichen erwähnt.

Zum Antrag der Minderheit II: Ich bin auch der Überzeugung, dass er sich durchaus mit dem Antrag der Mehrheit vereinbaren lässt, und zwar aus der Überzeugung, dass der Antrag der Minderheit II aufgrund der Geschichte dieses Artikels durchaus Sinn macht. Wir haben jetzt gehört: Der Bundesrat sah in seiner Vorlage einen Beirat vor, und zwar deshalb, weil auch er der Überzeugung war, dass zwar in Artikel 6 explizit festgehalten ist, als einer der Grundsätze der Geschäftspolitik müsse die schweizerische Aussenpolitik berücksichtigt werden. Auch der Bundesrat war der Meinung, dass das hier vielleicht nicht genügt. Er sah deshalb einen Beirat vor. Dieser wurde vom Nationalrat gestrichen, hingegen wurden die Sozialpartner als ein wichtiger Bestandteil des Verwaltungsrates explizit im Gesetzentwurf aufgenommen.

Ich bin schon der Meinung, dass das Geschäft, um das es hier geht, sehr wohl die Sozialpartner betrifft, und zwar deshalb, weil es bei privaten Käuferrisiken immer auch um Arbeitsbedingungen und Arbeitsverhältnisse geht. Deshalb scheint mir, dass der Antrag der Kommissionsmehrheit durchaus mit jenem der Minderheit II zu vereinbaren ist. Weil Sie sich entscheiden müssen, bitte ich Sie doch, der Mehrheit zu folgen. Die Erwähnung der spezifischen Kompetenzen im Verwaltungsrat halte ich für sehr wichtig.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Il y a deux questions qui sont en jeu ici: la première concerne la mention des partenaires sociaux, la deuxième les capacités ou compétences des membres de ce conseil d'administration.

Premièrement, sur la question des partenaires sociaux, le projet du Conseil fédéral insiste sur le fait que cette assurance doit pouvoir fonctionner selon les règles de l'assurance. Vu qu'on met en fin de compte tellement de «suspicion», en tout cas au Conseil national, avec les quatre articles, pour qu'il y ait une séparation stricte entre les risques de débiteurs privés et publics, et qu'on veut que l'assurance soit autofinancée, il est nécessaire qu'elle puisse travailler selon les principes et les règles en la matière, c'est-à-dire selon ceux d'une assurance. D'où le projet – je l'ai dit tout à l'heure – de séparer le contrôle, à savoir ce qui relève de la Confédération, du conseil d'administration. Je ne veux personne de mon département dans ce conseil d'administration, mais on veut pouvoir le contrôler. C'est pourquoi nous voulons, dans ce conseil d'administration, des spécialistes de la branche, de ce type d'assurance.

Puis nous avons prévu, à côté du conseil d'administration, un conseil consultatif, «einen Beirat», qui devait pouvoir conseiller le conseil d'administration sur des points spécifiques, et cet organe consultatif aurait pu accueillir les représentants d'intérêts particuliers, qu'ils soient économiques, qu'ils soient de politique de développement ou qu'ils soient du domaine des partenaires sociaux (art. 27). A partir du moment où le Parlement veut supprimer cet organe consultatif, j'estime qu'il est souhaitable de mentionner les partenaires sociaux dans le cadre du conseil d'administration, puisque nous n'avons pas d'autre moyen de les «retenir».

En ce qui concerne la deuxième question, celle qui vise à définir les compétences que doivent posséder dans leur ensemble les membres du conseil d'administration, d'une part, il s'agit d'éléments qui vont de soi et, d'autre part, toute énumération comporte quand même le risque d'être incomplète. La commission a finalement tempéré quelque peu la formule

puisque'en allemand, on dit «angemessen berücksichtigt sein», ce qui veut dire que d'autres compétences peuvent être intégrées. Mais je vous demande pourquoi, pour «les domaines du financement, des assurances, des exportations», cela coule de source, et, pourquoi pas aussi, pour la politique en matière de développement? Car à l'article 6 alinéa 2 – je l'ai dit tout à l'heure –, on dit que l'assurance doit aussi respecter les principes de la politique extérieure suisse; alors, pourquoi ne pas mentionner les connaissances en matière de politique extérieure, ce qui est aussi un élément? Je pense donc que cette adjonction est superflue ou alors risque d'être incomplète.

Par conséquent, je vous prie de voter pour la solution du Conseil national, qui tient compte des éléments que j'ai indiqués sur la question des partenaires sociaux.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag Briner 23 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I 13 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit 22 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II 12 Stimmen

Dritte Abstimmung – Troisième vote

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen

Für den Antrag Briner 17 Stimmen

Art. 25–29

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 30

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis

Für Versicherungsgeschäfte, welche das Delkredererisiko der privaten Schuldner abdecken, wird das Ergebnis separat ausgewiesen.

Abs. 2–4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 30

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis

Pour les affaires d'assurance couvrant le risque de du croire de l'acheteur privé, les résultats sont présentés séparément.

Al. 2–4

Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Auf diesen Artikel habe ich bereits bei der Behandlung von Artikel 11 Absatz 1bis verwiesen. Es geht darum, dass bei der Rechnungslegung der Exportrisikoversicherung die Versicherungsgeschäfte, welche das private Delkredererisiko abdecken – also das von privaten Schuldnern –, in der Rechnung ausgewiesen werden. Damit besteht Transparenz. Natürlich wird auch das ausgewiesen, was die öffentlichen Schuldner betrifft; das ergibt sich ja von selbst.

Damit ist dem Anliegen des Nationalrates, über die beiden Bereiche – private und öffentliche Schuldner – Transparenz zu erhalten, Rechnung getragen.

Angenommen – Adopté

Art. 31–43

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 31 Stimmen
(Einstimmigkeit)

04.3473

Motion Hess Hans.
Aufhebung
von technischen
Handelshemmnissen
Motion Hess Hans.
Suppression
des entraves techniques
au commerce

Einreichungsdatum 29.09.04
Date de dépôt 29.09.04

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05

05.3116

Interpellation Sommaruga Simonetta.
Kaufkraft und Preise (2).
EU-Kompatibilität
im Interesse
der Konsumentinnen und Konsumenten
Interpellation Sommaruga Simonetta.
Pouvoir d'achat et prix (2).
Compatibilité
avec les normes de l'UE
dans l'intérêt des consommateurs

Einreichungsdatum 17.03.05
Date de dépôt 17.03.05

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05

Präsident (Bieri Peter, zweiter Vizepräsident): Wir behandeln die beiden Vorstösse gemeinsam. Herr Hess und Frau Sommaruga haben die Antworten des Bundesrates erhalten.

Hess Hans (RL, OW): Ich danke dem Bundesrat und vorab Herrn Bundesrat Joseph Deiss, dass er die Motion zur Annahme empfiehlt. Verunsichert bin ich aber aufgrund der nun vorliegenden Antwort, ob der Bundesrat die Motion nun in meinem Sinne umsetzen will, so, wie die Motion formuliert ist, oder ob er dies im Sinne seiner Überlegungen im Rahmen der Motionsantwort umzusetzen gedenkt.

Ich halte der Klarheit halber fest, dass meine Motion weiter geht, als der Bundesrat gemäss seiner Stellungnahme gehen will. Der Bundesrat geht in seiner Stellungnahme nämlich davon aus, dass primär die bisherige Strategie der bestmöglichen Harmonisierung fortgeführt und wo nötig intensiviert werden soll. Erst sekundär, nämlich für diejenigen Produktbereiche, für die eine Harmonisierung nicht möglich ist beziehungsweise wo noch gar nicht oder unvollständig harmonisiert ist, soll das Cassis-de-Dijon-Prinzip einseitig angewandt werden.

Dies widerspricht der Intention meiner Motion. Es wird verkannt, dass die einseitige Anwendung des Cassis-de-Dijon-

Prinzips auf effiziente und unbürokratische Art viele bestehende Hemmnisse beseitigen wird. Mit der einseitigen grundsätzlichen Anerkennung von EU-Normen durch die Schweiz stärken wir unsere Wettbewerbsfähigkeit auf einen Schlag und mit Wirkung ab sofort. Wofür immer man sich aber entscheiden wird – wichtig wird sein, dass die Anerkennung der in der EU geltenden technischen Normen im Sinne einer Sofortmassnahme unverzüglich erfolgt, und zwar für alle Bereiche, die harmonisierten wie auch die nichtharmonisierten. Wir sollten nicht lange Jahre verhandeln und in der Zwischenzeit zulassen, dass wir weiter vom Ausland aus – ich benutze diesen Ausdruck – abgezockt werden. Ich glaube eigentlich auch nicht so recht daran, dass die EU an solchen Verhandlungen interessiert ist. Denn es sind im Wesentlichen EU-Unternehmen und deren schweizerische Generalimporteure, die von diesen Handelshemmnissen profitieren.

Es wird, auch dies ist wichtig, immer Ausnahmen vom Grundsatz der einseitigen Anerkennung von EU-Vorschriften geben. Diese sind notwendig. Ich denke da zum Beispiel an den Tierschutz. Solche Ausnahmen müssen aber zum Schutz öffentlicher Interessen auch wirklich nötig sein. Der Bundesrat will – das ist positiv zu vermerken – bei der Gestaltung von Ausnahmen der diesbezüglichen Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes Rechnung tragen. Dies wird verhindern, dass wir Ausnahmen zulassen, deren Schranken zu tief angesetzt werden und welche nicht dem Schutz öffentlicher Interessen dienen.

Ich weiss und bin mir bewusst, dass es sehr schwierig ist, genau zu sagen, was gesetzlich getan werden soll, bevor die Texte formuliert sind. Das wird wohl auch der Grund sein, weshalb die Stellungnahme des Bundesrates nicht überall ganz klar und eindeutig ausfällt. Wichtig ist die Umsetzung. Wir müssen Nägel mit Köpfen machen, und ich erlaube mir in diesem Zusammenhang, auf einen Artikel in der «NZZ» vom 28./29. Mai 2005, Seite 23, zu verweisen.

Daher erlaube ich mir, hier festzuhalten, worauf es meiner Meinung nach bei der Änderung des Bundesgesetzes über die technischen Handelshemmnisse (THG) ankommt:

1. Es muss im THG der Grundsatz verankert werden, dass Produkte, die in den Mitgliedstaaten der EU in Verkehr sind, in der Schweiz ohne weiteres vertrieben werden dürfen. Es ist also sicherzustellen, dass ein Importeur keine Ursprungsnachweise, -bescheinigungen usw. erbringen muss. Nachzuweisen ist einzig, dass die Produkte auf EU-Märkten gekauft wurden.

2. Es muss im THG ausdrücklich klargestellt werden, dass Schweizer Unternehmen auch für den schweizerischen Markt nach EU-Vorschriften produzieren und vertreiben dürfen.

3. Ausnahmen von diesem Grundsatz sollten wenn möglich nur auf Gesetzesstufe eingeführt werden können. Falls dies nicht praktikabel sein sollte, kann dies auch auf tieferer Stufe geschehen, beispielsweise durch den Bundesrat. Entscheidend ist dabei aber, dass sichergestellt wird, dass für Ausnahmen hohe Schranken gesetzt werden. Vor allem verfahrensrechtliche Schranken eignen sich dafür besonders gut.

4. Es muss festgehalten werden, dass die Bestimmungen des THG bestehenden gesetzlichen Bestimmungen betreffend technische Vorschriften vorgehen.

5. Die Umsetzung muss auch für KMU praktikabel sein. Unternehmen können nicht zum Voraus wissen, was spezialgesetzlich geregelt ist und wo das Cassis-de-Dijon-Prinzip gilt. Ein Unternehmer muss also einkaufen können, was auf EU-Märkten zu haben ist, und es muss Aufgabe der Verwaltung sein, in Ausnahmefällen Einfuhrverbote durchzusetzen.

6. Letztlich ist auch denkbar, dass die Produkte, für die Ausnahmen gemacht werden müssen, auf einer sogenannten Negativliste festgehalten werden.

Aber nochmals: Ich danke dem Bundesrat, dass er grundsätzlich bereit ist, die Motion entgegenzunehmen.

Sommaruga Simonetta (S, BE): Ich beantrage Diskussion.

Ihrer Enttäuschung, dass nicht alle Treffen von Ministerkomitees so fruchtbar sind wie die Treffen in der Uno, nicht sozusagen die Konsequenz ziehen, nicht mehr an die Treffen dieser Ministerkomitees zu gehen. Wenn die Schweiz das Ministerkomitee so ernst nimmt, wie die Parlamentarier die Parlamentarische Versammlung ernst nehmen, könnten auch andere Minister wieder veranlasst sein zu kommen. Sie würden nicht, wie Herr Schmied Walter dies erwähnte, wie die Minister von EU-Ländern drittklassige Botschafter schicken, welche das Potenzial verkennen, das der Europarat im Interesse von ganz Europa darstellt; es sind 46 Staaten mit 500 Millionen Einwohnern. Das wäre schade, denn diese Institution hat eine grosse Geschichte, und sie verdient auch eine grosse Zukunft. Denn es gibt sonst nirgends einen Ort, wo die Menschen das Recht haben, sich gegen die Staaten zu wehren, wenn sie das Gefühl haben, ihr eigener Staat würde die Menschenrechte, die Demokratie und den Rechtsstaat verletzen. Das ist eine ganz grosse Errungenschaft, die eine grosse Zukunft hat und die auch das Engagement des schweizerischen Bundesrates verdient.

Calmy-Rey Micheline, conseillère fédérale: Permettez-moi de remercier Messieurs Gross et Schmied pour la présentation qu'ils viennent de faire du rapport du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2004. Leur présentation et les doutes qu'ils ont émis sur l'engagement de la Suisse au Conseil de l'Europe non seulement me rendent très triste, mais en plus me donnent l'occasion de réitérer la confiance que le Conseil fédéral place dans le Conseil de l'Europe.

Je tiens à le faire avec un engagement tout particulier et je voudrais souligner que le Conseil de l'Europe reste de première importance pour la Suisse. Le Conseil fédéral prend les objectifs du Conseil de l'Europe au sérieux. Le rôle clé de l'organisation en matière de respect des droits humains, de la promotion de l'Etat de droit et de la démocratie correspond pleinement à nos objectifs de politique extérieure. C'est au sein du Conseil de l'Europe que nous coopérons à l'instauration et à la consolidation des sociétés démocratiques en Europe. En effet, faut-il le rappeler, en termes de création du droit, d'aide à l'élaboration de normes acceptables dans les Etats de transition et de contrôle du respect de ces normes, le Conseil de l'Europe est devenu l'acteur principal sur le continent.

Venons-en au pilier parlementaire. L'Assemblée parlementaire y joue un rôle déterminant. Pour ma part, je suis tout à fait consciente du fait que celle-ci est le pilier démocratique et dynamique du Conseil de l'Europe et qu'elle ne cesse de constituer une source précieuse d'initiatives pour l'organisation. Je sais très bien, Messieurs les rapporteurs, que les membres de votre délégation, indépendamment de leur affiliation politique, y sont extrêmement appréciés pour l'objectivité et la solidité de leur travail. Vous savez sans doute que du côté gouvernemental suisse, nous nous efforçons au sein du Comité des ministres – quand il a lieu, cette année il y a eu un sommet – d'encourager une coopération aussi étroite que possible avec l'Assemblée parlementaire.

Le rapport du Conseil fédéral que vous abordez aujourd'hui couvre les activités déployées en 2004 par les départements fédéraux dans les multiples champs d'activité du Conseil de l'Europe. Le Conseil fédéral a adopté ce rapport cette année lors de sa séance spéciale du 18 mai 2005 consacrée à un tour d'horizon de notre politique étrangère. Les activités du Conseil de l'Europe se retrouvent du coup plus tard à l'ordre du jour de votre conseil, mais avec un avantage, celui de se retrouver dans un contexte élargi à l'ensemble de la politique étrangère de notre pays. Mais vous l'avez souhaité, nous referons les prochaines années comme nous avons fait les années précédentes.

Je voudrais maintenant relever trois points qui intéressent particulièrement notre pays.

1. Le Comité des ministres a adopté le Protocole no 14 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le protocole précité modifiera notamment le système de filtrage des requêtes et leur traitement

subséquent, afin de permettre à la Cour européenne des droits de l'homme de faire face à l'afflux considérable des requêtes qui la submergent. C'est que la cour présidée par notre compatriote, le professeur Wildhaber, est en quelque sorte victime de son propre succès. Vous le savez, la Suisse a signé ce protocole le jour de son ouverture à la signature. Le processus de ratification est actuellement en cours.

2. Je voudrais souligner la visite en Suisse du haut-commissaire aux droits de l'homme, Monsieur Alvaro Gil-Robles, du 29 novembre au 3 décembre 2004. Le haut-commissaire a présenté son rapport au Comité des ministres à Strasbourg le 8 juin 2005. Le rapport, complété des observations faites en réponse par la Suisse, a été mis à disposition des Etats membres du Conseil de l'Europe à Strasbourg et publié le même jour.

3. Enfin, vous savez que le troisième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe s'est déroulé les 16 et 17 mai 2005 à Varsovie. La Suisse y était représentée par le président de la Confédération et ce sommet s'est conclu par l'adoption d'une déclaration politique et d'un plan d'action fixant les tâches principales du Conseil de l'Europe pour les années à venir. A cette occasion, le premier ministre luxembourgeois, Monsieur Jean-Claude Juncker, a été chargé d'élaborer un rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. Il s'agit dès lors de renforcer le rôle du Conseil de l'Europe, en délimitant très clairement ses compétences face à l'Union européenne, qui compte désormais 25 des 46 Etats membres du Conseil, donc la majorité des Etats réunis à Strasbourg.

Je puis vous assurer que le suivi de cette réunion au plus haut niveau a d'ores et déjà débuté. Or, le rôle que jouent les Etats membres de l'Union européenne est très important.

Je vous remercie de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport*

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz

Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Différences – Divergences

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)

Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Différences – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Différences – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Art. 6 Abs. 1 Bst. abis; 11 Abs. 1bis; 14 Abs. 2
Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 6 al. 1 let. abis; 11 al. 1bis; 14 al. 2
Proposition de la commission
Maintenir

Angenommen – Adopté

Art. 22 Abs. 2

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Kaufmann, Bühler, Fattebert, Gysin Hans-Rudolf, Miesch)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 22 al. 2

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Kaufmann, Bühler, Fattebert, Gysin Hans-Rudolf, Miesch)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Kaufmann Hans (V, ZH): Es geht bei meinem Minderheitsantrag darum, die Auswahl der möglichen Kandidaten für die Ämter im Verwaltungsrat und in der Revisionsstelle nicht unnötig einzuschränken. Ich sehe nicht ein, warum man bei der Besetzung einer Revisionsstelle eine angemessene Vertretung beider Geschlechter berücksichtigen sollte. Hier spielen doch die fachlichen Qualifikationen eine Rolle und nicht das Geschlecht. Gleich sehe ich das auch beim Verwaltungsrat. Von mir aus gesehen haben wir ja andere Gesetze, die fordern, dass man eine ausgewogene Berücksichtigung beider Geschlechter hat. Aber eine solche Vorschrift in diesem Gesetz ist für mich unnötiger Ballast. Deshalb bin ich der Meinung, dass wir uns dem Ständerat anschliessen und diese zusätzliche Einschränkung der Auswahl möglicher Kandidaten streichen sollten.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Pour le Conseil fédéral, il est clair qu'il s'agit ici d'un principe auquel il doit également se soumettre; qu'il soit inscrit dans cette loi ou non est finalement secondaire puisque ce principe est valable pour toutes les questions de nomination. Si le Parlement souhaite inscrire ce principe ici pour l'appuyer davantage, le Conseil fédéral peut l'accepter.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Ob wir die angemessene Vertretung der Geschlechter in ein Gesetz schreiben wollen, auch wenn der Grundsatz in der Verfassung zu finden ist, ist wohl in erster Linie eine Glaubensfrage. Die Diskussion führen wir bekanntlich bei jeder Gesetzesvorlage, in der Organe zu besetzen sind. Ihre vorberatende Kommission hat sie auch wieder geführt und mit knapper Mehrheit beschlossen – das Ergebnis lautete 11 zu 9 Stimmen –, den Grundsatz im Gesetz festzulegen, dass im Verwaltungsrat die angemessene Geschlechterparität zu beachten ist.

Eine starke Minderheit ist der Meinung, dass diese ausdrückliche Erwähnung überflüssig ist. Es geht hier nicht darum, eine Geschlechterquote fix vorzugeben, sondern darum, konkret darauf hinzuweisen, dass dem verfassungsrechtlichen Grundsatz Nachachtung verschafft werden soll. Das war die Hauptargumentation in der Kommission.

Als Kommissionssprecher habe ich Sie hier zu bitten, der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen, auch wenn ich persönlich anderer Meinung bin.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le groupe PDC communique qu'il soutient la proposition de la majorité.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Si vous ne voulez pas que la gent féminine de ce pays se lève comme une seule femme contre ce projet, il faut absolument en rester à la version de la majorité de la commission, donc à la version initiale de notre conseil.

J'aimerais souligner que la proposition qui est faite ici, s'agissant de la représentation des deux sexes au sein de cette instance, est en fait un minimum. Ce n'est pas un quota vu que l'on parle de représentation équilibrée des deux sexes. Je crois savoir aussi que, dans la plupart des

institutions publiques ou privées, on essaie d'améliorer la situation des femmes, et cette proposition va dans ce sens. Cela me semble aussi spécialement important dans le domaine économique, parce que je crois que c'est l'un des domaines où les femmes sont le moins bien représentées. Par conséquent, je vous demande d'adopter la proposition de la majorité de la commission.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le groupe socialiste communique qu'il soutient la proposition de la majorité.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.065/2474)

Für den Antrag der Mehrheit 91 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 61 Stimmen

Art. 24 Abs. 1

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Genner, de Buman, Fehr Hans-Jürg, Gysin Remo, Recordon)

.... zusammen. Die Sozialpartner sowie Fachkompetenzen in den Bereichen Finanzierung, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik müssen im Verwaltungsrat angemessen berücksichtigt sein.

Art. 24 al. 1

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Genner, de Buman, Fehr Hans-Jürg, Gysin Remo, Recordon)

.... membres, y compris les partenaires sociaux. Leurs compétences (suite selon la version du Conseil des Etats)

Genner Ruth (G, ZH): In Artikel 24 werden die Aspekte des Verwaltungsrates geregelt. Unser Rat hat gegenüber der ursprünglichen Vorlage den vorgesehenen Beirat bereits aus diesem Gesetz herausgestrichen. Was wäre die Funktion eines Beirates in diesem Projekt? Wir wollten, dass in diesem Beirat spezifische Kompetenzen, namentlich für Entwicklungspolitik, die für die Exportrisikoversicherung auch von Bedeutung sind, angesiedelt werden; denn für uns ist klar, dass wir keinen zweiten Fall eines Ilisu-Staudammes wollen, wo Menschenrechtsverletzungen passieren, Kulturgüter in Gefahr sind und auch die Natur geschädigt wird usw. Deshalb wollten wir im Beirat entwicklungspolitisches Wissen angesiedelt haben: Kompetenzen in Bezug auf Umweltstandards, in Bezug auf Sozialrechte im Zusammenhang mit Entwicklungsländern oder auch Expertinnen und Experten für Menschenrechtsfragen.

Nun, nachdem dieser Beirat gestrichen worden ist, ist es für uns klar, dass diese Kompetenzen in den Verwaltungsrat gehören. Der Ständerat hat, das ersehen Sie aus der Fahne, diese Aufgabe gut gelöst. Allerdings wollte der Nationalrat in der ersten Lesung von diesem Anliegen leider gar nichts wissen und sah keine entwicklungspolitische Kompetenz für den Verwaltungsrat vor. Dem Nationalrat war es demgegenüber aber wichtig, den Aspekt der Sozialpartner aufzugreifen und sie im Verwaltungsrat angemessen zu berücksichtigen. Dieses Anliegen habe ich selber auch klar unterstützt. Mein Minderheitsantrag stellt letztlich die Synthese zwischen der nationalrätlichen Fassung der ersten Lesung und der Fassung des Ständerates dar. Damit können wir beide Anliegen gut einbringen und werden ihnen auch gerecht.

Ich bitte Sie deshalb dringend, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen und damit die Version des Ständerates in unsere letztmalige Version zu integrieren. Für die grüne Fraktion ist es entscheidend, dass dieser Aspekt in diesem Projekt drin ist, denn sonst verkommt diese Versicherung

Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERVG)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Art. 22

Abstimmung vom / Vote du: 29.09.2005 10:18:08

Abate	*	R	TI
Aeschbacher	+	E	ZH
Allemann	+	S	BE
Amherd	+	C	VS
Amstutz	=	V	BE
Baader Caspar	=	V	BL
Bader Elvira	+	C	SO
Banga	+	S	SO
Barthassat	+	C	GE
Baumann Alexander	=	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	+	R	VD
Berberat	+	S	NE
Bezzola	*	R	GR
Bigger	*	V	SG
Bignasca Attilio	=	V	TI
Binder	=	V	ZH
Borer	=	V	SO
Bortoluzzi	=	V	ZH
Bruderer	*	S	AG
Brun	+	C	LU
Brunner Toni	=	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	+	C	SG
Bugnön	=	V	VD
Bühimann	+	G	LU
Bührer	=	R	SH
Burkhalter	*	R	NE
Cathomas	+	C	GR
Cavalli	+	S	TI
Chevrier	+	C	VS
Christen	+	R	VD
Daquet	+	S	BE
Darbëlay	*	C	VS
De Büman	+	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dunant	*	V	BS
Dúpraz	+	R	GE
Egerszegi-Obrist	=	R	AG
Eggly	+	R	GE
Engelberger	*	R	NW
Fasel	+	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Fattebert	=	V	VD
Favre	=	R	VD
Fehr Hans	*	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH

Fluri	=	R	SO
Föhn	=	V	SZ
Freysinger	=	V	VS
Frösch	+	G	BE
Füglister	*	V	AG
Gadient	+	V	GR
Gallade	+	S	ZH
Garbani	+	S	NE
Genner	+	G	ZH
Germanier	*	R	VS
Giezendanner	*	V	AG
Glasson	*	R	FR
Glur	=	V	AG
Goll	+	S	ZH
Gräf Maya	+	G	BL
Graf-Litscher Edith	+	S	TG
Gross Andreas	+	S	ZH
Guisan	+	R	VD
Günter	+	S	BE
Gutzwiller	=	R	ZH
Gyr	+	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	=	R	BL
Gysin Remo	+	S	BS
Häberli	*	C	TG
Haering	+	S	ZH
Haller	=	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	+	V	GR
Hegetschweiler	=	R	ZH
Heim Bea	*	S	SO
Hess Bernhard	=	-	BE
Hochreutener	*	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	+	G	SG
Huber	+	R	UR
Hubmann	+	S	ZH
Huguenin	*	-	VD
Humbel Näf	+	C	AG
Hutter Jasmin	*	V	SG
Hutter Markus	=	R	ZH
Imfeld	=	C	OW
Ineichen	=	R	LU
Janiak	+	S	BL
Jermann	+	C	BL
Jöder	=	V	BE
John-Calame	+	G	NE
Jützet	+	S	FR
Kaufmann	=	V	ZH
Keller Robert	*	V	ZH
Kiener Nellen	+	S	BE

Kleiner	+	R	AR
Köhler	+	C	JU
Kunz	=	V	LU
Lang	+	G	ZG
Laubacher	=	V	LU
Leu	=	C	LU
Leuenberger	+	G	GE
Leutenegger Filippo	=	R	ZH
Leutenegger	+	S	BL
Leuthard	+	C	AG
Levrät	+	S	FR
Loepfe	*	C	AI
Lustenberger	*	C	LU
Markwälder Bär	+	R	BE
Marti Werner	*	S	GL
Marty Kälin	+	S	ZH
Mathys	*	V	AG
Maurer	=	V	ZH
Maury Pasquier	*	S	GE
Meier-Schatz	+	C	SG
Menétrey-Savary	+	G	VD
Messmer	*	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	=	V	BL
Mörgeli	=	V	ZH
Müller Geri	+	G	AG
Müller Philipp	=	R	AG
Müller Walter	=	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Mürli	=	V	LU
Nordmann	+	S	VD
Noser	*	R	ZH
Oehrlí	=	V	BE
Pagan	=	V	GE
Parmelin	=	V	VD
Pedrina	*	S	TI
Pelli	*	R	TI
Perrin	=	V	NE
Pfister Gerhard	+	C	ZG
Pfister Theophil	=	V	SG
Randegger	*	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	*	S	BS
Récondon	*	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	=	V	GE
Riklin	*	C	ZH
Rimé	*	V	FR
Robbiani	+	C	TI

Rossini	+	S	VS
Roth-Bernasconi	+	S	GE
Ruey	+	R	VD
Rutschmann	=	V	ZH
Sadis	+	R	TI
Salvi	*	S	VD
Savary	+	S	VD
Schenk	*	V	BE
Schenker	+	S	BS
Scherer Marcel	=	V	ZG
Schibli	=	V	ZH
Schlüer	=	V	ZH
Schmied Walter	*	V	BE
Schneider	=	R	BE
Schwander	=	V	SZ
Siegrist	+	V	AG
Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Sommaruga Carlo	+	S	GE
Spühler	=	V	TG
Stahl	=	V	ZH
Stamm Luzi	*	V	AG
Steiner	=	R	SO
Stöckli	+	S	BE
Studer Heiner	+	E	AG
Stump	+	S	AG
Teuscher	*	G	BE
Thanei	*	S	ZH
Theiler	*	R	LU
Triponoz	*	R	BE
Vánek	+	-	GE
Vaudroz René	*	R	VD
Veillon	*	V	VD
Vermot-Mangold	*	S	BE
Vischer	*	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	=	E	BE
Wäfler	=	E	ZH
Walker Félix	+	C	SG
Walter Hansjörg	*	V	TG
Wandfluh	=	V	BE
Wasserfallen	=	R	BE
Wehrli	=	C	SZ
Weigelt	=	R	SG
Weyeneth	=	V	BE
Widmer	+	S	LU
Wobmann	=	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zapf	+	C	ZH
Zisyadis	+	-	VD
Zuppiger	=	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	18	11	10	43	3	3	3	91
nein / non / no	3	0	16	0	2	39	1	61
enth. / abst. / ast.	0	0	0	0	0	0	0	0
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	0	0	0	0	0
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	6	3	14	9	0	14	1	47
Vakant / Vacant / Vacante	0	0	0	0	0	0	0	0

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes
 v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui: Proposition de la majorité
 Bedeutung Nein / Signification de non: Proposition de la minorité Kaufmann

letztlich zu einem privatwirtschaftlichen Projekt, das wir nicht unterstützen würden.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le groupe PDC communique qu'il soutient la proposition de la majorité.

Spuhler Peter (V, TG): Ich spreche für die Mehrheit. Uns liegen hier die Differenzen im Gesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung vor, und ich möchte Sie daran erinnern, dass dieses Instrument, das für die schweizerische Exportindustrie sehr wichtig ist, auch vollumfänglich von der Industrie bezahlt wird.

Sie kennen die ganze Leidensgeschichte der ERG. Man hat in den Siebzigerjahren einmal ohne Not die Wechselkursrelationen absichern können, was zu einem finanziellen Debakel geführt hat. Die Versicherung war dann mit minus 2,5 Milliarden Franken in der Kreide. Man hat aber aus dem laufenden Geschäft genügend Mittel erarbeitet, dass diese Bundesbevorschussung per Ende Juni 2004 vollumfänglich und zu Marktkonditionen verzinst zurückbezahlt worden ist.

Wir haben hier in Artikel 24 nun eine Minderheit, nach der in dieses Führungsgremium, das vollumfänglich von der Wirtschaft bezahlt wird, sämtliche Forderungen, wie wir sie aus den meisten Gesetzen kennen – Umweltstandards, Sozialstandards, Menschenrechtsstandards usw. –, integriert werden sollen. Ich möchte Sie bitten, diesem Anliegen ganz klar eine Abfuhr zu erteilen. Wir brauchen hier ein Gremium, das kompetent ist für Fragen, welche die Wirtschaft betreffen – bedenken Sie auch den Umstand, dass die Wirtschaft das bezahlt.

Ich bitte Sie daher, den Antrag der Kommissionmehrheit zu unterstützen und der Minderheit eine Absage zu erteilen.

Gysin Remo (S, BS): Herr Spuhler hat insofern Recht, als die Sozialpartner tatsächlich in den Verwaltungsrat gehören. Aber der Ständerat hat auch Recht, wenn er sagt, es brauche Fachkompetenz, die darüber hinausgeht. Wir sind ein Exportland, wir exportieren hier mit staatlicher Versicherung, es geht um eine öffentliche Versicherung und um öffentliches Interesse. Da müssen wir auch die Gesamtheit anschauen, und da kommen die Entwicklungshilfe, der Export in alle Länderteile mit hinein. Wenn wir eine kohärente Aussenpolitik, Aussenwirtschaftspolitik, Innen- und Aussenpolitik anstreben, dann müssen wir auch diese Fachkompetenz im Verwaltungsrat einbauen. Das können wir nur noch hier tun, nicht im Beirat.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, nicht Fachkompetenz gegen Sozialpartnerschaft auszuspielen. Das ist Unsinn. Das hat auch nichts mit Kohärenz zu tun. Beide Räte haben Recht, Nationalrat und Ständerat, und es ist ein Leichtes für uns, eine Synthese zu machen, indem wir der Minderheit folgen. Da sind beide Komponenten – Sozialpartnerschaft und Fachkompetenz – vertreten.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, diesem Modell den Vorzug zu geben.

Bührer Gerold (RL, SH): Die FDP-Fraktion unterstützt hier die Mehrheit. Wir sollten uns nochmals in Erinnerung rufen, wofür es geht. Es ist bereits gesagt worden: Die Wirtschaft will nach dem Prinzip der Eigenwirtschaftlichkeit im Exportbereich eine optimale Risikoabdeckung zur Verfügung stellen. Es geht mit anderen Worten darum, dass sich unsere Exportwirtschaft in einem härter gewordenen internationalen Wettbewerb mit gleich langen Spiesen behaupten kann. Deshalb ist es nur logisch, dass sich erstens der Verwaltungsrat primär aus Leuten zusammensetzt, die die entsprechenden Fachkompetenzen einbringen, und dass zweitens – dazu stehen auch wir – die Sozialpartner berücksichtigt werden. Weshalb? Weil natürlich auch die Arbeitnehmenden in der Exportwirtschaft ein legitimes Interesse haben, dass die Bedingungen auf den Exportmärkten optimal sind.

Wir haben uns daher gegen einen Beirat ausgesprochen, und wir sind daher auch dagegen, dass wir noch andere politische Gruppierungen in den Verwaltungsrat einbeziehen,

die – wie die Vergangenheit gezeigt hat – sehr oft die Interessen der Exportwirtschaft alles andere als an die erste Stelle setzen.

Zur Bemerkung von Kollege Gysin möchte ich hinzufügen: Die Berücksichtigung der schweizerischen Aussenpolitik ist bereits in Artikel 6 des Gesetzes verankert. Deswegen brauchen wir beileibe keine Berücksichtigung von entwicklungspolitischen und anderen Exponenten in diesem Gremium. Es geht schlicht und einfach um die Förderung der Exporte. Wir dürfen nicht zulassen, dass in einem solchen Gremium bremsende Effekte einbezogen werden.

Deïss Joseph, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral part de l'idée que toutes les sensibilités qui ont été évoquées pourraient être représentées au sein du conseil d'administration – dans un «Beirat».

Le Parlement ne voulant pas de ce conseil sous la forme proposée par le Conseil fédéral, le Conseil fédéral est d'avis que les partenaires sociaux, de toute façon, que vous les mentionniez ou non, devront en faire partie.

Est-il nécessaire d'énumérer toutes les autres dimensions qui doivent intervenir dans la réflexion au sujet de ce conseil d'administration ou pas? A vous de trancher. Le Conseil fédéral était pour une version aussi légère que possible, mais surtout pour un conseil d'administration qui puisse traiter les affaires qui lui sont soumises d'abord en fonction de leur dimension de politique commerciale extérieure, ensuite de leur dimension économique, et qui puisse garantir la sécurité financière et économique de l'assurance.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: In aller Kürze die Sicht der Kommission: Wir wissen es alle, anlässlich der letzten Plenumsdebatte war hier insbesondere der Antrag gestellt worden, dass die Sozialpartner im Verwaltungsrat vertreten und deshalb als Einzige speziell erwähnt sein sollen. Der Grund dafür war, dass es bei der Serv letztlich darum geht, den an Industrie und Wirtschaft Beteiligten gleich lange Spiesse zu verschaffen, wenn es um Arbeitsplätze geht, die damit in Zusammenhang stehen.

Es ist selbstverständlich, dass der zur Diskussion stehende Verwaltungsrat Kompetenzen in den Bereichen Finanzen, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik braucht. Es ist aus Sicht einer erdrückenden Mehrheit der Kommission aber unnötig, das ins Gesetz zu schreiben. Dies insbesondere, weil die Botschaft des Bundesrates diesen Personenkreis explizit erwähnt. Man kann hier dem Bundesrat durchaus zutrauen, dass er sich bei der Bestellung der Organe daran halten wird. Die Minderheit will mit ihrem Antrag sicherstellen, dass die wesentlichen Punkte der schweizerischen Aussenpolitik nicht durch die Exportrisikoversicherung torpediert werden. Die Mehrheit will hier aber nicht zu viele Auflagen machen und die Vorschriften nicht verkomplizieren. Es geht um ein Gesetz zwecks Finanzierung von Exporten aus der Schweiz und um nichts anderes. Für die anderen Vorschriften gibt es eigens dafür geschaffene Gesetze.

Die Kommission bittet Sie, das Gesetz schlank und einfach zu halten und am nationalrätlichen Beschluss festzuhalten. Dieser Beschluss wurde in der WAK am 21. Juni mit 21 zu 1 Stimmen gefasst.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Ce qui est important ici, c'est que l'on reconnaisse et admette la présence des partenaires sociaux dans le conseil d'administration. Je crois que les partenaires sociaux sont des acteurs essentiels de l'activité économique. Cette présence me paraît d'autant plus importante que, comme l'a rappelé Monsieur le conseiller fédéral Deïss, à l'origine, le projet du Conseil fédéral prévoyait d'instituer un organe consultatif composé, parmi d'autres, de représentants des partenaires sociaux (art. 27) et qu'au fil du processus parlementaire, cette disposition a été biffée. Donc, il faut maintenir par ce biais la présence des partenaires sociaux.

Je vous invite donc à adopter la proposition de la majorité de la commission, majorité pour laquelle les compléments pro-

posés par la minorité Genner sont superfétatoires, parce qu'on pourrait évidemment allonger la liste. Je vous demande donc de vous en tenir à la version de la majorité, même si, à titre personnel, le complément proposé par la minorité ne me dérange pas beaucoup.

Gysin Remo (S, BS): Ich möchte Ihnen die Gelegenheit geben, eine Korrektur anzubringen. Sie haben gesagt, die WAK hätte mit 21 zu 1 Stimmen diesem Vorschlag zugestimmt. Da haben Sie sich vergriffen. Mit 21 zu 1 Stimmen fiel die Schlussabstimmung aus. Hier sehen Sie schon an der Minderheit, dass das nicht stimmen kann. Wie war jetzt das Resultat hier?

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Es tut mir Leid, dass ich ein falsches Ergebnis genannt habe. Ich habe tatsächlich das Ergebnis der Schlussabstimmung genannt. Diese fiel mit 21 zu 1 Stimmen aus. Die Abstimmung in der Kommission zu Artikel 24 Absatz 1 fiel – ich finde es im Moment im Protokoll nicht, wer hilft mir? – wahrscheinlich mit 15 zu 6 Stimmen aus. Stimmt das? Ja? Gut, danke, dass ich das korrigieren konnte.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 92 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 59 Stimmen

Art. 30

Antrag der Kommission

Abs. 1

Festhalten

Abs. 1bis

Streichen

Art. 30

Proposition de la commission

Al. 1

Maintenir

Al. 1bis

Biffer

Angenommen – Adopté

04.077

Unternehmensstandort Schweiz. Förderung

Implantation des entreprises en Suisse. Promotion

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 17.11.04 (BBI 2004 7235)

Message du Conseil fédéral 17.11.04 (FF 2004 6775)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Spuhler, Baader Caspar, Fattebert, Kaufmann, Miesch)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Spuhler, Baader Caspar, Fattebert, Kaufmann, Miesch)
Ne pas entrer en matière

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Zur Ausgangslage: Die bisherige gesetzliche Grundlage von «Standort: Schweiz» läuft Ende Februar 2006 aus. Der Bundesrat hat die Weiterführung des Programms in die Legislaturplanung aufgenommen, und am 17. November 2004 hat er die entsprechende Botschaft zuhanden des Parlamentes verabschiedet. Er beantragt einen Zahlungsrahmen von jährlich 4,9 Millionen Franken für zwei Jahre, nämlich für die Jahre 2006 und 2007. Davon sollen jährlich 1 Million Franken im Budget des Bundesamtes für Landwirtschaft haushaltneutral kompensiert und jährlich 1,5 Millionen über Gebühreneinnahmen Dritter gedeckt werden. Damit soll die Bearbeitung angestammter Märkte gezielt gestärkt, sollen wichtige Zukunftsmärkte neu bearbeitet und soll die Wirkungsmessung weiterentwickelt werden.

Die WAK-NR hat gegenüber dem Bundesrat am 24. August 2004 mittels eines Postulates angeregt, ein neues Konzept für die Landeswerbung zu erarbeiten. Der Bundesrat hat das Postulat angenommen. «Standort: Schweiz» ist wie Schweiz Tourismus und Präsenz Schweiz ein bedeutender Teil der schweizerischen Landeswerbung. Die Botschaft für die Weiterführung und Stärkung von «Standort: Schweiz» gewährleistet, dass der Gesetzgeber die volle Flexibilität bei der gewünschten Verbesserung der Koordination der Landeswerbung beibehält. Deshalb wurde die Finanzierung dieser Vorlage auf zwei statt vier Jahre begrenzt.

Beurteilung: Die Schweiz ist im internationalen Vergleich bezüglich aller Förderungsmassnahmen äusserst bescheiden. Das ist auch gut so. In einer globalisierten Welt findet der Wettbewerb aber nicht mehr zwischen Firmen, sondern zunehmend zwischen Standorten statt. Staaten stehen mit den von ihnen gesetzten Rahmenbedingungen im Wettbewerb um zunehmend mobile Produktionsfaktoren. Im globalen Wettbewerb müssen die Standorte erstens für gute wirtschaftliche Rahmenbedingungen sorgen und zweitens das Wissen darüber verbreiten. Das Zweite, die sogenannte Standortpromotion, ist in der Schweiz als Verbundaufgabe zwischen Bund und Kantonen organisiert. Der Bund konzentriert sich mit seinem Programm «Standort: Schweiz» in Abstimmung mit den Kantonen auf die Vermarktung des Standortes Schweiz, also des Unternehmenstandortes Schweiz, im Ausland.

Die kantonalen Wirtschaftsförderungen ihrerseits sind für die konkrete Ansiedlung eines Unternehmens verantwortlich, womit allerdings auch die Kantone untereinander im Wettbewerb stehen. Deshalb ist es aus nationaler Perspektive entscheidend, dass das ausländische Unternehmen die Schweiz überhaupt als Standort wählt. Aus dem Ausland angesiedelte Firmen ersetzen aus der Schweiz ausgelagerte Arbeitsplätze, bringen neue Ideen und Verfahren ein und fördern so Innovation und damit auch Wirtschaftswachstum. International tätige Firmen und neuangesiedelte ausländische Unternehmen sind in der Regel produktiver als rein binnenorientierte Firmen. International ausgerichtete Unternehmen schaffen zudem mehr Arbeitsplätze. Ein weiterer Vorteil von Neuansiedlungen ist der damit verbundene Gewinn an unternehmerischem Know-how, ein ganz wichtiger Bereich.

Vergleichbare Standortkonkurrenten der Schweiz betreiben heute ein extensives Marketing für ihren Unternehmensstandort. Österreich zum Beispiel gibt jährlich gegen 7 Millionen Franken aus, Grossbritannien 17 Millionen Franken, die Niederlande über 13 Millionen Franken und Irland – man höre und staune – sogar 64 Millionen Franken. Wie in der Schweiz kommen dort noch weitere Aufgaben regionaler Standortpromotionen dazu.

Marketingtechnisch gesehen geht es letztlich darum, das gute Produkt «Unternehmensstandort Schweiz» im weltweiten Standortwettbewerb durch gezielte Informationstätigkeit bestmöglich zu positionieren und das Wissen über die positiven Standortfaktoren der Schweiz zu verbreiten. Zudem müssen wir in grossen Ländern, wie z. B. China, die Schweiz in erster Linie potenziellen Investoren in Erinnerung rufen und diese Leute dann auch davon überzeugen, dass

Achte Sitzung – Huitième séance

Dienstag, 4. Oktober 2005

Mardi, 4 octobre 2005

09.45 h

04.065

**Schweizerische
Exportrisikoversicherung.
Bundesgesetz****Assurance suisse
contre les risques à l'exportation.
Loi fédérale***Differenzen – Divergences*Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)
Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)

**Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikover-
sicherung****Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à
l'exportation**

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Die Fahne liegt uns noch nicht vor. Sie wird in den nächsten Minuten verteilt werden. Darf ich den Kommissionspräsidenten, Herrn David, bitten, uns auch ohne Fahne in das Geschäft einzuführen?

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Die Vorlage Exportrisikogarantie kommt mit zwei wesentlichen Differenzen in unseren Rat zurück. Erstens geht es um die grundsätzliche Frage der Ausgestaltung dieser Versicherung und zweitens um die Besetzung der Gremien, das heisst um die Frage, welche Regeln für die Besetzung insbesondere des Verwaltungsrates gelten sollen.

Ich komme zum ersten Punkt: Der Nationalrat ist der Meinung, es müssten zwei unterschiedliche Versicherungen nebeneinander geführt werden, getrennt, und zwar eine Exportrisikoversicherung für sogenannte staatliche Schuldner und eine für private Schuldner. Zum Ausdruck kommt dies in Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe abis gemäss Beschluss des Nationalrates, wie er auf der Fahne enthalten ist. Die Artikel 11, 14 und 30 gehören ebenfalls zu dieser Regelung. Wir müssen also faktisch jetzt über die Fassung in Artikel 6 abstimmen; diese Abstimmung gilt für die anderen Artikel 11, 14 und 30, jeweils als Folge dieses Beschlusses bei Artikel 6. Die Kommission ist der Ansicht, es sei nicht sachgerecht, zwei getrennte Versicherungen, für staatliche und für private Schuldner, zu führen, sondern es sei eine Versicherung zu führen und für diese Versicherung seien risikogerechte Prämien zu erheben. Mit anderen Worten: Die Kommission des Ständerates möchte, dass nicht sachfremde Kriterien für die Beurteilung der Prämien berücksichtigt werden, sondern nur das Risiko. Die Kommission möchte Prämien, die nach dem Risiko bestimmt werden. Da kann es eben durchaus sein, dass ein staatlicher Schuldner im Einzelfall ein wesentlich höheres Risiko bedeutet als ein privater. Daher führt die Fixierung auf zwei unterschiedliche Versicherungen dazu,

dass keine risikogerechten Prämien mehr erhoben werden können.

Aus diesen grundsätzlichen Überlegungen ist Ihre Kommission der Meinung, wir sollten bei der Installierung dieser erweiterten Form der Exportrisikoversicherung nicht beim Start ein Element einbauen, das auf Dauer risikogerechte Prämien verhindert.

Aus diesem Grund bittet Sie die Kommission mit 11 zu 2 Stimmen, bei den Artikeln 6, 11, 14 und 30 an der Fassung unseres Rates festzuhalten.

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Da die Fahne noch in Herstellung begriffen ist – die Kommissionssitzung endete um 09.35 Uhr –, schlage ich Ihnen vor, dass wir das Geschäft kurz unterbrechen, bis die Fahne vorliegt. Wir ziehen das Geschäft 04.079 vor. – Sie sind damit einverstanden.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

04.079

**Finanzhaushaltsgesetz.
Totalrevision
Loi sur les finances de la
Confédération. Révision totale***Differenzen – Divergences*Botschaft des Bundesrates 24.11.04 (BBI 2005 5)
Message du Conseil fédéral 24.11.04 (FF 2005 5)

Nationalrat/Conseil national 08.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 16.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 13.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.09.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 28.09.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 03.10.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.10.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 07.10.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesgesetz über den eidgenössischen Finanzhaus-
halt****Loi fédérale sur les finances de la Confédération****Art. 48, 57 Abs. 4***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 48, 57 al. 4*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Lauri Hans (V, BE), für die Kommission: Wir können uns hier kurz halten und feststellen, dass in der Tat bloss noch zwei Differenzen bestehen und dass sich in der bisher politisch wesentlichen Differenz, nämlich der Frage des Dringlichkeitsrechtes, der Nationalrat der Position des Ständerates angeschlossen hat.

Bei der Differenz zu Artikel 48, die vor uns liegt, war es für unseren Rat wichtig, dass wir im Gesetzestext nicht einen in der Privatwirtschaft entstandenen Standard – nämlich den Ipsas-Standard – im Gesetz festlegen, sondern einfach generell auf Standards verweisen.

Der Nationalrat hat diese Position übernommen, und deshalb beantragt Ihnen Ihre Finanzkommission, in dieser Sache dem Nationalrat zu folgen.

Bei Artikel 57 – wenn ich mich gleich auch dazu äussern darf – beantragen wir Ihnen auch Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates. Hier hat sich aus der Differenzbereinigung klar ergeben, dass der Nationalrat unter dem Begriff «Vorhaben» eine in sich geschlossene, einheitliche Aufgabe versteht. Dafür soll, nach seiner Auffassung, die Finanzierung im Grundsatz nur durch eine Verwaltungseinheit erfolgen können. Für den Fall, dass es um unterschiedliche Vorhaben, also Aufgaben, geht, ist Artikel 57 Absatz 4 eben nicht anwendbar, mit anderen Worten: In diesem Fall können Mittel weiterhin von verschiedenen Verwaltungseinheiten kommen, was sachlich, aus der Sicht einer verantwortlichen Kreditverwendung durch die Bundesverwaltung, richtig ist.

Somit ist es nach Ihrer Kommission gegeben, dass wir mit dieser Auslegung, zu der ich mich geäussert habe, auch hier dem Nationalrat zustimmen können, sodass die Differenzen bereinigt sind.

Angenommen – Adopté

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz

Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBJ 2004 5795)
Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Art. 6 Abs. 1 Bst. abis; 11 Abs. 1bis; 14 Abs. 2; 30 Abs. 1, 1bis

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 6 al. 1 let. abis; 11 al. 1bis; 14 al. 2; 30 al. 1, 1bis

Proposition de la commission
Maintenir

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Ich habe eigentlich meine Ausführungen schon gemacht. In dem Sinne wiederhole ich, dass die Kommission bei den Artikeln 6, 11, 14 und 30 festhalten möchte. Sie möchte nicht zwei getrennte Versicherungen führen, die risikogerechte Prämien verhindern können. Aus diesem Grund möchte sie bei dieser grundsätzlichen Frage zum Beschluss des Ständerates festhalten.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: J'aimerais souligner l'importance que j'attache à ce dossier. Il m'importe que les deux conseils puissent finalement s'entendre et qu'on puisse trouver une solution qui permette d'arriver à un résultat. De mon point de vue, la question qui est en jeu aux articles 6, 11, 14 et 30 a trait à la présentation des comptes de cette assurance en général, et des comptes pour l'assu-

rance risque privé en particulier. Je ne suis pas un grand spécialiste de la comptabilité, mais j'ai quand même eu l'occasion dans ma vie d'enseigner la comptabilité d'exploitation (Betriebsbuchhaltung). Cela se passait il y a déjà plusieurs années, mais je pense qu'à l'époque déjà, j'aurais dit que tout est possible. Donc, il doit être possible de présenter les comptes de façon à ce que l'on puisse voir si la nouvelle assurance se finance elle-même ou si elle ne le fait pas.

Je crois d'ailleurs que, sur le fond de la question, tout le monde est d'accord pour dire: «On ne veut pas de subventions croisées, mais que la nouvelle assurance demande des primes conformes au risque.» Si elle le fait, en principe, elle doit pouvoir couvrir ses frais. Alors je pense qu'il serait dommage qu'on s'accroche à des questions de vocabulaire, à des questions de formulation.

C'est pourquoi, personnellement, même si j'ai soutenu la version du Conseil des Etats, je peux très bien me satisfaire de celle que le Conseil national a adoptée. A vous de départager!

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Art. 22 Abs. 2

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 22 al. 2

Proposition de la commission
Maintenir

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Bei dieser Bestimmung geht es um den Zusatz des Nationalrates, dass der Bundesrat bei der Bestellung des Verwaltungsrates auf eine angemessene Vertretung beider Geschlechter achten soll. Wir haben im ersten Durchgang auf diese Formulierung verzichtet, und im zweiten Durchgang beantragt Ihnen die Kommission mit 6 zu 5 Stimmen Festhalten an diesem Beschluss.

Die Kommission ist sich bewusst, dass für alle Gremien des Bundes die Regel gilt, dass die Geschlechter angemessen vertreten sein sollen und dass der Bundesrat darauf achten soll. Sie ist der Meinung, dies müsse nicht bei jedem Gremium in einem Spezialgesetz erneut erwähnt werden.

Der Nationalrat ist hier anderer Meinung: Er möchte, dass dieser Satz bezüglich der angemessenen Vertretung der Geschlechter ausdrücklich eingefügt wird.

Angenommen – Adopté

Art. 24 Abs. 1

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Germann, Berset, David, Frick, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Der Verwaltungsrat setzt sich aus sieben bis neun Mitgliedern zusammen. Fachkompetenzen in den Bereichen Finanzierung, Versicherung, Export und Entwicklungspolitik müssen im Verwaltungsrat angemessen berücksichtigt sein. Die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen.

Art. 24 al. 1

Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Germann, Berset, David, Frick, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Le conseil d'administration est composé de sept à neuf membres. Leurs compétences doivent couvrir les domaines du financement, des assurances, des exportations et de la

politique de développement. Les partenaires sociaux sont pris en compte de manière appropriée.

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Wir haben hier auf der Fahne einen neuen Antrag. Ist es richtig so auf der Fahne?

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Die Mehrheit unterstützt den Beschluss des Nationalrates, die Minderheit beantragt eine andere Formulierung.

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Entschuldigung, dann ist die Lage die: Der Nationalrat hat schon im ersten Durchgang beschlossen, die Sozialpartner seien angemessen zu berücksichtigen. Im Übrigen gilt die Bestimmung des Bundesrates, dass sich der Verwaltungsrat aus sieben bis neun Mitgliedern zusammensetzt.

Der Ständerat hat im ersten Durchgang diese Bestimmung abgeändert, indem er die Fachkompetenzen ausdrücklich im Gesetz erwähnte, die im Verwaltungsrat vorhanden sein sollen. Dafür hat er die ausdrückliche Erwähnung der Sozialpartner nicht aufgenommen, in der Meinung, dass unter den Mitgliedern, die die Fachkompetenzen ausweisen, auch Vertreter von Arbeitgeber- und Arbeitnehmerseite sein würden. Der Nationalrat hat an seiner Fassung festgehalten. Er möchte ausdrücklich, dass im Gesetz steht: «Die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen.»

In der Kommission hat sich die Mehrheit mit 7 Stimmen der Fassung des Nationalrates angeschlossen. Der Verwaltungsrat hat also sieben bis neun Mitglieder, und die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen. Ich möchte Ihnen namens der Mehrheit empfehlen, dieser Fassung zu folgen.

Germann Hannes (V, SH): Die Minderheit macht Ihnen einen Kompromissvorschlag. Wir fusionieren die beiden berechtigten Versionen von Nationalrat und Ständerat.

Bei uns im Ständerat hat bei der Besetzung eines Verwaltungsrates die Fachkompetenz oberste Priorität. Wir haben die für das Exportrisikoversicherungsgeschäft notwendigen Fachkompetenzen darum explizit festgelegt. Sie reichen von Finanzierungs-Know-how über solches im Versicherungsbereich, Export bis hin zu Kompetenzen auf dem Gebiet der Entwicklungszusammenarbeit.

Der Nationalrat dagegen sagt nichts über Kompetenzen aus, er will einzig und allein noch explizit die Sozialpartner angemessen berücksichtigt wissen. Der Umstand, dass bei dieser Lösung z. B. die Arbeitgeber oder Investoren nicht unbedingt vertreten sein müssten, erstaunt doch einigermaßen – mit Blick auf die Realität in diesem Geschäft. Aber man könnte hier, weil Aufzählungen ohnehin problematisch sind, auch fragen: Warum müssen nicht auch die Kirchen oder die Deza explizit vertreten sein? Sie sehen, die Lösung des Nationalrates ist für die Minderheit zu einseitig und nicht tragbar.

In dem Sinne, wie ich jetzt argumentiert habe, wäre die bundesrätliche Version eigentlich die beste – das entspricht auch meiner Auffassung –, weil sie auch aus gesetzgeberischer Sicht den notwendigen Spielraum belässt. Wir haben aber nun mit einer Verschmelzung dieser beiden Bereiche «Kompetenzen» und «Aufzählung der Sozialpartner» – weil es doch grosse Teile im Rat gibt, die das auch so haben möchten – eine Brücke gebaut und bitten darum, dass Sie diese Brücke jetzt abschliessend fertig stellen, indem Sie der Minderheit zustimmen.

Schiesser Fritz (RL, GL): Nur eine Bemerkung. Ich gehöre der Mehrheit an. Wenn ich die Kriterien im Antrag der Minderheit zusammennehme und davon ausgehe, dass für jedes Kriterium ein Vertreter in diesem Verwaltungsrat Einsitz nehmen muss, dann bleibt für den Bundesrat nur ein sehr, sehr kleiner Spielraum übrig. Wir waren der Auffassung, dass wir die Zusammensetzung dieses Verwaltungsrates dem Bundesrat überlassen sollten; der Bundesrat wird am

besten wissen, welche Fachkompetenzen in diesem Verwaltungsrat vertreten sein müssen. Im Übrigen beklagen wir uns immer über die zu detaillierte Gesetzgebung. Hier liegt ein Musterbeispiel dafür vor: Wir möchten hier dem Bundesrat wiederum etwas bis ins letzte Detail vorschreiben, was nicht nötig ist.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Briner Peter (RL, SH): Wenn wir das Ziel vor Augen haben wollen, dass dieses Gesetz zur Exportrisikoversicherung per Anfang nächsten Jahres in Kraft tritt, dann sollten wir uns doch bemühen, keine Differenzen zu schaffen oder aufrechtzuerhalten, bei denen es eigentlich um des Kaisers Bart geht. Wie mein Vorredner Fritz Schiesser schon gesagt hat, ist doch die Aufzählung, was hier an Kompetenzen gewünscht ist, eigentlich eine Selbstverständlichkeit und in ihrer Detaillierung für ein solches Gesetz überflüssig. Hingegen dünkt es mich angemessen, die Sozialpartner zu berücksichtigen, mit anderen Worten, die nationalrätliche Version beziehungsweise die unserer Kommissionmehrheit zu übernehmen.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Die Fassungen der Mehrheit und der Minderheit sind an sich, wie jetzt auch Herr Schiesser gesagt hat, zu eingehend. Man sollte dem Bundesrat gemäss seinem Entwurf die Möglichkeit lassen, den Verwaltungsrat zusammenzusetzen, wie er ist. Dieser Zug ist nun abgefahren, aber ich glaube schon, dass wir uns in dieser Hinsicht für die Zukunft etwas vornehmen müssten.

Das ist eine Exekutivaufgabe. Wir sollten dem Bundesrat nicht Dinge vorschreiben, von denen wir weniger verstehen als der Bundesrat. Es ist unsinnig, dem Bundesrat und seiner Verwaltung vorzuschreiben, welche Qualifikationen man bei der Zusammensetzung des Verwaltungsrates suchen muss. Das weiss er selber. Abgesehen davon gehen Sie hin und machen Dinge, die wirklich sinnlos sind. Erklären Sie mir einmal, welche besondere Qualifikation im Bereich der Exportrisikogarantie der Umstand, dass einer Arbeitgeber ist, oder der Umstand, dass er Gewerkschafter ist, darstellen soll. Überhaupt keine! Die Sozialpartner sind hier am falschen Ort. Das mag bei der Suva noch einigermaßen angegangen sein, aber hier habe ich keinerlei Verständnis dafür. Bei den anderen Qualifikationen, meine ich, ist der Bundesrat selbst alt genug, das zu tun.

Man kann jetzt nichts mehr ändern. Hier ist der Gottesdienst beendet, damit man die Geschichte so rasch wie möglich über die Runden bringen kann. Aber das ist ein Fehler.

Schweiger Rolf (RL, ZG): Ein ganz kleines Zusatzargument hierzu: Wenn Bestimmungen aufgestellt werden, in welcher Eigenschaft jemand in ein Gremium gewählt werden muss, entsteht für den Betreffenden gleichsam eine Art Verpflichtung, in der Hinsicht tätig zu sein, in welcher er gewählt wurde. Das gibt in den Organen drin Stimmungen und Emotionen, die besser vermieden werden müssten – damit jemand, der gewählt wurde, im Prinzip gar nicht genau weiss, warum er gewählt wurde, welche Sachen er zu vertreten hat, sondern sich in einem Gremium so verhalten kann, wie er das von der Sache her als richtig anschaut.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Ich komme bei diesem neuen Parlamentsgesetz halt auch nicht mehr draus. (*Heiterkeit*) Der Herr Präsident sagt mir, es sei möglich, den Antrag des Bundesrates auch in nicht schriftlicher Form wiederaufzunehmen. Ich tue das.

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Der Antrag bzw. der Entwurf des Bundesrates, den Herr Schmid wiederaufnehmen will, findet sich auf der Fahne; der Antrag ist zulässig.

Germann Hannes (V, SH): Dann erlaube ich mir jetzt als Erstunterzeichner dieser Minderheit, mich aus dieser Minderheit zurückzuziehen und mich der Version des Bundesrates anzuschliessen.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Il va de soi que le Conseil fédéral, et il le dit d'ailleurs dans son message, nommera des membres du conseil d'administration qui seront compétents en la matière. Il évitera donc de prendre des gens qui se sont particulièrement mis en évidence pour leurs connaissances sur les champignons ou leurs capacités à jouer au golf, cela me paraît évident.

Ceci dit, le Conseil fédéral, dans son projet, ne fait aucune référence à des capacités ou à des caractéristiques particulières des membres du conseil d'administration. Il part de l'idée qu'il veut nommer un conseil d'administration relativement restreint – sept à neuf membres – formé de personnes qui soient des spécialistes en matière d'assurance et en particulier d'assurance commerciale ou relative aux exportations.

Mais il avait prévu dans son projet initial la constitution d'un conseil consultatif (Beirat) dans lequel il avait l'intention de faire en sorte qu'y soient représentées toutes les sensibilités qui veulent s'exprimer: partenaires sociaux; capacités particulières en matière d'aide au développement; autres dimensions qui méritent d'être retenues. Le Parlement n'a pas voulu de ce conseil consultatif. C'est la raison pour laquelle je me suis rallié à la version du Conseil national qui mentionne les partenaires sociaux, mais je vous invite à ne pas aller au-delà.

En cela, je rejoins les propos de Monsieur Briner. Cela m'incite à dire que, quelle que soit la version que vous choisirez à cet article, ce sera un peu la même chose. Choisissez la version qui vous permet d'éliminer au moins une divergence avec le Conseil national, parce que jusqu'à présent vous n'en avez éliminé aucune. Ce serait au moins un pas dans la bonne direction. Pour moi, ce qui compte, c'est que nous puissions faire ce travail, car l'économie en a besoin. Elle n'a pas à mon avis de compréhension pour des tergiversations qui tournent «um des Kaisers Bart», comme l'a dit Monsieur Briner.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit 23 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 16 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag Schmid-Sutter Carlo 22 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 18 Stimmen

04.077

Unternehmensstandort Schweiz. Förderung Implantation des entreprises en Suisse. Promotion

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 17.11.04 (BBI 2004 7235)

Message du Conseil fédéral 17.11.04 (FF 2004 6775)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Der Nationalrat hat die Vorlage 1 in der Gesamtabstimmung abgelehnt. Unser Rat ist am 2. Juni 2005 auf beide Vorlagen eingetreten. Dieser Beschluss bleibt unbestritten.

1. Bundesgesetz zur Förderung der Information über den Unternehmensstandort Schweiz

1. Loi fédérale concernant la promotion des conditions d'implantation des entreprises en Suisse

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Festhalten

Titre et préambule

Proposition de la commission

Maintenir

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Der Bund kann die nachhaltige Ansiedlung

Antrag der Minderheit

(Lauri, Forster, Leumann, Schweizer)

Festhalten

Art. 1

Proposition de la majorité

La Confédération peut encourager l'implantation durable d'entreprises

Proposition de la minorité

(Lauri, Forster, Leumann, Schweizer)

Maintenir

Forster-Vannini Erika (RL, SG), für die Kommission: Sie sehen hier, dass Ihnen die Mehrheit beliebt machen will, dass man das Wort «nachhaltig» einfügt. Das heisst, man möchte, dass der Bund nachhaltige Ansiedlungen ausländischer Unternehmen in der Schweiz fördert.

Ich möchte Ihnen kurz darlegen, welches die Überlegungen sind, das Wort «nachhaltig» einzufügen. Da müssen wir auf die Debatte des Nationalrates zurückgehen. Im Nationalrat wurde dieser Vorschlag auch eingebracht. Er wurde damit begründet, dass man mit dem Wort «nachhaltig» darauf hinwirkt, dass dauerhafte Ansiedlungen gemacht werden, und dies sowohl im ökologischen wie im ökonomischen Sinn. Die Mehrheit im Nationalrat war allerdings der Meinung, es sei eigentlich klar, dass man nachhaltig ansiedeln will, und dass diese Einfügung überflüssig sei.

Die Mehrheit Ihrer Kommission möchte Ihnen trotzdem beliebt machen, dieses Wort einzufügen. Weshalb? Wir sind der Meinung, dass man damit dem Nationalrat gewissermassen eine Brücke bauen, ihm entgegenkommen kann. Wir möchten damit dem Gesetz, das wir als sehr wichtig erachten, eine Chance geben.

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz

Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)
 Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)
 Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
 Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 13.12.05
 Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Art. 6 Abs. 1

Antrag der Kommission

Die Serv:

a. arbeitet als Versicherung für staatliche und private Risiken eigenwirtschaftlich;
 abis. bewirtschaftet die Risiken für staatliche und private Schuldner getrennt (Spartenrechnung);
 ater. erhebt risikogerechte Prämien im Einzelfall;

Art. 6 al. 1

Proposition de la commission

L'ASRE:

a. est une assurance compétente en matière de risques publics ou privés, et elle travaille de manière à s'autofinancer;
 abis. gère séparément les risques des débiteurs publics et privés (présentation des comptes dans des colonnes distinctes);
 ater. perçoit, selon les cas, une prime proportionnée au risque;

Angenommen – Adopté

Art. 11 Abs. 1bis; 14 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 11 al. 1bis; 14 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 22 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Leutenegger Oberholzer, Berberat, Daguet, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Pelli, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)
 Festhalten

Art. 22 al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Leutenegger Oberholzer, Berberat, Daguet, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Pelli, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)
 Maintenir

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Es geht bei Artikel 22 Absatz 2 um die Frage, ob wir ausdrücklich festhalten sollen, dass im Verwaltungsrat und in der Revisionsstelle der Exportrisikoversicherung beide Geschlechter angemessen vertreten sein sollten. Als Minderheit sind wir der Auffassung, dass man das tun sollte. Es geht hier de facto darum, dafür zu sorgen, dass es in diesen Gremien auch eine Vertretung der Frauen haben wird.

Nun kann man sich fragen – und das wurde auch gefragt –: Ist es denn nötig, das hier festzuschreiben? Ist das nicht sowieso vorgeschrieben? Steht das nicht sowieso in der Bundesverfassung? Da muss ich sagen: Doch, es steht in der Bundesverfassung, es steht auch im Gleichstellungsgesetz, dass man bei allem, was der Staat tut, auf Gleichstellung und Gleichberechtigung achten sollte. Wenn wir aber die Realität anschauen, wenn wir z. B. die Führungsgremien der bundeseigenen Betriebe oder die diversen Kommissionen anschauen, stellen wir fest, dass die Frauen in diesen Gremien weiterhin massiv untervertreten sind. Das gilt ja notabene auch für den Bundesrat; da ist ja die Vertretung der Geschlechter auch nicht angemessen. Es hilft also nichts, wenn man sich auf die bereits bestehenden Verfassungs- und Gesetzesbestimmungen beruft. Es ist offensichtlich nötig, in jedem Gesetz erneut darauf aufmerksam zu machen, dass man die Geschlechtervertretung beachten und umsetzen sollte. Realität und Wunsch klaffen hier weit auseinander.

Es ist uns entgegengehalten worden, es sei sinnlos, eine Verfassungsbestimmung in einem Gesetz zu wiederholen. Sie haben das schon einmal gemacht – gerade vor fünf Minuten. Sie haben nämlich beim Bundesgesetz zur Förderung der Information über den Unternehmensstandort Schweiz auf Wunsch des Ständerates festgeschrieben, dass man nachhaltig ansiedeln soll. Das Prinzip der Nachhaltigkeit ist ein Verfassungsprinzip. Dennoch haben Sie den Eindruck gehabt, man müsse es wieder ins Gesetz schreiben, damit auch tatsächlich nachhaltig angesiedelt wird. Das ist hier doch der genau gleiche Fall: Man muss auch in dieses Gesetz wieder schreiben, dass die Geschlechter angemessen vertreten sein sollten.

Ich bitte Sie, an Ihrem Entscheid der ersten Runde festzuhalten. Wir hatten damals im Nationalrat eine Mehrheit; im Ständerat gab es eine ganz knappe Mehrheit gegen diese Bestimmung. Ich bitte Sie, Ihrem eigenen Kurs treu zu bleiben und dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Die SVP-Fraktion und die CVP-Fraktion teilen mit, dass sie den Antrag der Mehrheit unterstützen. Die grüne Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit.

Deiss Joseph, Bundesrat: Ich wollte soeben Herrn Hans-Jürg Fehr etwas sagen, Sie können es jetzt alle hören. Wir streiten hier ja jetzt zum wiederholten Mal über Begriffe und Grundsätze, die unbestritten sind. Sie haben Recht, Herr Fehr: Auch wenn diese Grundsätze auf der Ebene der Gesetze, der Verordnungen unbestritten sind, ist die Realität noch nicht so, wie wir sie haben möchten. Ich gebe zu, dass

es gerade im Bereich der Kommissionen und anderen Gremien im Bereich der Wirtschaft eine krasse Untervertretung der Frauen gibt und es deshalb nötig ist, das immer und immer wieder in Erinnerung zu rufen.

Ob es nun geschickt ist, Gesetzestexte daran messen zu wollen? Das birgt auch die Gefahr, dass man aus einem ganz anderen Grund dagegen stimmt, zum Beispiel eben, weil man der Meinung ist, das sei schon anderswo untergebracht. Und wenn Sie dann unterliegen, ist das dem Anliegen, das Ihre Sorge ist, nicht unbedingt förderlich.

Ich kann hier nur wiederholen: Der Bundesrat hat dies nicht in den Gesetzestext aufgenommen, weil er davon ausgeht, dass es ein Prinzip ist, das gegeben ist, das einzuhalten ist und somit nicht überall wiederholt werden muss. Sonst muss man dann immer erklären, weshalb es dort, wo es nicht aufgeführt ist, trotzdem gilt.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Die Kommission hat mit knapper Mehrheit – das Ergebnis lautete 11 zu 9 Stimmen – beschlossen, den Grundsatz der angemessenen Geschlechterparität für den Verwaltungsrat der Serv nicht ins Gesetz aufzunehmen. Eine starke Minderheit ist der Meinung – Sie haben es gehört –, dass trotz allgemein geltender Regel eine ausdrückliche Erwähnung Not tut, weil man dadurch darauf aufmerksam gemacht wird, dass beide Geschlechter kompetent und nutzenstiftend mitgestalten könnten.

Die Mehrheit hat das Ziel, mit der Erledigung der Differenz und der Angleichung an die Fassung des Ständerates einen weiteren Schritt zur Beendigung der Beratung dieses Gesetzes zu machen. Der Bundesrat wird dann die Bestqualifizierten bestellen – Frauen oder Männer.

Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 89 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 58 Stimmen

Art. 24 Abs. 1

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Recordon, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer)

Der Verwaltungsrat setzt sich aus 7 bis 9 Mitgliedern zusammen. Fachkompetenzen in den Bereichen Finanzierung, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik müssen im Verwaltungsrat angemessen berücksichtigt sein. Die Sozialpartner sind angemessen zu berücksichtigen.

Art. 24 al. 1

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Recordon, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer)

Le conseil d'administration est composé de 7 à 9 membres. Leurs compétences doivent couvrir les domaines du financement, des assurances, des exportations et de la politique de développement. Les partenaires sociaux sont pris en compte de manière appropriée.

Recordon Luc (G, VD): Cet article a fait l'objet de plusieurs versions entre notre conseil, sa commission et le Conseil des Etats. Nous avons une version à laquelle la commission n'a pas voulu ajouter la prise en considération équilibrée du rôle des partenaires sociaux. Or, il nous semble que, surtout conçue dans le sens le plus large, cette notion est absolument fondamentale pour que l'on puisse avoir une certaine confiance dans le système de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation.

En effet, il n'est pas acceptable d'accorder un tel appui, important, en période de restrictions financières – c'est le

moins que l'on puisse dire – si les partenaires sociaux ne sont pas à tout le moins convaincus de l'appui qu'il convient d'accorder, soit par domaine, soit, parfois pour de grandes entreprises, par entreprise. Il est absolument clair que nous devons faire ici des choix, que nous ne pourrions pas forcément répondre à toutes les attentes. Et nous n'imaginons pas, quant au groupe des Verts, que nous puissions dépenser des sommes considérables.

Si ces choix doivent être faits au fur et à mesure sur le terrain, d'ailleurs selon des critères qui peuvent évoluer dans le temps et selon les circonstances, il faut absolument que dans les organes dirigeants de cette Assurance suisse contre les risques à l'exportation, nous disposions de la présence de l'ensemble des partenaires sociaux. A défaut, les décisions qui seront prises ne pourront pas recevoir un large appui, et c'est le principe même de l'institution qui risque d'être miné.

Je vous invite donc de manière très ferme à soutenir cet élément qui est pour nous un des aspects essentiels de l'institution.

Genner Ruth (G, ZH): Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit Recordon zuzustimmen. Dieser stellt gleichsam eine Synthese dar zwischen dem Beschluss des Ständerates und unserem Beschluss vom letzten Mal. Sie sehen: Wir haben beide Anliegen zusammengeführt, nämlich einerseits, dass die Sozialpartner angemessen vertreten sein sollen, und andererseits, dass Fachkompetenzen in den Bereichen Finanzierung, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik im Verwaltungsrat angemessen zu berücksichtigen sind.

Warum ist es uns so wichtig, dass der Aspekt der Entwicklungspolitik hier im Verwaltungsrat zum Zuge kommen soll? Diese Versicherung ist eine Versicherung, die unter gewissen Aspekten dafür einsteht, dass Produkte ins Ausland exportiert werden können, und zum Teil gehen diese Produkte in Gebiete, die heikel sind. Ich möchte Sie an den Ilisu-Staudamm erinnern; wir können uns einen solchen Fall einfach nicht mehr leisten. Das bedeutet, dass die entsprechenden Sensibilitäten und Fachkompetenzen im Verwaltungsrat vertreten sein müssen, damit solche Fälle nicht mehr passieren.

Ursprünglich hat ja der Bundesrat einen Beirat gefordert, der den Verwaltungsrat in diesen Fragen beraten hätte. Sie haben sich dazu entschieden, diesen Beirat ersatzlos zu streichen. Das bedeutet für uns, dass wir diese Kompetenzen und Fachkenntnisse mindestens zu einem Teil im Verwaltungsrat haben müssen.

Ich bitte Sie deshalb, der Minderheit Recordon zuzustimmen.

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Die SVP-Fraktion, die FDP-Fraktion und die CVP-Fraktion teilen mit, dass sie den Antrag der Mehrheit unterstützen.

Gysin Remo (S, BS): Sie haben gehört, worum es geht. Ich schicke noch voraus, dass das Organ des Beirates für die Institution der Schweizerischen Exportrisikoversicherung weggefallen ist, dass es wirklich nur noch darum geht, wer Mitglied des Verwaltungsrates werden kann.

Der Nationalrat hat mehrheitlich die Sozialpartnerschaft angesprochen, der Ständerat auf der anderen Seite hat den Fokus auf die Entwicklungspolitik und auf den Sachverstand im Bereich Entwicklungspolitik gelegt. Aus dem Blickwinkel der SP-Fraktion, die die Minderheit unterstützt, ist beides zwingend nötig. Die Berücksichtigung der Sozialpartnerschaft von Arbeitgebern und Arbeitnehmern versteht sich von selbst. Ich denke, darüber müssen wir nicht weiter diskutieren, das ist im Nationalrat gesetzt. Das Sachwissen im Bereich der Entwicklungspolitik muss bei diesem Gegenstand aber ebenfalls berücksichtigt werden.

Es geht hier um die Exportrisikoversicherung. Das heisst: Angesprochen sind vor allem Partner in unsicheren Ländern – sonst bräuchten wir diese Versicherung nicht –, im privaten und im öffentlichen Bereich. Da geht es um Grossprojekte

wie Staudämme, die höchst umstritten sind, die völkerrechtliche Verträge betreffen, durch die – mit Verlegungen ganzer Ortschaften – die Menschenrechte tangiert sind. Hier geht es um ein Kernproblem der Entwicklungszusammenarbeit, und da ist es nötig, dass dieser Sachverstand in die Entscheidungsfindung mit einfließt, mindestens auf strategischer Ebene, eben im Verwaltungsrat. Es geht auch um Umschulung, auch das ist ein Thema der Entwicklungspolitik unter Experten.

Was die Minderheit nun vorschlägt, ist eigentlich sehr weise. Es ist die Synthese der beiden Ansichten, der Ansichten des Nationalrates und des Ständerates. Der Minderheitsantrag bringt beides zusammen. Das ist nicht eine Ausflucht, sondern schafft eine Win-win-Situation, um das modern auszudrücken. Beide Elemente sollen integriert werden und sich in der Tätigkeit des Verwaltungsrates festsetzen können. Das ist auch eine Voraussetzung dafür, dass die Schweiz insgesamt eine kohärente Aussenpolitik bzw. Aussenwirtschaftspolitik machen kann. Sie können nicht das eine oder das andere weglassen und dann sagen: Ja, es spielt sich dann von selbst ein. Es braucht das, um kohärente Politik zu machen. Das ist eine erklärte Zielsetzung nicht nur des Bundesrates, sondern auch von uns als Parlament.

Ich bitte Sie also im Namen der SP-Fraktion, die Minderheit zu unterstützen.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je vous invite à adopter la proposition de la majorité, c'est-à-dire celle qui prévoit d'ajouter, au texte du projet du Conseil fédéral, la représentation des partenaires sociaux.

Je peux me rallier à cette solution parce que le Conseil fédéral, au départ, avait prévu deux instances: le conseil d'administration et un organe consultatif. Le Conseil fédéral est toujours parti de l'idée que le conseil d'administration devait être un organe de spécialistes en la matière, c'est-à-dire du domaine des assurances, des exportations et réunissant tous les critères que vous pouvez encore imaginer ou ajouter, et que la dimension politique pouvait être représentée au niveau de l'organe consultatif.

A partir du moment où le Parlement ne souhaite pas la création d'un organe consultatif et ne laisse que le conseil d'administration, il me paraît justifié d'y prévoir la présence des partenaires sociaux. En revanche, je vous invite à ne pas aller au-delà, comme le souhaite la minorité, puisqu'un organe qui compte 7 à 9 membres, s'il fallait respecter toutes les règles que vous auriez édictées pour sa composition, serait finalement difficile à constituer.

Enfin, je ne peux pas m'empêcher de lire, dans des dispositions trop précises portant sur la nomination du conseil d'administration, une suspicion de la part du Parlement envers le Conseil fédéral quant à sa capacité, pour un tel organe du domaine de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation, de savoir recruter les compétences nécessaires.

Par conséquent, je vous invite à suivre la majorité de la commission.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Die Diskussion um die Vertretung im Verwaltungsrat wurde in der vorberatenden Kommission nochmals ausgedehnt geführt. Insbesondere die Tatsache, dass der Ständerat seine Fassung zugunsten derjenigen des Bundesrates aufgab, bewog eine Minderheit, diese Fassung des Ständerates nochmals einzubringen.

Die Minderheit möchte gesetzlich verankert haben, dass die Kompetenzen aus den Bereichen Finanzen, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik im Verwaltungsrat angemessen berücksichtigt werden. Aus der Sicht der Mehrheit der Kommission ist es unnötig, dies ins Gesetz zu schreiben, vor allem weil die Botschaft des Bundesrates den betreffenden Personenkreis explizit erwähnt. Man kann dem Bundesrat glauben, dass er schon aus eigenem Interesse diejenigen Personen in den Verwaltungsrat wählen wird, die die nötigen Kenntnisse mitbringen. Einigkeit zwischen Minderheit und Mehrheit besteht hingegen darin, dass die Sozialpartner angemessen zu berücksichtigen sind.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 18 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung, an der nationalrätlichen Haltung festzuhalten und damit dem bundesrätlichen Entwurf, ergänzt um die Nennung der Sozialpartnerschaft, zuzustimmen.

Renwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Je vous demande ici de suivre la version de la majorité de la commission, qui reprend en fait la version initiale de notre conseil, à savoir la mention uniquement des partenaires sociaux.

Je dois dire que j'ai personnellement beaucoup de sympathie pour la proposition de la minorité Recordon, mais je crois qu'il faut quand même de temps en temps faire de petites considérations tactiques. Actuellement, le Conseil des Etats en est à une formulation où l'on ne mentionne plus personne, pas mêmes les partenaires sociaux. Ce n'est donc pas se mettre en position idéale face au Conseil des Etats que d'adopter une proposition qui est peut-être un petit peu trop chargée. Sans doute que la version de la majorité qui mentionne explicitement et uniquement les partenaires sociaux permettra d'arriver à une synthèse entre les deux conseils.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 96 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 54 Stimmen

Art. 30

Antrag der Kommission

Abs. 1

Festhalten

Abs. 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 30

Proposition de la commission

Al. 1

Maintenir

Al. 1bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

05.066

Zolltarifarisches Massnahmen 2005/ Tarif des douanes. Mesures 2005/

Erstrat – Premier Conseil

Bericht und Botschaft des Bundesrates 24.08.05 (BBi 2005 5443)
Rapport et message du Conseil fédéral 24.08.05 (FF 2005 5123)

Bericht APK-SR 20.10.05
Rapport CPE-CE 20.10.05

Bericht APK-NR 01.11.05
Rapport CPE-CN 01.11.05

Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Die Kommission beantragt mit 21 Stimmen bei 1 Enthaltung, vom Bericht über die zolltarifarischen Massnahmen im 1. Halbjahr 2005 Kenntnis zu nehmen und dem dazugehörigen Bundesbeschluss über die Genehmigung von zolltarifarischen Massnahmen zuzustimmen.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport*

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

mois de janvier 2006. Si une votation populaire sur l'initiative doit être organisée, la loi pourra être publiée en été 2006 dans la Feuille fédérale. Dans ce cas, les initiants devraient bien sûr aussi assumer la responsabilité pour un retard qui serait subi par la mise en vigueur de cette loi. Par conséquent, c'est uniquement par rapport à l'initiative et à la décision que devront prendre ses responsables de la maintenir ou pas que cette disposition est prévue.

Voilà, j'en ai beaucoup dit sur ce point, malgré mes notes qui signalent que cet élément n'a aucune influence matérielle et qu'il n'est pas nécessaire que je fasse des commentaires.

Angenommen – Adopté

04.077

Unternehmensstandort Schweiz. Förderung Implantation des entreprises en Suisse. Promotion

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 17.11.04 (BBI 2004 7235)
Message du Conseil fédéral 17.11.04 (FF 2004 6775)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses 1 (BBI 2005 7465)

Texte de l'acte législatif 1 (FF 2005 6985)

1. Bundesgesetz zur Förderung der Information über den Unternehmensstandort Schweiz

1. Loi fédérale concernant la promotion des conditions d'implantation des entreprises en Suisse

Art. 3 Abs. 6; 5 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 3 al. 6; 5 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Forster-Vannini Erika (RL, SG), für die Kommission: Hier handelt es sich bekanntlich um den Beitrag des Bundes zur schweizerischen Standortpromotion. Sie erinnern sich: Wir haben bereits zweimal über dieses Gesetz debattiert. Der Nationalrat hat das Geschäft in der ersten Runde in der Gesamtabstimmung abgelehnt, hat sich jetzt nochmals über das Gesetz gebeugt und ihm insgesamt zugestimmt.

Es verbleiben nur noch zwei kleine Differenzen. Die eine betrifft Artikel 3 Absatz 6; hier geht es um die wissenschaftliche Evaluation der Standortpromotion. Der Ständerat hat gemäss Entwurf des Bundesrates beschlossen, dass diese alle vier Jahre durchzuführen sei. Der Nationalrat will nun, dass das Seco bereits nach drei Jahren eine wissenschaftliche Evaluation durchführt. Die Kommission hat sich dem Nationalrat angeschlossen und beantragt Ihnen, dies auch zu tun. Ich begründe gleich noch den Antrag zu Artikel 5 Absatz 2; hier geht es um Referendum und Inkrafttreten. Wir haben einmal beschlossen, dass der Bundesrat das Inkrafttreten bestimmen solle. Der Nationalrat wünscht, dass das Gesetz unter Vorbehalt des unbenutzten Ablaufens der Referendumsfrist am 1. März 2006 in Kraft treten soll. Das ergibt sich daraus, dass die bisherige gesetzliche Grundlage Ende

Februar 2006 ausläuft. Damit sich das neue Gesetz lückenlos daran anschliessen kann, soll das Inkrafttreten rückwirkend auf den 1. März 2006 angesetzt werden.

Der Nationalrat hat so entschieden, und Ihre Kommission beantragt Ihnen Zustimmung zum Nationalrat.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Les deux points qui restent en suspens sont à mon sens relativement secondaires. Je serais par conséquent reconnaissant au Conseil des Etats de suivre le Conseil national, d'éliminer les divergences et de nous permettre de continuer le travail.

Angenommen – Adopté

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)
Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 13.12.05

Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2005 7467)

Texte de l'acte législatif (FF 2005 6987)

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Art. 6 Abs. 1; 30 Abs. 1

Antrag der Kommission

Festhalten

Art. 6 al. 1; 30 al. 1

Proposition de la commission

Maintenir

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Wir haben bei dieser Vorlage noch eine Differenz mit dem Nationalrat, die auch materiellen Charakter hat.

Wir sind mit dem Nationalrat einverstanden, dass für diese Versicherung Transparenz bestehen muss, und zwar für alle Bereiche, die diese Geschäftstätigkeit bzw. diese Versicherung umfasst. Hingegen sind wir nicht mit ihm einverstanden, dass er verschiedene Risikogemeinschaften bilden will, nämlich Risikogemeinschaften für staatliche Risiken und Risikogemeinschaften für private Risiken, wie das im Beschluss des Nationalrates, in Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe abis, steht. Die WAK ist der Meinung, dass hier ein einheitliches Risiko vorliegt, nämlich die ungewisse Bonität von ausländischen Kaufschuldnern, und dass sich eine Trennung in verschiedene Risikogemeinschaften nicht rechtfertigt. Das

macht nur dann Sinn, wenn zwischen diesen Risikogemeinschaften kein finanzieller Risikoausgleich stattfinden darf. Wir sind aber der Meinung, dass ein Risikoausgleich stattfinden muss und dass allenfalls fehlende Mittel aus Schadensfällen nicht zulasten der Bundesrechnung gehen dürfen.

Das ist der entscheidende Punkt, und hier besteht eine Differenz zum Nationalrat, der eigentlich zwei Töpfe machen will. Wenn ein Topf leer ist, dann ist es nach Meinung des Nationalrates so, dass man nicht in den anderen Topf greifen kann. Man will also keine sogenannte Quersubventionierung. Wenn keine anderen Mittel da sind, bleibt letztendlich nur die Bundeskasse, die dann die fehlenden Mittel einschiesst. Damit sind wir nicht einverstanden. Der Risikoausgleich muss innerhalb der Versicherung gefunden werden, innerhalb der Exportrisikoversicherung. Damit sind wir einverstanden. Das ist auch ganz klar; wir haben schon im ersten Durchgang ins Gesetz geschrieben, dass Risikoprämien erhoben werden und dass die Abstufung der Prämien nach den verschiedenen Bonitätsklassen erfolgt und dass eine gute Bonitätsklasse auch weniger Prämien bezahlen muss als eine schlechte Bonitätsklasse; das ist für uns ganz klar. Aber der Risikoausgleich muss innerhalb der Versicherung erfolgen und nicht ausserhalb.

Weil unsere Lösung klar und eindeutig ist, beantragen wir Ihnen mit 11 zu 0 Stimmen, beim Text zu bleiben, den wir Ihnen vorgeschlagen haben, also Festhalten bei Artikel 6 Absatz 1.

Bei Artikel 30 Absatz 1, wo es um die Transparenz geht, die wir ja auch erreichen wollen – darin stimmen wir eigentlich überein –, schlagen wir auch Festhalten vor.

Deiss Joseph, Bundesrat: Ich bitte Sie, hier dem Beschluss des Nationalrates zu folgen. Auch hier geht es mir darum, dass wir nun aus den Beratungen herausfinden und die neue Serv umsetzen können. Es wäre schade, wenn da weitere Verzögerungen eintreten würden. Das heisst aber nicht, dass irgendetwas akzeptiert werden soll, sondern eine Lösung, die doch jetzt einem Konsens zwischen Ständerat und Nationalrat entsprechen könnte.

Im Nationalrat hat man ja eine relativ komplexe Lösung aufgebaut, die in drei Artikeln eine strenge Trennung zwischen dem Staats- oder öffentlichen Risiko und dem privaten Delkredererisiko macht. Der Gedanke dahinter ist, dass man bei der Einführung der privaten Risiken eine neue Versicherung anbietet, ein neues Produkt, und dieses Produkt möchte man nicht durch die bestehende Versicherung quersubventioniert wissen; dies einfach schon einmal aus ordnungspolitischen Gründen, weil man sich ja immer die Frage stellen könnte, ob ein solches Produkt nicht auch über die private Versicherung angeboten werden könnte. Damit das auch in Zukunft möglich ist, sollte diese Versicherung hier, die Serv, gehalten sein, risikogerechte Prämien zu verlangen. Denn im privaten Versicherungsmarkt ist es ja so, dass man nur über diesen Weg langfristig oder nachhaltig bestehen kann. Wir sind im Bundesrat der Meinung, dass es nicht geht, dass wir zwei getrennte Versicherungen oder zwei getrennte Rechnungen haben. Deshalb haben wir die Haltung des Ständerates immer begrüsst. Allerdings ist es durchaus möglich, innerhalb einer einzigen Serv, innerhalb einer einzigen Buchhaltung, Spartenrechnungen zu führen, wie das in jedem Betrieb gemacht wird, der mehrere Produkte anbietet und wissen möchte, mit welchen Produkten er Geld verdient und mit welchen er Geld verliert. Das soll auch hier möglich sein.

Der Nationalrat ist jetzt auf eine solche Lösung eingeschwenkt. Deshalb fände ich es nützlich, wenn sich nun auch der Ständerat auf diese Schiene begeben könnte. Denn er kann auf der einen Seite seine Position aufrechterhalten, indem eben nur eine einzige Versicherung besteht; und auf der anderen Seite ist es möglich, den Bedenken derjenigen, die Gefahr wittern, es könnten Quersubventionierungen vorkommen, zu begegnen, und zwar mit diesen Spartenrechnungen. Dieses Prinzip war ja auch im Ständerat nicht bestritten, nämlich dass man risikogerechte Prämien verlangt. Diesem Anliegen kann man nun entsprechen.

Lauri Hans (V, BE): Es ist völlig unüblich, jetzt noch das Wort zu ergreifen; ich entschuldige mich dafür, aber damit wir eine klare Abstimmung haben, gestatte ich mir das trotzdem. Es scheint mir sehr wesentlich, dass wir in der Frage, wie die Exportrisikogarantie ihre Gesamtrechnung abschliesst, wirklich vollständige politische Klarheit haben. Der Bundesrat stellt diese Klarheit in seiner Botschaft an sich her. Auf Seite 5816f. sagt er klar, dass die PKR – das ist eben der private Teil der Versicherung – in einer Einführungsphase gewisse Verluste machen könne, auch deshalb, weil Rückstellungen zu machen seien, was völlig in Ordnung sei. Er sagt dann aber: «Die Verluste aus PKR werden aus dem allgemeinen Geschäft der Serv mit anderen Risiken finanziert. Sie reduzieren den in den nächsten fünf Jahren zu erwartenden Ertragsüberschuss der Serv nur marginal.» Damit wird eigentlich ganz klar das gesagt, was vorhin Kollege David ausgeführt hat, und das ist auch unser Wille, der einstimmige Wille der WAK.

Wenn wir nun den Text des Nationalrates stehen lassen, so, wie uns dies Herr Bundesrat Deiss jetzt vorgeschlagen hat, lassen wir einfach im Gesetz eine Unsicherheit darüber bestehen, ob dieser richtige Gedanke des Bundesrates wirklich auch umgesetzt wird oder nicht.

Deshalb bitte ich Sie, eine Differenz zu schaffen. Wir sind durchaus gewillt – und haben auch die Vorarbeiten eingeleitet –, rasch einen Einigungsvorschlag zu finden, der wohl in beiden Räten mehrheitsfähig wäre. Es ist also durchaus auch der Wille der WAK, dieses Geschäft in dieser Session abzuschliessen; das wird aus heutiger Sicht nicht verhindert, wenn Sie jetzt hier gemäss dem Antrag der Kommission abstimmen.

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Der Bundesrat beantragt, dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Art. 24 Abs. 1

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Berset, David, Slongo, Sommaruga Simonetta, Wicki)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 24 al. 1

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Berset, David, Slongo, Sommaruga Simonetta, Wicki)
Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Hier schlagen wir Ihnen vor, sich dem Nationalrat anzuschliessen. Es geht um die Besetzung des Verwaltungsrates der Exportrisikoversicherung. Der Nationalrat hat in Ergänzung zum bundesrätlichen Entwurf, der nur vorsieht, dass der Verwaltungsrat aus 7 bis 9 Mitgliedern besteht, beschlossen, dass zusätzlich die Sozialpartner angemessen zu berücksichtigen sind. Wir haben uns in der ersten Runde der Differenzbereinigung diesem Beschluss noch nicht angeschlossen, sind nun aber in der zweiten Runde der Meinung, dass wir einen Schritt in Richtung des Nationalrates tun sollten.

Entschuldigung, ich spreche ja für die Minderheit! (*Heiterkeit*) Es war sehr knapp, und ich habe es falsch im Kopf gehabt. Die Kommission war mit knapper Mehrheit der Meinung, wir sollten hier den Zusatz des Nationalrates, wonach die Sozialpartner angemessen berücksichtigt werden sollen, nicht übernehmen, also am Beschluss unseres Rates festhalten. Ich selbst gehöre der Minderheit an, wie Sie gemerkt haben. (*Heiterkeit*)

Berset Alain (S, FR): Le rapporteur de la commission m'a presque enlevé les mots de la bouche.

La minorité de la commission vous invite à vous rallier au Conseil national. Il s'agit d'une minorité assez large, puisque c'est la voix prépondérante du président qui a finalement fait pencher la balance. Je vous invite à suivre cette minorité pour trois raisons.

La première raison, c'est que la représentation des partenaires sociaux existe aujourd'hui déjà auprès de l'assurance contre les risques à l'exportation que nous connaissons. Il s'agit donc ici de reprendre une solution existante et non pas d'inventer quelque chose de nouveau.

La deuxième raison est qu'il faut se souvenir que dans le projet original, au départ, il était prévu non seulement un conseil d'administration, mais aussi un conseil consultatif, dans lequel devaient siéger des représentants des partenaires sociaux. Au cours de nos délibérations, ce conseil consultatif a été «perdu». Il ne reste qu'un conseil d'administration, et il a semblé à la minorité de la commission qu'il serait bon d'assurer cette représentativité dans le conseil d'administration, dans la mesure où c'est largement possible.

Troisième raison: il faut noter que la commission du Conseil national a, à l'unanimité, reconnu la nécessité d'agir dans ce domaine et d'inscrire dans la loi la représentation des partenaires sociaux. Elle n'était finalement partagée que par la question de savoir si cet article devait être, en plus, complété par d'autres exigences de représentativité.

Voilà les raisons pour lesquelles la minorité de la commission vous invite à la suivre dans cette affaire et à supprimer une divergence avec le Conseil national.

Forster-Vannini Erika (RL, SG): Es gibt durchaus Gründe, weshalb man der Mehrheit folgen kann. Herr Kollege David, Sie entschuldigen, aber Ihre Ausführungen waren nicht sehr aufschlussreich, weshalb ich das nachholen möchte.

Wir haben beschlossen, dass wir dem Bundesrat folgen wollen; dies hat seine Gründe. Wir haben entschieden, dass die neue Serv eigenwirtschaftlich zu arbeiten hat. Dies bedingt, wie bei jeder Versicherung, primär Fachwissen über die Risiken in Exportmärkten, in einzelnen Branchen, ja bei einzelnen Schuldnergruppen, sowie Kenntnisse im Bereich von Exportfinanzierung und überhaupt von Exportgeschäften. Dies war ja auch der Grund, weshalb wir im Ständerat im ersten Durchgang beschlossen haben, dass sich der Verwaltungsrat aus 7 bis 9 Mitgliedern zusammensetzen hat, dass aber auch Fachkompetenz in den Bereichen Finanzierung, Versicherungen, Export und Entwicklungspolitik zu berücksichtigen sei.

Leider ist uns der Nationalrat nicht gefolgt, weshalb wir zum bundesrätlichen Entwurf zurückgegangen sind, nämlich: «Der Verwaltungsrat setzt sich aus 7 bis 9 Mitgliedern zusammen.» Obwohl die Serv auch der Schaffung und Erhaltung von Arbeitsplätzen dient, ist sie weder ein subventions- noch ein arbeitsmarkt-, noch ein regionalpolitisches Instrument. Sie ist schlicht und einfach eine Versicherung, die durch Prämien zur Abdeckung der im Gesetz aufgezählten Risiken finanziert und nach versicherungstechnischen Prinzipien konzipiert ist. Wenn nun das oberste Leitungsgremium als einziges einschränkendes Kriterium die angemessene Vertretung der Sozialpartner nennt, erhält das Gesetz für mich automatisch den Auftrag, Arbeitsmarktpolitik zu betreiben. Ich denke, das ist nicht so.

Schliesslich ist die Formulierung des Bundesrates auch deshalb angemessen, weil der Bundesrat im Sinne des Gesetzesauftrages ohnehin dafür sorgen muss, dass der Verwaltungsrat die Ziele des Gesetzes erreicht. In diesem Sinne kann der Bundesrat Sozialpartner – d. h. Arbeitgeber und Arbeitnehmer – auch ohne ausdrückliche Erwähnung im Gesetz in den Verwaltungsrat wählen; er muss es aber nicht. Was also ohne Erwähnung sicher klarer im Vordergrund stehen wird, sind das Gesetz und dessen Ziele.

Deshalb bitte ich Sie, hier dem Bundesrat zu folgen und lediglich zu vermerken, dass sich der Bundesrat aus 7 bis 9 Mitgliedern zusammensetzen hat. (*Zwischenruf Schwei-*

ger: Nicht der Bundesrat!) Entschuldigung, der Verwaltungsrat! (*Heiterkeit*) Ich habe aber die Anzahl der Bundesräte immerhin erhöht und sie nicht verkleinert.

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Ich stelle fest, dass die St. Galler Ständeräte einander anstecken. (*Heiterkeit*)

Germann Hannes (V, SH): Das Materielle ist gesagt. Man kann bei diesem Geschäft in der Tat beiderlei Meinung sein. Der Nationalrat legt relativ grossen Wert auf die Fassung der Minderheit, wie sie von Herrn Berset vertreten worden ist. Wir aber haben vorhin bei der Systematik mit 33 zu 0 Stimmen entschieden, dass wir uns dort durchsetzen wollen. Aus taktischen Überlegungen, damit wir eine Lösung in unserem Sinne erzielen können, beantrage ich Ihnen, hier der Mehrheit zu folgen und Festhalten zu beschliessen.

Berset Alain (S, FR): J'aimerais juste revenir sur ce qu'a dit à l'instant notre collègue Germain, président de la commission, qui a donné un argument purement tactique pour rejeter la proposition de la minorité et pour refuser le ralliement à la décision du Conseil national, en laissant entendre qu'on pourrait plus facilement négocier plus tard, peut-être en Conférence de conciliation.

Je crois que cet argument ne tient pas, pour deux raisons principales.

La première raison, c'est qu'il n'y a pas unanimité des membres de la commission. On l'a vu: il a fallu la voix prépondérante du président pour décider, et donc on ne peut pas invoquer la décision de la commission pour faire basculer le vote d'un côté ou de l'autre en fonction des résultats de la Conférence de conciliation.

La deuxième raison – qui me paraît encore beaucoup plus importante –, c'est que nous sommes ici pour dire ce que nous voulons, pas pour entrer dans un improbable jeu de tactique avec le Conseil national; ça me paraît être pour le moins incertain de vouloir jouer ce jeu-là. Si on veut véritablement dire ce qu'on pense, si on a une position claire, on doit aujourd'hui l'affirmer.

C'est dans ce sens que je vous invite encore une fois à suivre la minorité de la commission.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je vous invite à suivre la première opinion du rapporteur de la commission, ou l'opinion de la minorité. On peut se demander pourquoi je ne défends pas la position du Conseil fédéral, puisque c'est là l'opinion de la majorité. Nous nous trouvons maintenant devant une situation différente de celle du projet initial. Dans le projet initial, le Conseil fédéral avait proposé deux organes: l'un était le conseil d'administration, l'autre un conseil consultatif.

L'idée était que le conseil d'administration devait être un organe purement commercial ou d'assurance, alors que le conseil consultatif pouvait héberger des représentants de toutes sortes d'intérêts à défendre: les partenaires sociaux, mais aussi les personnes sensibles aux questions liées au développement économique, et j'en passe.

Etant donné que le Parlement a rejeté le principe de créer un conseil consultatif, il ne reste que le conseil d'administration. Dans ces conditions, il me paraît équitable que les partenaires sociaux au moins puissent y avoir un accès garanti. C'est pour cette raison, qui n'est pas du tout tactique, que je vous invite à éliminer l'une des divergences qui subsiste avec le Conseil national.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 19 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 17 Stimmen

sors bei den der ordentlichen Revision unterliegenden Gesellschaften geht.

Ihre Kommission für Rechtsfragen hat am 6. Dezember die verbleibende Differenz bei diesem Geschäft behandelt und beantragt Ihnen grossmehrheitlich, nämlich mit 14 zu 6 Stimmen, bei Artikel 730a auf die Haltung des Ständerates einzuschwenken und damit dieses Geschäft zuhanden der Schlussabstimmung zu erledigen.

Wir haben hier im Rat zweimal über diese Rotationspflicht des leitenden Revisors gesprochen und im Gegensatz zum Ständerat, welcher eine Amtsdauer von sieben Jahren vorgesehen hat, zweimal an der kürzeren Amtsdauer von fünf Jahren festgehalten, bei der letzten Behandlung allerdings nur noch knapp mit 87 zu 81 Stimmen. Mit dem letzten Beschluss ist die Kommission für Rechtsfragen in ihrer Mehrheit von der ursprünglichen, strengeren Haltung abgekommen und hat einem Antrag Huber zugestimmt. Der Antrag Sommaruga Carlo, an der fünfjährigen Amtsdauer festzuhalten, fand nur bei einer Kommissionsminderheit Unterstützung. Diese Minderheit finden Sie auf der vorliegenden Fahne aufgeführt. Die Argumente für eine fünf- oder siebenjährige Amtsdauer des leitenden Revisors haben sich durch alle Beratungen hindurch nicht verändert, ich möchte sie deshalb hier nicht wiederholen.

Im Übrigen darf hier kurz, ergänzend zur Berichterstattung aus der Kommission, festgehalten werden, dass mit den Erklärungen zuhanden des Amtlichen Bulletins von Bundesrat Blocher an der Sitzung des Ständerates vom 1. Dezember einige in der Wirtschaft heftig diskutierte Fragen zur Prüfung des internen Kontrollsystems (IKS) und zur Durchführung einer Risikobeurteilung durch den Verwaltungsrat klargestellt werden konnten. Im Bereich der Prüfung des IKS bin ich froh um die Ausführungen, dass hier das IKS im Bereich der Buchführung und Rechnungslegung gemeint ist. Wie bisher beurteilt die Revisionsstelle das IKS in diesem Bereich und kompensiert allfällige strukturelle Mängel durch eigene Prüfungshandlungen. Neu ist, dass die Revisionsstelle dem Verwaltungsrat mitteilt, welche Feststellungen sie in Bezug auf das IKS gemacht hat. Die Risikobeurteilung bleibt auch weiterhin eine Aufgabe des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat bestätigt im Anhang zur Jahresrechnung, dass eine Auseinandersetzung mit den Risiken der Gesellschaft stattgefunden hat und dass die Risiken beurteilt worden sind. Die Revisionsstelle nimmt eine formelle Betrachtung der Risikobeurteilung durch den Verwaltungsrat vor.

Aus diesem Grund hat sich die Revisionsstelle dazu inhaltlich nicht zu äussern. In diesem Zusammenhang ist an die Vernunft aller Beteiligten – nicht zuletzt im Sinne unserer Absichten für die KMU – und insbesondere an den Verwaltungsrat und an die Revisionsstelle zu appellieren, bei der Umsetzung des neuen Revisionsrechtes das notwendige Augenmass walten zu lassen. Ein Blick nach Amerika zeigt, dass auch bei der vollständigen Einhaltung aller strengen und formalistischen Vorschriften in diesem Bereich Firmenzusammenbrüche leider nicht zu vermeiden sind.

Im Namen der Kommissionsmehrheit beantrage ich Ihnen bei Artikel 730a Absatz 2 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates, dies unter Hinweis auf den Antrag der Kommissionsminderheit.

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Die grüne Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Minderheit unterstützt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 111 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 49 Stimmen

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz

Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBl 2004 5795)

Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 13.12.05

Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2005 7467)

Texte de l'acte législatif (FF 2005 6987)

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Art. 6 Abs. 1

Antrag der Einigungskonferenz

Die Serv:

- a. arbeitet als Versicherung für staatliche und private Risiken eigenwirtschaftlich;
- abis. bewirtschaftet die Risiken für staatliche und private Schuldner getrennt (Spartenrechnung). Der Risikoausgleich kann vorübergehend zwischen den Sparten stattfinden;
- ater. erhebt risikogerechte Prämien im Einzelfall;

....

Art. 6 al. 1

Proposition de la Conférence de conciliation

L'ASRE:

- a. est une assurance compétente en matière de risques publics ou privés, et elle travaille de manière à s'autofinancer;
- abis. gère séparément les risques des débiteurs publics et privés (présentation des comptes dans des colonnes distinctes). Les risques peuvent temporairement faire l'objet d'une compensation entre les différentes colonnes;
- ater. perçoit, selon les cas, une prime proportionnée au risque;

....

Art. 30 Abs. 1

Antrag der Einigungskonferenz

Die Rechnungslegung der Serv stellt ihre Vermögens-, Finanz- und Ertragslage mit Spartenrechnung dar.

Art. 30 al. 1

Proposition de la Conférence de conciliation

Les comptes de l'ASRE sont établis de manière à présenter un état de la fortune, des finances et des revenus en colonnes distinctes.

Schneider Johann N. (RL, BE), für die Kommission: Die Einigungskonferenz von heute Morgen hat mit 23 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen meinem Kompromissvorschlag zugestimmt. Dies mit der ausdrücklichen Auflage des Verle-

sens einer Erklärung vonseiten des Bundesrates, sowohl hier im Nationalrat wie dann auch im Ständerat. Die jetzt vorgeschlagenen Formulierungen in den Artikeln 6 und 30 verlangen die Eigenwirtschaftlichkeit, sichern die Transparenz mittels Spartenrechnungen und führen die schweizerische Exportrisikoversicherung als ein Gefäss, innerhalb dessen die beiden Risikokategorien öffentlich respektive staatlich vorübergehend miteinander zur Ausgleichsfindung verrechnet werden können.

Im Namen der Kommission bitte ich Sie, dem Antrag der Einigungskonferenz zuzustimmen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Du point de vue formel, il subsistait encore deux divergences entre les chambres sur ce sujet, mais sur le fond les divergences aux articles 6 et 30 portent en fait sur le même problème. Par souci de transparence, notre conseil avait prévu que l'assurance suisse contre les risques à l'exportation gère séparément les risques des débiteurs publics et privés, avec présentation des comptes dans des colonnes distinctes. Nous voulions ainsi éviter un subventionnement des risques des débiteurs privés. Le Conseil des Etats n'avait pas voulu d'une telle séparation de la gestion des risques.

Ce matin, la Conférence de conciliation s'est mise d'accord sur la proposition de compromis que vous avez sous les yeux. Il s'agit par là de permettre une compensation des risques publics et privés, mais durant des périodes limitées dans le temps, d'où l'adjectif «temporairement», qui permet précisément d'éviter le subventionnement dont nous ne voulons pas.

La Conférence de conciliation a accepté ce compromis par 23 voix contre 0 et 3 abstentions. Je vous demande d'en faire de même, dans l'intérêt des industries d'exportation et des emplois qu'elle génère.

Couchepin Pascal, conseiller fédéral: Au nom de mon collègue, le conseiller fédéral Deiss, qui est à Hongkong, je prends position sur la proposition de la Conférence de conciliation.

Pour commencer par un message clair, je déclare que nous soutenons cette proposition et nous sommes très heureux que vous soyez parvenus à éliminer les divergences dans ce dossier.

Le Conseil fédéral, tout comme vous, a toujours considéré qu'il fallait veiller à ce que les comptes de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation soient transparents: tout d'abord, pour éviter que des risques pour l'acheteur privé entraînent des pertes à long terme mettant en danger l'auto-financement de tout l'établissement. Ensuite, lorsque la clarté est établie sur ce point, nous voulons éviter que, dans la durée, un secteur de l'assurance finance un autre secteur, en d'autres termes que le financement de l'assurance du risque privé soit assuré partiellement par les primes de l'autre section de l'assurance. Cela nous ne le voulons pas. Il est donc tout à fait clair que les deux secteurs des activités avec des débiteurs publics et la nouvelle couverture du risque de l'acheteur privé doivent être financièrement autonomes dans le compte global consolidé.

Les pertes découlant éventuellement de la couverture du risque de l'acheteur privé peuvent parfaitement être compensées pendant quelques années par les excédents de recettes des activités existantes si les provisions ne suffisent pas à couvrir une perte élevée liée à une affaire de grande ampleur. Mais à terme nous voulons que la nouvelle activité de couverture du risque de l'acheteur privé soit couverte par ses propres ressources et qu'il n'y ait pas de subventionnement croisé (Quersubventionierung). Pour éviter celui-ci au niveau des primes, le Conseil fédéral a proposé l'article 14 qui prévoit que «la prime est en particulier fonction des risques, du montant assuré et de la durée de l'assurance». C'est la preuve qu'il importe au Conseil fédéral d'appliquer le principe des primes proportionnelles aux risques et d'éviter dans la durée le subventionnement croisé.

Angenommen – Adopté

97.419

Parlamentarische Initiative Zbinden Hans. Bildungsrahmenartikel in der Bundesverfassung

Initiative parlementaire Zbinden Hans. Article constitutionnel sur l'éducation

Différences – Divergences

Einreichungsdatum 30.04.97

Date de dépôt 30.04.97

Nationalrat/Conseil national 24.06.98 (Erste Phase – Première étape)

Bericht WBK-NR 25.05.00

Rapport CSEC-CN 25.05.00

Nationalrat/Conseil national 23.06.00 (Frist – Délai)

Bericht WBK-NR 17.08.01

Rapport CSEC-CN 17.08.01

Nationalrat/Conseil national 05.10.01 (Frist – Délai)

Bericht WBK-NR 14.05.03

Rapport CSEC-CN 14.05.03

Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Frist – Délai)

Bericht WBK-NR 23.06.05 (BBI 2005 5479)

Rapport CSEC-CN 23.06.05 (FF 2005 5159)

Stellungnahme des Bundesrates 17.08.05 (BBI 2005 5547)

Avis du Conseil fédéral 17.08.05 (FF 2005 5225)

Nationalrat/Conseil national 05.10.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 06.12.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Différences – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2005 7273)

Texte de l'acte législatif (FF 2005 6793)

Bundesbeschluss über die Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung Arrêté fédéral modifiant les articles de la Constitution sur la formation

Titel; Art. 61a Abs. 1, 3; 65 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre; art. 61a al. 1, 3; 65 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Randegger Johannes (RL, BS), für die Kommission: Der Ständerat hat am 6. Dezember den Bildungsrahmenartikel mit 32 zu 0 Stimmen angenommen und dabei gegenüber der Vorlage des Nationalrates drei Differenzen geschaffen. Zwei Differenzen sind politisch von geringfügiger Bedeutung und waren deshalb auch in der Kommission völlig unbestritten. Die erste betrifft den Titel des Bundesbeschlusses, der neu aussagekräftiger formuliert ist und «Bundesbeschluss über die Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung» heisst. Zweitens wurde Artikel 65 Absatz 1, der dem Bund die Kompetenz gibt, statistische Daten zu erheben, um den Bereich Forschung erweitert.

Bei der dritten Differenz geht es um den Ziel- und Programmnormartikel 61a, Bildungsraum Schweiz, also um einen zentralen Artikel in der neuen Verfassung. Absatz 1 dieses Artikels lautet wie folgt: «Bund und Kantone sorgen gemeinsam im Rahmen ihrer Zuständigkeiten für eine hohe Qualität und Durchlässigkeit des Bildungsraumes Schweiz.» In der Herbstsession hat unser Rat diesen Absatz auf Antrag von Kollege Triponez mit dem folgenden Satz ergänzt: «Sie» – gemeint sind Bund und Kantone – «setzen sich für die Gleichwertigkeit von rein schulischer und beruflicher Bildung ein.» Sowohl vom Antragsteller wie auch von

04.065

Schweizerische Exportrisikoversicherung. Bundesgesetz

Assurance suisse contre les risques à l'exportation. Loi fédérale

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBl 2004 5795)

Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 13.12.05

Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2005 7467)

Texte de l'acte législatif (FF 2005 6987)

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Art. 6 Abs. 1

Antrag der Einigungskonferenz

Die Serv:

a. arbeitet als Versicherung für staatliche und private Risiken eigenwirtschaftlich;

abis. bewirtschaftet die Risiken für staatliche und private Schuldner getrennt (Spartenrechnung). Der Risikoausgleich kann vorübergehend zwischen den Sparten stattfinden;

ater. erhebt risikogerechte Prämien im Einzelfall;

....

Art. 6 al. 1

Proposition de la Conférence de conciliation

L'ASRE:

a. est une assurance compétente en matière de risques publics ou privés, et elle travaille de manière à s'autofinancer;

abis. gère séparément les risques des débiteurs publics et privés (présentation des comptes dans des colonnes distinctes). Les risques peuvent temporairement faire l'objet d'une compensation entre les différentes colonnes;

ater. perçoit, selon les cas, une prime proportionnée au risque;

....

Art. 30 Abs. 1

Antrag der Einigungskonferenz

Die Rechnungslegung der Serv stellt ihre Vermögens-, Finanz- und Ertragslage mit Spartenrechnung dar.

Art. 30 al. 1

Proposition de la Conférence de conciliation

Les comptes de l'ASRE sont établis de manière à présenter un état de la fortune, des finances et des revenus en colonnes distinctes.

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Wir sind hier in der letzten Runde. Es hat eine Einigungskonferenz stattgefunden, die Ihnen mit 23 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen

das Resultat zur Annahme vorschlägt, das Sie auf der Fahne finden.

Ich möchte dazu aus Sicht der WAK-SR folgende Überlegung beifügen: Die Kommission war erstens stets der Meinung und ist es immer noch, dass die gesamte Versicherung, nicht nur einzelne Sparten, eigenwirtschaftlich geführt werden muss. Sie ist zweitens der Meinung, dass diese Versicherung keine Risiken auf den Bund abwälzen darf, sondern dass die Risiken in der Versicherung getragen werden müssen, und zwar mittel- und längerfristig, nicht nur kurzfristig. Sie ist drittens der Meinung, dass ein einziger rechtlicher Versicherungsträger existieren muss, damit auch die Risiken breit abgestützt sind. Schliesslich hat sie sich viertens für risikogerechte Prämien eingesetzt, die auch für die einzelnen Produkte gelten sollen, die angewendet werden.

Der Nationalrat ist in den ersten Durchgängen von diesen Grundprinzipien, die wir hier diskutiert haben, abgewichen, indem er nämlich verlangte, dass zwei juristische Versicherungsträger geschaffen werden. Er hat auch in Kauf genommen, dass sich dadurch die Gefahr einer Risikoabwälzung auf den Bund ergibt und dass auch am Schluss ein Versicherungsteil – unter Umständen derjenige, der neu zu schaffen ist – für die privaten Schuldner nicht mehr eigenwirtschaftlich geführt werden kann.

Diese Position hat der Nationalrat aufgegeben. Er ist uns gefolgt in der Meinung, es dürfe nur einen Versicherungsträger geben. Er ist auch unserer Meinung, dass keine Risikoabwälzung auf den Bund stattfinden darf.

Die Differenz, die am Schluss noch bestand, war, wie diese Versicherung intern auszugestalten ist. In einer ersten Phase hat der Nationalrat die Meinung vertreten, es seien zwei Töpfe zu schaffen, ein Topf für die öffentlichen Käuferrisiken und ein Topf für die privaten Käuferrisiken, und zwischen diesen beiden Töpfen gebe es keine Verbindung. Es gibt keinen Risikoausgleich.

Das hat der Ständerat immer abgelehnt, weil es dem Prinzip widerspricht, dass keine Risikoabwälzung auf den Bund stattfinden darf und die Risiken in der Versicherung breit abgestützt werden müssen.

Jetzt, in der Schlussphase, haben wir in der Einigungskonferenz die Lösung gefunden, indem jetzt eben dieser Satz beigefügt wird: «Der Risikoausgleich kann vorübergehend zwischen den Sparten stattfinden.»

Eine wichtige Bemerkung ist meiner Meinung nach zum Wort «vorübergehend» angezeigt: Dieses Wort besagt nicht, dass das nur kurzfristig geschehen kann, sondern auch längerfristig, nämlich so lange, bis eben die Risiken ausgeglichen sind. Aber wenn keine Risiken auszugleichen sind – das ist auch klar, das besagt das Wort «vorübergehend» –, dann will man nicht, dass sich die Sparten gegenseitig finanzieren, sondern es soll jede Sparte für sich auch eigenwirtschaftlich sein. Wenn aber eine Sparte Verlust macht, dann muss die andere Sparte das tragen.

Das ist das Ergebnis der Einigungskonferenz. Das steht in Artikel 6, und in Artikel 30 wird noch die Rechnungslegung zu diesem Ergebnis festgehalten.

Ich möchte Ihnen empfehlen, dem zu folgen. Es war auch in der Einigungskonferenz abgemacht, dass der Bundesrat zu dieser Interpretation dieses Satzes hier noch eine Erklärung abgibt, damit auch in den Materialien ganz klar ist, wie die Sache nachher gehandhabt werden soll. Ich bitte daher Bundesrat Couchepin, in seinem Votum auch auf diesen Punkt zu sprechen zu kommen.

Couchepin Pascal, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral partage l'avis des deux commissions et des deux chambres, selon lequel il faut viser une très grande transparence dans les comptes de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation. Viser une transparence sinon parfaite, du moins la plus grande possible, pour démontrer que, si par hasard l'extension des activités liées à la couverture du risque de l'acheteur privé entraîne des pertes à long terme, l'autofinancement de l'établissement n'est pas mis en danger. C'est le premier point.

Deuxième point: la transparence doit permettre de constater que les pertes éventuelles dues à la couverture du risque de l'acheteur privé ne sont pas compensées par des subventions croisées découlant de l'aménagement des primes dans les secteurs d'activité existants; donc pas de subventionnement croisé d'un secteur de l'assurance à l'autre.

Les deux secteurs – les activités avec les débiteurs publics et la nouvelle couverture du risque de l'acheteur privé – doivent être financés de manière autonome dans le compte global consolidé. Il peut y avoir des pertes découlant de la couverture du risque de l'acheteur privé. Elles peuvent être compensées pendant quelques années par les excédents de recettes des activités existantes si les provisions ne suffiraient pas à couvrir une perte élevée liée à une affaire de grande ampleur. Mais à terme, dans la durée, nous voulons que la nouvelle couverture du risque de l'acheteur privé ne soit pas déficitaire, et que les primes prélevées pour cette activité couvrent, dans la durée, les coûts de cette garantie supplémentaire.

C'était l'intention du Conseil fédéral; cela a provoqué de longues discussions. Je crois que la solution qui est aujourd'hui préconisée par la Conférence de conciliation – la proposition Schneider – est une bonne solution à laquelle nous nous rallions. Je crois qu'elle permet d'éviter le risque que vous évoquiez.

Dans ce sens, je confirme ce qu'a dit Monsieur David: transparence à long terme; chacun des secteurs de cette assurance doit être autofinancé; pas de subventionnement croisé.

Angenommen – Adopté

04.3439

**Motion WBK-NR (04.423).
Zulassung
der Präimplantationsdiagnostik
Motion CSEC-CN (04.423).
Admission
du diagnostic préimplantatoire**

Einreichungsdatum 02.09.04
Date de dépôt 02.09.04

Nationalrat/Conseil national 16.06.05
Nationalrat/Conseil national 16.06.05
Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05

Antrag der Mehrheit
Ablehnung der Motion

Antrag der Minderheit
(Leumann, Fetz, Langenberger, Ory, Schiesser)
Annahme der Motion

Proposition de la majorité
Rejeter la motion

Proposition de la minorité
(Leumann, Fetz, Langenberger, Ory, Schiesser)
Adopter la motion

Präsident (Büttiker Rolf, Präsident): Die Kommission beantragt mit 7 zu 5 Stimmen, die Motion abzulehnen. Eine Minderheit beantragt wie der Bundesrat die Annahme der Motion.

Stadler Hansruedi (C, UR), für die Kommission: Es geht bei dieser Motion des Nationalrates um einen nicht einfachen Entscheid, der uns nicht leicht fällt und auch nicht leicht fallen soll. Worum geht es? In den letzten 15 Jahren sind neue

Methoden zur vorgeburtlichen Diagnostik entwickelt worden. Diese Diagnosen setzen bereits vor dem Eintritt der Schwangerschaft an, und deshalb wird die Methode Präimplantationsdiagnostik genannt. Diese Methode bedingt immer eine künstliche Befruchtung. Gegenstand der Präimplantationsdiagnostik sind somit in der Regel entweder Eizellen oder künstlich befruchtete Embryonen vor der Übertragung des Embryos in die Gebärmutter. Je nach Befund der Diagnostik werden dann die Embryonen selektioniert und eliminiert oder in die Gebärmutter der Frau übertragen. Eine genetische Diagnose an Samenzellen ist zwar möglich, aber nicht anwendbar, da die Samenzellen dabei zerstört werden müssten.

Das am 1. Januar 2001 in Kraft getretene Bundesgesetz über die medizinisch unterstützte Fortpflanzung verbietet in Artikel 5 Absatz 3 die Präimplantationsdiagnostik. Die entsprechende Untersuchung während der Schwangerschaft nennt man Pränataldiagnostik. Sie ist heute erlaubt. Mit einer Motion will die WBK des Nationalrates den Bundesrat beauftragen, eine Regelung vorzulegen, welche die Präimplantationsdiagnostik ermöglicht und deren Rahmenbedingungen festlegt. Der Nationalrat hat die Motion angenommen. Die WBK des Ständerates beantragt Ihnen mit 7 zu 5 Stimmen die Ablehnung der Motion.

Die Befürworter der Präimplantationsdiagnostik machen vor allem geltend, dass damit genetische Krankheiten frühzeitig erkannt und bekämpft werden könnten. Es sei nicht konsequent, die Pränataldiagnostik zuzulassen, aber die Präimplantationsdiagnostik zu verbieten.

Vor einer Woche hat nun die nationale Ethikkommission im Bereich Humanmedizin mit einer Stellungnahme in die politische Diskussion eingegriffen. Eine Mehrheit befürwortet die Präimplantationsdiagnostik, eine Minderheit lehnt sie ab. So weit die Ausgangslage.

Ich komme damit zur Begründung des Antrages der Kommissionmehrheit. In welchem Kontext steht diese Motion? Die vor einem Jahr geführte Auseinandersetzung um die Stammzellenforschung hat uns gezeigt, dass die Bürgerinnen und Bürger zunehmend vor ethisch anspruchsvollen Entscheiden stehen. Auch das Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen führt uns beispielhaft vor Augen, dass die vollständige Entschlüsselung des menschlichen Erbgutes in der Kombination mit der Entwicklung von Gentests zu neuen Möglichkeiten im Bereich von Diagnostik, Prävention und Therapie von genetisch bedingten Krankheiten führt.

In diesem Zusammenhang stellen sich jedoch ganz heikle Fragen. Einige Stichworte sind: der gläserne Mensch, die vorgeburtliche Selektion und die Stigmatisierung und Diskriminierung aufgrund des Erbgutes. Unter anderem stellen sich auch folgende fundamentale Fragen von ethischer, rechtlicher und politischer Relevanz: Von welchem Menschenbild gehen wir aus? Wie gehen wir mit Krankheiten um? Wie gehen wir mit Behinderungen um? Wie gehen wir mit dem uns allen bevorstehenden Tod um?

Solche grundsätzlichen Fragen stellen sich auch im Zusammenhang mit der vorliegenden Motion. Natürlich sagt man, die Präimplantationsdiagnostik würde nur in engen Schranken erlaubt; es gehe jetzt nur um einen Grundsatzentscheid, wir könnten dann bei der Gesetzesberatung noch enge Schranken setzen.

Für die Mehrheit geht es heute um eine Grundsatzfrage, die beantwortet werden kann. Es gilt, in einem ethisch hochsensiblen Bereich nun einmal eine Grenze zu ziehen. Wir sind gegen eine ständige Ausfransung. Man wird auch heute darlegen, ja vielleicht mit prominenten Einzelfällen, dass es doch richtig sei, wenn diese oder jene schwere genetische Krankheit vermieden werden könnte, indem man den entsprechenden Embryo vor der Übertragung in die Gebärmutter ausscheidet und vernichten könnte. Aber es geht heute nicht einfach um Einzelfälle. Nein, wir geben eine Methode frei, die Tür und Tor öffnet.

Wofür die Präimplantationsdiagnostik bereits heute angewendet wird, können Sie im Bericht der Ethikkommission auf Seite 14 lesen. Die Präimplantationsdiagnostik wird bereits

04.039

**Für einen zeitgemässen
Tierschutz
(Tierschutz – Ja!).
Volksinitiative**

**Pour une conception moderne
de la protection des animaux
(Oui à la protection des animaux!).
Initiative populaire**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 07.06.04 (BBI 2004 3283)
Message du Conseil fédéral 07.06.04 (FF 2004 3077)
Ständerat/Conseil des Etats 06.10.04 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 06.10.04 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 08.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 15.06.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7271)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 6791)

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für einen
zeitgemässen Tierschutz (Tierschutz – Ja!)»
Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour
une conception moderne de la protection des animaux
(Oui à la protection des animaux!)»**

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.039/2826)
Für Annahme des Entwurfes 182 Stimmen
Dagegen 4 Stimmen

04.065

**Schweizerische
Exportrisikoversicherung.
Bundesgesetz
Assurance suisse
contre les risques à l'exportation.
Loi fédérale**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)
Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)
Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 13.12.05
Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7467)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 6987)

**Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikover-
sicherung
Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à
l'exportation**

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.065/2827)
Für Annahme des Entwurfes 156 Stimmen
Dagegen 26 Stimmen

04.077

**Unternehmensstandort
Schweiz. Förderung
Implantation des entreprises
en Suisse. Promotion**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 17.11.04 (BBI 2004 7235)
Message du Conseil fédéral 17.11.04 (FF 2004 6775)
Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses 1 (BBI 2005 7465)
Texte de l'acte législatif 1 (FF 2005 6985)

**1. Bundesgesetz zur Förderung der Information über
den Unternehmensstandort Schweiz
1. Loi fédérale concernant la promotion des conditions
d'implantation des entreprises en Suisse**

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.077/2828)
Für Annahme des Entwurfes 108 Stimmen
Dagegen 75 Stimmen

04.078

**Bundesgesetz
über den Binnenmarkt.
Änderung
Loi fédérale
sur le marché intérieur.
Révision**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 24.11.04 (BBI 2005 465)
Message du Conseil fédéral 24.11.04 (FF 2005 421)
Nationalrat/Conseil national 15.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 16.06.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 27.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 01.12.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 08.12.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7461)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 6981)

**Bundesgesetz über den Binnenmarkt
Loi fédérale sur le marché intérieur**

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.078/2829)
Für Annahme des Entwurfes 170 Stimmen
Dagegen 13 Stimmen



04.065

**Schweizerische
Exportrisikoversicherung.
Bundesgesetz**
**Assurance suisse
contre les risques à l'exportation.
Loi fédérale**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 24.09.04 (BBI 2004 5795)
Message du Conseil fédéral 24.09.04 (FF 2004 5441)
Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 14.03.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 13.12.05
Nationalrat/Conseil national 13.12.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 13.12.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7467)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 6987)

**Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikover-
sicherung**
**Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à
l'exportation**

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 45 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

04.077

**Unternehmensstandort
Schweiz. Förderung**
**Implantation des entreprises
en Suisse. Promotion**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 17.11.04 (BBI 2004 7235)
Message du Conseil fédéral 17.11.04 (FF 2004 6775)
Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 29.09.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 04.10.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses 1 (BBI 2005 7465)
Texte de l'acte législatif 1 (FF 2005 6985)

**1. Bundesgesetz zur Förderung der Information über
den Unternehmensstandort Schweiz**

**1. Loi fédérale concernant la promotion des conditions
d'implantation des entreprises en Suisse**

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 45 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

04.078

**Bundesgesetz
über den Binnenmarkt.
Anderung**
**Loi fédérale
sur le marché intérieur.
Révision**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 24.11.04 (BBI 2005 465)
Message du Conseil fédéral 24.11.04 (FF 2005 421)
Nationalrat/Conseil national 15.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 16.06.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 27.09.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 30.11.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 01.12.05 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 07.12.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 08.12.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7461)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 6981)

Bundesgesetz über den Binnenmarkt
Loi fédérale sur le marché intérieur

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 45 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

05.016

**Bekämpfung der Kriminalität.
Abkommen
mit der Republik Slowenien**
**Lutte contre la criminalité.
Accord
avec la République de Slovénie**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 26.01.05 (BBI 2005 1063)
Message du Conseil fédéral 26.01.05 (FF 2005 967)
Nationalrat/Conseil national 06.10.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 14.12.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Text des Erlasses (BBI 2005 7487)
Texte de l'acte législatif (FF 2005 7007)

**Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkom-
mens zwischen der Schweizerischen Eidgenossen-
schaft und der Republik Slowenien über die Zusammen-
arbeit bei der Bekämpfung der Kriminalität**
**Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre la
Confédération suisse et la République de Slovénie sur
la coopération en matière de lutte contre la criminalité**

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 45 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERVG)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Art. 22 al.2

Abstimmung vom / Vote du: 09.03.2005 18:51:37

Abate	*	R	TI
Aeschbacher	=	E	ZH
Allemann	=	S	BE
Amstutz	+	V	BE
Baader Caspar	+	V	BL
Bader Elvira	*	C	SO
Banga	=	S	SO
Baumann Alexander	+	V	TG
Bäumle	=	-	ZH
Beck	+	R	VD
Berberat	*	S	NE
Bezzola	+	R	GR
Bigger	+	V	SG
Bignasca Attilio	+	V	TI
Binder	+	V	ZH
Borer	*	V	SO
Bortoluzzi	+	V	ZH
Bruderer	=	S	AG
Brun	+	C	LU
Brunner Toni	*	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	+	C	SG
Bugnon	+	V	VD
Bühmann	=	G	LU
Bührer	+	R	SH
Burkhalter	+	R	NE
Cathomas	+	C	GR
Cavalli	*	S	TI
Chevrier	+	C	VS
Christen	+	R	VD
Cinä	+	C	VS
Cüche	*	G	NE
Daguet	=	S	BE
Darbellay	+	C	VS
De Buman	+	C	FR
Donzé	=	E	BE
Dormond Béguelin	=	S	VD
Dunant	+	V	BS
Dupraz	+	R	GE
Egerszegi-Obrist	=	R	AG
Eggly	+	R	GE
Engelberger	+	R	NW
Fasel	*	G	FR
Fässler-Osterwalder	=	S	SG
Fattebert	+	V	VD
Favre	+	R	VD
Fehr Hans	+	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	=	S	SH
Fehr Jacqueline	=	S	ZH
Fehr Mario	=	S	ZH

Fluri	+	R	SO
Föhn	+	V	SZ
Freysinger	*	V	VS
Frösch	=	G	BE
Gadient	+	V	GR
Gallade	*	S	ZH
Garbani	*	S	NE
Gerner	=	G	ZH
Germanier	+	R	VS
Giezendanner	+	V	AG
Glasson	+	R	FR
Glur	+	V	AG
Goll	=	S	ZH
Graf Maya	=	G	BL
Gross Andreas	%	S	ZH
Gross Jost	=	S	TG
Guisan	+	R	VD
Günter	=	S	BE
Gutzwiller	+	R	ZH
Gyr	=	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	+	R	BL
Gysin Remo	=	S	BS
Häberli	=	C	TG
Haering	*	S	ZH
Haller	+	V	BE
Hämmerle	=	S	GR
Hässler	+	V	GR
Hegelschweiler	+	R	ZH
Heim Bea	=	S	SO
Hess Bernhard	*	-	BE
Hochreutener	+	C	BE
Hofmann Urs	=	S	AG
Hollenstein	=	G	SG
Huber	+	R	UR
Hubmann	=	S	ZH
Huguenin	=	-	VD
Humbel Näf	*	C	AG
Hutter Jasmin	+	V	SG
Hütter Markus	+	R	ZH
Imfeld	+	C	OW
Ineichen	+	R	LU
Janiak	=	S	BL
Jermann	+	C	BL
Joder	+	V	BE
Jutzet	=	S	FR
Kaufmann	+	V	ZH
Keller Robert	+	V	ZH
Kiener Nellen	=	S	BE
Kleiner	+	R	AR
Kohler	=	C	JU

Kunz	+	V	LU
Lang	=	G	ZG
Laubacher	+	V	LU
Leu	+	C	LU
Leuenberger Genève	=	G	GE
Leutenegger Filippo	+	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	=	S	BL
Leuthard	o	C	AG
Levrat	=	S	FR
Loepfe	+	C	AI
Lustenberger	*	C	LU
Vakant	v	-	GE
Markwalder Bär	+	R	BE
Mari Werner	=	S	GL
Marty Kälin	=	S	ZH
Mathys	*	V	AG
Maurer	*	V	ZH
Maury Pasquier	=	S	GE
Meier-Schatz	+	C	SG
Menétrey-Savary	=	G	VD
Messmer	*	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	+	V	BL
Mörgeli	*	V	ZH
Müller Geri	=	G	AG
Müller Philipp	+	R	AG
Müller Walter	+	R	SG
Müller-Hemmi	=	S	ZH
Müri	+	V	LU
Nordmann	=	S	VD
Noser	+	R	ZH
Oehrl	*	V	BE
Pagan	+	V	GE
Parmelin	+	V	VD
Pedrina	=	S	TI
Pelli	+	R	TI
Perrin	+	V	NE
Pfister Gerhard	*	C	ZG
Pfister Theophil	+	V	SG
Randegger	+	R	BS
Rechsteiner Paul	=	S	SG
Rechsteiner-Basel	=	S	BS
Recordon	=	G	VD
Rennwald	=	S	JU
Rey	=	S	VS
Reymond	*	V	GE
Riklin	=	C	ZH
Rime	*	V	FR
Robbiani	=	C	TI
Rossini	=	S	VS

Roth-Bernasconi	=	S	GE
Ruey	+	R	VD
Rutschmann	+	V	ZH
Sadis	*	R	TI
Salvi	=	S	VD
Savary	*	S	VD
Schenk	+	V	BE
Schenker	=	S	BS
Scherer Marcel	+	V	ZG
Schibli	*	V	ZH
Schlürer	+	V	ZH
Schmid Walter	*	V	BE
Schneider	+	R	BE
Schwander	*	V	SZ
Siegrist	+	V	AG
Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Sommaruga Carlo	=	S	GE
Speck	*	V	AG
Spuhler	+	V	TG
Stahl	+	V	ZH
Stamm Luzi	+	V	AG
Steiner	+	R	SO
Stöckli	*	S	BE
Studer Heiner	=	E	AG
Stump	=	S	AG
Teuscher	=	G	BE
Thanei	=	S	ZH
Theiler	+	R	LU
Tréponez	+	R	BE
Vanek	*	-	GE
Vaudroz René	*	R	VD
Veillon	+	V	VD
Vermot-Mangold	=	S	BE
Vischer	*	G	ZH
Vollmer	=	S	BE
Waber Christian	*	E	BE
Wäler	=	E	ZH
Walker Félix	=	C	SG
Walter Hansjörg	+	V	TG
Wandfluh	+	V	BE
Wasserfallen	+	R	BE
Wehrli	=	C	SZ
Weigelt	*	R	SG
Weyeneth	+	V	BE
Widmer	=	S	LU
Wobmann	+	V	SO
Wyss Ursula	=	S	BE
Zapfl	o	C	ZH
Zisvadis	*	-	VD
Zuppiger	+	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	13	0	33	0	0	43	0	89
nein / non / no	6	11	1	44	4	0	2	68
enth. / abst. / ast.	2	0	0	0	0	0	0	2
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	1	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	5	3	6	7	1	13	3	38
Vakant / Vacant / Vacante	1	0	0	0	0	0	0	1

+ ja / oui / si

= nein / non / no

o enth. / abst. / ast.

% entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4

excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4

* hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato

Der Präsident stimmt nicht

Le président ne prend pas part aux votes

v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui: Proposition de la majorité

Bedeutung Nein / Signification de non: Proposition de la minorité Leutenegger Oberholzer


Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERV)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Art. 22 al. 2 2e phrase

Abstimmung vom / Vote du: 09.03.2005 18:53:08

Abate	*	R	TI
Aeschbacher	=	E	ZH
Alleman	+	S	BE
Amstutz	=	V	BE
Baader Caspar	=	V	BL
Bader Elvira	*	C	SO
Banga	+	S	SO
Baumann Alexander	=	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	=	R	VD
Berberat	*	S	NE
Bezzola	=	R	GR
Bigger	=	V	SG
Bignasca Attilio	=	V	TI
Binder	=	V	ZH
Borer	*	V	SO
Bortoluzzi	=	V	ZH
Bruderer	+	S	AG
Brun	+	C	LU
Brunner Toni	*	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	=	C	SG
Bugnon	=	V	VD
Bühmann	=	G	LU
Bührer	+	R	SH
Bürkhalter	=	R	NE
Cathomas	=	C	GR
Cavalli	*	S	TI
Chevrier	+	C	VS
Christen	+	R	VD
Cina	+	C	VS
Cuche	*	G	NE
Daguet	+	S	BE
Darbellay	+	C	VS
De Buman	*	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dunant	=	V	BS
Dupraz	=	R	GE
Egerszegi-Obrist	+	R	AG
Eggly	=	R	GE
Engelberger	=	R	NW
Fasel	*	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Fattebert	=	V	VD
Favre	=	R	VD
Fehr Hans	=	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH

Fluri	=	R	SO
Föhn	=	V	SZ
Freysinger	*	V	VS
Frösch	+	G	BE
Gadient	+	V	GR
Gallade	*	S	ZH
Garbani	*	S	NE
Genner	+	G	ZH
Germanier	+	R	VS
Giezendanner	=	V	AG
Glasson	=	R	FR
Glur	=	V	AG
Goll	+	S	ZH
Graf Maya	+	G	BL
Gross Andreas	%	S	ZH
Gross Jost	+	S	TG
Guisan	+	R	VD
Günter	+	S	BE
Gutzwiller	=	R	ZH
Gyr	+	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	=	R	BL
Gysin Remo	+	S	BS
Häberli	+	C	TG
Haering	*	S	ZH
Haller	+	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	=	V	GR
Hegetschweiler	=	R	ZH
Heim Bea	+	S	SO
Hess Bernhard	*	-	BE
Hochreutener	=	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	+	G	SG
Huber	=	R	UR
Hubmann	+	S	ZH
Huguenin	+	-	VD
Humbel Näf	*	C	AG
Hutter Jasmin	=	V	SG
Hutter Markus	=	R	ZH
Imfeld	=	C	OW
Ineichen	=	R	LU
Janiak	+	S	BL
Jermann	=	C	BL
Joder	+	V	BE
Jutzet	+	S	FR
Kaufmann	=	V	ZH
Keller Robert	=	V	ZH
Kiener Nellen	+	S	BE
Kleiner	=	R	AR
Kohler	+	C	JU

Kunz	=	V	LU
Lang	+	G	ZG
Laubacher	=	V	LU
Leu	=	C	LU
Leuenberger Genève	+	G	GE
Leutenegger Filippo	=	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	+	S	BL
Leuthard	+	C	AG
Levrat	+	S	FR
Loepfe	=	C	AI
Lustenberger	*	C	LU
Vakant	v	-	GE
Markwalder Bär	+	R	BE
Marti Werner	+	S	GL
Marty Kälin	+	S	ZH
Mathys	*	V	AG
Maurer	*	V	ZH
Maury Pasquier	+	S	GE
Meier-Schatz	+	C	SG
Menétrey-Savary	+	G	VD
Messmer	*	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	=	V	BL
Mörgeli	*	V	ZH
Müller Geri	+	G	AG
Müller Philipp	=	R	AG
Müller Walter	=	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Müri	=	V	LU
Nordmann	+	S	VD
Noser	=	R	ZH
Oehrl	*	V	BE
Pagan	=	V	GE
Parmelin	=	V	VD
Pedrina	+	S	TI
Pelli	+	R	TI
Perrin	=	V	NE
Pfister Gerhard	*	C	ZG
Pfister Theophil	=	V	SG
Randegger	=	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	+	S	BS
Recordon	+	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	*	V	GE
Riklin	+	C	ZH
Rime	*	V	FR
Robbiani	+	C	TI
Rossini	+	S	VS

Röth-Bernasconi	+	S	GE
Ruey	=	R	VD
Rutschmann	=	V	ZH
Sadis	*	R	TI
Salvi	+	S	VD
Savary	+	S	VD
Schenk	=	V	BE
Schenker	+	S	BS
Scherer Marcel	=	V	ZG
Schibli	*	V	ZH
Schliker	=	V	ZH
Schmied Walter	*	V	BE
Schneider	=	R	BE
Schwander	*	V	SZ
Siegrist	=	V	AG
Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Sommaruga Carlo	+	S	GE
Speck	*	V	AG
Spuhler	=	V	TG
Stahl	=	V	ZH
Stamm Luzi	=	V	AG
Steiner	=	R	SO
Stöckli	*	S	BE
Studer Heiner	+	E	AG
Stump	=	V	AG
Teuscher	+	G	BE
Thanei	+	S	ZH
Theiler	=	R	LU
Triponoz	=	R	BE
Vanek	*	-	GE
Vaudroz René	*	R	VD
Veillon	=	V	VD
Vermot-Mangold	+	S	BE
Vischer	*	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	*	E	BE
Wäfler	=	E	ZH
Walker Félix	+	C	SG
Walker Hansjörg	+	V	TG
Wandfluh	=	V	BE
Wasserfallen	=	R	BE
Wehrli	=	C	SZ
Weigelt	*	R	SG
Weyeneth	=	V	BE
Widmer	+	S	LU
Wobmann	=	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zapfl	+	C	ZH
Zisayadis	*	-	VD
Zuppiger	=	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	13	11	6	45	2	4	2	83
nein / non / no	8	0	28	0	2	39	0	77
enth. / abst. / ast.	0	0	0	0	0	0	0	0
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	1	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	5	3	6	6	1	13	3	37
Vakant / Vacant / Vacante	1	0	0	0	0	0	0	1

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes
 v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui: Proposition de la majorité
 Bedeutung Nein / Signification de non: Proposition de la minorité Wandfluh


Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERVG)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Art. 27

Abstimmung vom / Vote du: 14.03.2005 17:25:33

Abate	*	R	TI
Aeschbacher	*	E	ZH
Allmänn	+	S	BE
Amstutz	=	V	BE
Baader Caspar	=	V	BL
Bader Elvira	=	C	SO
Banga	+	S	SO
Baumann Alexander	=	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	*	R	VD
Berberat	+	S	NE
Bezzola	=	R	GR
Bigger	=	V	SG
Bignasca Attilio	=	V	TI
Binder	=	V	ZH
Borer	*	V	SO
Bortoluzzi	=	V	ZH
Bruderer	+	S	AG
Brun	=	C	LU
Brunner Toni	=	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	=	C	SG
Bugnon	=	V	VD
Bühlmann	+	G	LU
Bührer	=	R	SH
Burkhalter	=	R	NE
Cathomas	*	C	GR
Cavalli	+	S	TI
Chevrier	=	C	VS
Christen	*	R	VD
Cina	*	C	VS
Cuche	+	G	NE
Daguet	+	S	BE
Darbellay	=	C	VS
De Buman	=	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dunant	=	V	BS
Dupraz	=	R	GE
Egerszegi-Obrist	*	R	AG
Eggy	=	R	GE
Engelberger	=	R	NW
Fasel	+	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Faltebert	=	V	VD
Favre	=	R	VD
Fehr Hans	*	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH

Fluri	=	R	SO
Föhn	*	V	SZ
Freysinger	=	V	VS
Frösch	+	G	BE
Gadient	=	V	GR
Gallade	*	S	ZH
Garbani	*	S	NE
Genner	+	G	ZH
Germanier	=	R	VS
Giezendanner	* ^v	V	AG
Glasson	=	R	FR
Glur	=	V	AG
Goll	+	S	ZH
Graf Maya	+	G	BL
Gross Andreas	+	S	ZH
Gross Jost	+	S	TG
Guisan	=	R	VD
Günter	+	S	BE
Gutzwiller	=	R	ZH
Gyr	+	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	=	R	BL
Gysin Remo	+	S	BS
Häberli	=	C	TG
Haering	+	S	ZH
Haller	*	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	=	V	GR
Hegetschweiler	*	R	ZH
Heim Bea	+	S	SO
Hess Bernhard	*	-	BE
Hochreutener	*	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	+	G	SG
Huber	=	R	UR
Hubmann	+	S	ZH
Huguenin	+	-	VD
Humbel Naf	=	C	AG
Hutter Jasmin	=	V	SG
Hutter Markus	*	R	ZH
Imfeld	=	C	ÖW
Ineichen	=	R	LU
Janiak	*	S	BL
Jermann	=	C	BL
Joder	=	V	BE
Jützet	+	S	FR
Kaufmann	=	V	ZH
Keller Robert	=	V	ZH
Kiener Nellen	+	S	BE
Kleiner	=	R	AR
Kohler	=	C	JU

Kunz	=	V	LU
Lang	+	G	ZG
Laubacher	=	V	LU
Leu	=	C	LU
Leuenberger Genève	+	G	GE
Leutenegger Filippo	=	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	+	S	BL
Leuthard	=	C	AG
Levrat	+	S	FR
Loepfe	=	C	AI
Lustenberger	=	C	LU
Vakant	v	-	GE
Markwalder Bär	=	R	BE
Marti Werner	+	S	GL
Marty Kälin	+	S	ZH
Mathys	=	V	AG
Maurer	*	V	ZH
Maury Pasquier	%	S	GE
Meier-Schatz	*	C	SG
Menétrey-Savary	*	G	VD
Messmer	=	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	=	V	BL
Mörgeli	=	V	ZH
Müller Geri	+	G	AG
Müller Philipp	=	R	AG
Müller Walter	=	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Müri	*	V	LU
Nordmann	*	S	VD
Noser	=	R	ZH
Oehri	=	V	BE
Pagan	=	V	GE
Parmelin	=	V	VD
Pedrina	+	S	TI
Pelli	*	R	TI
Perrin	=	V	NE
Pfister Gerhard	*	C	ZG
Pfister Theophil	=	V	SG
Randegger	=	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	+	S	BS
Recordon	+	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	=	V	GE
Riklin	=	C	ZH
Rime	=	V	FR
Robbiani	=	C	TI
Rossini	+	S	VS

Roth-Bernasconi	+	S	GE
Ruey	=	R	VD
Rutschmann	=	V	ZH
Sadis	=	R	TI
Salvi	+	S	VD
Savary	*	S	VD
Schenk	=	V	BE
Schenker	+	S	BS
Scherer Marcel	=	V	ZG
Schibli	=	V	ZH
Schlürer	=	V	ZH
Schmied Walter	=	V	BE
Schneider	*	R	BE
Schwander	=	V	SZ
Siegrist	=	V	AG
Simoneschi-Cortesi	=	C	TI
Sommaruga Carlo	*	S	GE
Speck	=	V	AG
Spühler	*	V	TG
Stahl	=	V	ZH
Stamm Luzi	=	V	AG
Steiner	*	R	SO
Stöckli	*	S	BE
Studer Heiner	*	E	AG
Stump	+	S	AG
Teuscher	*	G	BE
Thanet	+	S	ZH
Theiler	=	R	LU
Triponez	=	R	BE
Vanek	+	-	GE
Vaudroz René	=	R	VD
Veillon	=	V	VD
Vermot-Mangold	+	S	BE
Vischer	*	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	*	E	BE
Wäfler	=	E	ZH
Walker Félix	=	C	SG
Walter Hansjörg	=	V	TG
Wandfluh	=	V	BE
Wasserfallen	=	R	BE
Wehrli	=	C	SZ
Weigelt	*	R	SG
Weyeneth	=	V	BE
Widmer	*	S	LU
Wobmann	=	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zappi	=	C	ZH
Zisayadis	*	-	VD
Zuppiger	*	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	0	11	0	43	1	0	3	58
nein / non / no	21	0	29	0	1	47	0	98
enth. / abst. / ast.	0	0	0	0	0	0	0	0
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	1	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	5	3	11	8	3	9	2	41
Vakant / Vacant / Vacante	1	0	0	0	0	0	0	1

+ ja / oui / si

= nein / non / no

o enth. / abst. / ast.

% entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4

excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4

* hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato

Der Präsident stimmt nicht

Le président ne prend pas part aux votes

v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui: Proposition de la minorité Fehr Hans-Jürg

Bedeutung Nein / Signification de non: Proposition du Conseil fédéral


Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERV)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Art. 27

Abstimmung vom / Vote du: 14.03.2005 17:26:43

Abate	*	R	TI
Aeschbacher	*	E	ZH
Allemann	=	S	BE
Amstutz	+	V	BE
Baader Caspar	+	V	BL
Bader Elvira	+	C	SO
Banga	=	S	SO
Baumann Alexander	+	V	TG
Bäumle	=	-	ZH
Beck	*	R	VD
Berberat	=	S	NE
Bezzola	+	R	GR
Bigger	+	V	SG
Bignasca Attilio	+	V	TI
Binder	+	V	ZH
Borer	*	V	SO
Bortoluzzi	+	V	ZH
Bruderer	=	S	AG
Brun	+	C	LU
Brunner Toni	+	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	+	C	SG
Bugnon	+	V	VD
Bühlmann	=	G	LU
Bührer	+	R	SH
Burkhalter	+	R	NE
Cathomas	*	C	GR
Cavalli	=	S	TI
Chevrier	=	C	VS
Christen	*	R	VD
Cina	*	C	VS
Cuche	=	G	NE
Daguet	=	S	BE
Darbellay	=	C	VS
De Buman	=	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	=	S	VD
Dunant	+	V	BS
Dupraz	+	R	GE
Egerszegi-Obriest	*	R	AG
Eggly	+	R	GE
Engelberger	+	R	NW
Fasel	=	G	FR
Fässler-Osterwalder	=	S	SG
Fattebert	+	V	VD
Favre	+	R	VD
Fehr Hans	*	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	=	S	SH
Fehr Jacqueline	=	S	ZH
Fehr Mario	=	S	ZH

Fluri	+	R	SO
Föhn	*	V	SZ
Freysinger	+	V	VS
Frösch	=	G	BE
Gadient	o	V	GR
Gallade	*	S	ZH
Garbani	*	S	NE
Genner	=	G	ZH
Germanier	+	R	VS
Giezendanner	*	V	AG
Glasson	+	R	FR
Glur	+	V	AG
Goll	=	S	ZH
Graf Maya	=	G	BL
Gross Andreas	=	S	ZH
Gross Jost	=	S	TG
Guisan	+	R	VD
Günter	=	S	BE
Gützwiler	+	R	ZH
Gyr	=	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	+	R	BL
Gysin Remo	=	S	BS
Häberli	+	C	TG
Haering	=	S	ZH
Haller	+	V	BE
Hämmerle	=	S	GR
Hassler	+	V	GR
Hegelschweiler	*	R	ZH
Heim Bea	=	S	SO
Hess Bernhard	*	-	BE
Hochreutener	+	C	BE
Hofmann Urs	=	S	AG
Hollenstein	=	G	SG
Huber	+	R	UR
Hubmann	=	S	ZH
Huguenin	=	-	VD
Humbel Näf	+	C	AG
Hütter Jasmin	+	V	SG
Hütter Markus	*	R	ZH
Imfeld	+	C	OW
Ineichen	+	R	LU
Janiak	*	S	BL
Jermann	+	C	BL
Joder	+	V	BE
Juzet	=	S	FR
Kaufmann	+	V	ZH
Keller Robert	+	V	ZH
Kiener Nellen	=	S	BE
Kleiner	+	R	AR
Köhler	=	C	JU

Kunz	+	V	LU
Lang	=	G	ZG
Laubacher	+	V	LU
Leu	+	C	LU
Leuenberger Genève	=	G	GE
Leutenegger Filippo	+	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	=	S	BL
Leuthard	+	C	AG
Levrat	=	S	FR
Loeple	+	C	AI
Lustenberger	+	C	LU
Vakant	v	-	GE
Markwalder Bär	+	R	BE
Marti Werner	=	S	GL
Marty Kälin	=	S	ZH
Mathys	+	V	AG
Maurer	+	V	ZH
Maury Pasquier	%	S	GE
Meier-Schatz	*	C	SG
Menétrey-Savary	*	G	VD
Messmer	+	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	+	V	BL
Mörgeli	+	V	ZH
Müller Geri	=	G	AG
Müller Philipp	+	R	AG
Müller Walter	+	R	SG
Müller-Hemmi	=	S	ZH
Müri	+	V	LU
Nordmann	*	S	VD
Noser	+	R	ZH
Oehri	+	V	BE
Pagan	+	V	GE
Parmelin	+	V	VD
Pedrina	=	S	TI
Pelli	*	R	TI
Perrin	+	V	NE
Pfister Gerhard	*	C	ZG
Pfister Theophil	+	V	SG
Randegger	+	R	BS
Rechsteiner Paul	=	S	SG
Rechsteiner-Basel	=	S	BS
Recordon	=	G	VD
Rennwald	=	S	JU
Rey	=	S	VS
Reymond	+	V	GE
Riklin	=	C	ZH
Rime	+	V	FR
Robbiani	=	C	TI
Rossini	=	S	VS

Roth-Bernasconi	=	S	GE
Ruey	+	R	VD
Rutschmann	+	V	ZH
Sadis	+	R	TI
Salvi	=	S	VD
Savary	*	S	VD
Schenk	+	V	BE
Schenker	=	S	BS
Scherer Marcel	+	V	ZG
Schibli	+	V	ZH
Schlüer	+	V	ZH
Schmied Walter	+	V	BE
Schneider	*	R	BE
Schwander	+	V	SZ
Siegrist	+	V	AG
Simoneschi-Cortesi	=	C	TI
Sommaruga Carlo	*	S	GE
Speck	+	V	AG
Spuhler	*	V	TG
Stahl	+	V	ZH
Stamm Luzi	+	V	AG
Steiner	*	R	SO
Stöckli	*	S	BE
Studer Heiner	*	E	AG
Stump	=	S	AG
Teuscher	*	G	BE
Thanei	=	S	ZH
Theiler	+	R	LU
Tiponez	+	R	BE
Vanek	=	-	GE
Vaudroz René	+	R	VD
Veillon	+	V	VD
Vermot-Mangold	=	S	BE
Vischer	*	G	ZH
Vollmer	=	S	BE
Waber Christian	*	E	BE
Wäfler	+	E	ZH
Walker Félix	+	C	SG
Walter Hansjörg	+	V	TG
Wandfluh	+	V	BE
Wasserfallen	+	R	BE
Wehrli	+	C	SZ
Weigelt	*	R	SG
Weyeneth	+	V	BE
Widmer	*	S	LU
Wobmann	+	V	SO
Wyss Ursula	=	S	BE
Zapf	o	C	ZH
Zisayadis	*	-	VD
Zuppiger	*	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	14	0	29	0	2	49	0	94
nein / non / no	7	11	0	43	0	0	3	64
enth. / abst. / ast.	1	0	0	0	0	1	0	2
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	1	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	4	3	11	8	3	6	2	37
Vakant / Vacant / Vacante	1	0	0	0	0	0	0	1

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes
 v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui: Proposition de la majorité
 Bedeutung Nein / Signification de non: Proposition du Conseil fédéral


Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERV)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Vote sur l'ensemble

Abstimmung vom / Vote du: 14.03.2005 17:41:01

Abate	+	R	TI
Aeschbacher	*	E	ZH
Allemann	+	S	BE
Amstutz	+	V	BE
Baader Caspar	+	V	BL
Bader Elvira	*	C	SO
Banga	*	S	SO
Baumann Alexander	+	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	*	R	VD
Berberat	+	S	NE
Bezzola	+	R	GR
Bigger	+	V	SG
Bignasca Attilio	+	V	TI
Binder	+	V	ZH
Borer	+	V	SO
Bortoluzzi	+	V	ZH
Bruderer	+	S	AG
Brun	+	C	LU
Brünner Toni	+	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	*	C	SG
Bugnon	+	V	VD
Bühlmann	=	G	LU
Bührer	+	R	SH
Burkhalter	+	R	NE
Cathomas	+	C	GR
Cavalli	o	S	TI
Chevrier	+	C	VS
Christen	*	R	VD
Cina	+	C	VS
Cüche	=	G	NE
Daguet	+	S	BE
Darbellay	+	C	VS
De Buman	+	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dünant	+	V	BS
Dupraz	+	R	GE
Egerszegi-Obrist	+	R	AG
Eggy	+	R	GE
Engelberger	+	R	NW
Fasel	+	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Fattebert	+	V	VD
Favre	+	R	VD
Fehr Hans	*	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH
Fehr Mario	o	S	ZH

Fluri	+	R	SO
Föhn	*	V	SZ
Freysinger	+	V	VS
Frösch	=	G	BE
Gadient	+	V	GR
Gallade	*	S	ZH
Garbani	*	S	NE
Genner	=	G	ZH
Germanier	+	R	VS
Giezendanner	*	V	AG
Glasson	+	R	FR
Glur	+	V	AG
Goll	+	S	ZH
Graf Maya	=	G	BL
Gross Andreas	+	S	ZH
Gross Jost	+	S	TG
Guisan	+	R	VD
Günter	+	S	BE
Gutzwiller	+	R	ZH
Gyr	+	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	+	R	BL
Gysin Remo	=	S	BS
Häberli	+	C	TG
Haering	+	S	ZH
Haller	+	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	+	V	GR
Hegetschweiler	*	R	ZH
Heim Bea	+	S	SO
Hess Bernhard	*	-	BE
Hochreutener	+	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	=	G	SG
Huber	+	R	UR
Hübmann	*	S	ZH
Huguenin	=	-	VD
Humbel Naf	+	C	AG
Hutter Jasmin	+	V	SG
Hutter Markus	*	R	ZH
Imfeld	+	C	OW
Inäichen	+	R	LU
Janiak	*	S	BL
Jermann	+	C	BL
Joder	+	V	BE
Jutzet	+	S	FR
Kaufmann	+	V	ZH
Keller Robert	*	V	ZH
Kiener Nellen	o	S	BE
Kleiner	+	R	AR
Kohler	+	C	JU

Kunz	*	V	LU
Lang	=	G	ZG
Laubacher	+	V	LU
Leu	+	C	LU
Leuenberger Genève	=	G	GE
Leutenegger Filippo	+	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	+	S	BL
Leuthard	+	C	AG
Levrat	+	S	FR
Loepfe	+	C	AI
Lustenberger	*	C	LU
Vakant	v	-	GE
Markwalder Bär	+	R	BE
Marti Werner	+	S	GL
Marty Kälin	+	S	ZH
Mathys	*	V	AG
Maurer	+	V	ZH
Maury Pasquier	%	S	GE
Meier-Schatz	*	C	SG
Menétrey-Savary	*	G	VD
Messmer	+	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	+	V	BL
Mörgeli	+	V	ZH
Müller Geri	=	G	AG
Müller Philipp	+	R	AG
Müller Walter	+	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Müri	+	V	LU
Nordmann	*	S	VD
Noser	+	R	ZH
Oehri	+	V	BE
Pagan	+	V	GE
Parmelin	+	V	VD
Pedrina	o	S	TI
Pelli	*	R	TI
Perrin	+	V	NE
Pfister Gerhard	*	C	ZG
Pfister Theophil	+	V	SG
Randegger	*	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	+	S	BS
Recordon	=	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	+	V	GE
Riklin	+	C	ZH
Rime	+	V	FR
Robbiani	+	C	TI
Rossini	*	S	VS

Roth-Bernasconi	+	S	GE
Ruey	+	R	VD
Rutschmann	+	V	ZH
Sadis	*	R	TI
Salvi	+	S	VD
Savary	*	S	VD
Schenk	*	V	BE
Schenker	o	S	BS
Scherer Marcel	+	V	ZG
Schibli	+	V	ZH
Schlürer	+	V	ZH
Schmied Walter	+	V	BE
Schneider	*	R	BE
Schwander	+	V	SZ
Siegrist	+	V	AG
Simoneschi-Cortesi	*	C	TI
Sommaruga Carlo	=	S	GE
Speck	*	V	AG
Spühler	*	V	TG
Stahl	+	V	ZH
Stamm Luzi	*	V	AG
Steiner	+	R	SO
Stöckli	+	S	BE
Studer Heiner	+	E	AG
Stump	+	S	AG
Teuscher	*	G	BE
Thanei	+	S	ZH
Theiler	+	R	LU
Triponoz	+	R	BE
Vanek	=	-	GE
Vaudroz René	+	R	VD
Veillon	+	V	VD
Vermot-Mangold	=	S	BE
Vischer	*	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	*	E	BE
Wäfler	+	E	ZH
Walker Félix	*	C	SG
Walter Hansjörg	+	V	TG
Wandfluh	+	V	BE
Wasserfallen	+	R	BE
Wehrli	*	C	SZ
Weigelt	*	R	SG
Weyeneth	+	V	BE
Widmer	*	S	LU
Wobmann	+	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zapfl	+	C	ZH
Zisayidis	*	-	VD
Zuppiger	*	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	18	1	30	34	3	44	1	131
nein / non / no	0	10	0	3	0	0	2	15
enth. / abst. / ast.	0	0	0	5	0	0	0	5
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	1	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	8	3	10	9	2	12	2	46
Vakant / Vacant / Vacante	1	0	0	0	0	0	0	1

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes
 v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui:
 Bedeutung Nein / Signification de non:


Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über die Schweizerische Exportrisikoversicherung (Exportrisikoversicherungsgesetz, SERVG)

Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Loi sur l'assurance contre les risques à l'exportation, LARE)

Gegenstand / Objet du vote:

Schlussabstimmung

Vote final

Abstimmung vom / Vote du: 16.12.2005 09:44:17

Abate	+	R	TI
Aeschbacher	=	E	ZH
Allemann	+	S	BE
Amherd	+	C	VS
Amstutz	+	V	BE
Baader Caspar	+	V	BL
Bader Elvira	+	C	SO
Banga	+	S	SO
Barthassat	+	C	GE
Baumann Alexander	+	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	+	R	VD
Berberat	+	S	NE
Bezzola	*	R	GR
Bigger	+	V	SG
Bignasca Attilio	+	V	TI
Binder	+	V	ZH
Borer	+	V	SO
Bortoluzzi	+	V	ZH
Bruderer	+	S	AG
Brun	+	C	LU
Brunner Toni	+	V	SG
Brunschwig Graf	+	R	GE
Büchler	+	C	SG
Bugnon	+	V	VD
Bühmann	=	G	LU
Bührer	+	R	SH
Burkhalter	+	R	NE
Cathomas	+	C	GR
Cavalli	o	S	TI
Chevrier	+	C	VS
Christen	+	R	VD
Daguet	+	S	BE
Darbellay	+	C	VS
De Buman	+	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dunant	+	V	BS
Dupraz	*	R	GE
Egerszegi-Obrist	+	R	AG
Eggly	+	R	GE
Engelberger	+	R	NW
Fasel	+	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Fattebert	+	V	VD
Favre	+	R	VD
Fehr Hans	=	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	o	S	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH

Fluri	+	R	SO
Föhn	=	V	SZ
Freysinger	+	V	VS
Frösch	=	G	BE
Füglister	+	V	AG
Gadient	+	V	GR
Gallade	+	S	ZH
Garbani	+	S	NE
Genner	=	G	ZH
Germanier	+	R	VS
Giezendanner	+	V	AG
Glasson	+	R	FR
Glur	+	V	AG
Goll	+	S	ZH
Graf Maya	=	G	BL
Graf-Litscher Edith	+	S	TG
Gross Andreas	+	S	ZH
Guisan	+	R	VD
Günter	%	S	BE
Gutzwiller	+	R	ZH
Gyr	+	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	*	R	BL
Gysin Remo	o	S	BS
Häberli	+	C	TG
Haering	+	S	ZH
Haller	+	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	+	V	GR
Hegetschweiler	+	R	ZH
Heim Bea	+	S	SO
Hess Bernhard	+	-	BE
Hochreutener	+	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	=	G	SG
Huber	+	R	UR
Hubmann	+	S	ZH
Huguenin	=	-	VD
Humbel Näf	+	C	AG
Hutter Jasmin	+	V	SG
Hutter Markus	+	R	ZH
Imfeld	+	C	OW
Ineichen	+	R	LU
Janiak	#	S	BL
Jermann	+	C	BL
Joder	+	V	BE
John-Calame	=	G	NE
Jutzet	+	S	FR
Kaufmann	+	V	ZH
Keller Robert	+	V	ZH
Kiener Nellen	+	S	BE

Kleiner	+	R	AR
Kohler	+	C	JU
Kunz	+	V	LU
Lang	=	G	ZG
Laubacher	+	V	LU
Leu	+	C	LU
Leuenberger	=	G	GE
Leutenegger Filippo	+	R	ZH
Leutenegger	*	S	BL
Leuthard	+	C	AG
Lévrat	+	S	FR
Loepfe	+	C	AI
Lustenberger	+	C	LU
Markwalder Bär	+	R	BE
Marti Werner	+	S	GL
Marty Kälin	o	S	ZH
Mathys	+	V	AG
Maurer	+	V	ZH
Maury Pasquier	*	S	GE
Meier-Schatz	+	C	SG
Menétrey-Savary	=	G	VD
Messmer	+	R	TG
Meyer Thérèse	+	C	FR
Miesch	=	V	BL
Mörgeli	=	V	ZH
Müller Geri	=	G	AG
Müller Philipp	+	R	AG
Müller Walter	+	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Müri	+	V	LU
Nordmann	+	S	VD
Noser	+	R	ZH
Oehri	+	V	BE
Pagan	+	V	GE
Parmelin	+	V	VD
Pedrina	+	S	TI
Pelli	+	R	TI
Perrin	+	V	NE
Pfister Gerhard	+	C	ZG
Pfister Theophil	+	V	SG
Randegger	+	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	+	S	BS
Recordon	=	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	+	V	GE
Riklin	+	C	ZH
Rime	+	V	FR
Robbiani	+	C	TI

Rossini	+	S	VS
Roth-Bernasconi	o	S	GE
Ruey	+	R	VD
Rutschmann	+	V	ZH
Sadis	+	R	TI
Salvi	+	S	VD
Savary	+	S	VD
Schenk	+	V	BE
Schenker	+	S	BS
Scherer Marcel	+	V	ZG
Schibli	+	V	ZH
Schlüer	=	V	ZH
Schmied Walter	*	V	BE
Schneider	*	R	BE
Schwander	=	V	SZ
Siegrist	+	V	AG
Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Sommaruga Carlo	=	S	GE
Spuhler	+	V	TG
Stahl	=	V	ZH
Stamm Luzi	+	V	AG
Steiner	+	R	SO
Stöckli	*	S	BE
Studer Heiner	+	E	AG
Stump	o	S	AG
Teuscher	=	G	BE
Thanei	+	S	ZH
Theiler	+	R	LU
Triponez	+	R	BE
Vanek	=	-	GE
Vaudroz René	+	R	VD
Veillon	+	V	VD
Vermot-Mangold	o	S	BE
Vischer	=	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	=	E	BE
Wäfler	+	E	ZH
Walker Félix	+	C	SG
Walter Hansjörg	+	V	TG
Wandfluh	+	V	BE
Wasserfallen	+	R	BE
Wehrli	+	C	SZ
Weigelt	+	R	SG
Weyeneth	+	V	BE
Widmer	+	S	LU
Wobmann	+	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zapfl	+	C	ZH
Zisvadis	=	-	VD
Zuppiger	+	V	ZH

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes
 v Vakant / Vacant / Vacante

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	28	1	36	38	3	48	2	156
nein / non / no	0	13	0	1	2	7	3	26
enth. / abst. / ast.	0	0	0	7	0	0	0	7
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	1	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	0	0	4	4	0	1	0	9
Vakant / Vacant / Vacante	0	0	0	0	0	0	0	0

Bedeutung Ja / Signification de oui:
 Bedeutung Nein / Signification de non: